



Version provisoire

TERRES DE RANCHEROS

Un siècle d'histoire agraire dans la sierra du Veracruz au
Mexique (Xico, 1872-1982)

Odile Hoffmann
ORSTOM
Xico, avril 1991



TERRES DE RANCHEROS
Un siècle d'histoire agraire dans la sierra du Veracruz au
Mexique (Xico, 1872-1982)

Introduction

La construction régionale

- La conquête et la colonisation (XVIè)
- La consolidation du système colonial (XVII-XVIIIè)
- La modernisation politique (XIXè)
- La modernisation économique et l'émergence du café (XIXè)
- Le XXè siècle, Révolution et Réforme agraire

Xicochimalco : un territoire indien

- Les phases de dépeuplement-repeuplement
- L'identité indienne de Xico, plusieurs interprétations
- Une histoire de limites : les antécédents fonciers
- Paysages et usages du sol à l'aube du XIXè siècle

Evolutions et ruptures d'un système foncier

- Introduction : le marché foncier comme objet de recherche et méthodes
- La gestion du foncier sous le Porfiriato : la fin du territoire indien
- La Révolution et la restructuration du système foncier (1915-1950)
- A partir de 1950 : le retour des rancheros
- La structure foncière en 1986

Les rancheros dans la société locale

Conclusion

Annexes

- annexe 1 : les trajectoires des principaux intervenants sur le marché foncier de Xico, 1872-1982
- annexe 2 : les méthodes d'études de la propriété
- annexe 3 : l'établissement du parcellaire à la fin du XIXè. à partir des archives de la propriété
- annexe 4 : circulation de la propriété à la fin du XIXè.
- annexe 5 : les dotations ejidales refusées à Xico
- annexe 6 : les élections municipales à Xico, 1955-1988
- annexe 7 : le crédit à Xico de 1950 à 1982 (+ tab.)
- annexe 8 : composition des équipes dirigeantes de l'Association Locale des Eleveurs à Xico (1948-1980)
- annexe 9 : distribution de terres dans l'Etat de Veracruz, 1914- 1979

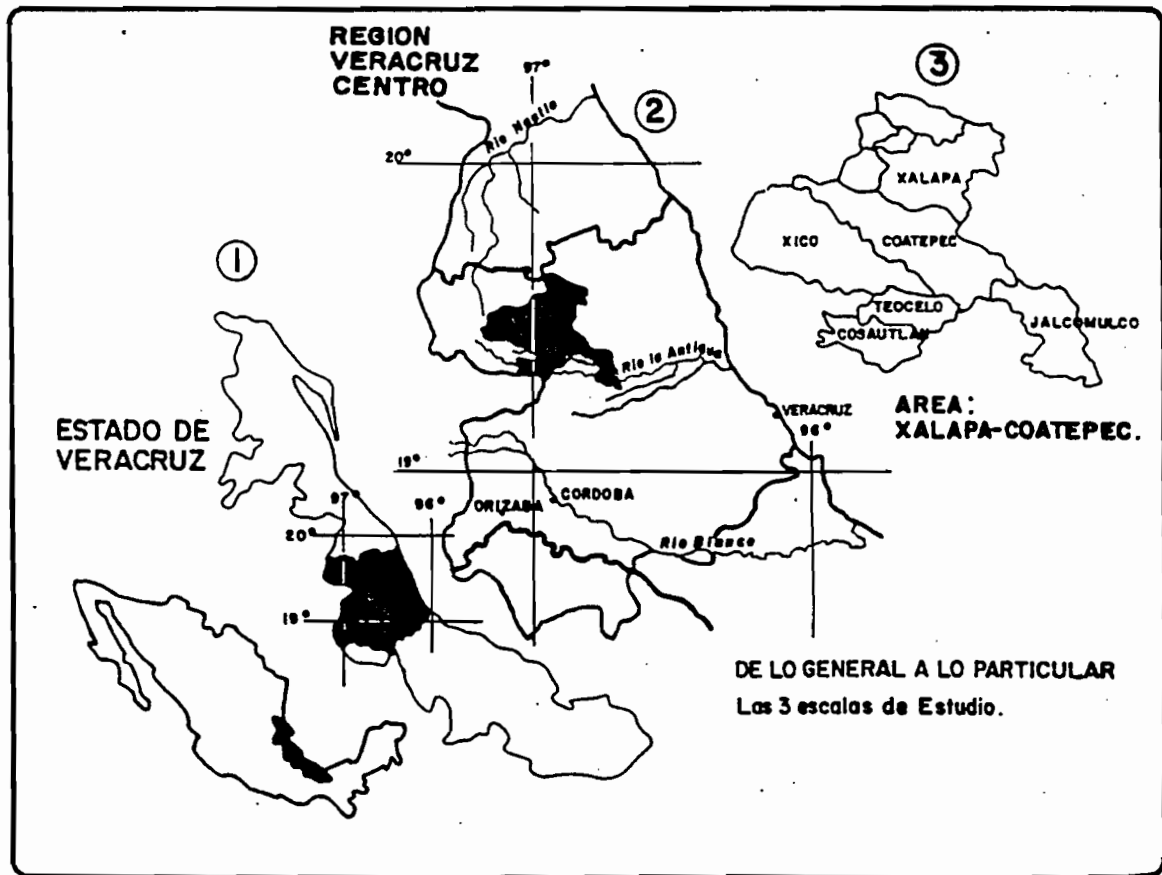
INTRODUCTION

Le produit final d'une recherche correspond rarement aux objectifs fixés au départ, au moins dans leur intégralité. Cette introduction relate en quelque sorte la dérive opérée depuis la mise en route de l'étude, en 1984, jusqu'à la formulation précise de la recherche telle qu'elle est aujourd'hui présentée.

Dans le cadre d'un projet de coopération franco-mexicaine, la problématique initiale reposait sur un diagnostic de crise d'une économie caféière régionale, dans le centre du Veracruz (cf. fig 1), crise dont la recherche devait définir "les causes et les effets" sur les plans agro-écologique et socio-économique. On nous demandait d'intervenir à différents niveaux d'analyse -l'Etat, la région, le village, la parcelle-, en compagnie d'autres disciplines, principalement l'économie et l'agronomie. Une équipe se constituait, sous le nom de "Laboratorio de Investigaciones y Desarrollo Regional" (LIDER), et travaillait de 1983 à 1988 à l'INIREB, Instituto Nacional de Investigaciones sobre Recursos Bioticos, à Xalapa, Veracruz (cf. JY.Marchal, R.Pasquis, 1984).

Je devais intervenir au niveau de villages ou communautés rurales, par l'analyse comparée des rapports que les groupes sociaux -a priori paysans- entretenaient avec leur milieu, en d'autres termes les formes de gestion de l'espace rural au niveau local. Par "niveau local" j'entends non seulement un ensemble de relations -économiques, sociales, culturelles, politiques- entre individus ou groupes d'individus susceptibles d'une interconnaissance, mais aussi l'espace

Fig 1: Le centre Veracruz et l'aire de
Xalapa-Coatepec



concret, l'espace de résidence/appartenance dans lequel ces individus et groupes évoluent, gèrent et façonnent quotidiennement leur environnement. "L'espace n'est plus seulement un cadre, donné ou construit. Il n'est plus seulement miroir, projection au sol de la société qui le produit. Il est, comme en retour perpétuel, créateur de comportements, répétitifs ou innovateurs, qui affectent son propre destin. Il n'y a plus d'espace qu'humain" (Bourdelaïs, Lepetit in Auriac, Brunet 1986). L'espace ainsi défini, associé à une société locale, correspond à un "territoire" comme l'entend J. Bonnemaison "

Un travail antérieur en Afrique de l'Ouest m'avait amenée à réfléchir sur les rapports milieu-société, en insistant sur les pratiques et perceptions du milieu par un groupe rural localisé, les Lobi. Ces pratiques concernaient l'agriculture, la cueillette et surtout l'élevage, c'est-à-dire les formes d'intervention directe de la société sur son environnement. Je décrivais alors des relations complexes homme/milieu, culture/nature, qui s'inscrivaient dans un espace local, un territoire relativement facile à définir et cartographier, approprié et exploité par les hommes qui y résidaient : un terroir.

L'histoire et les caractéristiques des sociétés rurales vivant aujourd'hui dans le centre Veracruz, montrent à l'évidence que les facteurs de médiation de l'homme à son environnement dépassent de beaucoup le strict champ de l'intervention directe sur le milieu, en particulier les activités agricoles.

Le Mexique, comme toute l'Amérique Latine, est terre de conquêtes, terre de conflits, de prises de contrôle sans cesse renouvelées et remises en question. L'histoire locale, régionale et nationale atteste d'une lutte permanente, avec des périodes de replis et d'autres d'intense activité (militaire ou politique) de la part des dominants pour

contrôler telle ou telle ressource, tel ou tel espace. Maîtrise, contrôle, le terme n'est pas trop fort. On le verra, cette terre de conquête qu'est le Mexique et notamment le centre Veracruz, porte du transit entre la Nouvelle Espagne et la métropole, a toujours été très contrôlée, ou cherché à l'être, par les pouvoirs en place.

Toute gestion de l'espace local par un groupe, paysans indigènes ou colons, suppose l'acceptation (ou le rejet qui mène alors au conflit) des autres groupes présents dans la région. La région peut alors se concevoir comme un "espace d'adaptation", un espace de confrontations entre acteurs et enjeux intervenant à divers niveaux.

Dans les processus de contrôle exercé par les classes dominantes, l'espace peut être utilisé de diverses manières :

- d'une part l'espace concret, mesurable, est l'objet d'une conquête puis d'une maîtrise économique ou militaire directe, de la part premiers conquérants, puis des "hacendados" qui accaparent de grandes superficies pour y installer leurs domaines agricoles ou d'élevage (les haciendas);

- l'espace est d'autre part surveillé, organisé pour le contrôle des hommes ou des ressources à travers les nouveaux découpages administratifs, les statuts accordés aux nouvelles divisions administratives, les circuits de recollection des impôts. Les nouveaux venus imposent leurs marques, leur propre perception d'un espace qu'ils s'approprient, même s'ils ne le contrôlent pas matériellement. C'est à travers les pratiques spatiales, d'ordre économique, politique ou militaire, qu'ils imposent peu à peu leur propre vision et gestion du monde.

Comprendre la région et l'espace local, le territoire, c'est donc d'abord comprendre les pratiques spatiales qui les animent. Celles-ci sont extrêmement diverses, allant des activités agricoles aux activités religieuses ou ludiques, en passant par le politique et le culturel. Toute pratique est

susceptible d'être "spatialisée", mais certaines le sont d'office, qui s'enracinent physiquement dans un espace donné.

La plus immédiate est évidemment le contrôle des terres, conçues comme support de production mais aussi de reproduction -matérielle, sociale et symbolique- des populations résidentes. La régulation de l'accès à la terre sera ainsi le moyen privilégié d'action sur l'espace et les populations locales.

L'histoire foncière du Mexique est une longue succession de défaites des populations indigènes face à un colonisateur sûr de sa force et de son droit, avec des rébellions régionales plus ou moins durement réprimées au cours des siècles.

Elle est dominée par deux figures, celle du "terrateniente", hacendado ou grand propriétaire espagnol, créole ou descendant d'espagnols, et celle du paysan minifundiste ou sans terre, indien ou métis de souche indienne. Une telle caricature a longtemps prévalu dans les schémas d'interprétation du monde rural, alimentée et modernisée par la Révolution de 1910 qui donne enfin la parole aux seconds. Notons qu'elle avait tout de même quelque fondement puisqu'on estime, dans le Veracruz, à plus de 90% de la population rurale les paysans sans terre en 1910 (R. Falcon, 1977).

Depuis quelques années cependant, on commence à comprendre et à mesurer l'ampleur du rôle joué par une catégorie intermédiaire, celle des producteurs "moyens" souvent appelés "rancheros". Ce sont des propriétaires fonciers travaillant eux-mêmes leurs terres, tout ou en partie, en général avec l'emploi de salariés, mais sans atteindre les superficies ni surtout suivre les modes d'exploitation et de fonctionnement des haciendas (notamment les relations de travail servile ou obligatoire imposés aux ouvriers agricoles demeurant à vie sur les terres de l'hacienda). Qualifiés d'agriculteurs ou de "rancheros" selon les auteurs (F.Schryer, 1980, D.Skerrit, 1989), ils sont encore mal connus mais occupèrent et occupent

toujours une place fondamentale dans les équilibres et rapports de force locaux, notamment en période de crise. Ils sont connus et considérés à la fois par les grands propriétaires et par les paysans et ouvriers : avec des modes de vie souvent simples et comparables à ceux des paysans, mais des ambitions et résultats économiques plus proches de ceux des hacendados, les "rancheros" représentent peut-être l'équivalent de certains notables tels que les décrit, pour la France, M. Marié : "Le notable a une fonction que l'on connaît bien et qui est celle d'intermédiaire entre l'Etat et la société locale. Mais, plus encore, je crois que le notable, personnage à facettes, acteur (Goffman), par son double-jeu entre le dire et le faire, entre le visible et l'invisible, est le préservateur de l'opacité d'une société locale. ..Ce faisant, il contribue à la gestion d'une hétérogénéité culturelle et des temporalités superposées, instaure des passerelles entre culture orale, culture écrite et culture technologique" (M.Marié, in Auriac, Brunet 1986).

Les "rancheros" du Mexique ont su en général traverser la période révolutionnaire et post-révolutionnaire en conservant, et souvent en améliorant, leurs productions et propriétés d'une part, leur rôle politique et leur statut social d'autre part. Reste à préciser leurs rapports (alliance, conflit, rupture) avec les autres catégories, cerner leur rôle et situer ce groupe dans les grands courants explicatifs de l'histoire mexicaine.

L'espace local et les pratiques spatiales, le support foncier et le contrôle des terres, les "rancheros" et les "moyens propriétaires", tels seront les grands thèmes sur lesquels s'appuiera le travail pour comprendre la dynamique d'un espace rural au Mexique et son insertion dans la région.

Pour une telle orientation de recherche, et comme on a pu déjà le noter, les références à l'histoire sont inévitables. On n'a pas cherché à définir précisément une période d'étude mais à remonter, "selon les diverses et innombrables rivières du temps" (Braudel 1958), jusqu'aux événements et processus qui ont joué un rôle dans la configuration de l'espace local et régional. Si dans un premier temps la Conquête apparaît comme un point de départ incontournable, début de la construction régionale ayant marqué l'espace durant plus de deux siècles, on s'attardera plus sur le XIXème siècle, à partir duquel se met en place la configuration spatiale qui perdure aujourd'hui.

Dans l'étude qui suit, un premier chapitre mettra l'accent sur l'espace régional, sa construction et ses transformations au cours des siècles, les acteurs et les conflits qui ont participé à l'élaboration de la région, les rapports entre celle-ci et ses sous-divisions.

On abordera ensuite l'étude plus détaillée d'un "municipio", équivalent grossier de la commune en France (chap.II). Dans le cas du municipio de Xico, l'histoire foncière remonte aux premiers temps de la Colonie, quand les indiens tentent de préserver leurs terres face aux appétits des hacendados de la région.

Plus tard au XIXème siècle, les rancheros font leur apparition et parviennent à se construire un territoire qu'ils conservent jusqu'à nos jours. Le chapitre III s'attardera plus spécialement sur cette période d'élaboration du "modèle ranchero", ses fondements fonciers et les atouts qui lui ont permis de prospérer jusqu'à aujourd'hui.

Un dernier chapitre (IV) fera le point sur la place qu'occupe désormais le groupe ranchero dans la société locale, et les mécanismes sociaux et politiques qui assurent sa reproduction.

CHAPITRE I : LA CONSTRUCTION REGIONALE

"La géographie régionale est un récit"

R. Brunet

Pour rendre compte de la construction de l'espace régional, nous suivrons un ordre chronologique grossièrement découpé en 4 phases : l'installation espagnole aux XVIème et début du XVIIème siècles, sa consolidation des XVIIème et XVIIIème jusqu'à l'indépendance en 1821, la modernisation du système politique et économique au XIXème jusqu'à la Révolution de 1910, et enfin la période contemporaine, marquée par une plus grande intégration de la région aux circuits nationaux et internationaux.

A côté de quelques documents et rapports d'époques, j'ai beaucoup emprunté, pour la période allant du XVI au XVIIIème siècles, à G. Bermudez G. (Jalapa en el siglo XVI, 1984), et à M. Baez (Café y formacion regional, 1983). Sur le XIXème siècle, les sources se multiplient, citons toutefois principalement M. Baez (1983), A. Beaumond (1988), C. Blazquez (1986), N. Léon Fuentes (1989).

On appelle "région de Xalapa" l'espace géographique attenante à cette ville, dans des limites variables selon les époques, c'est-à-dire selon la plus ou moins grande influence, attraction ou domination de la ville et de ses habitants (administrateurs, commerçants, paysans, ouvriers, hacendados...) sur l'espace environnant. En d'autres termes, on ne définit pas la région a priori car "tout schéma régional, toute organisation de l'espace, est le produit des relations sociales de domination qui s'exercent dans le temps. Au lieu de partir de la "singularité" ou "spécificité" d'une région, on recherchera les forces sous la pression desquelles

les régions acquièrent formes et destins" (A. Moreno Toscano, E. Florescano, 1977).

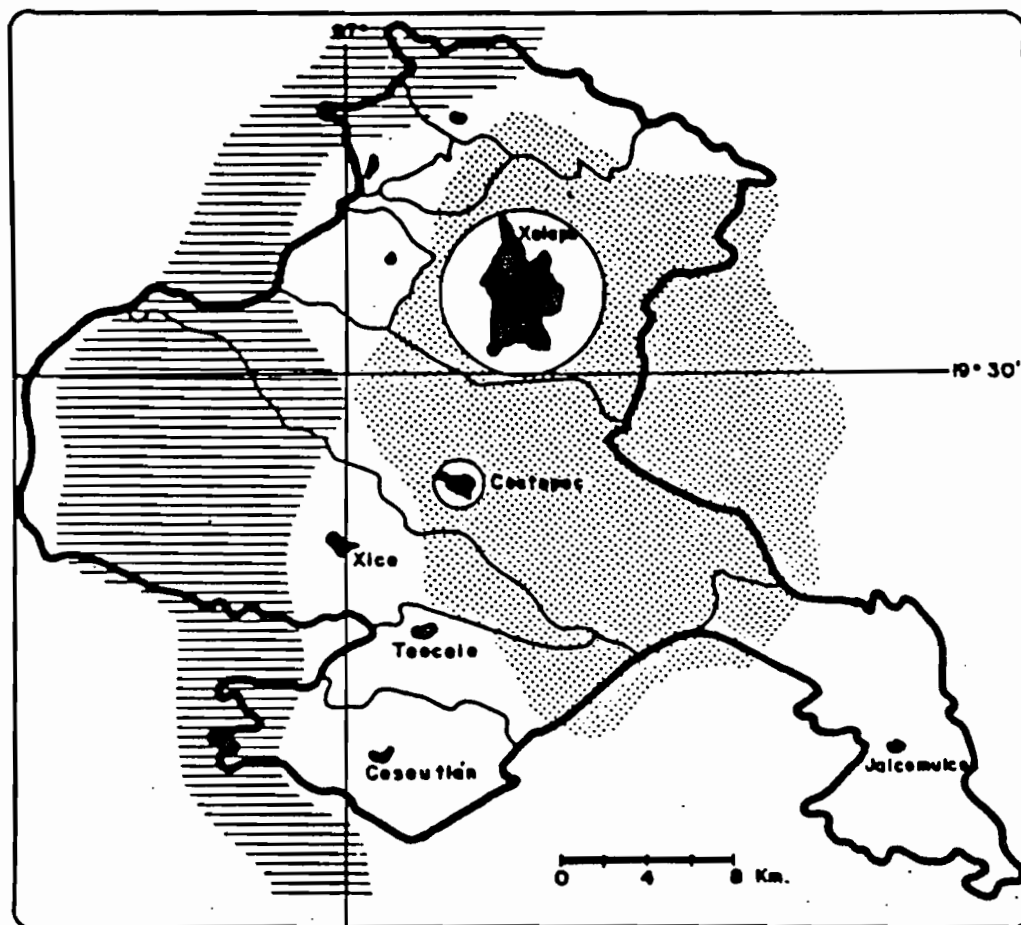
Précisons cependant qu'il s'agit d'une portion de la Sierra Madre orientale, à l'Est de Mexico, au centre de l'actuel Etat de Veracruz. Les altitudes vont de 3000 mètres, au contact avec l'altiplano, à l'Ouest (le sommet du Cofre de Perote atteint 4220 mètres), à 800 mètres ou moins à mesure que l'on s'approche de la côte du Golfe du Mexique, à l'Est. Les pentes, plus fortes à l'Ouest et couvertes de forêts, de pâturages et de cultures de maïs, s'adoucissent pour laisser place à de petites mesas aux alentours de Xalapa, où s'étendent aujourd'hui les plantations caféières, de 1400 à 900 mètres d'altitude environ. Le climat est tempéré humide, frais en altitude et plus tropical à mesure que l'on descend. Au-delà de la zone caféière, vers l'Est, commencent les plantations de canne à sucre, les fruitiers et les pâturages de la zone basse, plus sèche et plus chaude.

La ville de Xalapa (environ 200000 habitants en 1980) est entourée par un réseau de bourgs et petites villes qui sont les chef-lieux des municipes environnants. La carte ci-jointe (fig.2) montre la disposition régionale et les dynamiques spatiales différenciées qu'elle abrite : une dizaine de municipes s'étageant depuis les terres froides d'altitude jusqu'aux terres chaudes, couvrant une superficie approximative de 2000 km² et habitée par 400000 personnes environ en 1980.

Fig 2:

AIRE XALAPA - COATEPEC

LES DYNAMIQUES SPATIALES



Secteur montagneux

Anciennement : Zone de refuge de communautés indiennes; production de maïs et haricot.

Actuellement : Aspect pionnier; exploitation forestière et élevage.



Ancien secteur d'exploitation coloniale. Economie sucrière et élevage; haciendas (XVII ou XIXe.)

Actuellement : Aire de production caféière depuis le fin de XIX siècle.



Ancien secteur d'élevage extensif; colonisation depuis la Réforme Agraire (1920 - 1945); actuellement, secteur de cultures diversifiées, dont le café.



• Croissance urbaine récente.

Fuentes : "ANÁLISIS GRÁFICO DE UN ESPACIO REGIONAL: VERACRUZ"

J. Y. Marschal, Rafael Palma S., 1965, planche 210.

Chapitre I

I

LA CONQUETE ET LA COLONISATION

Au moment de la Conquête espagnole, au début du XVIème siècle (1519), Xalapa est un bourg formé de plusieurs quartiers, situé aux confins de deux espaces fortement structurés : le Totonacapan au Nord, entité complexe et très vaste, relativement indépendant de l'empire mexica -quoique lui payant tribut-, et une aire anciennement totonaque au Sud (en gros de Xico-Ixhuacan jusque vers Huatusco), mais passée sous contrôle mexica au cours d'invasions successives.

En effet les grands royaumes de l'altiplano cherchaient à étendre leurs domaines vers les régions situées sur les contreforts de la Sierra, relativement peuplées et productrices en grains (maïs et haricot). Ces régions sont ainsi l'objet de campagnes d'invasions régulières, opérées d'abord par les tlaxcaltèques et téochichimèques (1313 à Xalapa, 1384 puis 1402 à Xico), puis par les guerriers de la Triple Alliance venus du sud, par Huatusco et Quimixtlan : 1451 sous l'empereur Moctezuma Ilhuicamina dans le centre de l'actuel Veracruz, et de nouveau en 1479 sous Moctezuma Axayacatl. A la fin du XVème siècle, la région de Xalapa est sous contrôle des mexica qui installent quelques forteresses (dont Xico) et perçoivent le tribut versé à Moctezuma et à Texcoco. Ils développent un réseau commercial qui irrigue toute la région, avec les Tenochcas (commerçants au long cours) qui relient Tenochtitlan et l'altiplano d'une part, aux lointaines contrées de la côte et du pays Maya d'autre part.

Xalapa est aux marges de cette nouvelle aire d'influence mexica, en quelque sorte protégée par la proximité du puissant voisin totonaque. Avec ses environs immédiats, elle forme une espèce de frange, un espace au statut incertain

(1), interstitiel ou au contraire de recouvrement entre deux zones bien définies et contrôlées par des pouvoirs qui s'affrontent.

A l'arrivée des Espagnols en 1519, Xalapa est donc un bourg sans pouvoir ni rôle régional spécifique, bien que regroupant une population importante, 30000 habitants, soit presque autant que Zempoala, "capitale" du Totonacapan située sur la côte atlantique. Ces caractéristiques en font un lieu propice à l'installation des Espagnols, d'autant que la localité est dotée d'une situation géographique stratégique aux yeux des conquistadors :

- à mi-chemin entre la côte et l'altiplano, vers 1400 mètres d'altitude, elle présente de bonnes conditions climatiques et de salubrité, qui font cruellement défaut aux nouveaux arrivants lorsqu'ils débarquent à Veracruz, où "les fièvres" déciment ceux qui s'aventurent à y résider;

- la première et principale voie de communication entre Veracruz et Mexico passe par Xalapa, qui devient passage obligé entre la Nouvelle Espagne et sa métropole (2) . Veracruz est en effet le seul port qui abrite les navires en provenance ou à destination d'Espagne, monopole dont il conservera le privilège jusqu'en 1778.

Ces atouts expliquent la croissance de la ville. S'y installent les nouveaux arrivés, qui "récupèrent" avant de continuer vers Mexico -et parfois restent-, et les militaires, administrateurs et négociants dont les activités se focalisent à Veracruz le temps d'un débarquement ou embarquement, mais

(1) A tel point que les témoignages de l'époque se contredisent fréquemment sur l'appartenance et l'imposition tributaire des différents villages de la région aux royaumes environnants.

(2) Xalapa sera toujours en compétition avec Cordoba et Orizaba, plus au Sud, pour la liaison directe entre la capitale et Veracruz. Parfois perdante, comme par exemple au début de la construction des chemins de fer dont la première voie directe passe par Cordoba, Xalapa gardera toujours l'avantage politique, restant la capitale d'état (à l'exception d'une période du XIXème où elle perd ce statut au profit du port de Veracruz).

qui résident en fait à Xalapa. La population indigène, estimée pour la région à 40000 tributaires avant la Conquête (avec toutefois une grosse incertitude sur la population estimée de Xalapa), chute brutalement (2869 tributaires en 1580).

A la même époque, se met en place le système de contrôle colonial, avec ses découpages administratifs : "Pendant longtemps trois systèmes de divisions territoriales co-existent en Nouvelle Espagne : la division ecclésiastique, la division administrativo-judiciaire (Audiencias, Corregimientos, Alcaldías mayores) et la division administrativo-fiscale (Provincia interna et Intendencia)" (Solis Fuentes, 1982). En 1580, Xalapa est le siège de la Alcaldía mayor, de la Province et de l'autorité religieuse, sans que toutefois les aires de juridiction ne correspondent, celles-ci restant souvent assez vagues d'ailleurs. Le prélèvement des tributs -de la Couronne, de l'Eglise et le cas échéant des nouveaux propriétaires terriens- s'effectue dans un premier temps en utilisant les circuits préhispaniques instaurés par les mexica.

En ce qui concerne le contrôle effectif et direct des hommes et des ressources, les "Ordenanzas para la repartición de indios en la Isla Española" (Ordonnances de Burgos en 1512) se concrétisèrent en Nouvelle Espagne sous la forme des "encomiendas" : "on allouait un groupe d'indiens à un espagnol -l'encomendero- qui avait le droit de percevoir tribut et "service" (travail obligatoire) des indiens en échange de doctrine et protection" (Historia general de Mexico, 1976, tII, p 51). Les abus de la répartition et du travail forcé décimèrent la population indigène, déjà affectée par les épidémies. A Xalapa, le nombre de tributaires passe de 900 en 1570 à 639 en 1580 et 370 en 1609; "le même phénomène s'est répété pour les 19 villages appartenant à l'Alcaldía mayor de Xalapa" (M.Baez, 1983). Devant ces ravages, la Couronne espagnole réduit le nombre des encomiendas, puis les supprime

-officiellement- avec les "Leyes Nuevas" de Philippe II en 1542. Le travail forcé, ("el servicio" ou "repartimiento", obligatoire et rétribué) fut aboli en 1601, puis de nouveau en 1631, ce qui laisse planer quelques doutes sur son application dans les faits (Hist. Gen. Mex. 1976, tII, p 140)..

encomienda + repartimiento
L'autre façon d'acquérir des terres était de recevoir une "merced", conçue au départ "pour récompenser les soldats qui avaient participé à la découverte et à la conquête des nouveaux territoires avec leurs propres ressources" (G.Bermudez G., 1977).

A différence de l'encomienda, la merced institue la propriété des terres, et non de ses habitants. La Couronne se réserve le droit de tribut, quitte à se décharger de son recouvrement sur le bénéficiaire de la merced ; en 1550 la Couronne procède à une centralisation et homogénéisation des tributs, ce qui renforce le pouvoir du Vice-roi et en enlève aux conquistadors installés sur les mercedes. Sauf exception -et Xico en est une- les mercedes sont concédées à titre individuel. "La population indienne, à titre individuel ou au nom des communautés, pouvait également solliciter des terres à la Couronne...mais il semble que seuls les caciques et les "principaux" purent le faire" (G.Bermudez G. 1977, p71).

Dans la région, les encomiendas furent peu nombreuses, soit que les conquistadors préférèrent aller risquer leur chance dans des contrées plus riches en or et argent, soit qu'ils craignaient une trop grande proximité de l'administration coloniale parfois un peu pointilleuse, soit enfin que la Couronne ait volontairement voulu garder le contrôle d'une région considérée stratégiquement importante. Quoiqu'il en soit, en 1580, seules restaient 4 encomiendas dans toute la Province de Xalapa : Coacoatzintla de Domingo Gallego, Acatlan de Martin de Mafra, Miahuatlan et Chiconquiaco de Juan Valiente, Ixhuacan de Francisco de Reynoso (Papeles de Nueva Espana, compilados por Francisco del Paso y Troncoso, cité par

Melgajero, 1980). Les trois premières sont situées au Nord de Xalapa, la dernière au Sud, mais toutes en zone montagneuse d'altitude. — *précisément dans les zones montagneuses, y compris les engrangements.*

Les autres localités étaient sous contrôle direct -et tributaires- de la Couronne. "Xalapa ne fut pas donnée en encomienda mais attribuée à la Couronne Royale" (G.Bermudez G., 1977). Un document de Bravo de Lagunes du XVIème siècle cite les tributs versés par les propriétaires fonciers et les villages de l'Alcaldia pour les années 1584 et 1585, payés en avril 1586 (tribut versé en maïs à la Couronne, sans compter le tribut dû à l'Eglise). A eux seuls, deux villages (Xico et Coatepec) contribuent pour une somme égale à 60% des tributs versés par l'ensemble des propriétaires privés, espagnols (id.). Le prélèvement opéré dans les communautés villageoises était donc loin d'être négligeable.

Certains Espagnols commençaient pourtant à développer leurs exploitations, sur des terres reçues en merced ou à partir de concessions obtenues pour installer des auberges sur la route commerciale allant de Veracruz à Mexico (les ventas).

"Dans la plantation (sucrière) de El Grande, de Francisco Hernandez de la Higuera, travaillaient dans les années 1599 et 1600 des espagnols, des métis, 120 esclaves noirs et 40 indiens "répartis" chaque semaine par "voie de secours" ("exception") selon une concession accordée par le Condé de Monterrey. Ces travailleurs indiens furent enrôlés à Ixhuacan (11 d'entre eux), Xicochimalco (8), Coatepec (6), Xalcomulco (4), Tlacolula (5), Naolinco (2), Xilotepec (2) et Chapultepec (2)" (G.Bermudez G., 1977, p136).

Notons au passage, nous y reviendrons, les trois formes de travail, libre pour les espagnols et métis, esclavage pour les noirs et travail forcé pour les indigènes. Ces derniers proviennent de tous les points de la région, même les plus éloignés de la plantation. C'est une des caractéristiques des haciendas de la région d'avoir toujours combiné plusieurs formes d'exploitation de main d'oeuvre et d'avoir puisé dans

les populations indigènes libres des environs, à la différence des haciendas "classiques" qui fonctionnaient essentiellement avec une main d'oeuvre attachée à l'hacienda de génération en génération, les "peones acasillados".

Les productions surveillées : la canne à sucre et l'élevage

En 1591, devant la multiplicité des formes d'accès à la terre, les conflits entre les encomenderos, l'Eglise et la Couronne pour le contrôle foncier et celui des indiens, mais aussi pour renflouer les caisses de l'Etat, Philippe II procède à une première "régularisation" des titres de propriété. Une seconde, la "composition", aura lieu au XVIIème. C'est la porte ouverte à l'accaparement des terres.

A Xalapa les espagnols s'installent peu à peu : 20 "vecinos espanoles casados", soit environ 100 personnes en 1580 (2% de la population), plus de 40 en 1600, plus de 50 en 1609 (12% de la population).

A la fin du XVIème siècle existent au moins trois plantations et fabriques sucrières d'importance, sur une cinquantaine que compte la Nouvelle Espagne : les "ingenios" de San Cayetano (aujourd'hui Pacho), de San Pedro Buenavista (La Orduna) et El Grande (M.Baez, 1983 et G.Bermudez G., 1987). Quelques années plus tard on dénombre huit haciendas dans la région, qui pour la plupart combinent l'élevage bovin et la canne à sucre : deux d'entre elles, El Encero et Lucas Martin, résultent de l'extension des concessions de "ventas" et sont situés sur la route de Veracruz à Mexico, autour de Xalapa. Les autres haciendas se développent plus au Sud, vers Coatepec : Tuzamapan est un immense domaine érigé en mayorazgo (3),

(3) formule juridique espagnole qui vise à conserver intactes les grandes propriétés et empêcher leur fractionnement par héritage; elle institue le droit d'ainesse exclusif pour l'héritage et la gestion d'une propriété, avec interdiction de

surtout exploité pour l'élevage, et un autre mayorazgo, dit "de la Higuera" du nom de son fondateur, comprend les cinq autres haciendas : La Orduna, El Grande, El Chico, Mahuixtlan et La Laguna. Les nouvelles propriétés sont vastes, mais encore peu nombreuses. Les espagnols de Xalapa sont principalement commerçants.

Le principal obstacle à une véritable colonisation des terres reste la présence d'une population indienne certes peu importante mais dispersée sur tout le territoire. La Couronne procède alors au regroupement forcé de la population indienne dans les bourgs. C'est le processus dit de la congrégation (4), en 1600 à Coatepec et 1601 à Xico. Les hameaux sont vidés de leurs habitants, et souvent même brûlés pour éviter tout retour. La congrégation facilite le recouvrement des tributs et le contrôle de la population ; elle laisse aussi le champ libre aux appropriations foncières.

A cette époque, on trouve dans la région, en plus des productions indigènes (maïs, courge, haricot, tomate, piment...) des produits comme oranges, limes, citrons, poires, blé, canne à sucre et bananes. Les fruitiers furent rapidement adoptés par les paysans indiens (de même que les outils agricoles d'ailleurs : "l'araire, le joug, la houe, le pic, l'herminette, la bedane, le couteau et les autres ustensiles de fer amenés par les européens" (G. Bermudez G., 1977, p116). Au contraire les céréales et la canne à sucre restèrent sous contrôle exclusif des colonisateurs, de même que l'élevage.

En effet, si la Couronne laissait l'initiative aux colons pour les activités agricoles en général, elle intervenait néanmoins pour l'introduction des grandes cultures, comme le blé et la canne à sucre : "A partir de Don Luis de Velasco (1550), on

la vendre, louer ou diviser. La création d'un "mayorazgo" est contresignée par le roi lui-même.

(4) Un premier regroupement de la population avait été impulsé dès 1560 par les franciscains, notamment à Coatepec (S. Garcia, com. or.).

recommanda spécialement aux vice-rois qu'ils favorisent l'installation de moulins et usines sucrières (les ingenios) et qu'ils augmentent les plantations de canne à sucre par l'adjudication des terres nécessaires à ceux qui désireraient s'adonner à cette activité" (Hist. Gen. Mex., 1976, p108). Il faut croire que cette recommandation fut particulièrement bien suivie puisqu'en 1599, devant l'étendue des terres semées en canne à sucre au détriment du blé (surtout sur l'altiplano mais également dans la région, à Lucas Martin par exemple) et du maïs, une ordonnance soumet les nouvelles installations à l'approbation du Vice-Roi, et seulement s'il est prouvé qu'elles ne nuisent pas aux cultures de blé et de maïs (id. p 110). C'est le début des conflits entre les planteurs-hacendados et les autres producteurs, le début aussi de l'intervention des "pouvoirs publics" dans la régulation de l'agriculture.

La diffusion de l'élevage fut de même très selective. Si les poules (gallinas de Castilla) et le petit élevage (chèvres, moutons, cochons) se répandirent rapidement y compris dans les exploitations indiennes, l'élevage bovin fut dès le départ très protégé. Des lois d'abord (5), mais surtout l'organisation des éleveurs en "Mesta", sorte de confrérie ou corporation à l'image de l'organisation métropolitaine, donnèrent à l'élevage un statut tout à fait particulier dont les traces survivent aujourd'hui encore.

(5)" Une loi de 1551, sous Charles V, avait donné aux indiens ("los naturales") le droit d'élever toute espèce de bétail sans aucune restriction ; mais la réalité fut différente, on leur interdit les chevaux à l'exception des caciques et seulement avec l'accord du Vice-roi ; et dans les ordonnances du 25 janvier 1574, du Vice-roi Don Martin Enriquez, on leur interdit l'élevage bovin et l'ouverture de boucheries dans leurs villages ; on ordonna même aux propriétaires fonciers de ne pas leur vendre de viande "sans autorisation expresse", pour ne pas nuire aux haciendas espagnoles" (G.Bermudez G., 1977, p121).

La première "Mesta" s'établit à Mexico dès 1529, puis à Puebla (1541), Oaxaca (1543) et au Michoacan (1563). Les premières ordonnances, confirmées en 1542 par "provision royale", statuent sur les marquages d'animaux au fer, pour freiner la confusion et identifier les troupeaux qui s'étaient multipliés dans la plus grande anarchie. "A la fin du XVIème siècle, le bétail "marron" (bétail redevenu en partie sauvage) abondait au Mexique, les espagnols faisaient des incursions dans la montagne à la recherche de vaches et taurillons dans le but d'exploiter les cuirs" (G.Bermudez G., 1977, p119). Pouvaient adhérer et devenir "frères de la Mesta" les éleveurs de plus de 300 têtes de petit bétail ou 20 de gros bétail. Dans les faits, les limites seront respectivement de 3000 et 1000 (Hist. Gen. Mex., 1976), excluant d'office tous les petits éleveurs, et a fortiori les indiens. La Mesta disparaît formellement en 1813 mais la corporation des éleveurs subsiste jusqu'à nos jours comme un pouvoir politique indépendant et puissant.

L'élevage a tout de suite provoqué des conflits entre éleveurs et cultivateurs, entre espagnols mais surtout entre espagnols et indiens, individus ou collectivités. Les incursions de bétail dans les terres de culture étaient fréquentes, d'autant que la loi, imposant "la communauté de paturages, bois et eaux" après les récoltes, interdisait de ce fait la construction de clôtures fixes propres à arrêter le bétail. Les archives regorgent de dossiers d'arbitrage établis par les autorités vice-royales sur demande de communautés indiennes spoliées -notamment, dans la région, pour Coatepec et Xico-, qui démontrent avant tout l'impuissance des indiens comme de l'administration devant les éleveurs organisés et solidaires.

La solution adoptée par la Couronne est de partager l'espace, en fixant des normes de superficie pour chaque type de

propriété et d'activité (6) , des distances minimales entre terres indiennes et "estancias" espagnoles (1000 "varas" soit environ 800 mètres), et finalement en établissant la division et l'appropriation privée des "pâturages, bois et eaux" anciennement communautaires et inaliénables (ordonnances de 1567 légèrement modifiées en 1687 et 1695, Hist. Gen. Mex., 1976, p123). C'est à ce titre qu'on a pu dire que le développement de l'élevage est le départ de la véritable appropriation territoriale (F.Chevalier, 1976), avec ses limites et conflits de limites, ses lois et ses arbitres, et finalement, dans la majorité des cas, la spoliation des terres indigènes. Autour de l'élevage se sont construits des groupes de pouvoir décidés, pragmatiques et prêts à s'allier ou au contraire à s'affronter durement avec les puissances du moment, la Couronne, l'Eglise et plus tard l'Etat indépendant.

CONCLUSION

La "région de Xalapa" est une construction née de la conquête espagnole, sur un espace qui était, sinon vide du moins politiquement "vague" (cf. C^ambrezy 1989), n'appartenant (plus) ni au Totonacapan du Nord, ni aux zones contrôlées par les mexicas au Sud. C'était une sorte de couloir neutre, qu'ont rapidement su s'approprier les espagnols, créant ainsi le début du "couloir de navigation mondiale" (L. Pasquel) de

(6) Les surfaces des propriétés seront désormais mesurées en "caballerias", équivalent à 42,79 hectares
 "sitio de ganado menor", équivalent de 780 has
 "sitio de ganado mayor", équivalent de 1775 has.
 Le "fond légal", aire d'implantation des villages et communautés indiennes, est fixé à 101 has.
 (I.E. Santacruz, L.Gimenez Cacho, 1977).

Séville-Cadix-La Havane-Veracruz-Acapulco-Philippines, sur la route des Indes.

Contrairement à d'autres zones de la Nouvelle Espagne, plus isolées et entièrement "tenues" par les conquistadors et leurs descendants, la région de Xalapa est largement restée sous le contrôle de la Couronne espagnole. Les enjeux furent d'abord les hommes et les tributs puis, rapidement, la terre. Autour de la ville, son aire d'influence n'a pas de limites nettes mais s'étend dans un rayon d'au moins 40 km, dans toutes les directions. Une carte de 1580 circonscrit la province de Xalapa aux "limites naturelles" que sont la sierra de Misantla et Colipa au Nord, celle du Cofre de Perote à l'Ouest, et le rio de Los Pescados au Sud, vers Ixhuacan. A l'Est, les dernières localités mentionnées correspondent aux villages actuels de Jalcomulco, Emiliano Zapata et Almolonga. Polarisée sur Xalapa et l'axe de communication qui la traverse, la région n'apparaît pas encore différenciée, et notamment pas entre Nord et Sud (sauf peut-être pour les encomiendas). Contrairement à l'espace préhispanique, culturellement divisé entre un Nord totonaque et un Sud Nahuatl (M.Baez, 1983), l'espace colonial au XVIème siècle s'étend de part et d'autre de la ville.

Les administrateurs et fonctionnaires, aux côtés des commerçants, sont les premiers à s'approprier des terres et à constituer les haciendas, sur la base de l'exploitation sucrière et de l'élevage.

Au cours de ce premier siècle de colonisation, les conflits ont déjà fait surgir les principaux groupes de pouvoir (les éleveurs, l'Eglise, la Couronne et ses administrateurs), et les grands mécanismes que l'on retrouvera dans les périodes suivantes (l'exploitation de main d'oeuvre libre et rétribuée résidant dans les environs des haciendas, la conjonction d'intérêts entre commerçants, administrateurs et hacendados, l'intervention de la Couronne dans l'agriculture, la spoliation des terres indigènes...).

Chapitre I

II

LA CONSOLIDATION DU SYSTEME COLONIAL (XVII-XVIII^e siècles)

Les siècles suivant la Conquête sont ceux de la consolidation coloniale avec, pour la région, une caractéristique fondamentale : l'alliance des gens de la terre et des gens du négoce.

Xalapa est bien placée, sur une des principales "lignes" du commerce "national" et mondial qui culmine au XVIII^eme, avec la réalisation de gigantesques foires (Las Ferias, dont une dizaine se déroulèrent à Xalapa entre 1720 et 1778, date à laquelle Carlos III mit fin au monopole des ports entre l'Espagne et les Indes). Les commerçants de Xalapa et sa région se taillent les plus gros bénéfices, par la spéculation et le monopole de fait, garanti par leur localisation à Xalapa ou au port de Veracruz.

L'argent des uns et des autres va trouver un débouché dans les haciendas ; le développement de ces dernières ne s'explique qu'en relation avec celui des activités de la ville. La plupart des hacendados sont également négociants, administrateurs ou militaires (cf. N. Leon Fuentes, 1989). L'hacienda représente un investissement de ressources accumulées ailleurs, de la part de propriétaires ayant d'autres intérêts. Ceci confère aux haciendas de la région, construites autour du binôme canne à sucre/élevage, quelques particularités.

-Les activités de l'hacienda restent souvent sinon subordonnées, du moins dépendantes des autres activités du

propriétaire qui délègue souvent ses prérogatives à des gérants, mettant en place un système pyramidal de fermage et de location des terres (cf. plus loin).

-L'exploitation sucrière ne constitue pas la base de l'accumulation pour les propriétaires fonciers ; elle n'est de ce fait pas prioritaire dans les investissements. Avec un appareillage souvent vieillot et un faible développement des moyens de production (relatif bien sûr, avec ses exceptions et ses périodes de modernisation), elle n'alimente que le marché local et régional, à quelques exceptions près. Contrairement à d'autres régions de Nouvelle Espagne comme le Morelos, l'esclavage n'y est pas très répandu ; les haciendas développent un mode original d'organisation du travail, avec intégration de main d'oeuvre locale susceptible de subvenir à sa reproduction sur des parcelles louées ou même en propriété.

-Ces haciendas sont peu viables en elles-mêmes, et en conséquence sujettes aux cycles de faillite et fortune des négociants, avec de nombreux changements de propriétaires, à la faveur de recouvrement d'hypothèques le plus souvent.

L'appropriation de l'espace : la consolidation foncière

Autour de Xalapa, la canne à sucre est cultivée dans les vallées et les parties planes et basses de la région, inférieures à 1000 mètres d'altitude, qui font l'objet des premières appropriations stables et définitives. C'est là que se construisent les "cascos", noyaux de peuplement avec les maisons de maître, les chapelles, les bâtiments de l'exploitation et les logements des péons, entourés de parcelles de culture vivrière (maïs, haricot) qui leur sont allouées.

L'élevage est extensif, demande peu de main d'oeuvre mais d'amples superficies sur les flancs de la montagne, le Cofre de Perote, ou sur les terres sèches et ingrates, à l'Est.

C'est de cette époque que daterait le repli des populations indigènes dans les montagnes et les zones accidentées du Sud-Ouest de la région (cf. M. Baez, 1983 qui établit une différence nette entre la zone de plantation et élevage autour de Xalapa et Coatepec à l'Est, au-dessous de 1400 mètres d'altitude environ, et la zone de maïs et forêt sur les versants du Perote, à l'Ouest). La montagne serait ainsi une "zone de refuge" (G. Aguirre Beltran, 1973) pour les indiens qui refusent de se plier aux nouveaux maîtres.

Les installations des haciendas provoquent d'ailleurs de nombreux conflits, le plus souvent à cause de l'élevage, avec les communautés indiennes qui se voient finalement dépossédées de leurs terres par la légalisation complète des propriétés espagnoles. En effet, par les "lois de composition de terres" (1640-1700), la Couronne octroie la propriété définitive aux personnes pouvant justifier de la possession effective des terres et payer une taxe ou droit de composition (de régularisation). Par ce biais sont pratiquement éliminées toutes les terres des communautés, celles-ci étant en général incapables d'acquitter le montant des droits. Notons une exception : Xico, qui réussit à rassembler la somme de 30 pesos-or, ce qui ne l'empêchera pas d'être dépossédée quelques années plus tard, par hypothèque.

Les Espagnols ayant garanti leurs propriétés, le système de fermage déjà mentionné se met en place : le propriétaire confie tout ou partie de son domaine à un "arrendatario" (locataire-fermier), qui fait souvent office de gérant moyennant une part variable mais appréciable des revenus (par exemple à Lucas Martin et El Encero, et plus tard La Orduna et Mahuixtlan). Celui-ci en exploite directement une partie, et sous-loue le reste à des petits producteurs, espagnols, métis ou même indiens (les caciques), lesquels à leur tour font appel à des paysans -indiens- pour les cultiver sous forme de métayage ou travail salarié.

Ce système, qui consiste en fait à louer aux paysans les terres dont ils ont été dépossédés, permet la subsistance et la reproduction de toute une classe de paysans, assez différenciée au demeurant, résidant sur place et susceptible de participer à un moment ou à un autre au travail de l'hacienda. Celle-ci en bénéficie puisqu'elle n'emploie en permanence qu'un nombre restreint de travailleurs, les petits paysans, fermiers et "sous-fermiers" apportant le complément nécessaire en période de pointe (la récolte essentiellement). Ceci explique le faible nombre de "peones acasillados" et d'esclaves dans les haciendas de la région (7). La main d'oeuvre était assurée par la population locale, salariée dès le XVIIème siècle. Ce système ne peut fonctionner que sous certaines conditions :

- que les paysans soient obligés d'avoir recours au travail salarié pour leur subsistance, ce qui est le cas pour payer les charges et les locations de terre ;
- que s'établisse une relation de dépendance entre paysans et haciendas pour assurer une main d'oeuvre stable à celles-ci, à travers le crédit personnel et l'usure.

Ce système a une autre conséquence sur l'émergence de caractéristiques propres à la région : il rend possible l'existence d'une frange intermédiaire de paysans, chefs et caciques indiens, métis ou espagnols désargentés, qui peuvent accumuler et achètent des parcelles dès qu'ils en ont l'opportunité. Ces petits producteurs forment une sorte de catégorie tampon qui joue un rôle fondamental dans l'introduction et la diffusion de cultures alternatives ou complémentaires à celles de l'hacienda traditionnelle, comme le tabac dès le XVIIème puis le café au XIXème siècle.

(7) D'après les archives notariales de Xalapa du XVIIème et XVIIIème siècle, la plupart des esclaves étaient des domestiques employés par les hacendados, les négociants et les gens aisés en général, par exemple les prêtres. Seules les haciendas sucrières de la région avaient quelques esclaves (F. Winfield Capitaine, 1984 a et b) .

En effet, pendant longtemps, la répartition des cultures et autres activités agricoles est restée assez nette (cf. plus haut) : l'élevage et la canne à sucre aux hacendados, soutenus ou non par les pouvoirs publics selon les époques et les conditions du marché, les cultures vivrières et le petit élevage aux populations indiennes. Entre les deux, la catégorie de producteurs que nous venons de mentionner, petits propriétaires ou fermiers des hacendados, cherchent à développer des cultures ou productions rentables, sans pour autant disposer de capital, d'infrastructure ou de terre en abondance. Ce sont eux qui les premiers plantent du tabac dès le XVIII^e siècle (8500 pieds de tabac à Coatepec en 1723, Rebolledo *in* M. Baez, 1983), comme une alternative à la canne à sucre d'une part, au maïs-haricot de l'autre, et d'échappatoire à la pression et la dépendance des hacendados. Le développement de cette production sera toujours contre-carré par la Couronne qui protège le commerce métropolitain, contrôle strictement la transformation et la distribution en Nouvelle Espagne, et impose un monopole de fait : la région de Cordoba est pendant longtemps la seule autorisée à produire le tabac ("Estanco del Tabaco" 1764 à 1821, J. Gonzalez Sierra, 1987).

A la fin du XVIII^e et début du XIX^e, le "complexe agraire" régional est donc déjà assez élaboré : terre, travail, productions s'organisent dans l'espace, dans des structures de production dont certaines sont relativement bien connues (l'hacienda de canne à sucre/élevage, les petites exploitations indiennes de maïs/haricot, les rapports fermage/salariat/usure pour s'assurer la main d'oeuvre nécessaire), et d'autres beaucoup moins. La concentration foncière des grandes haciendas est très poussée (cf. tableau 1), et , en 1785, les huit principales haciendas de la région couvraient près de 60000 hectares (N.Leon Fuentes, 1989). Toutefois même dans ces conditions, il reste de grandes

Tab 1 : La concentration des terres
des haciendas

Essor des haciendas - Concentration foncière

Hacienda (références bibliographiques)	:	Date	:	Surface
	:		:	
"Lucas Martín"	:		:	
(SOCORRO BENITEZ, 1984)	:	1667	:	168 has
	:	1709	:	1455 has
	:	1741	:	2525 has
	:	1887	:	5000 has
	:		:	
"La Orduña"	:	1593	::	42 has de canne
(ACOSTA DOMINGUEZ, 1982)	:	1631	:	556 has de canne
	:	1850	::	5402 has de canne et
	:		:	pâturages
	:		:	
"El Encero"	:	1560	:	780 has
(SANCHEZ GOMEZ, 1979)	:	1870	:	5264 has
	:		:	

superficies dont on sait peu de choses. Certes ce sont les plus mauvaises terres, difficiles d'accès ou éloignées de Xalapa, sur les versants du Perote, peu aptes à la culture de la canne et peu prisées par les colons. Mais rien ne prouve que les indiens aient réussi à les conserver intégralement. Par ailleurs, le nombre extrêmement restreint de grands propriétaires connus et mentionnés pour cette époque (une quinzaine pour toute la région) laisse songeur. La population espagnole de Xalapa et de Coatepec serait donc exclusivement commerçante? La concentration des terres serait telle qu'elle ne laisse aucune alternative autre que le fermage pour les catégories moyennes qui aspirent à exploiter ces terres fertiles?

Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre à l'heure actuelle, même si l'étude de cas de Xico donne quelques éléments (cf. plus loin).

En tout état de cause, on peut faire l'hypothèse de l'existence d'une population de paysans et producteurs plus ou moins aisés, fermiers ou petits propriétaires, catégorie "moyenne" composée surtout d'espagnols pauvres et de métis, n'appartenant pas à l'oligarchie régionale mais dynamiques et prêts à intervenir activement si l'opportunité se présente. Cette hypothèse est confortée par la description de la région faite en 1749, par Villasenor et Sanchez, particulièrement dans les municipes situés au Sud de Xalapa, les plus éloignés et les moins touchés par les haciendas (sauf Coatepec) : Xico, Teocelo, Ixhuacan et Ayahualulco (Cosautlan n'existait pas encore comme entité municipale).

municipe	population (familles)			activités et productions
	Esp.	Métis	Indios	
Coatepec	12	214	138	porc pour Veracruz maïs, haricot, tabac muletiers
Xico	7	44	343	maïs et "biscuits" commerce muletier
Ixhuacan	4	40	62	"purga de Xalapa", pour Veracruz et l'Espagne
Ayahualulco	3	22	70	fruits, dont poires
Teocelo	42	14	23	maïs, haricot fruits, poissons

Au milieu du XVIIIème siècle les espagnols sont présents partout, et parfois nombreux comme à Teocelo. Les métis sont également très présents, notamment à Coatepec mais aussi Xico et Ixhuacan. La population indienne a par contre été décimée, sauf à Xico où elle reste largement majoritaire : Xico qui est précisément le seul village à avoir obtenu des terres en merced au XVIème siècle, régularisées par la composition au XVIIème. Les productions sont associées au commerce : le tabac et le porc "pour approvisionner le port de Veracruz" à Coatepec, les "biscuits de maïs" qui sont la base de l'alimentation pour les muletiers à Xico, la "purga", plante médicinale pour l'exportation, à Ixhuacan, les fruits et les poissons à Ayahualulco et Teocelo, et bien sûr le maïs et les haricots pour la consommation locale. Cette description, bien que sommaire, donne à penser que ces villages et municipes "marginaux" par rapport à la ville, Xalapa, avaient eux-aussi été le siège de profondes transformations. L'absence d'haciendas n'empêche pas l'introduction d'une économie de marché ; les aires de refuges sont elles-mêmes intégrées au système régional qui se met en place. On verra d'ailleurs que ces zones dites marginales, aux limites des grandes haciendas, seront le lieu privilégié d'installation de plusieurs

"ranchos", exploitations agricoles de moindre dimension que les haciendas, au XIX^{ème} siècle.

Au XVII^{ème}, puis surtout au XVIII^{ème} siècle, Xalapa conforte son rôle. C'est devenu un centre important, administratif, économique, financier et politique. C'est à cette époque que se dessine la véritable intégration d'une oligarchie régionale présente dans tous les domaines, contrôlant à la fois le commerce, la terre, la production agricole (agro-industrielle) et bientôt l'industrie avec l'installation d'usines textiles au XIX^{ème} siècle.

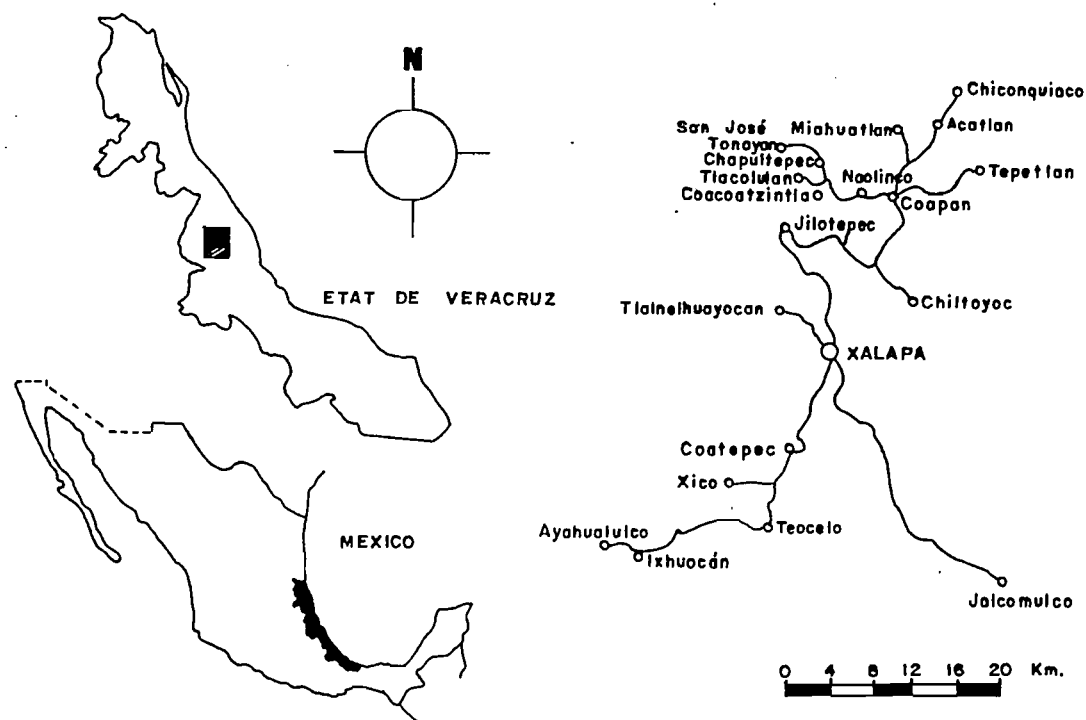
Dans ces conditions, l'hacienda d'élevage/canne à sucre n'est qu'un élément d'un système d'exploitation régional beaucoup plus vaste. Elle en est le "pilier localisé", le fondement de la légitimité qui différencie les membres de l'oligarchie régionale des autres membres de l'élite financière, commerciale ou politique résidant à Xalapa. La possession et l'appropriation, à travers l'hacienda, d'une portion de l'espace régional ouvrent la porte à l'appartenance à cette catégorie privilégiée et "pluri-active".

Très schématiquement, l'espace régional est déjà réparti, "partagé" presque entre les différents groupes que l'on a pu distinguer : l'oligarchie régionale, agraire et commerçante, au centre, dans les zones planes et plutôt basses, avec quelques incursions vers les "hauts" pour l'élevage, mais encore largement polarisée autour de la ville ; les communautés indiennes dans les zones plus éloignées de Xalapa et plus accidentées à l'Ouest et au Sud ; les producteurs "moyens" entre les deux, sur les contreforts du Cofre de Perote, à proximité de Coatepec qui émerge comme gros bourg régional. La structure spatiale se superpose presque exactement à la différenciation sociale, laquelle est, entre autres, ethnique et culturelle.

Le XVIIIème est charnière entre une époque de découverte, d'investissement d'un espace "uniformément méconnu" par les colons et centré autour de Xalapa, et une époque de consolidation et d'exploitation d'un espace désormais connu et différencié. La première, comme au XVIème siècle, favorise une organisation spatiale polarisée sur Xalapa mais orientée dans toutes les directions jusqu'aux limites naturelles déjà mentionnées ; ainsi l'indique notamment la carte de la juridiction de Xalapa et ses voies de communication à cette époque (fig. 3, cf. F. Winfield Capitaine 1984b). Puis une distinction s'opère entre la partie Sud de la région, autour de Coatepec, et la partie Nord, vers Naolinco. Dans la première se concentrent les grandes haciendas sucrières, et la population des villages et des bourgs s'accroît : Xico, Teocelo, et surtout Coatepec qui émerge comme une petite capitale agricole face à Xalapa. Vers le Nord au contraire, et malgré la présence de quelques haciendas sucrières (La Concepcion), la population reste plus dispersée et moins intégrée aux structures de production coloniales ; le relief plus accidenté ne favorise pas l'extension des nouvelles cultures, et peu à peu une coupure s'instaure entre les deux parties de la région, qui se verra institutionnalisée au XIXème siècle avec la nouvelle division administrative.

Malgré la composition des terres à la fin du XVIIème et la consolidation des haciendas au XVIIIème siècle, le problème foncier est loin d'être réglé. Les conflits de limites et les spoliations de terres continuent à susciter plaintes et revendications des communautés indigènes (Villasenor y Sanchez note en 1749 que les gens de Coatepec manquent de terre, et "se plaignent justement puisqu'ils ne possèdent même pas les 600 "varas" que Sa Majesté concède aux communautés d'indiens"). Il reviendra aux "hommes de l'Indépendance", dans un XIXème siècle dominé par une idéologie égalitariste héritée des Lumières, d'élaborer des lois qui devaient, selon eux, régler le problème une fois pour toutes.

Fig 3: La Juridiction de Xalapa au XVIII^e



Source : Winfield C. 1984

Dessin : Francisco Luna Corona

Chapitre I

III

LE XIXème SIECLE : MODERNISATION ET NAISSANCE D'UNE REGION CAFEIERE

Le XIXème est le siècle de la modernisation tous azimuts : modernisation politique avec l'Indépendance (1821), la première Constitution de 1824 et les réformes libérales des années 1850, modernisation économique avec le développement des échanges, du commerce et des communications, le rapprochement avec les Etats-Unis, la naissance d'industries nationales et l'émergence de nouvelles productions, dont le café.

LA MODERNISATION POLITIQUE : L'INDEPENDANCE ET LA REORGANISATION DE L'ESPACE NATIONAL

Durant toute la première phase de la vie indépendante du Mexique (jusqu'à la chute définitive de Santa Anna en 1855 et la fin des grands conflits armés -exception faite de l'intervention française de 1862-67), deux grandes tendances se sont combattues en matière de politique locale :

-le centralisme, appuyé par les conservateurs, s'oppose à l'autonomie des municipes, et notamment aux élections municipales. Il en arrive à supprimer les municipalités (Ayuntamientos) en 1853, et à confier l'administration aux intendants et juges de paix nommés par les gouverneurs;

-le fédéralisme, soutenu par les libéraux, réclame des municipalités élues, dans un régime décentralisé intégré par des Etats libres et souverains.

Toutefois, dans les deux cas, l'institution des "préfectures" comme niveau intermédiaire entre l'Etat et les municipes, est acceptée, et survit, avec de légères modifications, tout au long du XIXème siècle (M. Ochoa Campos (8), 1985).

La constitution de 1857 entérine l'existence d'instances intermédiaires entre les municipes et les gouverneurs, avec des prérogatives démesurées (9). Le Général Porfirio Diaz saura parfaitement tirer parti de ces dispositions, en instaurant les "Jefaturas politicas" ("chefferies politiques") et en procédant à une véritable "mise au pas des autonomies locales" de 1876 à 1890 (F.X. Guerra, 1985). "Le régime des "jefaturas politicas" a complètement étouffé la vie municipale" (M. Ochoa Campos, 1985, p273), à tel point que l'on a pu dire que dans le Nord du pays "la Révolution de 1910 a été avant tout un mouvement contre les chefs politiques" (F.X. Guerra, 1985, I,p249).

Dans le Veracruz, les "Jefaturas politicas" ont correspondu aux cantons qui existaient depuis 1824 (JY. Marchal, R. Palma, 1985, p30). Celui de Xalapa par exemple, s'étendait à peu près sur le même territoire que l'ancienne juridiction (cf. plus haut, XVIIIème siècle). En 1835 il devient "partido" de Xalapa, toujours avec les mêmes limites, mais inclu cette fois

(8)Le même auteur y voit le prolongement du "cycle français" défini comme la période d'influence française en matière de droit et politique d'administration publique, depuis Les Lumières jusqu'à Napoléon et sa "décentralisation", en passant par la Révolution de 1789.

(9)Entre autres : surveiller le bon fonctionnement des municipalités, publier les lois et veiller à leur application, transmettre et faire observer les ordres du gouvernement fédéral, appliquer les dispositions judiciaires, garantir l'ordre et la sécurité, informer le gouvernement fédéral, nommer les juges de paix...etc. (id, p254).

dans un "district" qui s'est agrandi au Nord par l'adjonction des "partidos" de Papantla et Misantla, en sus de celui de Jalacingo. La rupture intervient en 1857, avec la création des nouveaux cantons (cf. fig.4). L'ancien territoire de Xalapa est alors divisé en deux : le canton de Xalapa au Nord, depuis la sierra de Chiconquiaco à l'Ouest jusqu'à la mer à l'Est, et le canton de Coatepec au Sud, qui comprend les 8 municipes suivants : Coatepec, Xico, Teocelo, Ixhuacan, Ayahualulco, Cosautlan, Jalcomulco, Apazapan (cf. fig.5). Cette division subsiste jusqu'à la Révolution qui supprime les cantons et redonne, dès la Constitution de 1915, un rôle primordial -au moins dans les textes- aux municipes désormais seuls interlocuteurs des gouverneurs. Le canton est un territoire d'Etat, créé et soutenu par l'Etat, alors que le municipe est un territoire sans cesse recréé et "vitalisé" par ceux qui y vivent, notamment les plus influents d'entre eux : les terratenientes. L'appropriation, en l'occurrence juridique et politique, d'un espace par l'Etat entre en concurrence avec l'appropriation matérielle de ce même espace, ou partie de celui-ci, par une classe locale dominante. La régulation des conflits qui naissent de cette concurrence revient à l'Etat, qui de ce fait s'assure un nouveau pouvoir, gage de son influence en milieu rural ("diviser pour régner").

Dans la région, la division de 1857 consacre la différenciation spatiale qui se dessinait à la fin du siècle précédent, et donne au canton de Coatepec une certaine unité. Celle-ci est constituée non autour de caractéristiques physiques ou écologiques (au contraire très diversifiées le long du gradient altitudinal) mais bien autour d'un "complexe agraire régional" tel qu'on a pu le décrire dans les pages précédentes, associant les versants à la zone basse.

Fig 4: La division administrative de l'Etat de Veracruz (XIXe)

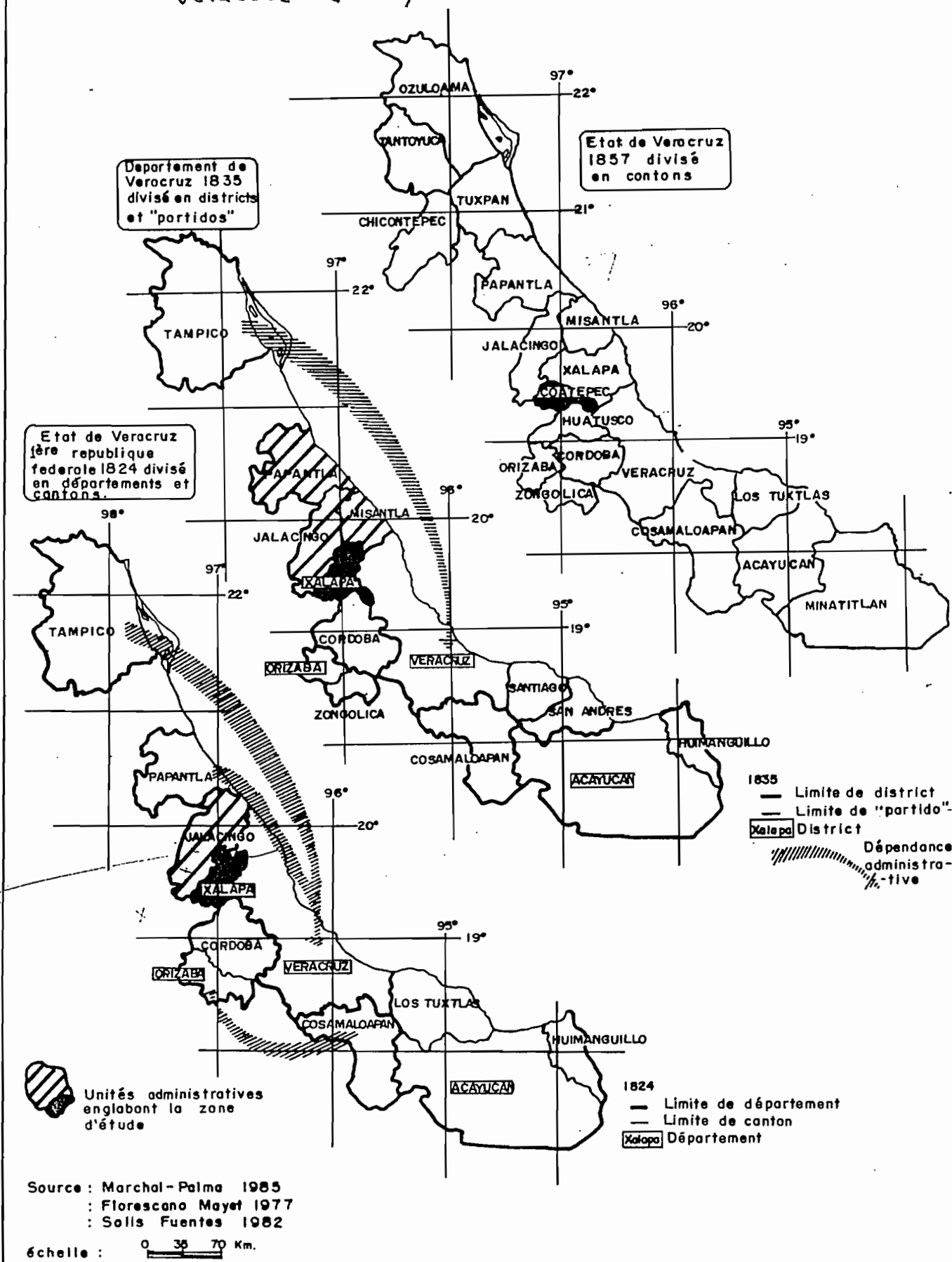
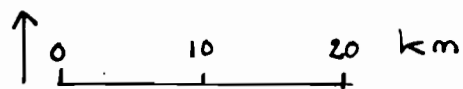


Fig 5: Les huit municipes formant
le canton de Coatepec. XIX^e.



L'autre grande question qui domine ce XIX^{ème} siècle politique est celle du statut de la terre et de l'intégration des indiens.

L'Etat de Veracruz avait été pionnier en 1826 (10), avec une première loi de répartition des terres indigènes. En 1856, au niveau national, la "loi Lerdo" de désamortissement des biens des communautés indiennes et de l'Eglise allait dans le même sens, suivie d'une loi de colonisation en 1875, puis d'une autre sur les "terrenos baldios" (terres de main-morte) en 1883 (A. Matute, 1984). Il s'agissait de mettre "égaux devant la loi" tous les habitants du pays. En quittant ainsi leurs "privilèges" aux indiens -à savoir la reconnaissance de leurs droits ancestraux sur les terres- on allait "émanciper cette malheureuse classe" puisque, logiquement, "une fois propriétaires, les indiens atteindraient vite la dignité de citoyens" (rapport du gouverneur, 1870, C. Blazquez, 1986).

Les relations entre propriété et citoyenneté sont très anciens. Dans le monde grec du VII^{ème} siècle avant J-C, "la terre est le privilège du citoyen" et inversement, la citoyenneté est le privilège des propriétaires. Plus tard à Rome, le pouvoir reste une affaire de propriétaires fonciers et au premier siècle avant J-C, "la citoyenneté est étendue aux habitants "libres" de toute la Péninsule, autrement dit aux propriétaires". A la veille de la Révolution française ces idées restent valides : "puisque'un pays est un territoire circonscrit par des limites, on doit regarder les propriétaires comme étant les seuls véritables citoyens", et en 1795 encore "la propriété est la garantie de la sagesse politique... La fonction politique découle de la fonction sociale la plus éminente, la propriété" (J. Attali, 1988). Les

(10) Loi du 22 décembre 1826 "todos los terrenos de comunidad de indigenas, con arbolado o sin el, se reducirán a propiedad particular, repartiéndose con igualdad a cada persona entre las de las poblaciones y congregaciones de que se componga la comunidad" (gouverneur Miguel Barragan). Tous les rapports des gouverneurs du Veracruz ont été compilés et publiés en 1986 par C. Blazquez, 22 tomes).

libéraux mexicains du XIX^{ème} siècle s'inscrivent donc dans un mouvement de pensée considéré comme universel à l'époque, de même d'ailleurs qu'en France à la même époque, avec les socialistes et radicaux (cf. Bastien, in Etudes Rurales 1988).

Les terres de communautés allaient être partagées entre leurs usufruitiers, et déclarées propriétés individuelles soumises à l'impôt. Toute terre non déclarée pouvait être "dénoncée" à l'Administration qui avait le pouvoir de l'attribuer à titre individuel, privé et définitif à celui qui l'avait dénoncée. Les lois successives ordonnaient la division, répartition et adjudication non seulement des "terres communales" indiennes, mais aussi celles des "ejidos" (terres non divisées appartenant à l'ensemble des habitants d'un village qui en exploitent les bois, eaux, pâtures et carrières et qui, à différence des terres communales, doivent être utilisées "pour le bien commun", c'est-à-dire en fait pour le paiement des impôts, cf. C.Cardoso 1983), celles possédées en propre par les municipalités -La Constitution de 1857, article 27, interdit la propriété foncière aux Corporations ecclésiastiques et civiles- et enfin les terres de particuliers laissées en abandon. Ces différents cas de figure laissent la porte ouverte à toutes les interprétations et, par voie de conséquence, à tous les abus, notamment de la part d'une minorité instruite pouvant facilement dénoncer, prouver l'abandon de terres indiennes par ailleurs fréquemment mises en jachère, et se les faire attribuer.

En fait la répartition sur le terrain fut beaucoup plus difficile que ne l'avaient prévu les législateurs, comme le montre l'analyse des rapports de gouverneurs du Veracruz pendant toute cette période.

De 1826 à 1880 il n'y a pratiquement aucune mention de répartition de terres, et tous les auteurs s'accordent à dire qu'effectivement rien n'a été mis en oeuvre jusqu'à cette date.

Dès 1883, au vu des difficultés rencontrées, il y a prorogation des délais pour l'application des lois.

En 1886, les travaux de répartition n'ont abouti qu'à une clarification de certaines limites municipales.

En 1888, le gouverneur Juan de la Luz Enriquez, pourtant favorable à la répartition, réclame une nouvelle législation "plus claire, précise et équitable", pour que "le territoire ne soit pas soumis à des dénonciations le plus souvent injustifiées".

Par ailleurs, toutes les mesures sont prises pour inciter à l'enregistrement des nouvelles propriétés (11) : gratuité des enregistrements, crédits ou prêts pour les travaux d'arpentage.

Pourtant, vers la fin du siècle, les conflits continuent. Dans le Nord de l'Etat, en 1894, "les travaux de la compagnie d'arpentage sont suspendus dans le canton de Chicontepec pour éviter une altération de l'ordre public". En 1895 une nouvelle prorogation des délais est acceptée mais en 1896, le gouverneur Teodoro Dehesa doit reconnaître que "la répartition des terres des anciennes communautés n'a pas été menée à bien, à cause de la résistance des indigènes qui en sont même venus à perturber la paix publique de l'Etat", et aussi à cause des "disputes et litiges de terres entre villages", comme par exemple à Apazapan dans le canton de Coatepec.

Un tel constat a même fait dire que, dans le Veracruz "des lois postérieures (à celle de 1856) ont prorogé d'année en année le délai fixé pour le partage. En fait aucune communauté n'a été privée des terres qu'elle possède" (Womack, 1970 in F.X. Guerra, 1985, I, p210). C'est aller un peu vite, comme on va le voir, mais l'auteur voulait ainsi insister sur le rôle

(11) La loi de Veracruz sur la "Subdivision de la propiedad territorial" de 1888 précise que "l'on pourra dénoncer les terrains qui, dans un certain délai, ne seront pas enregistrés dans le Registre de la Propriété Rurale". Cette disposition provoqua une augmentation sensible des enregistrements.

qu'ont pu jouer certains "Ayuntamientos" (municipalités) dans la préservation des biens et privilèges des "pueblos" ou communautés dont ils étaient représentants.

En effet les municipalités, sous l'oeil vigilant des chefs politiques du canton, avaient le pouvoir d'adjuger les terres qu'elles contrôlaient : terres appartenant à la municipalité d'une part (propriété publique), terres indivises appartenant à l'ensemble des habitants d'autre part (propriété communale). Pour les premières, une loi du Veracruz, du 17 juillet 1889, précise qu'elles doivent être réduites à propriété individuelle et que, "au prix déterminé pour couvrir les besoins des villages, et versé aux fonds municipaux, les terres seront attribuées à des individus, de préférence des grands propriétaires ("terratenientes").

Les terres communales au contraire "seront distribuées équitablement entre tous les habitants". "Les syndics de la municipalité [en général des blancs ou des métis] sont nommés par l'Etat comme représentants des "comuneros" [indiens] pour la répartition et la division" (Loi de 1888).

C'est donc la municipalité qui a le pouvoir de décider du prix et des bénéficiaires des terrains à diviser et à adjuger. Notons aussi le rôle clé des notaires publics, seuls habilités à légitimer les "dossiers, actes, enregistrements, plans et autres documents élaborés par les municipalités et les conseils de division des terres communales (Juntas divisionales de tierras de comunidad)" (rapport du gouverneur J. Enriquez).

Malgré toutes les difficultés rencontrées, les gouverneurs successifs déclarent une trentaine de municipes touchés par la répartition (environ 15% du total des municipes de l'Etat), dont la moitié sous J.Enriquez (1885-1888) et l'autre sous T.Dehesa (1892-1910). En 1896, les données concernant le canton de Coatepec sont les suivantes :

municipes	nombre d'adjudications	superficie attribuée (ha)	remarques
Xico	23	2101	terres de la municipalité
Apazapan	155	514	terres communales
Coatepec	3	54	
Ixhuacan Cosautlan	20 —	72 —	problèmes de limites avec l'Etat de Puebla
Ayahualulco	—	—	répartition impossible en l'absence de limites claires avec l'hacienda de Tenex-tepec

Les autres municipes du canton (Teocelo et Jalcomulco) ne sont pas mentionnés. On remarque de nouveau la place de Xico, en tête pour le nombre d'adjudications et les superficies attribuées. Ce serait ainsi le seul municipe du canton à avoir vraiment appliqué la loi, au grand bénéfice des "moyens propriétaires" (91 ha attribués par personne en moyenne), comme on le verra plus loin. A Coatepec, les terres étaient déjà appropriées par les hacendados (seulement 3 bénéficiaires de 18 ha en moyenne), et il n'y avait plus de terres indiennes depuis longtemps : après Villasenor en 1749, le gouverneur Sébastien Camacho rappelait en 1832 le manque de terres, mentionnant les 200 hectares que les indiens avaient dû acheter à l'hacienda voisine au prix de 700 pesos-or. A Apazapan et Ixhuacan il n'y a eu que division de terres communales entre leurs usufruitiers (respectivement 3,3 et 3,6 ha par personne).

Toute la série de lois du XIXème siècle sur la division et l'appropriation des terres, et leur application même très partielle, a mené à une accélération du marché de la terre,

dans une conjoncture économique et politique qui favorise la mobilité :

- La modernisation des entreprises agricoles et industrielles de la fin du XIXème siècle exige des investissements parfois considérables, que les propriétaires peuvent assurer en vendant partie de leurs domaines. L'offre en terres existe donc, surtout si l'on y ajoute les terres mobilisées par les lois libérales, dénoncées, appropriées puis revendues par les bénéficiaires des adjudications.

- La demande en terres est vive. Elle est liée au développement de la caféiculture, mais aussi aux transformations dans la répartition de la population. La fin du XIXème siècle voit en effet la multiplication des revendications des habitants des "pueblos" ou villages, qui prétendent se libérer de la tutelle des haciendas par l'acquisition de terres en propriété.

- La classe moyenne de fermiers ou petits propriétaires, constituée au cours des décennies précédentes, forme une masse d'acheteurs potentiels.

Dans la région, le fractionnement des grandes propriétés commence donc dès cette époque, c'est-à-dire bien avant la Révolution de 1910. Citons le témoignage d'un propriétaire de Coatepec, qui illustre bien la combinaison entre le fractionnement des terres, l'émergence du café et l'aspiration à la reconnaissance politique via la création de "pueblos" indépendants (12) : "Depuis 1885, quand commença l'enthousiasme des agriculteurs de Coatepec pour la culture du café, mon oncle Juan Sanchez, propriétaire de ces terrains fertiles (El Grande) commença à fractionner le terrain qui mesurait environ 200 hectares et qui, en 1905, était totalement semé en café et orangers, et divisé en petites propriétés...Le fractionnement donna naissance à deux nouveaux

(12) cf F.X.Guerra, 1985, pour une analyse de l'importance et du rôle des pueblos aux XIXème et XXème siècles, et F.Chevalier, 1982 et 1986.

villages ("congregaciones"), El Grande et Mundo Nuevo"
(R.Sanchez Altamirano, 1948, p41).

Chapitre I

IV

LA MODERNISATION ECONOMIQUE ET L' EMERGENCE DU CAFE AU XIXème

La véritable modernisation économique du pays débute après les années 1870-75 qui marquent la rupture entre un système hérité de la Colonie et un système nouveau, intégré au marché international. Certes depuis l'indépendance le pays s'est ouvert, avec de nouveaux ports (sur la côte Est Tampico (1827), Campeche (1827), Tuxpan (1870)) et le développement des échanges. "Les valeurs des importations et exportations doublent entre 1821 et 1880, (mais les échanges) gardent une grande continuité dans la structure et la direction des flux" (Estadísticas Historicas de Mexico, 1985, II, p647). Il faut attendre le dernier quart du siècle pour voir de réelles modifications. La part des métaux précieux dans les exportations diminue de 70% en 1825 à 50% en 1870, à mesure qu'augmente celle des produits agro-alimentaires. A partir de 1875 "on commence à importer massivement les équipements, matériaux, combustible et machines pour la construction et le fonctionnement du nouveau réseau ferroviaire" (id.). Ce renversement de tendance est le signe de profondes transformations des structures économiques, qui dans la région correspondent à la diffusion de la caféiculture.

Dans la première moitié du XIXème siècle, dans une situation politique instable, les rapports des gouverneurs de l'Etat de Veracruz font mention de l'état lamentable de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. En 1826-27 puis 1831, la crise agricole est telle (manque de débouchés, baisse des cours) qu'on laisse le café pourrir sur place, et le prix du bétail baisse de moitié (id). "Les hacendados gisent dans la misère" (1831) ; le café, l'élevage, mais aussi la "purga", la vanille et la "zarzaparilla" (salsepareille) voient leurs productions

baisser. Cette "progression décadente" (sic) de l'agriculture entraîne des baisses dans les impôts et les ressources de l'Etat, qui sont déjà bien entamées par la suppression des taxes douanières intérieures (13). Le "manque de bras" est tel que les gouverneurs successifs préconisent la colonisation de terres par des étrangers, ce qui du même coup favoriserait la modernisation et l'augmentation de la production (rapport de 1851 et 1873).

La situation s'améliore dans la seconde moitié du siècle, avec un afflux de population qui "allège" le problème du manque de main d'oeuvre, et le succès de la caféiculture.

L'afflux de population est à relier à la mobilisation généralisée de la population, au niveau national, dans la seconde moitié du siècle. Celle-ci peut s'expliquer par la libération de main d'oeuvre anciennement "attachée" aux haciendas ("peones acasillados") et libérée lors des phases de modernisation, la présence d'une population désœuvrée après la spoliation de ses terres, ou encore l'émergence de bassins d'emplois agricoles avec le développement de certaines cultures (Ochoa, com. or.). Le gouverneur de l'époque note que "l'augmentation de population a été particulièrement important dans les villages ruraux, où les immigrants d'autres Etats sont venus, attirés par la croissance qu'ont tenu l'agriculture et l'industrie, ainsi que par les salaires payés dans l'Etat" (T. Dehesa, 1896, in Blazquez 1986).

(13) Les "alcabalas", impôts sur les ventes perçus à la frontière entre entités administratives distinctes comme les Etats mais aussi certains cantons et même municipales! Contraires aux idées des libéraux mexicains influencés par la Révolution française prônant le libre échange (Turgot, Condorcet), ils furent supprimés au XIX^{ème}.

Veracruz apparaît en effet comme un Etat réceptif, qui voit sa population augmenter rapidement :

	1891	1895
+20% en 4 ans pour l'Etat	720331 hab.	863220 hab.
+34% en 4 ans à Coatepec (ville)	6438 hab.	8623 hab.

Le canton de Coatepec passe de 24000 habitants en 1845, à 32898 en 1882 et 47247 en 1895, soit un doublement de population en un demi-siècle (id.). Ce rythme d'accroissement est particulièrement élevé si l'on considère que le pays est loin d'avoir entamé sa transition démographique ; le croît est presque exclusivement assuré par l'immigration.

La caféiculture se développe dans le même temps, favorisée par l'ouverture du marché nord-américain et par une formidable augmentation de la demande : +400% d'importation de café aux Etats-Unis entre 1821 et 1840 (M.Baez, 1983, p105). Dans la région elle se limite, dans un premier temps, aux exploitations des fermiers ou petits propriétaires. En 1857 le gouverneur de Veracruz fait état de bons résultats dans l'agriculture. Les prix de vente ont été élevés, particulièrement pour les produits d'exportation, et l'extension de la culture du tabac, à la suite de la libre circulation du produit décrétée en 1857, "a fourni du travail à une multitude de gens". Les recensements de 1873 et 1878 indiquent une production très diversifiée pour l'ensemble du canton de Coatepec, le café se confirmant toutefois comme première production régionale (14). Sa diffusion, à la suite

(14) En 1873, le café est largement en tête (215 600 pesos), devant le tabac (156 000) et les produits de la canne à sucre (144 150), le bois de chauffe (32 000), les produits de l'élevage (23 000), la "purga" (20 280), le maïs (19 350) et les fruits divers, dont l'orange et l'ananas (18 000). La valeur de l'ensemble des autres produits ne dépasse pas 11 995 pesos (riz, haricot, légumes, amidon de Yuca (manioc?), charbon de bois).

Le recensement de 1878 ne mentionne pas les deux activités traditionnelles, la canne à sucre et l'élevage. Apparaissent en revanche de nouveaux produits comme le bois d'oeuvre et les bananes.

des succès remportés dans les régions de Cordoba et Orizaba, au Sud, avait donc été très rapide.

Deux formidables hausses des prix sur le marché international, en 1870-76 et 1885-95, viennent conforter le mouvement d'expansion de la caféiculture (A.Beaumond, 1988, p152). Les techniques de culture et de transformation se modernisent avec l'arrivée d'étrangers spécialisés, qui installent dans le même temps des maisons de commerce (id.p154). Les anciens producteurs de tabac (petits propriétaires et fermiers) et de canne à sucre (hacendados) se convertissent progressivement au café.

Le tabac s'était développé au siècle précédent comme une alternative aux grandes cultures contrôlées par les haciendas, mais s'était vu sérieusement contraint par les mesures monopolistiques de la Couronne espagnole. L'indépendance en 1821 débloque momentanément la situation en ouvrant les portes au marché national, mais très vite se remet en place la "Régie" (la Renta del tabacco) qui de nouveau octroie le monopole de la fabrication à la région de Cordoba, tout en autorisant la culture dans la région de Xalapa à partir de 1848. La véritable libéralisation n'arrive qu'avec les lois de 1856, trop tard pour la région (15). L'abandon du tabac est d'autant plus rapide qu'apparaît et se répand la culture du café, qui présente les mêmes avantages : une production rentable, non encore accaparée par les hacendados et demandant peu de capital et de surfaces pour sa culture. Les fermiers

Toutes les productions chutent ou stagnent, sauf le café qui double en production, le maïs qui est multiplié par 7 et qui arrive en seconde place, loin devant le tabac qui chute de moitié (rapports des gouverneurs, in C.Blazquez, 1986).

(15) Contrairement à ce que pensaient de nombreux contemporains, la libéralisation de la culture du tabac n'a pas entraîné de développement spectaculaire, le marché international étant déjà organisé et relativement fermé. Les petits producteurs dispersés abandonnèrent, et le véritable développement fut postérieur, à la fin du siècle, avec la colonisation de nouvelles terres basses et spécialisées dans le tabac, comme à Valle Nacional et plus tard les Tuxtlas, dans le Veracruz (J.Gonzalez Sierra, 1987).

(arrendatarios) passeront donc rapidement d'une association maïs-tabac à une association café-orangers. Passant d'une culture annuelle à une culture pérenne, la principale condition de réussite concerne la sécurité foncière. Les fermiers seront ainsi les premiers intéressés par la répartition de terres d'une part, par l'achat de parcelles aux hacendados d'autre part. Aux côtés des fermiers, les petits propriétaires ou "rancheros", après avoir été les principaux "tabacaleros", seront pionniers dans la caféiculture, beaucoup y faisant fortune (Rebolledo, Sanchez, Murrieta, Lopez).

La canne à sucre, culture plusieurs fois centenaire dans la région, n'a jamais atteint -sauf exception conjoncturelle pendant la guerre d'indépendance cubaine- un niveau de productivité qui lui ouvre les portes du commerce international, et même national. Durement éprouvées par les crises liées aux variations de la production sucrière à Cuba tout au long du XIXème siècle (M.Baez, 1983), elles se rallient à la caféiculture, non sans mal pour certaines. En effet la plupart des haciendas croulent sous les dettes et les hypothèques. Certaines réussissent la reconversion en vendant et fractionnant une partie de leurs terres. Quelques-unes trouvent même dans cette phase de conversion l'occasion d'une expansion foncière et économique remarquable (par exemple La Orduna, A.Acosta Dominguez, 1982). Pour celles-là, le passage au café n'est pas une rupture, mais une simple modification d'activité dans une même configuration régionale. Les autres voient leurs rôles décliner au fur et à mesure du fractionnement de leurs domaines. Celui-ci se fait pour le plus grand profit des nouveaux venus sur la scène, les caféiculteurs-rancheros et les négociants du café qui petit à petit investissent dans le foncier, surtout au XXème siècle (cf. plus loin).

La terre est devenue un enjeu accessible aux rancheros et agriculteurs de la région, et aux étrangers, nouveaux immigrants

ou commerçants de la capitale de l'Etat. Le marché foncier devient une source de revenus presque inépuisable pour certains usuriers qui se spécialisent dans les rachats et hypothèques de terres (Sayago, Murrieta "le banquier de Coatepec") auprès des hacendados de la région. En l'absence d'un système bancaire efficace, la terre reste le seul bien "monnayable" lors des crises qui affectent la région (1905-1906 avec une baisse de 30 à 18 pesos le kilo de café suite à une surproduction brésilienne, ce qui remet à l'honneur les productions de fruits comme l'ananas, les bananes et les orangers, cf. L.Aboites, 1980) ou nationale (1907, la grande crise de dévaluation de la monnaie, de production et de crédit, qui toutefois n'est guère mentionnée dans les textes d'époque dans la région, cf. A.Beaumond, 1988).

En 1894-96, la situation de l'agriculture dans la région est jugée bonne, notamment grâce à l'augmentation des salaires journaliers et à la quantité suffisante de main d'oeuvre par immigration (rapports du gouverneur).

L'analyse au niveau du pays et de l'Etat montre que l'exportation caféière décolle vraiment en 1898 (B.Daviron, 1988), date à partir de laquelle on peut parler de la région de Xalapa-Coatepec comme d'une "région caféière", depuis lors et jusqu'à aujourd'hui.

Parallèlement à cette expansion agricole, le secteur industriel fait son apparition dans la région.

Un petit groupe de négociants-hacendados de la région, incluant deux étrangers anglais, diversifie ses activités dans l'industrie. Soutenus par les initiatives du gouvernement fédéral d'une part (notamment par la création de la "Banco de Avio", dont 70% des crédits octroyés vont à l'industrie (A.Alcantara, C.Bernard, 1984), par le général Santa Anna d'autre part, ils créent 5 entreprises textiles à Xalapa entre 1837 et 1841 (N.Leon Fuentes, 1989). La production textile

régionale se développe puisqu'elle représente 10% de la production nationale en 1878 (16) (M.Baez, 1983, p77). Elle suscite même une éphémère "aventure cotonnière" en 1862, avec la plantation de coton dans les parties basses et chaudes de la région (A.Alcantara, C.Bernard, 1984, p43). Son développement est toutefois brusquement freiné par des problèmes d'approvisionnement en eau. Celle-ci est rare en saison sèche, et en 1841 le conflit éclate entre les industriels qui prétendent capter l'eau pour les fabriques, et les hacendados qui en réclament l'exclusivité pour leurs usines sucrières. Le conflit durera jusqu'en 1887, assez longtemps pour détourner les intérêts des industriels de cette activité : au milieu du XXème siècle il ne reste que trois fabriques à Xalapa (S.Florescano, 1985). *(y ahora?)*

UNE NOUVELLE CONFIGURATION REGIONALE

L'intégration entre hacendados, commerçants et hommes politiques continue à s'affirmer au début du XIXème siècle, même entamée par des conflits épisodiques comme celui des industriels textiles. Dans le dernier quart du siècle, toutefois, la classe dominante se diversifie. Les anciens gérants ou fermiers des haciendas accèdent à la propriété, aux côtés de petits et moyens commerçants enrichis par la caféiculture. La limite devient floue entre les hacendados endettés et les "nouveaux riches", les rancheros caféiculteurs. Cette nouvelle bourgeoisie locale ne s'affronte pas à l'ancienne classe des hacendados, et parfois

(16) M.Baez (1983) présente le tableau suivant

	Mexico	Xalapa
nombre de fabriques	86	11
ouvriers	10871	1000
consommation annuelle de coton (tonnes)	11524	2000
nombre de fuseaux	234386	+ de 15000

s'allie avec elle sous forme de liens matrimoniaux ou commerciaux.

S'il est vrai que la caféiculture n'a pas amené de rupture décisive (M.Baez, 1983), elle a toutefois provoqué un réaménagement profond dans la configuration sociale et politique régionale, réaménagement qui se traduit dans l'espace par des modifications dans la répartition des aires de plantation, la redistribution de la richesse foncière et du peuplement.

Le centre de gravité de la "région de Xalapa" se déplace vers le Sud, selon un mouvement déjà esquissé au siècle précédent. Coatepec s'affirme comme la capitale économique de la caféiculture régionale avec l'installation des plus grands planteurs, des "beneficios" (usines de transformation du café) et des maisons d'exportation (A.Beaumond, 1988). Les municipes situés au Nord de Xalapa, dans les vallées sucrières de Jilotepec et Naolinco, ne suivent pas ce mouvement et gardent leurs spécialités : l'élevage et la canne à sucre.

Cette différenciation régionale transparait dans les découpages administratifs de l'époque (les cantons), et plus encore dans le réseau des communications tel qu'il se développe au XIXème siècle.

La première ligne régulière de diligences entre Veracruz et Mexico, passant par Xalapa, avait été installée dès 1830, sous la conduite de trois nord-américains (L.Pasquel, 1979). En 1874, s'établit la ligne de chemin de fer à traction animale entre Veracruz et Xalapa.

Le chemin de fer à vapeur Veracruz-Xalapa-Mexico est inauguré en 1888, soit 15 ans après l'ouverture de la ligne Veracruz-Mexico via Cordoba-Orizaba. Dix ans plus tard, en 1898, le président de la République, Porfirio Diaz, inaugure le tronçon régional de Xalapa à Teocelo via Xico ("El Piojito").

Le développement du réseau de voies ferrées est spectaculaire dans tout le pays (E.Florescano, 1983), sous l'impulsion du

gouvernement de Porfirio Diaz et avec, le plus souvent, des capitaux étrangers, anglais et surtout nord-américains.

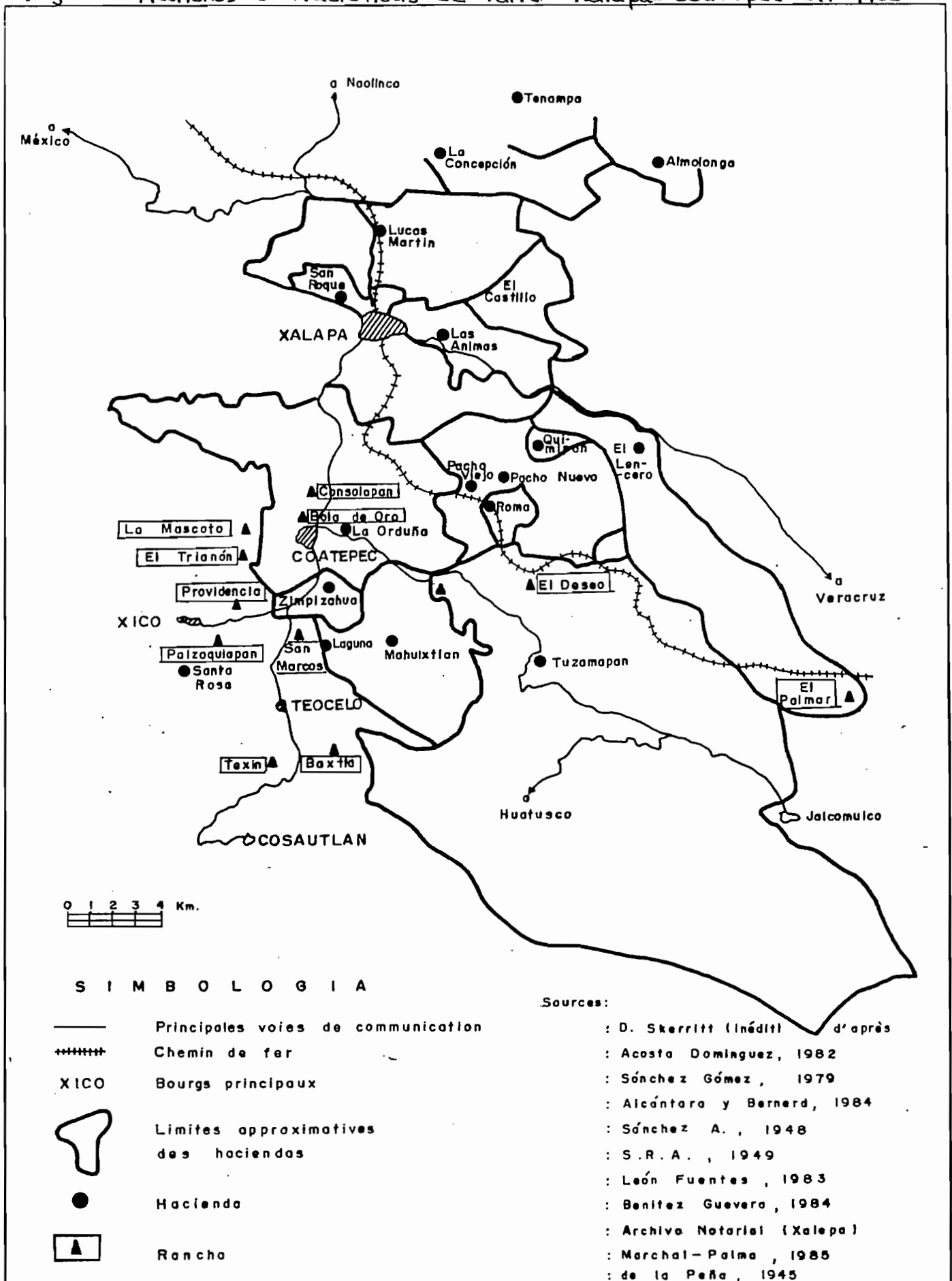
Dans la région de Xalapa, J. Welsh et J.B.Frisbee investissent dans les chemins de fer, notamment le tronçon Xalapa-Teocelo. Ils sont assurés du soutien des pouvoirs publics d'une part, des grands producteurs de café et d'oranges d'autre part. En effet le chemin de fer a d'importantes répercussions économiques et sociales, sur l'emploi de main d'oeuvre, l'afflux de capitaux, l'impulsion du commerce et du négoce, et le développement de cultures commerciales. La partie Sud de la région de Xalapa est à ce titre nettement favorisée, et regroupe la plupart des grandes exploitations du début du XXème siècle. Nous n'irons pas plus loin dans la présentation des haciendas de la région, qui ont fait l'objet de nombreuses analyses monographiques (17). Une étude en cours (N.Leon Fuentes, S.Benitez Guevara, 1989) aborde la question sous l'angle régional. Elle montre l'évolution des haciendas au cours du XIXème siècle, et notamment le début du fractionnement dans les années 1870-1900.

Autour du "noyau dur" des anciennes haciendas, dont les territoires sont grignotés mais qui restent encore largement dominantes (18), quelques ranchos s'installent aux marges, vers l'Est sur les versants du Perote (municipe de Coatepec et Xico) ou vers le Sud (municipe de Teocelo) (El Trianon et La Mascotta à Coatepec, Palzoquiapan et La Providencia à Xico, Santa Rosa, Texin et Baxtla à Teocelo..etc, cf. fig. 6). Ils obtiennent les terres des communautés indiennes voisines (par achat ou adjudication) ou des grands hacendados qui leurs cèdent des parcelles (tel Gorozpe de Tuzamapan, cf. M.Baez, 1983, p95 et 102), et y développent la caféiculture et certains l'élevage (au Sud de Teocelo par exemple). Contrairement aux temps de la Colonie, l'élevage est désormais

(17)Acosta Dominguez, 1982 ; Leon Fuentes, 1983 ; Benitez Guevarra, 1984 ; Sanchez Gomez, 1979.

(18)En 1896, la monnaie particulière de l'hacienda de Tuzamapan était valide et utilisée à Coatepec (R.Sanchez Altamirano, 1948).

Fig 6: Ranchos et haciendas de l'aire Xalapa-Coatepec en 1905



destiné à la production de viande et de lait, et non plus seulement à l'exploitation des cuirs.

Ces nouveaux propriétaires résident sur place, dans les bourgs de la région, prennent part aux débats locaux et investissent l'espace politique que les hacendados n'ont jamais occupé, trop liés qu'ils sont aux affaires de la capitale d'Etat, Xalapa. Plus proches de la population paysanne que ces derniers, ils forment une petite élite locale écoutée, partageant une même idéologie "civique" qui fait d'eux des "notables" au sens où l'entend Grémion : des intermédiaires entre l'Etat ou les pouvoirs publics, et les populations "laborieuses". Promoteurs de progrès dans leurs ranchos, par exemple à Xico (O.Hoffmann, 1989), ils jouent un grand rôle dans cette période d'aménagement des bourgs : construction d'édifices et d'églises, de places publiques ("zocalos"), amélioration des infrastructures locales.

Plus loin du centre que représente Coatepec, sur les terres ingrates ou difficiles d'accès, la pénétration du système colonial puis capitaliste est moindre mais bien réelle. Les populations indiennes sont depuis longtemps intégrées au travail des haciendas, au moins saisonnièrement. Par ailleurs les commerçants des bourgs alentour, à travers le prêt et l'usure, sont très présents, tout comme les commerçants ambulants, les muletiers, qui continuent à irriguer toute la sierra, à relier les villages de montagne à la zone désormais "caféière" et à transmettre les produits manufacturés, mais aussi l'information et les nouveaux modèles de comportement social et politique.

Ainsi soumis à de multiples influences en provenance du "centre" et de la zone basse, les habitants de la montagne s'intègrent peu à peu à l'économie régionale. La production agricole elle-même n'échappe pas à ces transformations. A côté du maïs et des cultures associées, des produits destinés à la vente sont cultivés ou récoltés, dont certains apparaissaient déjà au XVIIIème siècle (cf. plus haut).

-La racine de "zacaton" (*Mulhenbergia macroura*) en zone d'altitude vers 2800-3000 mètres, s'exploite sur les terres déboisées et fréquemment soumises aux incendies. La racine est utilisée pour ses fibres qui sont exportées vers l'Europe (de 1000 à 5000 tonnes exportées annuellement, notamment vers l'Allemagne, jusqu'à la fin des années 1930, Estadísticas Historicas de Mexico, 1985, II, p688). Son exploitation a été suffisamment importante pour susciter l'établissement d'au moins deux ateliers de traitement, à Las Vigas et Perote, qui ont fermé leurs portes dans les années 1950 (enquêtes).

-La purga ou racine de Xalapa (*Ipomea purga*), plante originaire de la sierra madre orientale, déjà mentionnée au XVIIIème siècle à Ixhuacan, se cultive entre 1800 et 2400 mètres d'altitude. On la retrouve au XIXème siècle à Chiconquiaco (1829), cultivée par les indiens. L'intérêt pharmaceutique de cette plante (les racines contiennent une résine purgative) conduit les commerçants à s'y intéresser et à organiser la collecte, la production et l'exportation. Après quelques essais infructueux dans la partie basse de la région (Banderilla, San Miguel del Soldado, Cosautlan) au XIXème, la culture se restreint depuis lors aux zones de sierra : Chiconquiaco, Xico et Quimixtlan. La production (de collecte et de culture) est surtout destinée à l'exportation, avec de grandes fluctuations de marché. En 1872 c'est le quatrième produit d'exportation du port de Veracruz (en valeur) après le café, la vanille et le cuir (O.Ochoa Contreras, 1972 p29). Son importance diminue ensuite, mais l'exportation se maintient vers la France et les Etats-Unis jusque dans les années 1950, vers l'Allemagne et le Pakistan jusqu'à nos jours (R.A.Pedraza s.d.).

-La résine de pins, traitée pour la fabrication de goudrons destinés à calfeutrer les navires, est commercialisée sur toute la côte du Veracruz (Zavala Jimenez 1978).

La montagne est donc très liée aux réseaux de production, de travail et de commerce contrôlés par la zone basse, et destinés au marché national et international. L'espace

régional est complexe mais intégré, même si par de nombreux aspects -culturels et ethniques, niveaux socio-économiques, écologiques- on peut le décomposer en plusieurs "sous-espaces", et principalement "les hauts" qui s'opposent à "la zone basse, caféière". La limite est évidemment variable mais s'établit en gros autour des 1500 mètres d'altitude. Nous y reviendrons longuement dans l'étude de Xico.

Le fractionnement des terres du XIXème n'a pas profité aux petits paysans et aux communautés indiennes qui au contraire ont vu se multiplier les occasions de perte de leurs terres par spoliation pure et simple, vente plus ou moins forcée ou perte après hypothèque. Il n'a pas plus condamné définitivement les grands latifundios, dont certains ont survécu jusqu'à la Révolution. Nous verrons dans l'étude de Xico des exemples de l'un et l'autre cas. La modernisation du Porfiriato a effectivement modifié les structures économiques, sociales et politiques régionales, sans pour autant remettre en cause la subordination, soumission et exploitation d'une masse de petits paysans : le volant de main d'oeuvre nécessaire aux exploitations "modernes". Ceux-ci n'ont fait qu'assister à ce qui ressemble plus à une redistribution des cartes qu'à un changement de règles du jeu (19). Le XXème siècle au contraire les fera entrer dans l'histoire régionale comme acteurs de premier plan, pris en compte par l'Etat sinon écoutés par les classes dominantes et la bourgeoisie locale.

Face aux bouleversements économiques et politiques du XIXème siècle, et malgré son étroite dépendance de la conjoncture internationale pour le café (notamment la demande et la régulation de l'importation aux Etats-Unis, la production cubaine et brésilienne), ce qu'on a appelé le "complexe agraire régional" a fait preuve d'une étonnante souplesse :

(19) Il y eut cependant de nombreuses révoltes paysannes et indiennes au XIXème siècle, par exemple dans le Totonacapan, pour lutter contre la spoliation de terres (ce que Bartra (1985) appelle "l'utopie conservatrice" des mouvements paysans)...

capacité d'adaptation ou de transformation des structures productives (des ingenios aux beneficios), successions de grandes cultures, émergence d'une nouvelle bourgeoisie agraire...Ceci n'est possible que par la complexité même du système qui associe petits et grands propriétaires, "petites" et grandes productions, et qui surtout allie, rapproche et parfois superpose les intérêts économiques et politiques, locaux, régionaux et nationaux.

Chapitre I
V
LE XXème SIECLE

La Revolution débute en 1910 avec la prise de position de Madero sur la non-réélection du président Porfirio Diaz, au pouvoir depuis 35 ans. L'appel au soulèvement du 20 novembre marque le début du conflit dans l'ensemble du pays, notamment dans le Nord, d'où est originaire Madero, et à Puebla avec les frères Serdan.

Dans la région, les débuts de la Révolution ont peu de répercussions sauf peut-être dans la ville même de Xalapa où affluent les informations et les émissaires des différentes factions (Madero, Huerta..). Les véritables troubles commencent vers 1913-14 avec la faillite définitive de l'ancien régime et l'accès au pouvoir de Venustiano Carranza, qui cherche alors à asseoir sa position en réduisant les fractions armées encore combattantes, notamment Emiliano Zapata et ses partisans. Des groupes locaux se forment, avec des leaders issus des bourgs de la région (comme Guadalupe Sanchez de Teocelo) ou venus du centre du pays, et se rangent dans l'un ou l'autre camp. Les lignes de partage, social et politique, sont souvent floues et même fluctuantes entre les parties en présence. Ce sera d'ailleurs une constante de la dynamique politique locale ici comme dans d'autres régions du pays (San Luis Potosi, cf. Schryer, 1986 ou la côte du Veracruz, cf. Skerrit, 1987).

Dans la région de Xalapa, les zapatistes se réfugient dans les montagnes du Cofre de Perote et s'affrontent aux carrancistes plutôt présents dans les bourgs de la zone basse, sans que cette répartition spatiale recouvre une adhésion réelle des habitants à l'une ou l'autre faction. Les villages et communautés des versants sont régulièrement "visités" par les

combattants des deux bords : pillages, viols, vols...La population fuit ou est regroupée d'autorité dans les bourgs, les champs sont délaissés, certains villages abandonnés. Comme le dit un ancien : "La révolution débuta, et les villages commencèrent à se désagréger" (Revista Jarocha, 1967). La production agricole chute. Razzias de bétail et destruction de récoltes s'ajoutent à la désorganisation des circuits commerciaux pour provoquer une crise alimentaire aigüe, qui tourne à la famine en 1915. Certains négociants de la région en profitent pour mener une spéculation éhontée et ramasser de gros bénéfices (A.Beaumond, 1986). Il semble que la nature elle-même participe au désastre : en 1915 un cyclone "détruisit les maisons, arracha les arbres et provoqua des inondations", en 1918 "beaucoup de maisons restèrent fermées" après une épidémie de grippe espagnole, le tremblement de terre de 1920 raya de la carte plusieurs villages, causant de nombreux morts et destructions, et en 1923 les sauterelles "détruisirent les arbres et toutes les parcelles semées du Sud au Nord de la région" (Revista Jarocha, 1967).

En ville également des troubles éclatent, avec le conflit des ouvriers du textile en 1918 et le déclin définitif des fabriques de Xalapa, seules entreprises manufacturières de la région.

Toute la région, de la capitale jusqu'aux hameaux du Cofre de Perote, sont touchées par les violences, sans que l'on puisse reconnaître et définir précisément les forces en présence. Les paysans sont des deux bords, simples spectateurs bientôt victimes ou enrôlés de gré ou de force dans les groupes de combattants, rebelles ou constitutionnalistes. Les propriétaires fonciers n'affichent pas encore clairement leurs opinions et les négociants naviguent à vue en profitant des opportunités. C'est la disette dans les campagnes et les mouvements de population s'accélèrent en tous sens.

Avec l'assassinat de Zapata en 1919 et la victoire d'Alvaro Obregon sur Carranza en 1920, le pouvoir central impose la fin de la lutte armée. La question agraire, et plus exactement la

revendication de l'accès à la terre pour les paysans, revient au coeur du débat.

Dans le Veracruz, le colonel Adalberto Tejeda accède au poste de gouverneur de l'Etat et mène une politique agrariste "offensive" en défense des petits paysans et paysans sans terre estimés à plus de 90% de la population agricole à la veille de la Révolution (R.Falcon, 1977). Son premier mandat (1920-24) inaugure les dotations agraires "en vraie grandeur". Jusque là en effet, et depuis la promulgation de la Réforme agraire en 1915 et de la Constitution en 1917, les répartitions de terre avaient été relativement peu nombreuses et n'avaient pour objectif que l'infrasubsistance (complément au salaire agricole) ou la subsistance (production pour l'auto-consommation) des bénéficiaires de parcelles. Tejeda multiplie les dotations provisoires, en affectant les domaines de l'Etat dans un premier temps, puis les haciendas et les grandes propriétés. La plupart des haciendas sucrières et caféières de la région sont affectées, au moins en partie, ainsi que quelques ranchos. Les propriétaires réagissent individuellement, en fractionnant leurs domaines et en procédant à des ventes réelles ou fictives, sans aborder le problème de façon organisée ni même concertée. Ils le feront plus tard, de manière souvent sanglante.

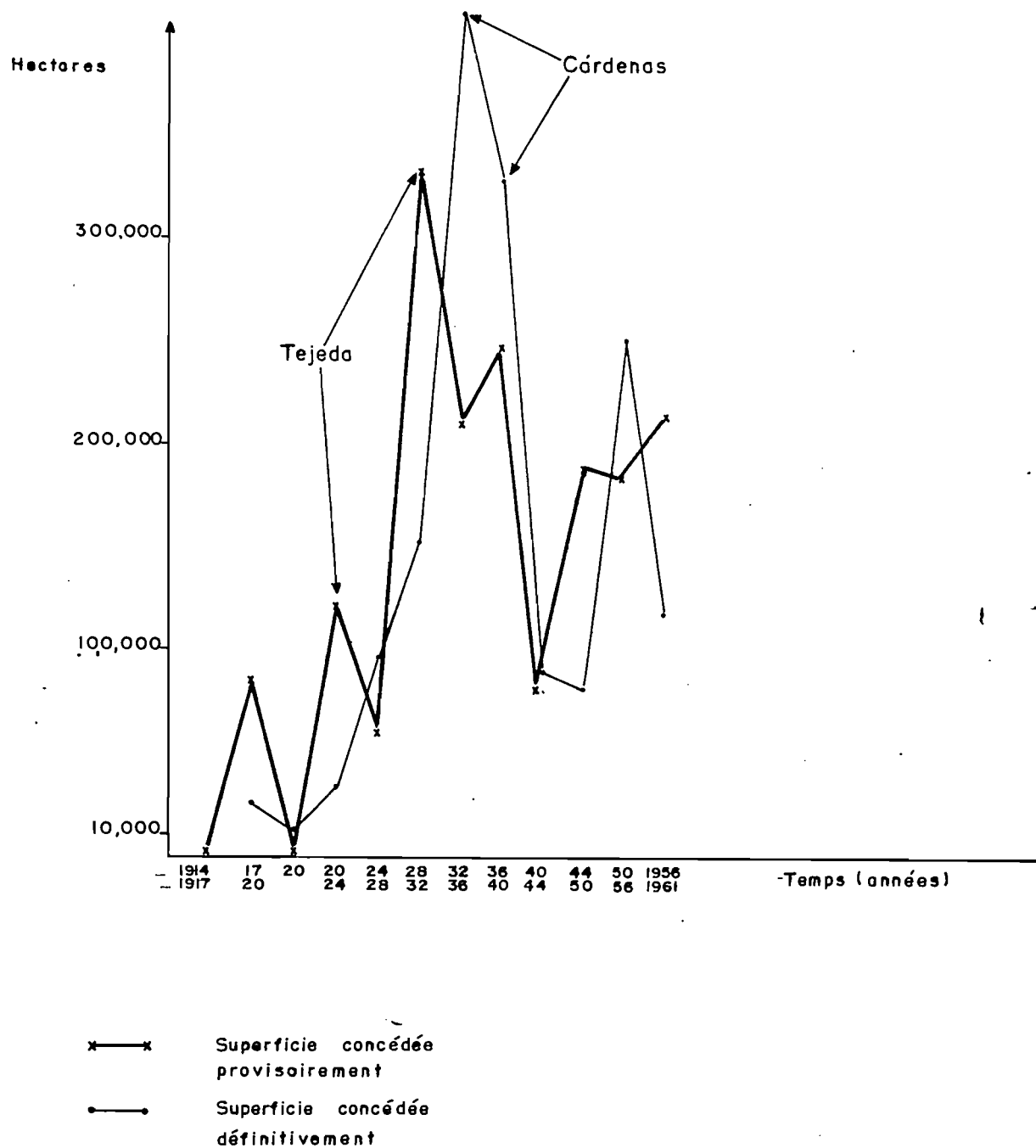
Pendant ce temps, le mouvement agrariste se fortifie et s'organise avec l'appui du gouvernement de l'Etat. Les paysans se regroupent en comités pour solliciter des terres et assurer le suivi des dossiers de dotations, et aussi pour défendre par les armes leurs intérêts directs ou ceux du mouvement. L'"armée agrariste" comptera jusqu'à 30 000 hommes en 1933 et participe à l'écrasement de la rébellion de De La Huerta en 1923. Cette même année est créée la Ligue des Communautés Agraires de l'Etat de Veracruz (LCAEV). La mobilisation de la petite paysannerie traumatisée par des années de guerre et de disette est toutefois difficile à réaliser. A Xalapa comme dans d'autres régions de l'Etat et du pays, on note

surtout, dans, cette première phase de lutte pour la terre (1920-23), "la participation des paysans les moins démunis de la communauté" (D.Skerritt, 1987).

Après un léger tassement des dotations sous la présidence de H.Jara au gouvernement de l'Etat (1924-28), les répartitions se multiplient rapidement dès le retour de A.Tejada (cf. fig. 7 et tableau en annexe). Les chiffres de dotation provisoire sont les plus significatifs de cette époque, la confirmation intervenant souvent beaucoup plus tard, en majorité sous Cardenas. En dotation provisoire donc, Tejada répartit sous ses deux mandats 457732 hectares, soit 75% des terres réparties jusqu'à cette époque, et 26% du total affecté en 1979 (1741000 ha).

Dans la région plus de 80% des ejidos existant aujourd'hui sont antérieurs à 1937. Ils occupent à l'heure actuelle environ 50% des terres cultivées : c'est dire l'importance du processus de répartition et affectation des terres déclenché par la Révolution et impulsé par le mouvement agrariste de l'époque. Face à cette "offensive" les propriétaires terriens commencent à s'organiser au début des années 1930 et forment une milice rapidement appelée "La Main Noire" (La Mano Negra), qui couvre l'ensemble de la région. Menée par Manuel Parra à partir de son hacienda d'Almolongá au Nord de Xalapa, elle rassemble des propriétaires de tout le centre de l'Etat, Xalapa bien sûr mais aussi Coatepec, Xico, Teocelo, etc. En effet, "ce ne sont pas les hacendados traditionnels qui s'organisent militairement mais de nouveaux propriétaires qui au long des événements révolutionnaires et post révolutionnaires ont profité des remaniements agraires" (A.Beaumond, 1988, p123). Parmi eux figurent les propriétaires qui avaient acquis leurs domaines à la fin du siècle précédent par adjudication de terres communales (à Xico par exemple) ou par achat de parcelles aux haciendas sucrières en crise, ou plus récemment lors des fractionnements préventifs face aux affectations agraires des années 1920-30.

Fig 7: La repartition agraire de 1914 à 1961



Source : Beaumont, 1988

La Mano Negra prend tout son essor après le démantèlement autoritaire de l'Armée agrariste par l'Etat central en 1933. N'ayant plus de force organisée et armée en face d'elle, elle impose la terreur par le meurtre, le viol, le vol, la cooptation forcée. On estime à 40000 le nombre d'agraristes, ou paysans supposés tels, assassinés par la milice dans le Veracruz dans les décennies de 1930 et 1940 (D.Skerritt 1984). Pendant cette période cette force paramilitaire et les groupes de pouvoir qui la composent réussissent à empêcher nombre de dotations ejidales, et même à récupérer des terres déjà affectées, et occupées.

La politique révolutionnaire de Tejeda aboutit à la formation d'un pouvoir régional fort -militaire mais aussi juridique et législatif- fondé sur l'alliance de l'Etat (du Veracruz), du paysannat et de la classe ouvrière (presqu'inexistant à Xalapa mais important dans le port de Veracruz et la région de Cordoba-Orizaba au Sud de l'Etat), en conflit ouvert avec le patronat et les propriétaires terriens.

Dès l'avènement de Lazaro Cardenas à la présidence de la République en 1934, l'Etat central cherche à réduire ce pouvoir régional trop autonome. Il trouve dans La Mano Negra une organisation "efficace", adversaire acharnée du pouvoir régional et de sa politique agrariste, qui pourra continuer ses exactions et restera active jusqu'aux années 1950, même après son démantèlement officiel en 1942 et la mort de Manuel Parra en 1943.

Au niveau national, le mandat de Lazaro Cardenas (1934-40) marque la mise au pas des pouvoirs régionaux issus des périodes troublées de la Révolution, et l'"institutionnalisation" de la Révolution. Au plan politique celle-ci se traduit par la création du PNR (Parti National Révolutionnaire, ancêtre de l'actuel PRI) et par l'organisation corporatiste de l'ensemble de la société avec

San Juan
+ PCM
vs. CROM

PNR
1929

l'incorporation au parti des quatre grands "secteurs" : paysan (CNC), ouvrier (CTM), populaire (CNOP) et militaire.

L'agrarisme qui jusqu'alors "était plus un instrument politique de pacification (des paysans comme des soldats et de leurs chefs) qu'un projet de développement agricole " (A.Bartra, 1985) acquiert une dimension nettement économique : le secteur ejidal doit produire, soutenu par l'Etat qui lui fournit terres, crédits et assistance technique. Les dotations agraires sont accordées en grand nombre et la Banque Nationale Ejidale est créée en 1935. Parallèlement Cardenas réussit à obtenir sinon le soutien du moins la non-agression des classes agraires dominantes par l'adoption d'une série de mesures visant à protéger leurs intérêts : la reconnaissance d'un pouvoir spécifique des éleveurs et la non-affectation de leurs terres (cf. JC.Briones Sanchez, 1983 et D.Skerritt, 1987) d'une part, l'appui aux agricultures de pointe, surtout dans le domaine de l'agro-exportation d'autre part.

L'alliance du petit paysannat et de l'Etat, qui fondait la légitimité du pouvoir central "révolutionnaire", ne survivra guère dans les faits. Les successeurs de L.Cardenas à la présidence de la République s'orientent résolument vers le soutien à la production privée avec la réalisation de grands travaux d'aménagement (réseau routier, irrigation) et des soutiens à la grande production et à l'exportation. Les ejidos poursuivent le développement impulsé sous Cardenas sans pouvoir s'intégrer aux nouvelles conditions de la production offertes par la Révolution Verte (années 50). La production ejidale stagne puis décline et, l'explosion démographique aidant, c'est tout le secteur de la petite paysannerie, ejidale ou non, qui entre en crise à partir de 1965 (M.Durand, 1987).

Dans le Veracruz et la région de Xalapa en particulier, ce schéma se trouve légèrement modifié ou décalé dans le temps du fait de la présence de la caféiculture qui, d'un côté, amortit

et retarde la crise et, de l'autre, modifie les équilibres sociaux et politiques.

Ici, la période agrariste a précédé la présidence de Lazaro Cardenas qui n'a fait qu'entériner les décisions provisoires de Tejeda. Au contraire, les mesures de soutien aux agricultures d'exportation et à l'élevage qui accompagnaient la politique agraire de Cardenas au niveau national, ont trouvé dans la région une résonnance particulière. Les grands agriculteurs ou éleveurs opposés au pouvoir régional lorsqu'il est agrariste ont profité au maximum de ces dispositions. Leur alliance avec le pouvoir central leur permit d'assurer leurs propriétés (le plus souvent récemment acquises ou agrandies) par la force au besoin, et de garder le contrôle de leurs filières (bétail et café).

A partir de cette époque l'histoire régionale se confond en partie avec l'histoire du secteur caféier.

Dès les années 1930 quelques grands négociants et producteurs de café, immigrés ou fils d'immigrés pour la plupart, s'organisent en cartel d'exportation. Le "groupe de Xalapa" en arrive à dominer l'ensemble du secteur caféier sur tout le pays, au moins entre 1940 et 1958, grâce à un système d'alliance avec l'Etat qualifié de "néoporfirisme" (A.Beaumond, 1988, p194). L'époque leur était favorable : en plus de la situation politique dont ils savent tirer parti (établissement de liens tant avec l'Etat qu'avec les acteurs régionaux ou locaux insérés dans un système souple de clientélisme économique et politique), les conditions de la production et de la commercialisation du café s'améliorent.

Les superficies plantées augmentent considérablement dès les années 30 : de 144 000 à 269 000 hectares en propriété privée et de 10 000 à 112 000 ha en ejidos, de 1930 à 1960 mais surtout au début de cette période. Le crédit fait timidement son apparition avec El Banco Nacional Ejidal en 1935 mais surtout le crédit privé dont le groupe de Xalapa est le principal pourvoyeur.

En 1940 la fermeture des maisons commerciales étrangères dans le cadre de la politique nationaliste de L. Cardenas et le départ des grands producteurs et négociants allemands des Chiapas pendant la seconde guerre mondiale laissent le champ libre aux exportateurs du Veracruz, et de Xalapa en particulier. Ils profitent pleinement de l'augmentation des prix après la guerre qui, suivie du boom des années 50-55, favorisera à son tour l'expansion des plantations caféières (A. Beaumont, 1988, p205). Pendant cette période de faste, le petit "groupe de Xalapa" (cinq familles regroupant une vingtaine de personnes) parviendra à contrôler à peu près toute la filière, et notamment l'accès à la terre, le crédit, la répartition de fertilisants et bien sûr la commercialisation (collecte, transformation et exportation).

Cette domination s'atténue à partir des années 1960, quand l'Etat tente de rompre ce monopole commercial qui s'accompagne d'une influence politique démesurée et qui suscite la colère des exclus. S'appuyant sur les producteurs qui aspirent à l'exportation, l'offensive de l'Etat se traduit par l'arrêt des mesures de faveur (par exemple la fin du monopole de distribution des engrais) et la création d'un Institut National du Café (INMECAFE), en 1958, censé réguler la commercialisation et favoriser la production par une assistance technique aux petits et moyens producteurs. L'INMECAFE s'installe à Xalapa, qui se confirme comme la capitale du négoce caféier à l'échelle nationale.

Cette offensive de l'Etat et le retournement d'alliance qui l'accompagne correspond à une période de recession dans la caféiculture : les prix stagnent sur le marché international, les plantations caféières cessent de s'étendre et diminuent même au profit de l'élevage qui, lui, connaît un nouvel essor dans la région. En effet les propriétaires terriens, passé le temps de la prudence face aux affectations agraires, retrouvent leur dynamisme et leurs stratégies traditionnelles

d'expansion foncière. Mais le centre de la région apparaît relativement saturé et stabilisé autour de la caféiculture, et l'expansion affectera surtout les marges du "coeur caféier", par l'installation ou la ré-installation de vastes pâturages sur les versants du Cofre de Perote.

Le déclin relatif de la caféiculture -qui fournit travail et revenu minimum à une grande partie de la population- et le développement de l'élevage -qui occupe les terres sans donner de travail- concourent à la paupérisation du secteur paysan minifundiste, ejidal ou privé. La croissance démographique aidant (+ 3.35% annuel à partir de 1960 et plus de 4% après 1970), une grande partie de la population se mobilise, au sens propre du terme, pour chercher du travail ou des sources de revenus complémentaires à l'agriculture paysanne. On assiste à un ré-aménagement de la population à l'intérieur d'un même espace régional, avec disparitions de petits hameaux de la montagne et croissance des villes, mais aussi des bourgs et gros villages de la zone caféière (O.Hoffmann, 1986).

La crise nationale de la petite agriculture d'une part, le renouveau de la caféiculture dans les années 1970 (forte hausse des prix internationaux, politique de soutien aux petits producteurs sous la présidence de ~~E~~cheverria, "renaissance" de l'INMECAFE à partir de 1973) d'autre part, donnent lieu à une redistribution des rôles où l'Etat retrouve temporairement celui d'allié de la petite agriculture ejidale. Le groupe des exportateurs, désormais plus diversifié, reste économiquement dominant mais ne contrôle plus l'ensemble de la filière ni l'ensemble du territoire régional. Les circuits commerciaux, de crédit et d'assistance technique relèvent désormais de l'Etat, qui devient un partenaire puissant et omniprésent du monde rural.

La crise financière et économique des années 1980 met à bas cette nouvelle construction, ce réseau régional original de relations entre l'Etat, l'initiative privée (les négociants-exportateurs), les moyens et petits caféiculteurs privés et le

secteur paysan ejidal. L'INMECAFE se meurt d'une bureaucratie et d'une inefficacité croissante (qu'il avait su éviter au départ) et de la baisse des ressources allouées par l'Etat. En 1985, à l'occasion d'une hausse conjoncturelle des prix, il n'a pu soutenir la concurrence des exportateurs privés qui font depuis lors leur entrée en force sur la scène régionale (construction d'un beneficio privé "le plus grand d'Amérique centrale" en 1986, financements et crédits aux producteurs, collecte organisée sur toute la région..etc). Plus souples et disposant de plus de capitaux mobilisables que l'INMECAFE, les exportateurs s'adaptent plus facilement à la nouvelle configuration sociale qui a émergé des dernières années de crise. Autour de Xalapa, des groupements de producteurs se créent à la suite des mouvements de revendication de 1983 et 1984 (P.Marcadent, 1988). Ils réclament l'accès à la commercialisation et s'organisent pour la construction et la gestion de "beneficios humides", centres de transformation du café-cerise (périssable) en café-parche (stockable), ce qui leur assure une meilleure capacité de négociation dans la vente du produit. Par ailleurs la production s'intensifie lentement, sauf pour les petits producteurs qui ne peuvent surmonter les problèmes de trésorerie quotidienne (C.Bernard, 1988). Des lignes de partage s'instaurent entre les petits producteurs non-organisés, les producteurs ayant accès à une première transformation et donc au stockage, et ceux ayant accès à l'exportation. Loin de jouer la compétition, les gros exportateurs s'allient aux producteurs qui assurent la première transformation et les intègrent dans leur clientèle par le biais de crédits et avances sur l'exportation, en échange d'une relative exclusivité. Sans revenir à la situation de cartel des années 50, le secteur caféier amorce une dynamique de "privatisation des décisions" et des initiatives dans le domaine de la production et de la commercialisation. L'alliance de l'Etat et de la paysannerie n'est plus à l'ordre du jour (sauf en période électorale), et cette dernière est de plus en plus dépendante de la

conjoncture caféière internationale. Dans ces conditions, les habitants non-caféiculteurs de la région, ceux des versants comme les minifundistes ou les paysans sans terre, accentuent leur marginalisation. Toujours intégrés à la région et au bassin caféier par la circulation des hommes, des produits et de l'information, ils voient leurs revenus baisser et leurs conditions de vie (accès aux services) se dégrader suite au désengagement de l'Etat. De nouveau, la rupture qui s'était estompée lors des années "d'abondance" du café ou d'intervention de l'Etat, se dessine entre la zone café et la zone non-café, c'est-à-dire entre la zone basse et "les hauts". Cette polarisation spatiale recouvre une dualisation de l'économie, en termes de revenus et d'accès au travail, qui affecte l'organisation régionale dans son ensemble. L'emprise sur l'espace de vie et de production, les relations sociales (personnelles, familiales, de production), l'idée même qu'ont de leur environnement quotidien les habitants des différentes parties de la région, se transforment et créent un nouveau "système régional" plus éclaté et soumis à de nombreuses forces centrifuges, tant sociales que politiques.

CONCLUSION : UN ESPACE MULTIPLE ET EVOLUTIF

Une première observation s'impose à la lecture de cette "esquisse d'histoire régionale" : le contraste entre la vision perçue dans le temps long et celle qui ressort de l'exposition des vicissitudes vécues au quotidien et relatées en fonction d'un temps court.

La première montre la naissance et l'émergence progressive d'une région complexe mais cohérente, bâtie sur la destruction d'une organisation antérieure à la conquête espagnole. Utilisant au départ les canaux de transmission pré-existant pour le prélèvement d'impôts ou de travail et la diffusion de la nouvelle foi et des directives de la Vice-Royauté, les puissances colonisatrices implantent peu à peu leurs propres schémas d'organisation de l'espace. La ville acquiert un statut dominant sur les plans politique et économique, et diffuse les nouveaux modes d'usage et d'exploitation de l'espace, notamment pour la production agricole (introduction de nouvelles cultures et techniques).

Les grands flux de circulation qui jadis traversaient la sierra de l'altiplano à la côte induisaient des espaces -des "systèmes de relations" (Brunet)- qui recoupaient les divers étages altitudinaux, épousant les formes de vallées ou de bassins-versants. Les chemins de muletiers en étaient les axes vitaux, irrigant la sierra selon des axes Est-Ouest.

Avec la colonisation, les chemins se tournent désormais vers la ville. A part le grand axe Mexico-Veracruz qui ne dessert que Xalapa et n'irrigue pas la campagne environnante, les relations privilégiées s'instaurent au sein d'une même zone altitudinale : la zone basse, sucrière (entre 900 et 1500 m.), devient le domaine des hacendados, avec des remontées vers les zones intermédiaires pour l'élevage. C'est le "coeur" agricole de la région, depuis lors et jusqu'à nos jours et malgré de profondes transformations ultérieures.

La zone haute, "refuge" des communautés indiennes et des paysans exclus, subit un processus d'enclavement. Les versants montagneux sont certes intégrés à la région par l'incorporation de la population indienne à la force de travail nécessaire aux haciendas, et plus tard par l'installation de cultures et de systèmes de production "importés" de la zone basse et destinés à l'alimenter en produits ; ils n'en restent pas moins marginalisés par de nombreux aspects, à commencer par l'absence de voies de communication efficaces et adaptées aux nouveaux besoins. Cette double caractéristique (intégration et marginalisation des versants) reste un trait fondamental de la région, qui oscille au cours des siècles entre les deux extrêmes. On pourrait parler de pulsations régionales, tendant à l'intégration des marges ou au contraire les repoussant..

Les légers déplacements du centre de la région (de Xalapa vers Coatepec) et de ses limites (individualisation de la région de Coatepec par rapport au Nord de Xalapa) restent des détails dans le temps long, alors qu'ils correspondent dans le temps court à des modifications très importantes des équilibres régionaux : équilibres économiques avec le passage du sucre au café, équilibres sociaux et politiques avec l'affranchissement ou au contraire l'incorporation des élites agraires à la classe politique dominante, régionale ou nationale.

Cette distorsion se perçoit également dans l'espace, selon que l'on considère la région dans son environnement national ou "estatal" (de l'Etat de Veracruz), c'est-à-dire à petite échelle, ou la région dans sa diversité interne, à grande échelle. Dans le premier cas la dynamique régionale depuis un siècle et demi paraît presque se résumer à celle de la caféiculture ! La Révolution, la Réforme Agraire, les dotations de terre et l'intervention de l'Etat sont des moyens donnés à l'agriculture régionale ; chaque nouvelle orientation de l'Etat contient au moins quelques mesures aptes à

satisfaire une ou plusieurs catégories d'acteurs influents dans le secteur caféier.

La perception est tout autre à grande échelle. La diversité y règne en maître. Sur un petit espace, les transformations agraires provoquent d'immédiats "remaniements" socio-politiques, et d'immédiats changements dans les pratiques, sociales aussi bien qu'agricoles, de l'espace quotidien. Ces modifications passées au crible des années et multipliées par le nombre d'habitants viennent alimenter les grandes transformations de l'espace de la petite région.

S'il nous fallait comprendre et connaître les grands traits de l'histoire régionale avant d'aborder une analyse plus fine sur un territoire plus restreint, c'était aussi pour établir une sorte de filiation, dans l'espace et dans le temps, entre l'espace d'étude -le municipe de Xico- et son environnement. La dialectique entre espace global et espace local est nécessaire et indispensable à la compréhension des phénomènes, des plus insignifiants aux plus marquants, qui forment un tout, un système, qui sont la vie même d'une région et de ses habitants.

*peut-être que c'est
pour ça : sujet
de la principis*

CHAPITRE II

XICOCHIMALCO DE SANTA MARIA MAGDALENA : UN TERRITOIRE INDIEN

Au moment de la conquête espagnole, Xicochimalco a déjà une histoire mouvementée.

Les origines attestées les plus anciennes remontent au IX^{ème} siècle AC., avec des céramiques de la culture totonaque retrouvées sur divers sites de l'actuel municipe (Musées d'Anthropologie de Mexico et de Xalapa). Cependant des interprétations séduisantes, mais pour l'instant peu ou mal étayées, prêtent à Xico des ancêtres plus anciens, de la grande culture olmèque si mal connue (Bermudes, 1987; Noriega, 1987). Par ailleurs, les chroniques font état d'une population "xicochimalca", vers le XII^{ème} siècle A.C., descendants ou branche présumée des Toltèques mis en déroute après la destruction de Tula, et qui seraient venus se réfugier dans la sierra du Nauhcampatepetl (actuel Cofre de Perote), en fondant, entre autres, Xicochimalco et Huatusco (plus au sud).

Ce n'est qu'à partir du XIV^{ème} siècle que les documents sont plus précis, dans les processus et étapes de peuplement si ce n'est dans la chronologie exacte, aujourd'hui encore sujette à discussion (20).

(20) Je n'ai utilisé pour cette période précoloniale que des sources "secondaires" : Noriega, 1987; Xicochimalco, 1980; Silva Gomez, 1983; Izaguirre 1983; Bermudes, 1987; Ramirez Lavoignet, 1982.

Les Téochichimèques (branche Tlaxcaltèques) établis sur l'Altiplano, s'implantent sur le versant Est de la sierra à partir de 1384 (ou 1398) avec la prise de contrôle de Quimixtlan et Ixhuacan, villages situés à quelques dizaines de kilomètres au sud de Xico, conquis (ou simplement investis?) à son tour en 1402 (ou 1405). Les Téochichimèques devront plus tard laisser la place aux mexica lors de la vague d'invasions conduites sous l'empereur Ahuizotl en 1479 (ou 1493). Ces derniers installent une forteresse à Xico, comme ils l'ont fait dans plusieurs points stratégiques de la sierra, sur les routes d'accès à la côte.

En 1519, lors de son passage en route pour Tenochtitlan, Cortes évalue à cinq ou six mille guerriers présents dans la forteresse de Xico et les villages et hameaux alentours (Xico y "aldeas y alquerias"). Il utilise d'ailleurs le terme de "province de Xico" (qu'il nomme Sienchimalen), lui donnant de ce fait une importance particulière. Les conquérants sont "accueillis" sans combattre, signal d'une décadence puisqu'à peine deux ans plus tard l'ancienne forteresse de Xico se vide et disparaît formellement. Les habitants se réinstallent quelques kilomètres en aval, dans le nouveau village de Xico, situé sur un interfluve vaste et plan, facile d'accès et proche des autres bourgs, dont Coatepec. C'est la "première congrégation", conséquence immédiate et brutale de la conquête militaire, le premier d'une série de mouvements de population qui affectent périodiquement la sierra, jusqu'à nos jours. Mais sans doute y en avait-il eu d'aussi importants dans les époques antérieures, dont nous n'avons pas connaissance.

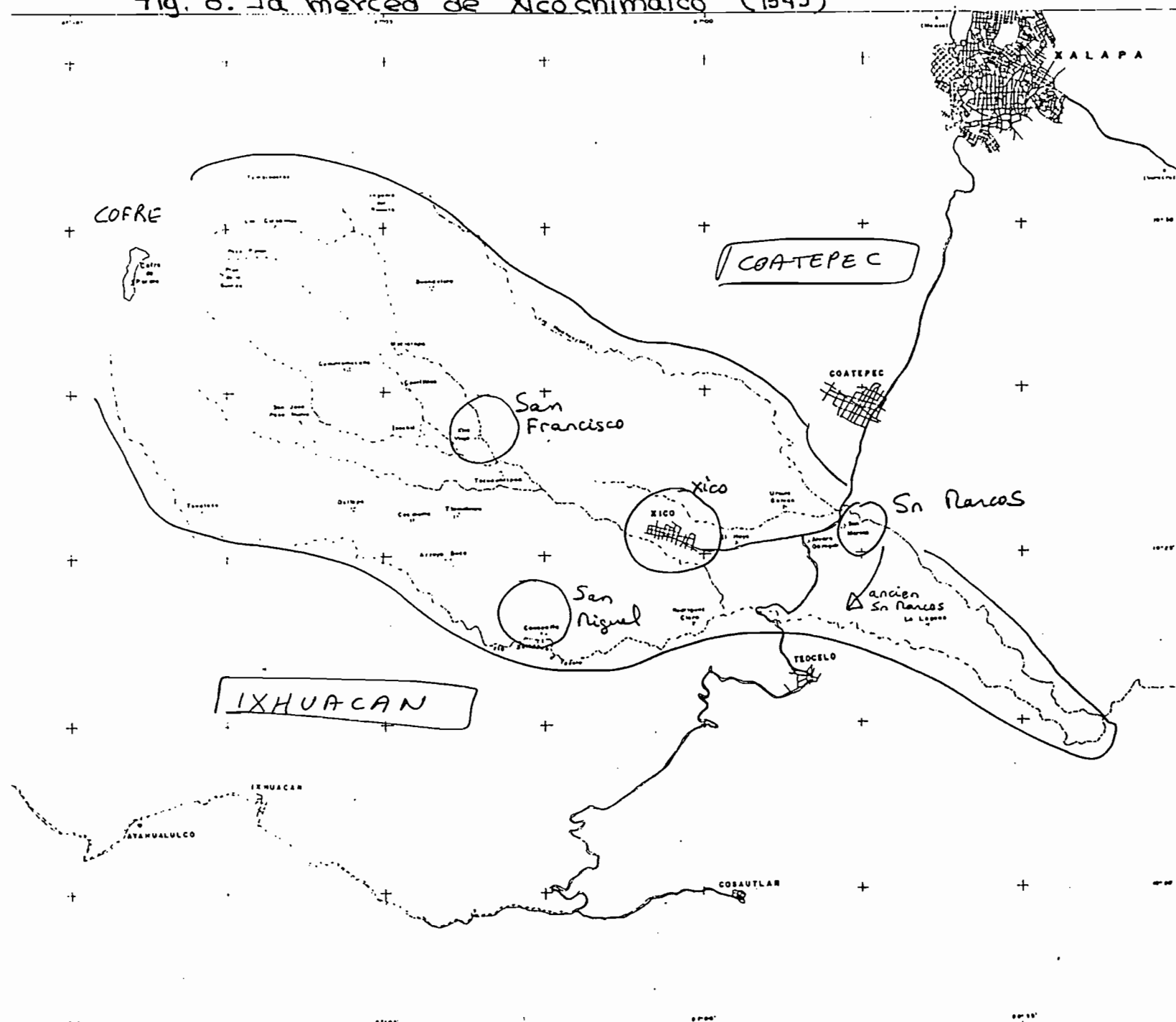
Cet abandon du site originel de Xicochimalco ne marque cependant pas la fin de l'entité sociale de peuplement "Xico", puisque les "natifs de Xico" réclament et obtiennent, en 1545, la dotation d'une merced dont les limites correspondent exactement aux confins de l'actuel municipe, en incluant dans cet espace le nouveau village et les "aldeas" de San Marcos (à

l'Est de Xico), San Miguel (au Sud-Ouest) et San Francisco (le vieux Xico, à l'ouest, cf. fig.8).

I- LES PHASES DE DEPEUPLEMENT-REPEUPLEMENT

En 1540 les franciscains pénètrent à leur tour ces contrées, construisant un "temple" à Xico et une chapelle ("une ermita") à San Marcos. La population a brusquement chuté après la conquête puisque l'on ne compte plus, en 1580, que 300 tributaires à Xico (sur les "milliers de guerriers" mentionnés par Cortes 60 ans plus tôt). A la fin du siècle, l'Eglise favorise et appuie la Couronne espagnole dans ses initiatives de regroupement autoritaire dans le seul village de Xico, de toute la population résidant dans les hameaux d'alentour. Il y en avait sans doute plusieurs, en dehors des trois "aldeas" déjà mentionnées, comme par exemple Tlacuilolan, dont parle un document de 1569 (AGN, Ramo Tierras 1348). Il s'agit pour les autorités de mieux contrôler une population jusqu'alors dispersée, contrôle nécessaire pour faciliter l'administration et surtout améliorer le recouvrement des tributs pour la Couronne et pour l'Eglise. Cette "deuxième congrégation" est tout sauf spontanée, puisqu'il faut bruler les maisons et les parcelles de culture pour empêcher toute réinstallation. A chaque indien sera attribuée une parcelle près du bourg ("qu'ils ne cultivent pas puisqu'ils préfèrent les montagnes aux flancs abrupts", se plaignent les administrateurs de l'époque). Les terres agricoles libérées par cette congrégation sont laissées en friche dans les zones les plus pentues et éloignées, ou récupérées par les colons qui commencent à arriver, dans les zones plus accessibles. On signale en effet déjà, en 1609, la présence de "quelques espagnols" à Xico, aux côtés de 370 indiens (tributaires?) et des "llamadas castas" (Obispo Mota y Escobar).

Fig. 8: La merced de Xicochimalco (1545)



MUNICIPIO DE XICO
ESTADO DE VERACRUZ

la merced
de 1545 :

Xicochimalco de
Sta. Maria
Magdalena et
ses trois
hameaux (aldeas)

SYMBOLS
 COATEPEC
 IXHUACAN
 SAN MARCOS
 SAN MARCOS LA LAGUNA

1. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 2. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 3. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 4. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 5. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 6. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 7. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 8. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 9. Les bornes des communes sont indiquées par des points.
 10. Les bornes des communes sont indiquées par des points.

En 1623 le clergé séculier prend la relève des franciscains (comme dans tout le Royaume de la Nouvelle Espagne dans ces années-là), d'abord par des visites à partir de Xalapa, puis en permanence avec la création, en 1754, d'un "curato" de Xico dépendant de Teocelo. La paroisse compte alors 343 familles d'indiens, 7 d'espagnols et 44 de métis (Villasenor y Sanchez, 1746). C'est ce que certains auteurs nomment la "troisième congrégation", avec la reconnaissance par l'Eglise du village, ce qui équivaut à sa "véritable fondation" (D. Ramirez Lavoignet, com. or.). Les unités ecclésiastiques reprennent souvent des limites existantes : "Gibson a pu retrouver la continuité des divisions précolombiennes, et les évêques ont tenu compte des avis des prêtres chargés d'endoctriner les indiens : les divisions paroissiales correspondent dans les régions de peuplement indien à des agrégats antérieurs" (J.Meyer, 1976). C'est le cas de Xico.

En 1791 on estime à 1641 personnes la population de Xico (V.Nieto), et quarante ans plus tard à 2026 habitants (rapport de gouverneur, 1831). Les données ne permettent pas d'estimer avec précision l'importance du peuplement des hameaux et villages hors celui de Xico. On sait seulement qu'ils existent, c'est-à-dire qu'il y a eu redéploiement de la population après la congrégation imposée au début du XVII^e siècle. Les gens de Xico cherchent à fonder de nouveau San Marcos en 1688 (Bermudes, 1987, p117), et un peu plus tard les villages situés en amont, dans la sierra. Le chroniqueur local (A.Izaguirre, 1983 et com. or.) situe cette remontée au cours du XVIII^e siècle.

En somme, et si l'on estime grossièrement qu'à chaque tributaire recensé dans les premières époques de la Colonie correspond une famille de 5 à 6 personnes, le chiffre total de population n'a guère progressé à Xico depuis la chute brutale de l'immédiate post-conquête (cf. tab.2). Elle a toutefois

Tab 2 : LA POPULATION DE XICO 1519 - 1920

LA POPULATION DU MUNICIPE DE XICO

date	population	sources
1519	5 à 6000 hommes de guerre (province de Sienchimalen)	Cortes
1580	300 tributaires (639 tributaires à Xalapa)	Bravo de Lagunas
1609	370 "indios, algunos espanoles y las llamadas castas"	Mota y Escobar
1713	351 tributaires	AGN Ramo Tierras
1746	343 familles d'indiens 7 familles d'espagnols 44 familles de métis	Villasenor y Sanchez
1784	2022 habitants	Silva Gomez
1791	3309 habitants à Teocelo et Xico "espanoles, indios y castas" 1641 habitants à Xico ~~en su mayoría indios~~ "en su mayoría indios"	V. Nieto
1831	2026 habitants	rapport de gouverneur
1869	3835	id.
1871	3613	id.
1873	3924	id.
1878	3943	id.
1886	5680	id.
1920	6535	recensement

réussi à se maintenir tout au long de la Colonie, ce qui n'était pas une mince affaire si l'on se rappelle les chiffres globaux de perte de population, de l'ordre de 60% sur l'ensemble du royaume depuis la conquête jusqu'au XVIIIème, qui marque le début de la récupération démographique (REF.).

Au XIXème siècle en revanche la population commence à augmenter, avec deux périodes d'accroissement exceptionnel :

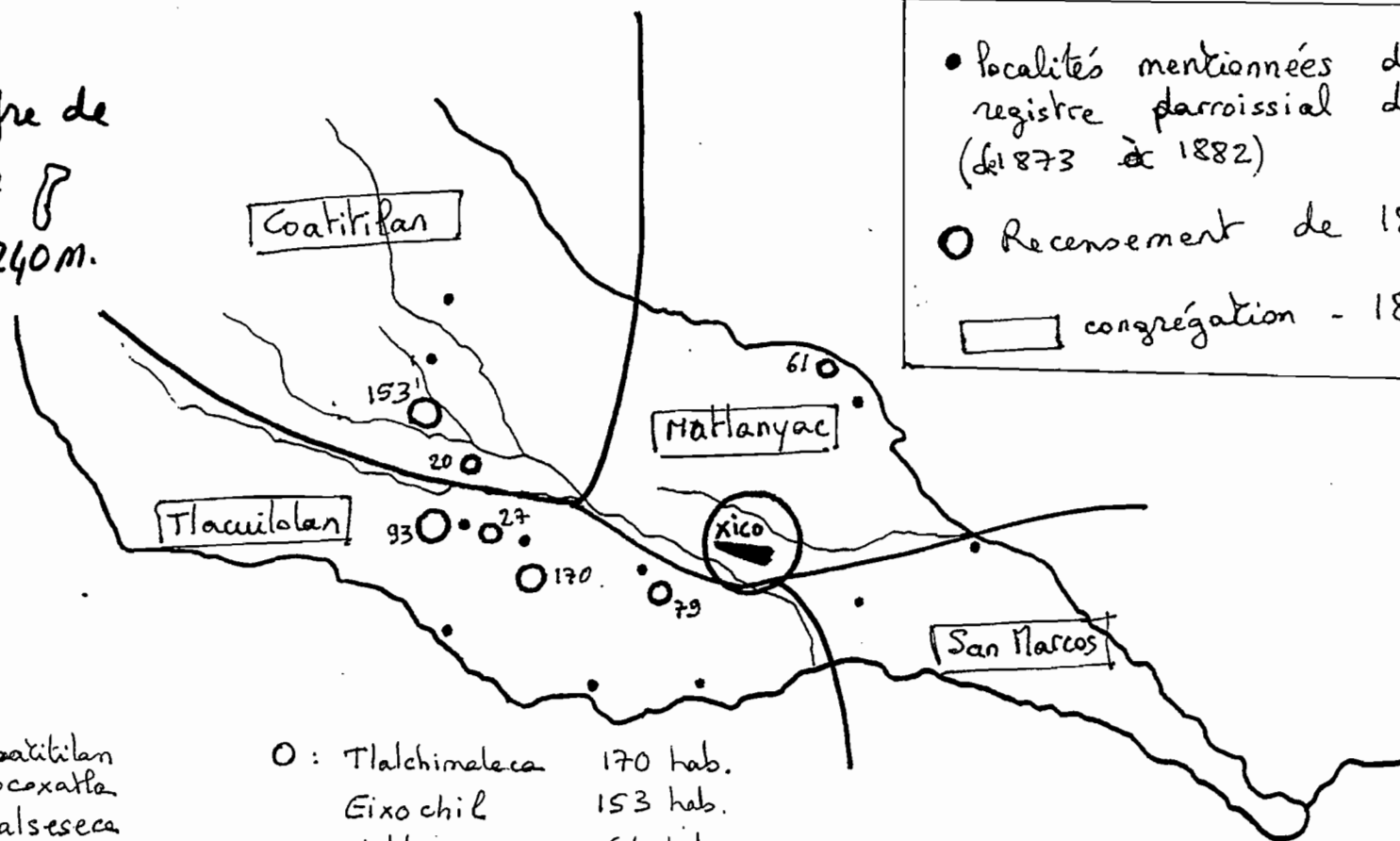
-entre 1831 et 1869, la population de Xico passe de 2026 à 3835 habitants. La raison de cette forte hausse n'est pas claire. Elle est peut-être liée aux troubles de la post-indépendance et à l'arrivée de familles espagnoles, mais peut-être également à la migration et la réinstallation d'une population paysanne dans les villages de la sierra. En effet le recensement de 1871 fait état de 7 villages situés en amont de Xico, abritant une population de 603 personnes, soit 17% du total de la population du municipe (cf. fig.9).

-entre 1878 et 1886, la population passe de 3943 à 5680 habitants. Même si l'on met en doute l'exactitude des recensements, il reste que cette première phase du Porfiriat, dont on a montré plus haut les caractéristiques en termes de modernisation économique et libération de main d'oeuvre, a suscité une énorme mobilisation de la population. A l'échelle régionale cela s'est traduit par un afflux de population, d'origine proche et lointaine, à Xico comme dans d'autres régions proches (Paso de Ovejas, cf. Skerritt, 1989). Cette augmentation touche le bourg, mais également les villages et hameaux alentours. Une cinquantaine de lieux-dits sont mentionnés dans divers documents de l'époque, malheureusement sans précision quant à leur population. Dans les registres paroissiaux, quinze localités sont citées comme lieux de naissance entre 1873 et 1882. La nomenclature administrative de 1886 divise le municipe de Xico en 4 "congrégations" (plus le bourg) : Tlacuilolan, Coatitilan, San Marcos et Matlanyac

Fig. 9

PEUPLEMENT ET DIVISION
ADMINISTRATIVE - XICO (XIX^e)

Cofre de
Perote 4240 m.



• localités mentionnées dans le
registre paroissial de naissances
(de 1873 à 1882)

○ Recensement de 1871

□ congrégation - 1886 -

• : Coatitlan
Cocoxatla
Malsesece
Motuaga
Ocotitlan
Pocapan
Puentes
Tenchoatepec
Tlacuilolan
Tlalatlajear
Tlalcontla
Tlanquitotla
Zacamila

○ : Tlalchimeleca	170 hab.
Eixochil	153 hab.
Matlanyac	61 hab.
Otra Banda	79 hab.
Nenetla	20 hab.
Chapa	27 hab.
Tlacuilolan	93 hab.
Xico-bourg	3010 hab.
TOT :	3613 hab.

(cf. fig. 9). Cette dernière, incluse dans une grande propriété, disparaît toutefois vers le début du XX^{ème} siècle, sans laisser de trace ni dans le paysage, ni même dans la mémoire de la plupart des habitants actuels de Xico! Elle est mentionnée pour la dernière fois en 1921, avec 18 habitants.

On a déjà exposé les données détaillées de population dont on dispose jusqu'aux recensements modernes du XX^{ème}, puis les résultats d'une analyse fine de ces derniers (Hoffmann, 1985, 1989a, 1989b). Je n'en reprends ici que les conclusions, en insistant sur la grande mobilité de la population rurale, sur les processus cycliques de dépeuplement-repeuplement-dépeuplement des zones montagneuses.

Le municipe a connu des phases de redéploiement de la population vers les hameaux, avec création de villages, au moins à deux occasions après la remontée du XVIII^{ème} siècle : au XIX^{ème} avec l'arrivée d'exploitations forestières employant une main d'oeuvre qui s'installe sur les lieux de production, au XX^{ème} avec la Réforme agraire et la création d'ejidos. Il y eut aussi des phases de dépeuplement et de disparition de villages comme au XVII^{ème}, par exemple dans les années 1950 quand les rancheros réinvestissent dans la zone de pâturages, achetant des terres et en expulsant de fait leurs habitants, qui descendent vers le bourg ou rejoignent les villages alentours.

Ces processus dynamiques répondent à des situations économiques et politiques localement spécifiques, à des rapports de forces entre les différentes catégories d'habitants et d'acteurs régionaux, y compris l'Etat. Selon les époques, les uns ou les autres ont intérêt à peupler la sierra (main d'oeuvre, dotations agraires) ou au contraire la vider (contrôle des terres pour l'élevage), et mettent en oeuvre les moyens adaptés : offre en travail, accès à la terre, coercition si nécessaire.

A grands traits, rappelons que l'évolution de la population de Xico depuis 1920 situe ce municipe dans la catégorie des municipes "ruraux", avec une proportion de 30 à 40% d'habitants vivant hors du bourg, et plus de 70% (en 1980, sur un total de 18000 hab.) en zone basse. Dans une étude détaillée des derniers recensements (Hoffmann, 1985), on a analysé la répartition de la population sur Xico et les municipes voisins d'Ixhuacan, Ayahualulco et Coatepec. On distingue clairement plusieurs zones ou sous-ensembles, étagées selon un dispositif altitudinal auquel nous ferons référence tout au long de ce travail (cf. fig.10):

-la partie basse (<1400m.), caféière, au peuplement important, de densité supérieure à 120 hab/km², et concentré dans de gros bourgs de plus de 10000 habitants, dont Xico, et des villages de plus de 500 habitants. Cette partie basse correspond à la zone d'implantation des anciennes haciendas sucrières converties au café à la fin du XIXème, ainsi qu'à un tissu serré de petites parcelles ou lopins appartenant aux habitants des bourgs. Elle est bien desservie par les voies de communication et les transports en commun, la plaçant de ce fait dans l'aire d'influence des villes voisines de Coatepec et Xalapa. Dans les années 1940, plusieurs ejidos se sont créés sur les terres des anciennes grandes propriétés.

-la zone que l'on appelle souvent "intermédiaire", entre 1400 et 2500 m. environ, connaît un mode de peuplement bien différent, caractérisé par une plus faible densité (<80 hab/km²), et une dispersion des villages et hameaux -les communautés- situés sur les interfluves, et séparés les uns des autres par des ravins ou au contraire des collines aux flancs pentus. Coincées entre les vastes pâturages qui les entourent, ces communautés sont souvent éclatées en une dizaine ou vingtaine de maisons dispersées, chacune entourée d'une petite parcelle de maïs, haricot, arbres fruitiers et

Fig. 10: LE MUNICIPE DE XICO.
UNE MICRO-ZONIFICATION

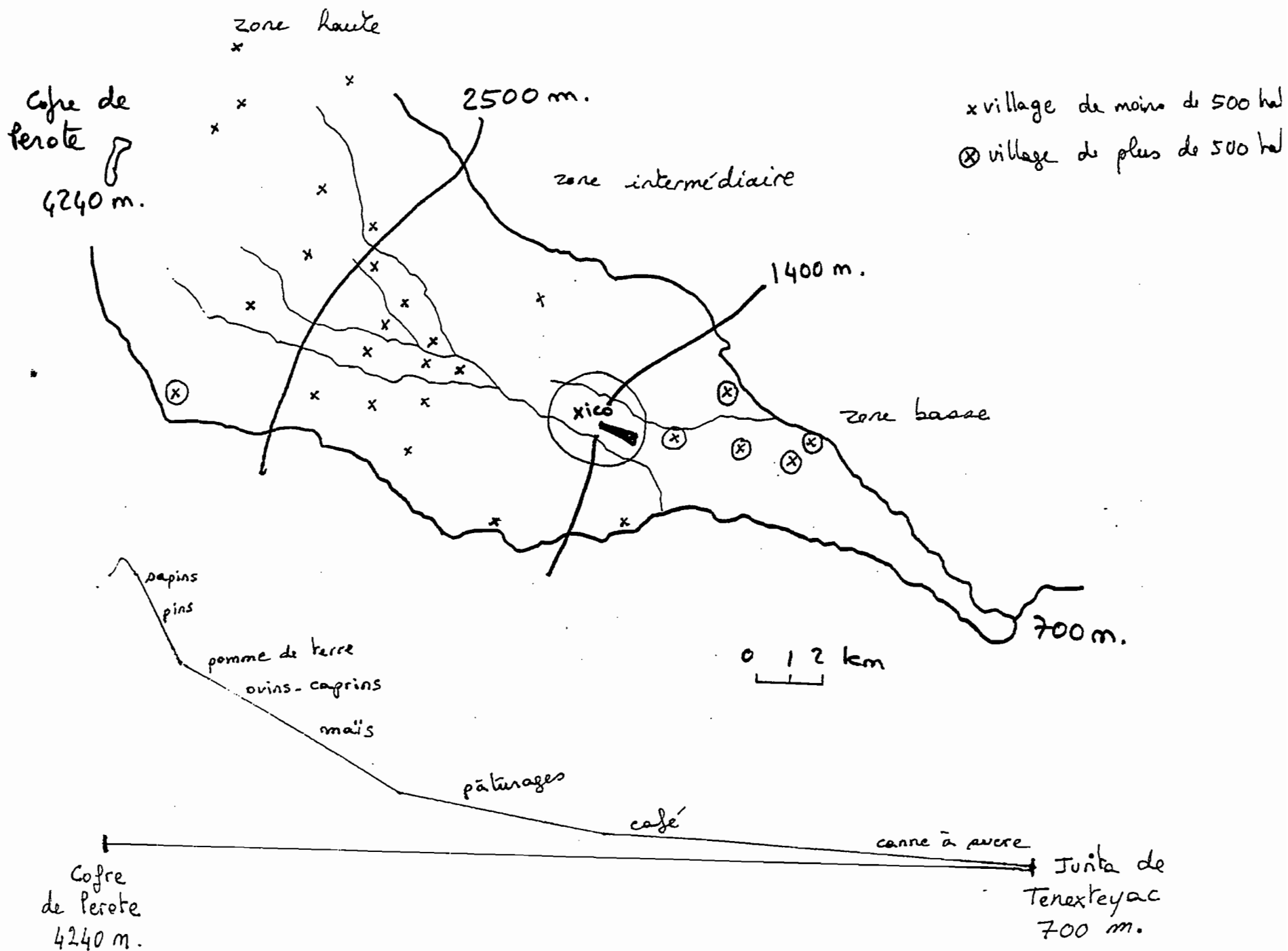
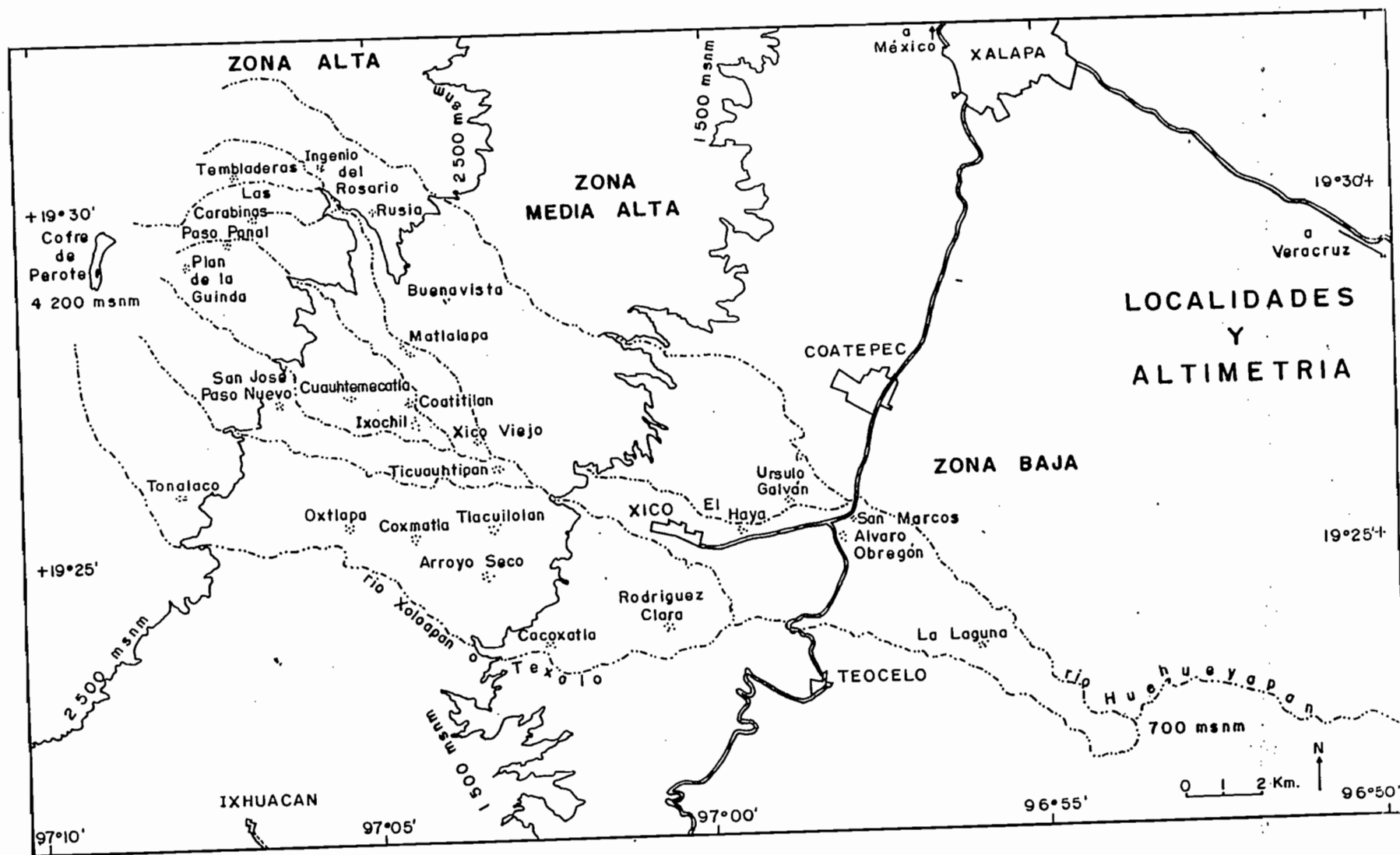


Fig 10a: Villages de Xico.



fleurs. Aucune route ne dessert ces villages, liés entre eux et avec le chef-lieu par des chemins muletiers.

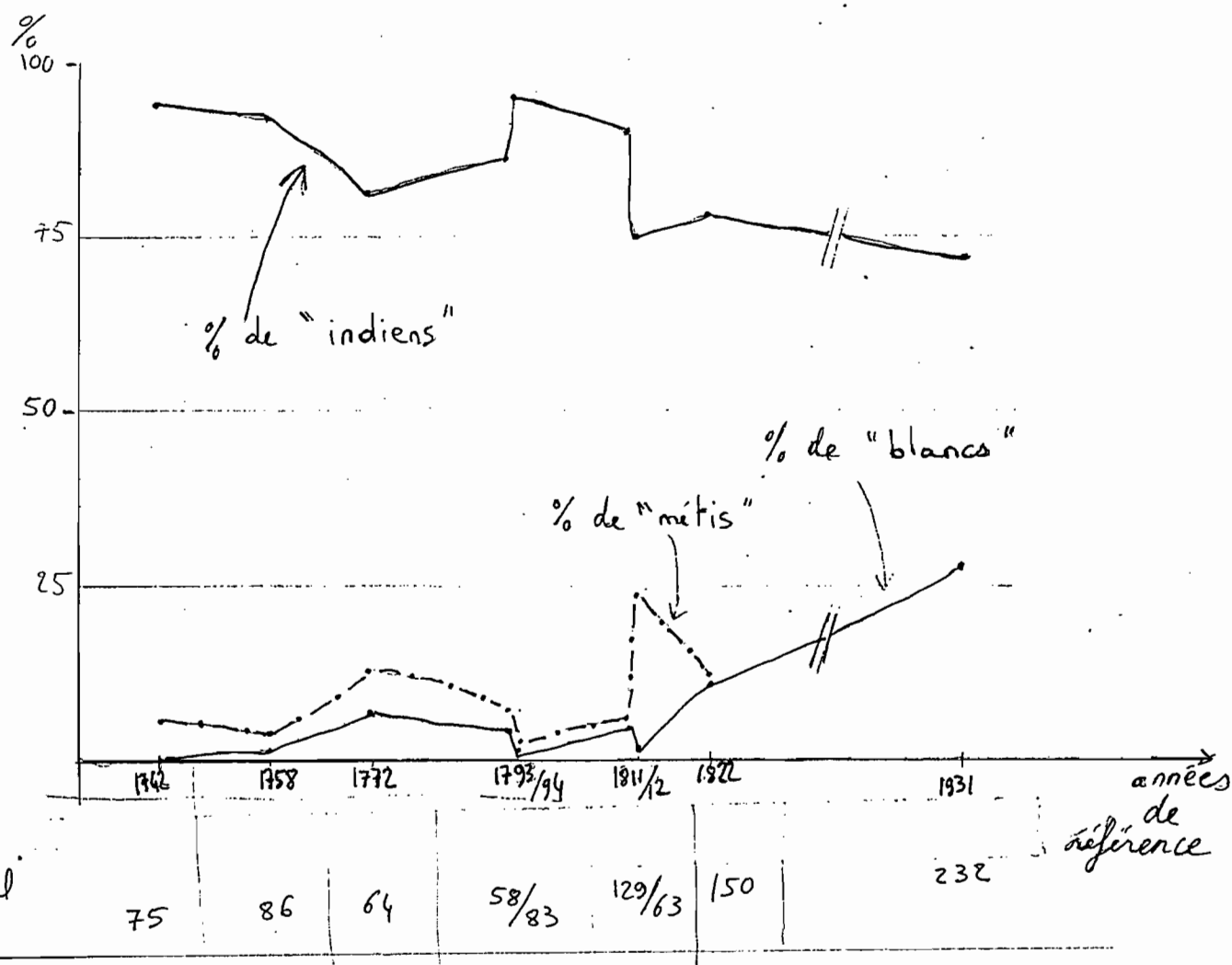
-plus haut vers 3000 mètres, se situent les "nouveaux villages", nés de la Réforme agraire et de la répartition de terre qui a attiré en ces lieux froids et humides les paysans sans terre de Xico et des environs. Ils sont en général plus groupés que les précédents tout en partageant le même type de construction : maisons de bois aux planches disjointes, toit en bardeaux ou en tôle ondulée. Les quelques pistes carrossables qui les desservent les relient aux bourgs et villes de l'altiplano, à l'ouest.

II- L'IDENTITE INDIENNE DE XICO : PLUSIEURS INTERPRETATIONS

Jusqu'à l'indépendance la population demeure majoritairement "indienne", comme le mentionnent les divers rapports, descriptions et recensements. On peut également l'estimer à travers l'analyse des registres paroissiaux de décès, de 1742 à 1822 puis en 1931, qui tous font état de la "race" des défunts : indiens, métis, blancs ou "gens de raison".

La courbe ci-jointe (fig.11), construite d'après ces données, semble montrer un accroissement de la population blanche vers la moitié du XVIIIème siècle, puis au tout début du XIXème. L'évolution de la population métisse suit à peu près le même rythme, sauf en 1811 où la proportion augmente sensiblement, probablement à la suite d'un changement dans la définition et la perception de l'"indien". Les deux périodes d'arrivées d'immigrants blancs, le plus souvent attestées dans les traditions familiales locales, ne correspondent pas et anticipent les forts taux d'accroissement de la population du XIXème siècle, mentionnés plus haut. Il y aurait donc eu, à Xico, des immigrations successives de population "blanche", espagnole le plus souvent, chacune de peu d'importance

Fig 11: Composition de la population,
de 1742 à 1931



numérique mais qualitativement importante dans la mesure où elle modifie les équilibres ethniques, sociaux et politiques. Les grandes familles actuelles de rancheros de Xico descendent toutes de ces immigrants lointains : d'abord les Quiroz et les Pozos, vers la première moitié du XVIII^e siècle, puis les Rodriguez, Hernandez et Morales vers 1790, les Virues vers 1820, les Izaguirre vers 1870 et les plus récents, les Martinez, vers 1890. Cette dizaine de familles commence à contrôler la majorité des terres d'élevage de Xico dès la fin du XIX^e, par achat, spoliation ou location des terrains à la population locale.

En 1931, et toujours d'après les mêmes sources, la proportion de défunts classés "indiens" est de 72%. Une autre estimation peut être faite à partir de l'analyse des noms de familles, ce qui permet d'estimer grossièrement la composition ethnique telle qu'elle était perçue et enregistrée à cette époque :

-53% des noms de famille sont exclusivement des noms "d'indiens" (Tlaxcalteco, Tepo, Mavil...),

-18% des noms sont exclusivement des noms de "blancs" (Virues, Izaguirre, Peredo..), ceux des immigrants espagnols des époques précédentes. La catégorie "gens de raison" reste très fermée, la stratification sociale fondée sur l'appartenance ethnique reste efficace.

-28% des noms sont portés indifféremment par des "indiens" et des "blancs" (Juarez, Cortes..). Cette dernière catégorie n'est pas équivalente à celle des métis -tout en les incluant- mais à une frange de la population indienne plus intégrée à la société "moderne nationale", à domination occidentale, dont elle a adopté les patronymes les plus courants (21).

(21) Ce genre de raisonnement ne pourrait pas s'appliquer partout, et notamment pas dans certaines régions indiennes où les patronymes espagnols ont été imposés de force à la fin du XIX^e au moment de la mise en place du Registre Civil, ou vendus plus ou moins chers. Ceci expliquerait la rareté relative (pour les plus chers) ou au contraire l'abondance (pour les meilleur marché) de certains noms de famille dans

Cinquante ans plus tard, en 1980, la population indienne de Xico, estimée par la proportion de personnes parlant la langue nahuatl, est de moins de 5% (421 sur une population totale de plus de 18000 habitants). Cette estimation appelle quelques commentaires.

Ce chiffre est à relativiser, la plupart des personnes interrogées refusant de reconnaître parler le nahuatl même s'ils le savent, et l'indianité n'étant d'aucune façon réductible à la seule pratique de la langue. La pression (et la répression) sociale est par ailleurs suffisamment forte pour que, dans ces régions à forte prédominance métisse, les indiens aient tout intérêt à cacher ou même à renier leurs origines et leur "indianité". Seules les personnes âgées, ayant d'une certaine façon moins à perdre que les plus jeunes, admettent rapidement et parfois même revendiquent leur identité indienne. Il est d'ailleurs frappant de voir que cette différenciation est parfaitement visible dans l'espace, avec des "micro-poches" qui subsistent : les gens se réclamant d'origine indienne, et reconnus comme tels par les autres villageois, se situent tous dans tel quartier du bourg de Xico (El Tapanco) ou telle communauté rurale (Xico Viejo, Matlalapa, Coatitilan), marginalisés entre les marginaux!

Comme en contrepoint de cette première idée sur la disparition de l'indianité à Xico, la culture indienne est omniprésente à Xico, que ce soit dans les traits physiques de la grande majorité des habitants, dans les éléments de la culture matérielle (vestimentaire, habitat, outils, habitudes alimentaires), les modes d'organisation religieuse, sociale et familiale, notamment pour les très nombreuses festivités, etc.

Peut-on alors parler de société métisse? Ceux qui se revendiquent comme tels sont surtout des blancs, descendants d'espagnols, membres de la bourgeoisie locale qui se cherchent

certain villages, qui ne correspondent à aucune relation de parenté spécifique (J.Velasco Toro, com. or.).

une légitimité et une identité locale et nationale. On est dans une situation très fréquente au Mexique, où tout en conservant des traits "typiquement" indiens, la population actuelle ne se reconnaît pas comme telle, ni individuellement ni collectivement. La dimension ethnique est rarement mentionnée, sauf par les étrangers qui visitent le bourg au moment de la grande fête patronale, ou plus récemment pour revendiquer le patrimoine archéologique de Xico Viejo. L'usage de la langue nahuatl est désormais ultraminoritaire, et totalement inconnue chez les moins de 30 ans. D'après certains documents, on peut estimer que la perte de l'usage de la langue et de certaines pratiques, notamment rituelles agricoles, est très récente puisque celles-ci étaient observées il y a une trentaine d'années (L.Reyes, 1960).

Que s'est-il donc passé durant ces 30 ou 40 dernières années, qui ont vu basculer toute une population d'une identité ethnique "certaine" et reconnue par tous, à commencer par les premiers intéressés, à une identité plus floue, moins évidente, non nommée. J'aurais tendance à y voir l'effet des grands bouleversements du début du XXème siècle, qui ouvrent un espace de reconnaissance autre que l'indianité. En d'autres termes, le fait d'être "paysan" est à lui seul, au moment de la Révolution et de la Réforme agraire, source de légitimité et d'appartenance à la société globale puisque le paysannat occupe le devant de la scène, militaire et politique. Les habitants de Xico ne s'y trompent pas. Après avoir revendiqué leurs terres en tant que communauté indienne, au tout début de la Réforme agraire (1915), et devant le refus ou l'impossibilité de faire valoir leurs droits, ils "changent leurs fusils d'épaules" et revendiquent les terres en tant que "simples paysans". Ayant ainsi donné des gages de leur intégration dans la société moderne, ils obtiennent gain de cause et se transforment en ejidatarios. Il y aurait eu passage d'une identité "indienne" à une identité "paysanne", la première étant reniée par la société globale alors que la

seconde offrait, dans ces temps de réforme agraire, des possibilités de reconnaissance par le reste de la société. Ce qui a rendu possible -et nécessaire?- cette transformation, c'est l'accès à la terre : nié aux premiers (aux indiens), et facilité aux seconds (aux ejidatarios). Il est d'ailleurs significatifs que les "poches" d'indianité mentionnées plus haut correspondent exactement aux villages ou quartiers non dotés de terres ejidales : les indiens n'ont pas obtenu -pas sollicité ?- de dotations agraires, ou serait-ce à l'inverse que ceux qui n'ont pas obtenu de terres sont "restés indiens" ? Dans un cas comme dans l'autre la relation à la terre est sans nul doute une des plus fortes composantes de l'identité locale. On peut parler du "support foncier" de l'identité, démontré dans de nombreuses régions de Mexique par les innombrables conflits de terre qui ont marqué le pays depuis la conquête. Xico n'a pas fait exception.

III- UNE HISTOIRE DE LIMITES : LES ANTECEDENTS FONCIERS

Le "territoire" de Xico est clairement délimité dès avant la conquête, comme en font foi les conflits ou tensions existant entre "ceux d'Ixhuacan", localité voisine au sud de Xico et centre précolonial et colonial important du point de vue commercial, et "ceux de Coatepec", localité voisine au nord de Xico (Ramirez Lavoignet, 1982).

Les limites sont naturelles, suivant les ruisseaux Huehueyapan au Nord et Xoloapan au Sud, depuis leur naissance et le Cofre de Perote à l'Ouest jusqu'à leur confluence à l'Est, au lieu-dit "Junta de Tenexteyac". Ce sont celles de l'actuel municipe, couvrant une superficie de 176 km², 17600 hectares.

Le premier dossier que nous ayons retrouvé remonte à 1545, avec el "mandamiento de amparo" du Virrey Mendoza en faveur des "indiens de Xicochimalco" (22). La merced est accordée le 10 mai 1563 par le Virrey Velasco, et confirmée en 1567 : deux sites de "ganado mayor" autour de Acatepeque (l'actuel Cerro de San Marcos), une "caballeria" près du bourg de Xico, une autre vers San Marcos, une demi vers San Miguel, soit au total 3617.9 hectares (23).

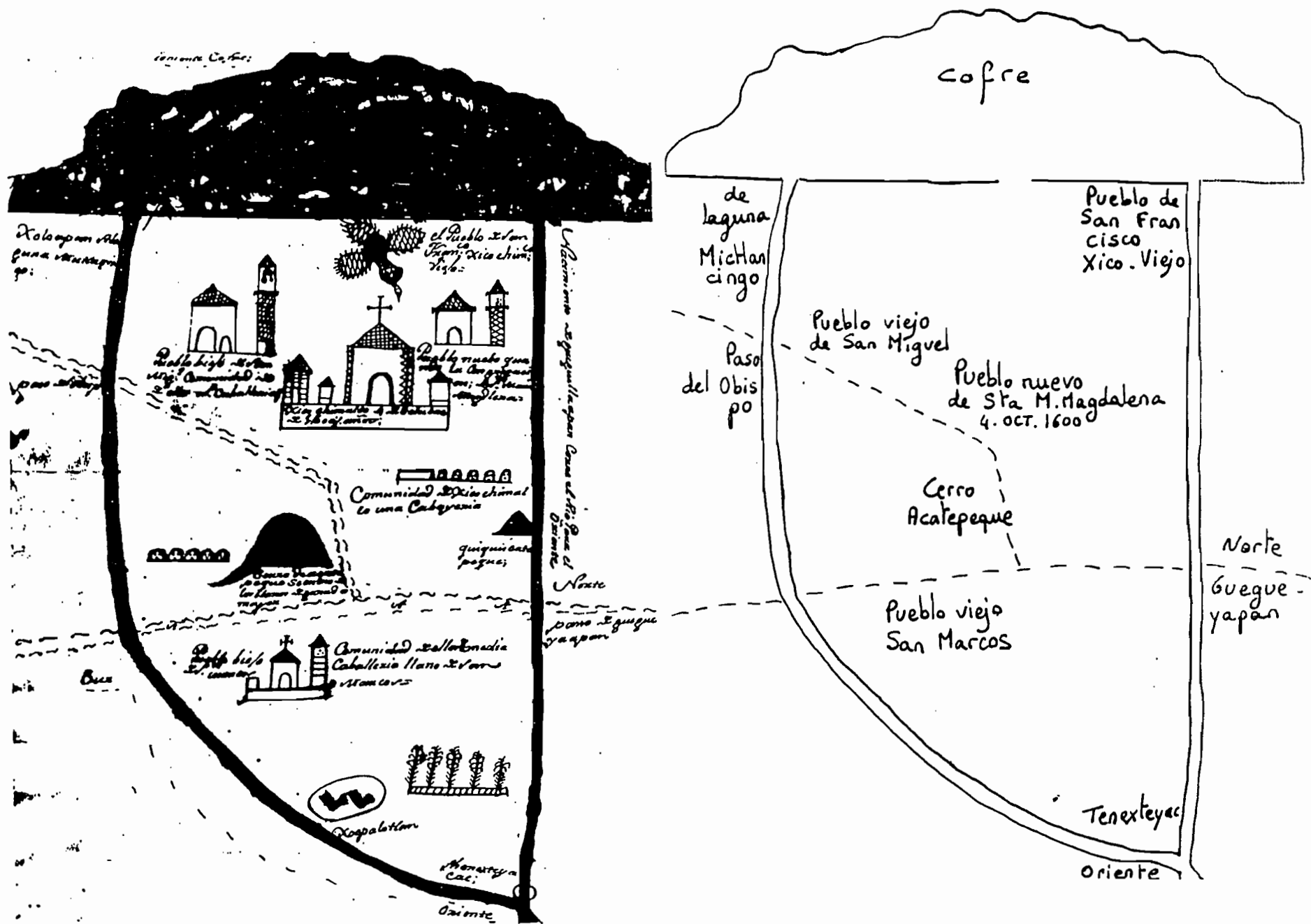
Le texte de 1562 ("Visita de las tierras") décrit ces différentes parties et conclut "ces trois portions de terre sont couvertes de forêts épaisses et infranchissables, sans aucun arbre fruitier, sur les flancs de la montagne qu'ils appellent Napatectli (Naucampatepetl, le Cofre de Perote) à l'ouest, et pour qu'ils soient visibles -et reconnus- par les témoins, j'ai fait peindre sur toile les lieux des deux sites de ganado mayor..(24). Cette peinture (cf. fig.12) nous est parvenue grâce à l'imposant dossier constitué suite à un conflit foncier. On y voit l'ensemble du territoire de Xico, soit une superficie bien supérieure aux 3617.9 hectares accordés en merced. C'est qu'à cette époque et pour longtemps encore, les terres hautes sont considérées comme quantité négligeable, et non comptabilisées, ce qui en dit long sur la non-connaissance et le désintérêt des zones montagneuses. On

(22) Le conflit de Xico a déjà été analysé partiellement dans Baez, 1983 et Bermudes, 1987. Nous avons utilisé ces sources secondaires, en appui à la consultation des documents originaux (AGN, Ramo Tierras 1348) d'où sont tirées les informations présentées ici, sauf mention contraire.

(23) un site de "ganado mayor" équivaut à 1755.65 ha., une "caballeria" à 42.8 ha.

(24) "Los cuales dichos tres pedazos son y los mas montes espesos, asperos, intransitables sin ningunos frutales, serranias hacia el Puesto y cerro que llaman Napatectli (Naucampatepetl, le Cofre de Perote) y para que se tiende a vista de los dichos testigos, mande pintar y aventar en un pliego de papel grueso el asiento de los dichos dos sitios de estancia de ganado mayor, que los dichos indios comun e Naturales avientan en su pedimento entre los rios de Guegueyapan y Axoloapan y el Cerro de Napatectli y Junta de Tenextipa" (AGN, Ramo Tierras 1348).

Fig 12: La municipe de Xico :
peinture sur toile de 1680



aura par la suite la confirmation de cette interprétation, tous les témoignages concordant pour donner des limites très approximatives dès que l'on dépasse les 1500 mètres d'altitude environ, alors qu'au contraire les limites de la zone basse sont très précises, bien que sans cesse controversées.

Moins d'un siècle plus tard, le 6 janvier 1650, les indiens de Xico hypothèquent leurs terres auprès de l'hacendado voisin, Francisco de la Higuera, pour subvenir à leurs besoins en liquidités et payer le tribut à la Couronne, sous peine de perdre leurs terres.

Juan de Cuevas, pour les indiens de Xicochimalco, et Don Antonio Gomez de la Paz, ⁴alcade mayor de Xalapa, négocient en leur nom (25). On apprend dans cette demande que ces terres étaient déjà louées au dit hacendado, et que le délai de remboursement prévu est de 5 mois. Le conflit durera plus de 200 ans! A partir de là on parlera du "potrero de San Marcos" ou des "terres de San Marcos", objet du litige.

En effet, il semble que les indiens ne puissent pas rembourser la somme empruntée, et que les terres restent aux mains de la famille de la Higuera. Cette dernière avait acquis des terres sur le municipe de Xico dès 1589, avec l'achat de deux "caballerias" autour de San Marcos (85.6 ha.) et deux "sitios de ganado menor" (1560 ha.) non précisément localisés. Ces terres voisinent avec celles de Mahuixtlan, sur le municipe

(25) "Dijeron que por quanto tenian suplicado a Don Francisco de la Higuera para que les sufrieron Ciento y diez pesos, los mismos en que estan alcanzados de Reales tributos de Su Majestad y repretende embargar sus bienes, y dicho Don Francisco de la Higuera les suple los ciento y diez pesos sobre las tierras y agostage que le tienen arrendado en el parrage de San Marcos, y es de entender en tanto que no le corresponden dicha cantidad no le corren ningunas rentas, y asi estan convenidos dichos naturales, y es dentro del termino de 5 meses se cuenta desde el dia 6 de enero de 1650....Corresponde con los titulos que ensenaron los indios" (AGN, Ramo Tierras 1348).

voisin de Coatepec, et font partie du "Mayorazgo de la Higuera", constitué en 1606. Celui-ci dépassait dès le XVIème siècle 18000 hectares dans la seule région de Xalapa, répartis entre les circonscriptions de Xalapa, Coatepec, Jalcomulco et Xico, autour de l'ingenio de Santisima Trinidad et de la future hacienda de Mahuixtlan. D'autres propriétés constitutives du Mayorazgo étaient situées sur l'altiplano (Puebla, Otumba..), ce qui menait à un total de près de 60000 hectares en 1578, et plus de 175000 en 1650 (Bermudes G.1987, p86).

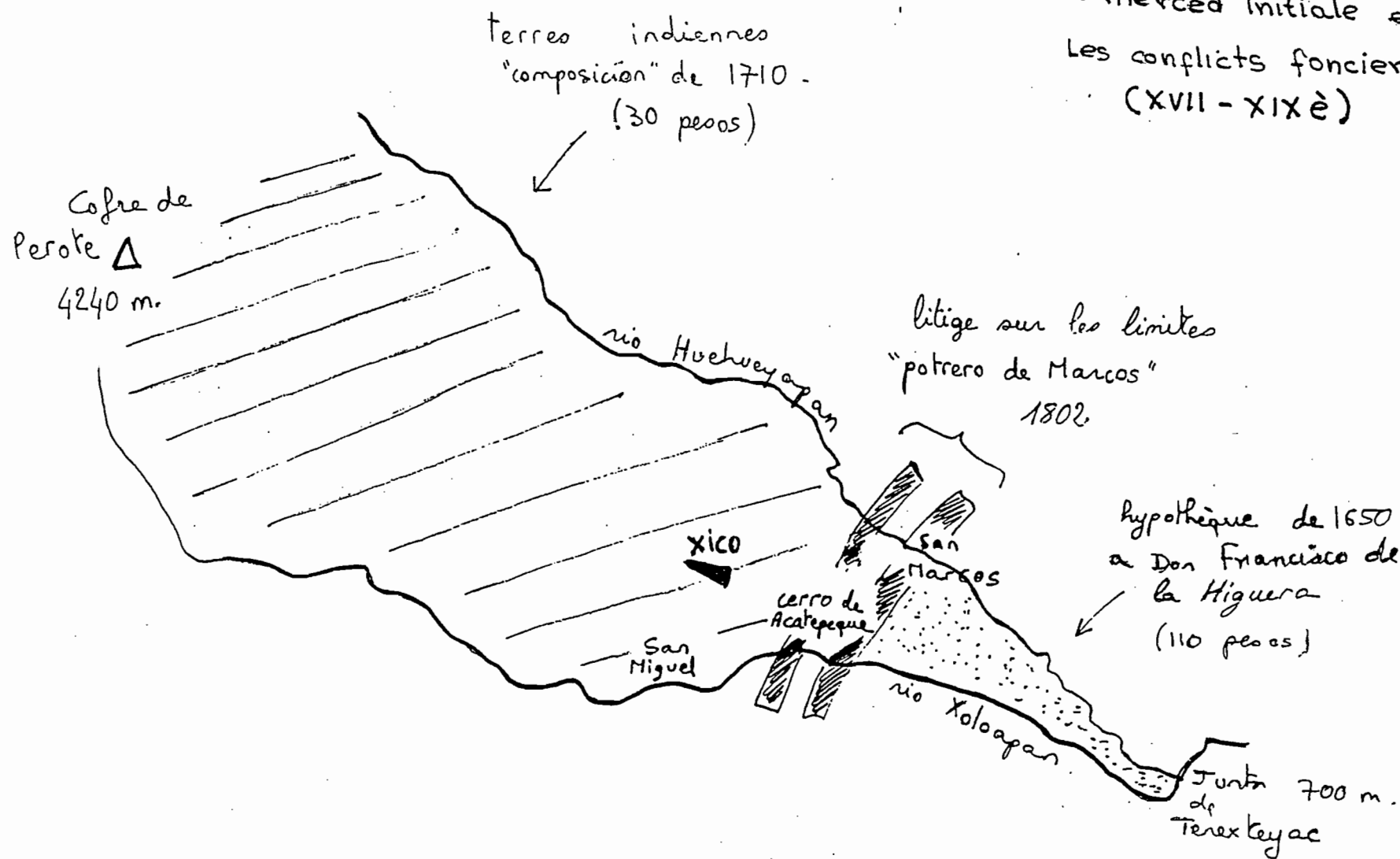
*famille
hacienda
coatepec
- Coatepec*

Avec ce contrat d'hypothèque, les hacendados de la Higuera contrôlent l'ensemble des terres basses du municipe de Xico (les 3511.3 hectares des terrains hypothéqués, plus les 1645.6 hectares en propriété, soit 5156.9 hectares) (cf. fig.13).

Dès 1676 des problèmes surgissent quand les indiens de Xico, s'appuyant sur une "real Provision" leur donnant raison, tentent de semer du maïs sur des parcelles précédemment hypothéquées. Quelques années plus tard, en 1688, ils contestent les limites établies par le Mayorazgo et cherchent à s'installer près du rio Huehueyapan, pour fonder à nouveau San Marcos (Bermudez, 1987, p98).

En 1710 (le 14 février), les indiens de Xico réunissent l'argent nécessaire à la "composition" et légalisation de leurs terres, versant au Capitan Jose de Oz y Escalante "30 pesos de oro comun para su Majestad " (26). Suit une description précise des terres, excluant le "potrero de San Marcos" précédemment donné en hypothèque, mais incluant le

(26) "a fin de que como juez comisionado de tierras supliese las faltas que huviera en los titulos, respecto de las que poseian" (AGN, Ramo Tierras 1348).



0 1 2 km

cerro de San Marcos (27). Les indiens reconnaissaient de fait l'abandon d'une partie de leur territoire, à l'est du cerro.

Deux ans plus tard à peine, les indiens de Xicochimalco déposent plainte contre Josefina Petronila de la Higuera, propriétaire en titre du Mayorazgo. Une enquête est menée auprès de tous les voisins (Ixhuacan, Coatepec, le Mayorazgo) pour déterminer les limites avec exactitude. Aucun problème spécifique n'apparaît avec les municipes voisins ; avec le Mayorazgo en revanche, celles-ci devront être matérialisées par des bornes, sur les flancs est du cerro de San Marcos (Acatepec). On apprend à cette occasion que le "potrero de San Marcos" est loué et sous-loué à des fermiers qui payent leur dûs "depuis toujours", argument fourni par Josefina Petronila de la Higuera pour prouver la légitimité de sa propriété. En revanche, les 351 indiens tributaires de Xico, en cette année 1712, "n'ont pas de quoi survivre et payer le tribut".

En 1713 les indiens demandent leurs titres définitifs sur les terres (données en merced en 1562 et confirmées par la composition de 1710). Ils ne les obtiennent sans doute pas puisqu'ils renouvèlent leur demande en 1744, de nouveau sans succès : les papiers originaux ont disparu, seul reste le titre du "fundo legal : 600 varas de ancho en el pueblo de Xico" (soit 101.12 hectares).

Le conflit se ravive en 1752. Les indiens, en les personnes de Pedro Miguel "gobernador del pueblo de Xicochimalco" et Antonio de la Cruz "alcade del mismo", demandent la restitution de l'intégralité de leurs terres, pour la première fois. Ils se plaignent de l'attitude agressive des propriétaires du potrero de San Marcos, qui les empêchent d'exploiter les bois et les herbes "nécessaires pour l'église et pour leurs maisons" (droits jusqu'alors concédés même sur

(27) ou Acatepec, "quedando este dentro de los linderos del Pueblo" (AGN, Ramo Tierras 1348).

les terrains hypothéqués), et qui surtout s'approprient de fait, petit à petit, de nouvelles parcelles. Ils nomment Fernando Alvarez, "vecino de Xico", pour les défendre dans la restitution des sites de "ganado mayor" que leurs ancêtres donnèrent en gage à Francisco de la Higuera pour 110 pesos". Quelques années plus tard, en 1762, ce même Fernando Alvarez apparaît comme locataire des terrains qu'il était censé récupérer pour la communauté !

De nouveau en 1775 les indiens se plaignent pour dommages causés par les animaux de l'hacienda, et présentent, en l'absence des titres originaux, une "Real Provision" datée du 6 décembre 1775. On peut les suivre dans leur recherche des titres originaux à travers un décret de la Junta Superior de Real Hacienda de Xalapa en 1789, et d'une nouvelle demande au gouverneur de Veracruz, en 1802. A partir de cette date le conflit s'amplifie.

Le "gobernador y Comun de Naturales del pueblo de Santa Maria Magdalena Xicochimalco" se fait porte parole, à Xalapa, des indiens qui "se trouvent dans la plus grande consternation en voyant un voisin puissant qui peu à peu s'approprie les terres qui leur appartiennent (...), qui insensiblement et progressivement leur enlève des terres à tel point qu'aujourd'hui il est déjà à la moitié du cerro Acatepec, sans tenir aucun compte des plaintes déposées..". De nouveau les propriétaires du Mayorazgo répondent en présentant des fermiers et métayers occupant ces terres "depuis longtemps" et payant régulièrement leurs fermages (28). Le principal fermier, Don Juan Estevan Elias, un commerçant de Xalapa, renverse même les arguments en accusant les indiens de "spoliation contre les laboureurs". Une nouvelle délimitation, avec érection de bornes "de cal y piedra", est effectuée entre les terres de Xico et le potrero de San Marcos.

(28) "los barbechos, los sembrados, y el estar pagando una renta al mayorazgo los labradores es una prueba por evidencia de la posesion" (AGN, Ramo Tierras 1348).

Le conflit s'enlise dans les procédures juridiques, avec un jugement favorable aux indiens en 1803, obtenu grâce à l'intervention et l'appui de Antonio Lopez de Santa Ana, un appel et un nouveau jugement en 1805, avec les titres de terre originaux enfin retrouvés, une rectification des limites en faveur de Xico en mars 1805, puis du Mayorazgo en août de la même année, et finalement le jugement de 1811 qui donne raison au Conde de Calimaya, 9ème tenant du titre du Mayorazgo de la Higuera.

Avec l'indépendance du Mexique en 1821 l'institution du Mayorazgo est abolie, et celui de la Higuera se délite lentement, sous l'effet des très nombreuses dettes qu'il supportait depuis de nombreuses années déjà (cf. Bermudez, 1987). Fractionnements, ventes, saisies sur hypothèque, le domaine se défait peu à peu.

Les "Naturales de Xico" mènent leurs derniers combats.

En 1849, sous la houlette de l'alcade Manuel Peredo et du syndic Antonio Marin, ils font savoir à l'héritier de l'époque, le général Cervantes, qu'ils disposent de la somme de 110 pesos, montant de l'hypothèque initiale, pour récupérer les terrains de San Marcos. Apparemment sans succès puisqu'une vingtaine d'années plus tard, en 1867, une commission est créée, avec des gens de Xico (29), pour intercéder une fois encore et mener procès contre les frères Ignacio et Guadalupe Cervantes Ayestaran, 11ème et dernière génération d'héritiers de l'hacienda de Mahuixtlan. Sans attendre le dénouement du conflit, et tout en prévenant les acheteurs de la situation

(29) Leurs noms sont donnés ici pour mémoire, on les retrouvera quelques années plus tard sur le marché foncier : Pascual Cosme, Andres Maldonado, Eutimio Teacal, Zeferino Carrizo, Guadalupe Ixtlan, Miguel Mapel, Ciriaco Ponce, Francisco Cuel, Gabriel Mapel, Victor Zacarias, Benito Teuctli, Juan Montemira, Cirilo Montemira, Vicente Tlaxcalteco, Domingo Juarez.

juridique complexe, les frères Cervantes vendent les terres situées sur Xico :

- une partie d'environ 1000 hectares est vendue en 1879 à un hacendado de la région, Lic. Dondé, qui reprend une partie des dettes;

- une autre (environ 1000 hectares également) est vendue en 1871 à un négociant-industriel-hacendado de Xalapa, Bernardo Sayago, qui la fractionne à son tour en plusieurs lots, revendus en priorité....aux membres de la commission chargée quelques années plus tôt de récupérer les terres au nom des "naturales de Xico";

- d'autres fractions enfin sont vendues à des particuliers, anciens fermiers, métayers ou sous-fermiers.

Que tirer de cet interminable conflit?

Tout au long des générations, les indiens d'un côté, les héritiers du Mayorazgo de l'autre, n'hésitent pas à reprendre et raviver un vieux conflit.

Dans un premier temps, il ne s'agit pas pour les indiens de récupérer des terres qu'ils ont perdu par hypothèque, mais de se défendre contre les nouvelles et incessantes prétentions des hacendados et de leurs fermiers. Ce n'est qu'au bout de 50 ans de batailles perdues, en 1752, et plus d'un siècle après l'hypothèque, qu'ils augmentent leur revendication et commencent à lutter pour récupérer l'ensemble du "potrero de San Marcos". Jusque là le conflit ne portait que sur les limites.

Les indiens de Xico font toujours référence aux textes officiels, aux lois. Dès qu'ils le peuvent ils légalisent leurs titres, même à des prix élevés. C'est sans doute là le signe d'une véritable "société indienne", contrairement aux communautés de Xalapa et même Coatepec qui n'ont jamais revendiqué collectivement ; une société qui se sait

minoritaire et exposée à tous les arbitraires mais qui tente de se protéger et de se défendre. Les puissants au contraire n'ont que faire des textes officiels, et se fondent sur l'usage, sur la présence et l'exploitation effective des terres pour en légitimer la possession.

Mais le conflit n'est pas aussi simple et caricatural : indiens contre latifundistes. Du côté de Xico, on voit apparaître les "gobernadores", "alcaldes", "sindicos", représentants légaux de la population native, mais aussi des personnes chargées par la communauté de défendre ses intérêts. Dans au moins deux cas, on a vu que ces derniers n'hésitaient pas à faire passer leurs propres intérêts en premier, l'un devenant fermier des terrains en litige en 1769, les autres propriétaires de ces mêmes terres au moment de son fractionnement, à partir de 1871.

Du côté du Mayorazgo, les principaux acteurs ne sont pas toujours les hacendados mais plutôt leurs fermiers et "mayordomos", directement intéressés par un règlement en faveur de l'hacienda. Notons que certains de ces fermiers ont été des habitants de Xico (Fernando Alvarez déjà cité, en 1769, mais aussi Jose Rodriguez Sayavedra et Jose Rodriguez Guapillo en 1808, ancêtres d'une grande famille actuelle de rancheros de Xico, et Antonio et Matias Rebolledo, de Coatepec mais avec de la famille à Xico, en 1791). Loin d'être une simple et brutale opposition indiens/hacendados, le conflit foncier de Xico met en jeu toute une série de personnages intermédiaires aux intérêts contradictoires, ce qui d'ailleurs assure sa longévité au conflit! Le pouvoir judiciaire louvoit, multiplie les expertises, tarde à rendre ses jugements. Ceux-ci sont d'ailleurs contradictoires, notamment au début du XIXème siècle.

Finalement le conflit se "résoud" comme une grande tromperie. Les terres se fractionnent et se vendent en propriété à une petite minorité de personnes, de Xico et des environs.

Officiellement cependant, par décret du 13 août 1875, ces terres sont enlevées au municipe de Coatepec et "reviennent au municipe de Xico" qui gagne ainsi son procès bi-séculaire. L'honneur est sauf. En fait elles n'avaient jamais cessé d'appartenir au municipe. On est ici en pleine confusion, l'Etat lui-même faisant l'amalgame entre propriété et administration. C'est reconnaître implicitement que les hacendados avaient la main haute sur toute la gestion et l'administration des territoires qu'ils possédaient, au-dessus même de l'Etat. Il est d'ailleurs fréquent que les limites des municipes plus récents, créés à partir du XIXème siècle, reprennent celles des anciennes haciendas (comme par exemple les municipes de Alto Lucero et Actopan, au nord de Xalapa, sur l'ancienne hacienda de la Tortuga, Skerritt, com. or.). Cette confusion se traduit jusqu'à nos jours dans une cartographie officielle non conforme aux limites administratives, qui tronque systématiquement le municipe de Xico de ses terres basses, plus d'un siècle après la fin du conflit et la parution du décret. Elle se traduit également dans un étrange vocabulaire, là encore officiel puisqu'il s'agit de textes juridiques et de légalisations foncières : les archives notariales et du Registre Public de la Propriété font à plusieurs reprises référence au "municipe de San Marcos" (1897, 1903) alors que celui-ci n'a jamais existé. La "tentation séparatiste" est forte pour cet espace "autonome" depuis plusieurs siècles et qui se retrouve sous la tutelle formelle du bourg voisin, Xico. Encore de nos jours, les relations entre les deux bourgs ne sont pas exemptes d'une certaine dose d'ambiguïté, de méconnaissance et de méfiance, d'autant plus que le bourg de San Marcos est aujourd'hui numériquement important et économiquement très actif, rival potentiel de Xico sur ce terrain.

IV- PAYSAGES ET USAGES : LE MUNICIPE AVANT LE XIX ème

Sur les caractéristiques de ces terrains tant convoités, les textes ne nous apprennent curieusement pas grand chose.

Au moment de la fondation du Mayorazgo, en 1606, les parcelles de San Marcos étaient déjà semées en canne à sucre ("mas de cientos machos de todas plantas (de cana) y edades"). Tout au long du conflit, il n'est question que de canne à sucre du côté des hacendados et des principaux fermiers. A la fin du XVIIIème siècle les hacendados construisent des trapiches à La Laguna (Xico) et Mahuixtlan, (Coatepec, de l'autre côté du rio). Le premier est loué à Juan Esteban de Elias qui le sous-loue à Jose Maria Rebolledo et Jose Rodriguez en 1815 (ANX 1815, f87). Les contrats de location précisent l'interdiction faite aux sous-fermiers d'ouvrir de nouvelles parcelles de canne à sucre, et a fortiori de construire des moulins. Les hacendados -et l'Etat- souhaitent garder le monopole local sur ce produit, sa transformation et sa vente. Cependant, d'autres "grands" propriétaires investissent également dans la canne à sucre :

- une parcelle de canne à sucre appartenant à Francisco Rebolledo est mentionnée aux abords du cerro de San Marcos en 1802; c'est sans doute l'ancêtre de la grande propriété sucrière appartenant à la même famille, et que l'on retrouve un siècle plus tard au même endroit, à Santa Rosa.

- en 1832, Antonio Hernandez (nom d'une grande famille de Xico de l'époque, ayant fourni plusieurs "gobernadores" et membres des autorités locales) achète un moulin de canne à sucre, "con sus casas y jacales" à Chapulapa, à quelques kilomètres de Xico (ANX 1832, f442).

Du côté des indiens, les documents relatifs au conflit ne mentionnent jamais que les parcelles de maïs (milpa) et les activités de coupe de bois et d'herbe pour la construction des maisons, ou encore de bois de chauffe et lianes (bejucos), bref des matériaux de base indispensables. Les parcelles de culture sont situées autour du bourg de Xico, en amont du cerro de San Marcos (Acatepec), et ne dépassent apparemment pas une certaine altitude, vers 2000 m. d'après nos estimations (30), au-delà de laquelle commence le no man's land de la forêt épaisse, impénétrable...etc.

Pourtant cette forêt devait être déjà sérieusement entamée par les activités agricoles des habitants remontés dans les hameaux vers la fin du XVIIIème siècle. De plus, dès cette époque, des observateurs de passage mentionnent l'importance et le dynamisme de l'élevage dans la sierra : "sur les flancs (du Cofre de Perote) pâturent de nombreux troupeaux de gros et petit bétail (bovin et ovin-caprin) puisque partout on trouve un fourrage (un "pasto") abondant, agréable et fertile (sic)" (Villasenor y Sanchez, 1746). On ne sait toutefois rien de ces propriétaires de bétail, ni de leurs relations avec les indiens, si ce n'est qu'il n'y a apparemment pas eu de conflit digne d'être rapporté dans les archives.

Même à des altitudes plus élevées, où aucun village n'était installé, on sait que la forêt était exploitée depuis le XVIIème siècle, mais surtout sur les versants Ouest, orientés vers l'altiplano. On a ainsi témoignage de l'exploitation de bois et de résine de pins, à grande échelle, dans l'hacienda de Tenextepec, en 1705 et de nouveau en 1743 (Gerez 1985, Zavala Jimenez 1978).

(30) estimations tirées de l'analyse cartographique des documents d'archives, c'est-à-dire la traduction spatiale des conflits et la localisation des faits décrits.

CONCLUSION

Si l'histoire du territoire et du peuplement est assez mouvementée à Xico, elle n'a laissé que peu de traces écrites concernant la partie haute du municipe, jusqu'à la deuxième moitié du XIXème siècle. Là, les terres restaient encore indivises et communes, même si l'on peut supposer qu'une partie était déjà appropriée par quelques rancheros de Xico. Dans la partie basse au contraire, l'histoire foncière est ancienne et complexe, et rapportée avec précision dans les différents archives. Dans les deux cas, l'accès à la terre, et plus largement la relation à la propriété, change de façon importante avec l'application des lois de la Réforme et la mise en place du Porfiriato. De nouveaux acteurs sociaux apparaissent ou s'imposent, de nouveaux mécanismes prévalent dans les relations sociales et politiques, et notamment dans le champ du foncier. La date de 1872, choisie a priori pour des questions de méthode (début des enregistrements des transactions foncières) marque en fait le début d'un nouveau mode de négociation, fondé sur l'appropriation formelle des terres et l'adhésion aux normes officielles dictées par la politique moderniste de Porfirio Díaz. Les indiens seront très vite marginalisés.

CHAPITRE III

EVOLUTION ET RUPTURES D'UN SYSTEME FONCIER

INTRODUCTION : LE MARCHE FONCIER, OBJET DE RECHERCHE ET METHODES

"La fonction politique découle
de la fonction sociale la plus éminente : la propriété"
Attali, p320

Dans l'étude de la transformation d'un territoire et des acteurs principaux qui y prennent part, l'analyse du système foncier, entendu comme ensemble de relations tissées autour de la propriété et de l'appropriation de l'espace, occupe la première place. Le système foncier apparaît comme un élément du système agraire, plus exactement comme une pièce du système : il participe à l'élaboration et au fonctionnement du système agraire, au même titre que les systèmes de production par exemple -quoique à une autre échelle-, tout en gardant une certaine autonomie et une logique propre. Cela permet de le prendre comme un objet d'analyse à part entière.

En effet, "les transactions foncières sont les signes prévisibles d'une organisation de l'espace. Derrière les actes de ventes se trouvent des acteurs aux intentions et aux moyens

divers...Les transactions foncières sont à la fois révélatrices de rapports entretenus et partagés par les différentes classes sociales avec le sol ou le territoire et des tensions qui peuvent surgir à ce propos entre les classes" (Ruffy, 1989, p64-65). De la même façon que toute transaction foncière est aussi une "transaction sociale", le bien foncier est beaucoup plus qu'un simple support à la production ou à la résidence. Il peut fonder une identité spatiale, une reconnaissance sociale et même politique. La propriété est tout à la fois patrimoine, source de prestige, atout politique, objet économique, ces divers aspects étant souvent indissociables.

De nombreux auteurs ont travaillé sur ces thèmes, surtout en Europe où l'on dispose théoriquement de plus de données (JL.Guigou 1980 et 1982, F.Walter 1986, B.Kayser 1981, Ruffy 1989). Tous insistent sur la dimension très locale des marchés fonciers. Selon Guigou, il existerait même "autant de marchés fonciers que de situations locales" puisque "le comportement des propriétaires épouse des formes très spécifiques localement" (cité dans Ruffy 1989). A l'opacité généralisée des marchés fonciers aux échelles nationale ou régionale, correspondrait paradoxalement une relative limpidité locale, chacun étant parfaitement au courant des cours, des variations et des critères de valorisation des biens fonciers. Ce qui fait dire à Ruffy "marché foncier, marché tronqué, les "insiders" mènent le jeu" (1989). Raison de plus pour accorder à l'étude locale toute la précision et le détail nécessaire à la compréhension des enjeux qui se nouent autour de la propriété. Ce que nous chercherons éventuellement à généraliser, ce ne sont en aucun cas des caractéristiques du marché foncier lui-même (prix, vitesse de rotations..), mais plutôt les logiques sociales et économiques qui les sous-tendent, inscrites dans une histoire régionale plus globale.

1. LA METHODE, OU LES IMPASSES DE LA QUANTIFICATION

-Les procédures d'enregistrement légal de la propriété

Vers la fin du XIXème siècle, le Porfiriato est la période de la mise en application des lois de la Réforme, qui consacrent le triomphe de la propriété privée (31), seule garante d'une citoyenneté "moderne" et d'une égalité de tous devant l'accès à la terre, avec la suppression des "privilèges" dont jouissaient les communautés indiennes (terres communales et indivis) et les corporations tant civiles (les municipalités) qu'ecclésiastiques. C'est une période de légalisation des terres (une de plus après les "compositions" coloniales) et de systématisation de l'enregistrement des transactions foncières.

Les contrats sont enregistrés auprès du notaire. Après les lois de désamortissement des terrains de main-morte (1856), de colonisation et adjudication de terrains incultes (1883), et de division de la propriété territoriale dans l'Etat de Veracruz (1889), les contrats notariés doivent être validés auprès du Registre Public de la Propriété, seule institution habilitée à garantir les transactions foncières. On considère qu'à la fin du siècle, la plupart des grandes propriétés étaient enregistrées, dans la mesure où "sont dénonciables (pour adjudication) les terrains qui n'auront pas été déclarés au Registre de la Propriété Rustique" (rapport du gouverneur, 1888). Notons que les petites propriétés, notamment les terrains des paysans indiens ou natifs de Xico, échappent en général à l'enregistrement, et ceci jusqu'à nos jours. En

(31) comme en France d'ailleurs, à la même époque, avec les débats autour du Code Civil au début du XIXème, cf. H. Bastien, et J. Bart, F. Fortunet, in Etudes Rurales N° 110-111-112, "La terre : succession et héritage", Paris, 1988.

revanche, cela permet de concentrer l'étude sur les moyens et gros propriétaires, ceux qui ont souscrit aux obligations légales et qui, par là, ont prouvé leur adhésion au schéma social et culturel dominant, celui de la propriété privée comme source de légitimité et de citoyenneté. Un rapide calcul permet de préciser les contours de cette catégorie de propriétaires légaux.

En 1886, le Registre Public de la Propriété de Xico fait état de 192 "terrains rustiques" et de 56 terrains urbains. La même année, le recensement mentionne une population de 5680 habitants dans le municipe de Xico, soit environ 980 familles (rapport du gouverneur, in Blazquez 1986). Suivant ces données, 80% des chefs de famille n'étaient pas propriétaires légaux de terres agricoles, dans une région où l'agriculture est l'activité dominante (paysans et ouvriers agricoles dans les plantations). Si de plus, l'on sait que plusieurs grands domaines agricoles étaient aux mains de propriétaires non-résidents, la proportion de "gens de Xico" légalement propriétaires diminue d'autant. Dans les pages qui suivent, il ne s'agit donc bien que de la minorité possédante de l'époque, de l'élite agraire vivant ou ayant des intérêts fonciers à Xico, soit moins de 200 personnes en 1886 (32).

Un obstacle sérieux à l'analyse quantitative réside dans l'évaluation des surfaces des terrains mis en jeu. Dans les premières années du Registre, les superficies sont données en "caballerias" (42.8ha.), "cuartillas de sembradura de maiz" (1.75ha.), "almud" (0.42ha.), "varas cuadradas" (0.64m²). A partir de 1897 le système métrique fait son apparition timide et s'impose à partir de 1910, en traduisant les mesures

(32) 15 ans plus tôt, un autre recensement précisait les occupations des hommes vivant dans le bourg, et mentionnait l'existence de 125 "laboureurs", 4 "éleveurs", 3 "cultivateurs de tabac" et 1 "propriétaire", soit environ 16% de la population masculine adulte de l'époque.

antérieures (d'où les parcelles de 1.75 , 10.5, 43.75 hectares).

Les superficies sont mentionnées dans plus de la moitié des cas (53%) jusque vers les années 1940, et disparaissent ensuite. Toutefois, on a pu vérifier au cas par cas que la grande majorité des "grands" terrains (>40ha.) étaient enregistrés avec superficies. Dans les cas contraires, et toujours pour les grands terrains, les données manquantes ont pu être reconstruites à partir de sources annexes (dossiers de la Réforme Agraire, enquêtes) ou par déduction des parcelles actuelles (cadastre de 1986). En revanche, l'analyse des petits terrains, notamment les lots péri-urbains, s'est révélée beaucoup plus délicate et moins précise.

Enfin, mentionnons d'entrée de jeu que nous avons relativement peu travaillé sur l'analyse des prix et des valeurs affichées des différents terrains. Certes, chaque fois que cela a été possible, et notamment pour la période actuelle, on a cherché à évaluer les tendances de prix en fonction de la localisation, de l'usage potentiel...etc. Pour les époques plus lointaines cependant, il paraît illusoire de prétendre à une analyse fine fondée sur des données du Registre, dont on a pu vérifier à plusieurs reprises l'hétérogénéité. Les prix sont rarement mentionnés dans les registres d'index, et de plus ils sont parfois "exacts" (c'est-à-dire concordants avec les valeurs de l'époque connues par d'autres sources), et parfois complètement sous-évalués. Il est dès lors impossible de mener une étude systématique sur l'ensemble du corpus, mais seulement d'utiliser certaines valeurs à titre indicatif.

-Comment ordonner l'abondance?

L'analyse des transactions présentée ici se fonde principalement sur la révision exhaustive du Registre Public

de la Propriété (RPP) du municipe de Xico depuis son établissement en 1872 (33). Le principe de base a été de croiser différents types de données et d'analyses (par types d'acteurs intervenant, par localisation des parcelles en jeu, par types de transactions) dans le temps, pour faire apparaître petit à petit une image du territoire de Xico tel qu'il s'est formé depuis un siècle, tel qu'il a été perçu et exploité aux différentes époques, par qui et pour quoi, selon quels critères. Il s'agit donc de "reconstituer l'histoire des transactions foncières, mouvementée dans l'espace et dans le temps, et tester la pertinence des hypothèses explicatives (des différenciations spatiales notamment) les plus courantes" (Ruffy, 1989, p235).

L'analyse des transactions, des acteurs, des objets échangés ou convoités, passe par le brassage d'informations diverses, dont le traitement aboutit à l'établissement de "documents-sources" qui reviendront systématiquement tout au long des chapitres :

- 1-les courbes générales, et par types de transactions, qui retracent l'évolution du marché foncier depuis 1872;
- 2-les listes de participation et d'adhésion des différents acteurs aux autorités municipales ("la comuna"), à l'Association Local des Eleveurs (ALG);
- 3-la position généalogique des principaux acteurs, ce qui permet entre autres choses d'évaluer les alliances matrimoniales;
- 4-les trajectoires familiales regroupées en annexe, pour les principaux intervenants sur le marché foncier;

(33) Les archives notariales ont également été consultées, mais se sont révélées décevantes et redondantes par rapport au RPP, à partir des années 1870.

Des séries de cartes ont été élaborées à chaque étape pour transcrire spatialement les processus en cours. Des figures simplifiées sont incluses dans le texte, et les cartes détaillées sont regroupées hors-texte.

-comment définir des acteurs fonciers?

La consultation des archives du Registre de la Propriété s'est accompagnée de la révision d'autres archives (parroissiales, notariales, municipales, de l'Association Locale des Eleveurs) pour estimer le poids et la position des principaux intervenants dans le jeu local. C'est la combinaison de critères d'appartenance à divers réseaux sociaux, politiques ou économiques, qui permet de connaître et définir des catégories d'acteurs pertinentes. Ces dernières changent évidemment selon les époques, et c'est bien là l'un des intérêts de cette étude : préciser les diverses voies d'accès à la propriété et leurs fondements et conséquences, tant économiques que socio-politiques.

Au moment où débute notre étude (1872), alors que le Porfiriat est déjà bien entamé, on distingue quatre types d'intervenants d'envergure :

- 1) l'élite indigène locale,
- 2) l'élite régionale traditionnelle, hacendados et négociants résidant à Xalapa,
- 3) l'élite nationale, les entrepreneurs agricoles originaires de Mexico ou Puebla qui initient leurs investissements dans la région à la faveur de la modernisation porfirienne,
- 4) la catégorie montante des rancheros, immigrants espagnols plus ou moins récents qui font souche à Xico et remplacent peu à peu l'élite indigène locale, sans pour autant s'assimiler aux élites régionale et nationale.

Plus tard, avec la Révolution et la réforme agraire, les paysans apparaissent à leur tour comme des interlocuteurs de poids sur la scène foncière. A partir des années 1940, alors que les entrepreneurs régionaux et nationaux tendent à perdre de leur influence locale, la place est prise par les rancheros. Ceux-ci seront de ce fait plus particulièrement étudiés, notamment en dernière partie.

-la localisation des parcelles en jeu

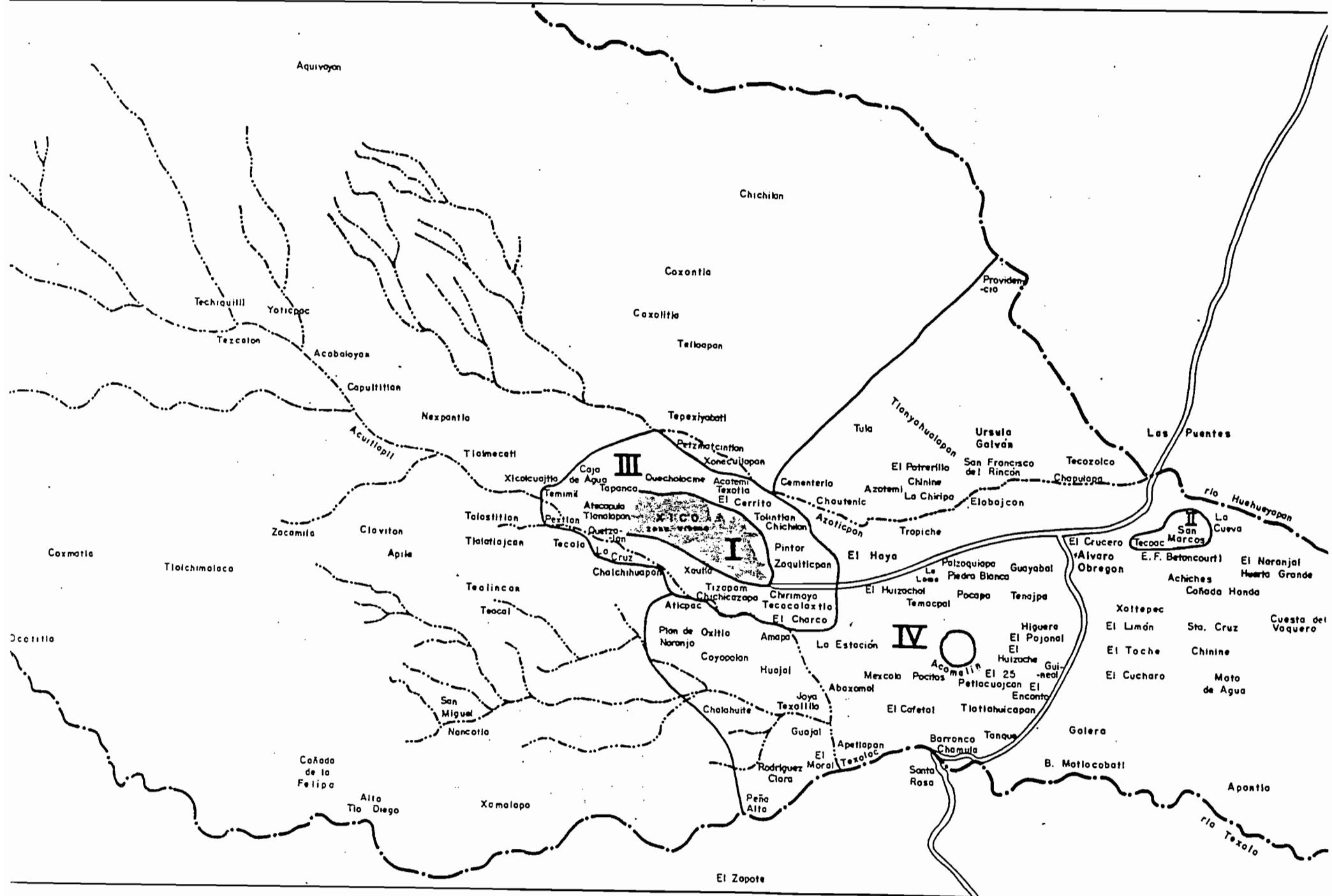
Pour reconnaître et suivre les transformations de ce territoire de Xico, il nous a fallu d'abord le "connaître", c'est-à-dire en connaître les coins et recoins, et surtout en connaître les noms de lieux-dits, de hameaux, de villages, de propriétés. Une révision exhaustive de tous les documents cartographiques existant (34), les recoupements entre les descriptions des dossiers des Archives de la Propriété et d'innombrables questionnements auprès des habitants ont abouti à l'élaboration d'une carte toponymique du municipe (hors-texte), dont on présente ici la partie centrale, autour du bourg (cf. fig.14).

-les types de transactions

Les transactions ont été, dans un premier temps, divisées en cinq grandes catégories : les ventes et assimilés, c'est à

(34)-une trentaine de cartes établies par la Commission agraire Mixte lors des dotations d'ejidos,
 -le croquis du municipe établi par le secrétaire municipal en 1960,
 -le croquis de la DGOP, Dpto de Planificacion, même date,
 -la carte de la Direccion General de Comunicacion del Estado de Veracruz,
 -le croquis du municipe établi par la municipalité en 1980,
 -la carte murale de la paroisse de Xico,
 -les cartes de la SPP-INEGI au 1/50000 (1985),
 -les croquis de Silvestre Tlaxcalteco,
 -les croquis de l'Association des Eleveurs de Xico,
 -la carte de la Commission Exploratoire Géographique de 1905,
 -les documents des archives de l'AGN (Ramo Tierras, 1348) et de l'ARPP.

ALENTOURS DU BOURG DE
XICO.



dire les transactions menant à l'appropriation d'un terrain ; les hypothèques et saisies, c'est-à-dire les transactions fondées sur le foncier mais avec des objectifs commerciaux et économiques divers ; les transactions liées au crédit, lieu de convergence entre le foncier comme garantie et comme élément des systèmes de production agricole ; les héritages, grâce auxquels on pensait pouvoir reconstruire des trajectoires patrimoniales ; les locations et fermages, censés représenter une autre voie d'accès à la terre. Les courbes présentées ci-après, qui retracent l'évolution du marché foncier sur plus d'un siècle, reprennent les trois premières divisions (cf. fig.15). Par ailleurs on a distingué les objets de transaction "ruraux" des "urbains", les premiers étant plus liés à d'éventuelles stratégies foncières, d'occupation de l'espace, de contrôle du territoire ou d'expansion économique, que les seconds, plus révélateurs du statut économique de leurs propriétaires ainsi que de leurs prétentions au prestige social ou politique.

2. LES CYCLES FONCIERS, OU LES RUPTURES DANS LE MARCHE DE LA TERRE

L'histoire du pays depuis un siècle a été marquée par des bouleversements considérables, en tout premier lieu la Révolution de 1910, qui ont provoqué des ruptures, des réorganisations dans les rapports sociaux et économiques, des redistributions des ressources, de la terre en particulier. Le marché foncier, qui traduit dans une large mesure l'état des rapports d'une société à son territoire, son espace de vie et de reproduction, et par là l'état des rapports des différentes catégories sociales entre elles face à cette ressource limitée qu'est la terre, ne pouvait que s'en trouver affecté.

Fig 15.

EVOLUTION

DU

NOMBRE

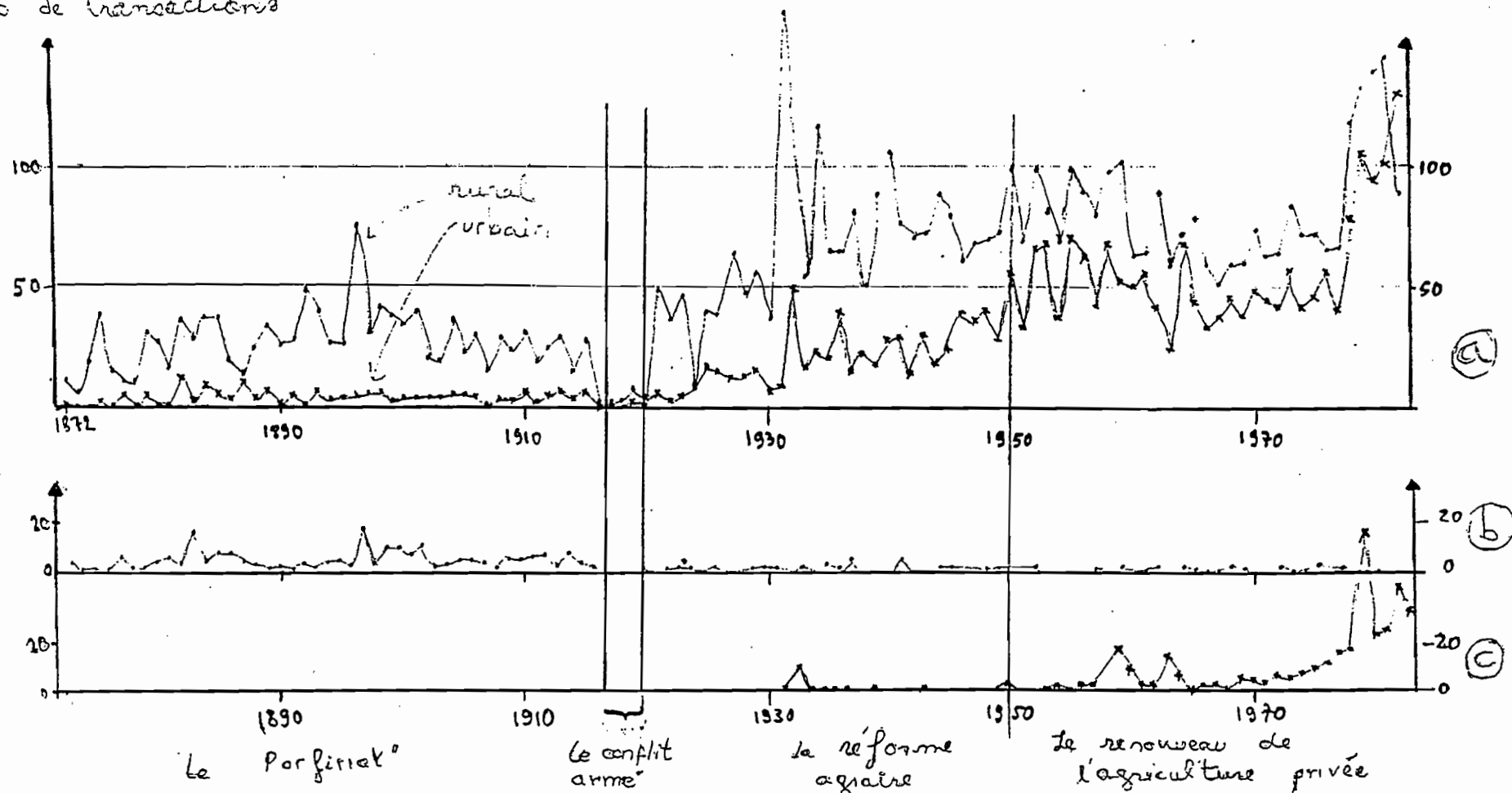
DE

TRANSACTIONS

DES COLLES FOULIER

de 1872 - 1982

Nb de transactions



- (a) toutes transactions confondues
 • sur prop. rurales
 x sur prop. urbaines
- (b) hypothèques
- (c) crédit

Pour suivre les évolutions du marché, on a construit des courbes qui présentent le nombre de transactions par catégories et par années depuis 1872. Leur analyse met en évidence des variations dans l'intensité et la nature des transactions effectuées. En mettant en relation ces changements avec les évolutions politiques et économiques, les événements marquants au niveau national, régional ou local, on peut en déduire une périodisation pertinente pour l'étude des phénomènes fonciers dans la région (cf. fig.15).

L'analyse sur une longue période, de 1872 à 1982, démontre clairement l'existence de cycles, ou tout au moins de ruptures et de reprises dans le marché foncier. La plus importante se situe en 1916, avec l'arrêt brutal de toute transaction pendant 3 ans, c'est-à-dire pendant la période de la révolution armée dans la région. Cela souligne deux processus contradictoires : d'une part l'évidente relation entre le marché foncier et la situation politico-économique de l'époque, mais d'autre part l'étonnante inertie dont fait preuve ce même marché foncier. En effet la Révolution éclate à la fin de 1910 et se fait sentir au niveau politique quelques mois plus tard dans la région. Or ce n'est que quatre ans plus tard, quand la situation devient franchement violente, avec l'apparition de groupes armés luttant notamment pour l'accès à la terre, que le marché foncier se paralyse. Pendant ces quatre années, les propriétaires ont fait preuve d'une grande résistance, pratiquement tous les types de transactions (achats-ventes, hypothèques, locations...) suivant leurs rythmes antérieurs.

Les autres seuils ou ruptures, en 1950 et 1977, sont également liés à des événements politiques ou économiques majeurs, respectivement la fin de la principale période de répartition agraire et le boom du café, mais toujours avec des temps de latence.

-1872-1915 Le Porfiriato et le début de la Révolution

Pendant cette première période les transactions sont relativement peu nombreuses, de l'ordre d'une trentaine par an, et concernent presque exclusivement des terrains "rustiques", non urbains. Deux types de transactions sont particuliers à cette période : les adjudications, peu nombreuses mais significatives de l'application des lois de désamortissement, et les hypothèques, très fréquentes. Cette période correspond à une phase de constitution de grandes propriétés, qui ne feront que s'émietter ou disparaîtront dans les périodes suivantes. C'est aussi une période où le marché de la terre est dominé par une minorité, commerçants et négociants de Xico et des environs (Coatepec, Xalapa, Puebla).

La période de révolution armée dans la région (1915-1920) se caractérise par une absence presque totale d'enregistrement de transactions foncières.

-1920-1950 : la mise en place d'une structure agraire "révolutionnaire"

La constitution de 1915, puis celle de 1917 avec ses articles relatifs à l'accès à la terre, trouvent un écho particulier dans le Veracruz sous les gouvernements de A. Tejeda (1920-24 et 1928-32) qui stimulent et favorisent les dotations ejidales et l'organisation paysanne. A son tour, la présidence de Lazaro Cardenas (1934-40) soutient la création d'ejidos dans tout le pays, et confirme les dotations provisoires dans le Veracruz. Au niveau local, les dotations sont relativement nombreuses, dans la région de Xalapa (cf. Marchal, Palma, 1985) et à Xico en particulier : les grandes propriétés (plus de 200 hectares environ) sont toutes affectées.

C'est une période de conflits plus ou moins ouverts, parfois armés, toujours violents. En milieu rural, chacun se méfie du voisin. Le nombre d'hypothèques reste très bas alors qu'augmente celui des saisies. Dans le même temps les ventes reprennent, avec les grands propriétaires qui fractionnent ou vendent leurs domaines (souvent à des prête-noms) en devançant une éventuelle affectation agraire. Le crédit institutionnel fait son apparition au début des années 1930 avec El Banco Nacional de Mexico S.A., succursale de Veracruz, qui prête en gageant des plantations de café.

D'une façon générale les enregistrements de transactions se multiplient pendant cette période, mais la minorité d'acteurs importants dans la période précédente -ou leurs descendants- n'intervient plus aussi massivement. Il y a une généralisation et banalisation des enregistrements, que ce soit pour des propriétés grandes ou petites, rurales ou urbaines.

-1950-1977 : le retour du patrimoine

Le nombre de transactions totales se stabilise, et baisse même à partir de 1960, alors que les achats de terre se multiplient pour une poignée de propriétaires : on assiste à une reconcentration de la propriété à l'intérieur du municipe. Parallèlement le crédit se diversifie et se généralise avec l'intervention de nouveaux organismes.

La situation agraire locale se normalise, au moins dans son aspect strictement foncier avec l'arrêt des dotations ejidales. Alors que le secteur ejidal végète plus ou moins difficilement selon les zones de production (café, maïs ou pomme de terre), le secteur privé reprend peu à peu son dynamisme antérieur en s'intégrant au système politique et socio-économique régional et national. Après l'affolement et les ventes de la période précédente, c'est l'heure de la récupération et des achats de terre par les grands propriétaires locaux. L'élevage se développe à nouveau en

amont de la zone café. C'est la relève, le plus souvent par les descendants des mêmes familles, de l'élite agraire compromise et usée dans les années révolutionnaires.

-1977-1982 : le boom du café suivi de la crise

Avec les années fastes du boom caféier (1976-79), le marché foncier local s'emballe, les transactions se multiplient.

Les achats-ventes, autant de parcelles rustiques qu'urbaines, sont stimulés par le boom caféier et les fortunes accumulées, qui favorisent la spéculation et une rotation rapide des parcelles. Le crédit s'amplifie avec l'intervention de El Banco de Credito Rural del Golfo, qui exige aux emprunteurs des garanties foncières. Ceci à son tour explique l'augmentation du nombre d'"accréditations" dans les transactions foncières. On entend sous ce terme la reconnaissance d'une propriété par témoignage d'un tiers. Il n'y a donc ni changement de propriétaire, ni échange d'argent.

Les cours du café commencent à s'effondrer à partir de 1980. Les ventes de terrains "rustiques" diminuent et deviennent moins nombreuses que celles des terrains urbains. Sans préjuger de l'importance et de la durée de cette tendance à la baisse, on peut tout de même noter qu'elle concorde avec une période de reflux du marché caféier, et l'on sait par ailleurs que la spéculation foncière (hausse brusque des prix des parcelles caféières, rotation rapide de la propriété) a repris avec la nouvelle hausse des prix du café de 1985.

Cette lecture rapide des processus liés à la propriété pendant plus d'un siècle souligne l'existence de processus "situés" dans le temps (comme les hypothèques et les adjudications à la

fin du siècle dernier, le crédit dans les années 1930, puis en 1980), et d'autres qui traversent les époques (l'achat-vente). C'est bien qu'ils correspondent à certaines conjonctures, mouvantes dans le temps, les relations entre les uns et les autres étant l'objet de ce travail.

L'analyse détaillée, par période ou cycle foncier, démonte également les mécanismes selon lesquels le marché foncier est spatialement différencié. Les variations dans le nombre de transactions, les rythmes ou les valeurs d'échange, ne suivent pas directement les évolutions des potentiels productifs des terrains. D'autres processus, d'ordre politique, social ou même culturel, interviennent pour expliquer certaines caractéristiques du marché. Le marché foncier est socialement intégré, impliqué dans son environnement local et régional.

Chapitre III

I

LA GESTION DU FONCIER SOUS LE PORFIRIAT : LA FIN DU TERRITOIRE INDIEN

En cette fin du XIXème siècle à Xico, les terres de la zone basse sont déjà appropriées par les hacendados et négociants d'une part, par les paysans du bourg d'autre part. Les parcelles de café sont déjà présentes quoique peu nombreuses, aux côtés de plantations de canne à sucre et d'orangers dans les haciendas, de parcelles de maïs et de friches dans les petites parcelles en propriété, en location ou en métayage. En amont du bourg en revanche, le statut légal des terres est beaucoup moins clair. Les villages indiens, vers 1800-2000 m d'altitude, disposent encore de terres pour la culture de maïs, de haricots, de courges, ainsi que pour un élevage de caprins. Plus haut encore, les terres d'altitude sont couvertes de forêts, de chênes et pins, puis de pins à partir de 3400m. Les hacendados de Coatepec (La Orduna) avaient accaparé ces terres des hauts sur le territoire du municipe voisin, mais celles de Xico n'avaient pas été formellement appropriées. Plus tard au XXème siècle, les paysans réclameront ces terres dont ils savent par leurs ancêtres qu'elles appartenaient à la "communauté des indiens de Xico". Il sera trop tard.

Entre les terres des hauts (forestières) et celles des bas (sucrières, d'orangers et caféières), un parcellaire régulier et assez lâche (parcelles d'une cinquantaine d'hectares chacune environ) se dessine en amont et à l'ouest du bourg,

formant un domaine d'élevage bovin parsemé ça et là de parcelles de maïs laissées en fermage ou métayage aux habitants des hameaux voisins. Il est par ailleurs "mité" par des petites parcelles, de 10 à 40 hectares, propriétés des paysans du bourg pour la plupart, réparties sur à peu près tout le territoire, avec toutefois une préférence marquée pour les zones plus hautes.

Globalement le nombre de terrains ayant fait l'objet d'une transaction entre 1872 et 1915 est assez élevé : 119 terrains de plus de 10 hectares qui couvrent 12500 ha., soit 71.5% de la superficie totale du municipe, et 350 à 400 terrains de moins de 10ha. sur environ 1200 ha. (7%) (35). Au total presque les 3/4 du municipe sont l'objet d'une ou plusieurs transactions foncières pendant cette période.

Le nombre de terrains (de plus de 10ha.) enregistrés est relativement faible en zone basse, pourtant la plus productive et la plus convoitée du municipe. Cela tendrait à prouver que l'espace caféier est soit très stable, aucune parcelle n'étant échangée pendant la période considérée, soit déjà, dès cette époque, sinon "saturé" du moins inaccessible en grands lots d'un seul tenant, les transactions apparaissant alors dans les "moins de 10 hectares". La deuxième hypothèse semble la bonne : la partie basse, si l'on excepte deux ou trois grands domaines, est déjà largement fractionnée au XIXème siècle. Les petites parcelles transmises, achetées ou récupérées par saisie hypothécaire, forment un espace caféier fragmenté, intersticiel entre les grands domaines, un espace partagé, tenu, exploité et reproduit par les gens de Xico, presque tous des gens du bourg, depuis les petits paysans indiens jusqu'à l'élite traditionnelle du bourg et aux rancheros.

(35) A mettre en regard du chiffre de 192 terrains rustiques officiellement déclarés en 1886.

Les processus d'appropriation foncière seront donc différents dans les trois zones mentionnées, qui seront étudiées séparément. On analysera ensuite un autre aspect du marché foncier, lié aux transactions hypothécaires.

I- dans les hauts : la fin des terres "du commun" et l'émergence des entrepreneurs agricoles

Comme dans le reste du pays, les terres communales et les indivis sont soumis à adjudication au profit de propriétaires privés, en application des lois de la Réforme (cf. plus haut). Le rapport du gouverneur Teodoro Dehesa de 1896 mentionne le nombre de 23 terrains adjugés dans le municipe de Xico, pour une superficie de 2101 hectares. Dans le Registre Public de la Propriété n'apparaissent que 7 transactions correspondant à cette redistribution (36), effectuées entre 1872 et 1901 au nom des autorités municipales, cantonales ou nationales (lois de 1856, 1883 et 1894). Et l'on apprend par les archives de la Réforme agraire que l'ensemble des terres "communes" ("del comun") du municipe avaient été distribuées en adjudication dès 1861-62. A partir de ces données dispersées, on peut cependant reconstruire l'ensemble du processus d'attribution des terres, depuis les premières applications de la loi de 1856 jusqu'à sa "conclusion" dans les premières années du XXème siècle. La série de cartes et de tableaux ci-joints situe les terrains et les transactions aux différentes étapes, et donne les détails de dates et superficies qui alourdiraient trop le texte.

(36) En réalité le RPP contient plus de 40 transactions dénommées "adjudications" de 1872 à 1950. Si l'on excepte les 7 transactions décrites ici, et la vague d'adjudications de lots urbains dans les années 1940 (cf. plus loin), ce sont des transactions entre particuliers, sans lien avec les lois de redistribution des terres.

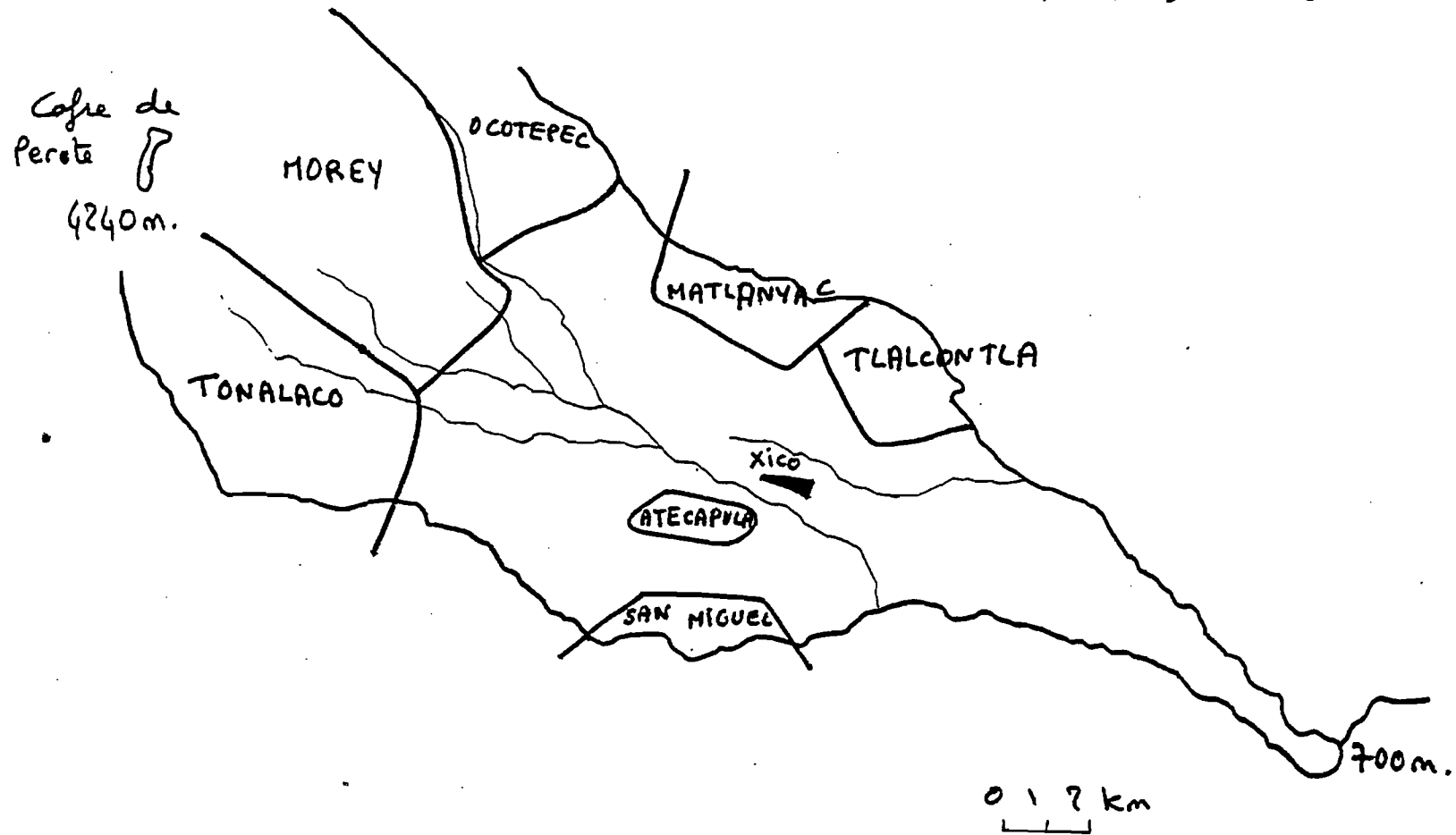
1-a Les premiers bénéficiaires des adjudications

Dès 1861 une grande partie des terres de Xico, dans les zones haute et intermédiaire, sont attribuées par le chef politique du canton : "En application de la loi de désamortissement des biens des communautés indiennes, ont été adjugées en 1861 les terrains de Tonalaco, Atecapula, San Miguel, Ocotepec, Morey, Tlalcontla, Matlanyac, c'est-à-dire les terrains qui appartenaient "al comun de este lugar" (SRA Xico)(cf. fig.16). Les bénéficiaires sont mentionnés, soit une quinzaine de personnes, originaires de Xico. Certains sont apparemment particulièrement bien "servis". Quelques années plus tard en effet, en 1893, une plainte est déposée par d'autres habitants de Xico (avec à leur tête il est vrai un négociant "extérieur" dont nous entendrons reparler, Francisco Vazquez Gomez) (37).

Parmi les personnes visées par cette plainte comme ayant monopolisé les adjudications, se trouvent des membres de la commission chargée de négocier la récupération des terres basses de San Marcos, en 1867 (cf. plus haut) : Pascual Cosme,

(37) : "no se ha cumplido con la ley federal de desamortizacion del 25 de junio de 1856, ...pues que en los anos de 1861 y 1862, se hicieron varias adjudicaciones de los terrenos del pueblo, pero en ellas solo fueron agraciados siete individuos a quienes se dieron en propiedad fracciones de terrenos de grandes extensiones, con lo cual se contravino al espiritu de las citadas disposiciones, que mandaban que favoreciese al mayor numero posible de individuos... Se puso en posesion a los adjudicatarios de terrenos de muchas caballerias, no constando en los titulos respectivos mas que algunas cuartillas ; a varios no se les dio titulos de adjudicacion, y a otros no se les otorgo por la autoridad correspondiente". Ils demandent en conséquence "la medicion, reparto y adjudicacion de los terrenos de Xico" (SRA Xico). Cette réclamation ne sera pas suivie d'effet : "Seria efectuar una revolucion anti-economica y anti-juridica tratar de destruir las adjudicaciones de terrenos de corporaciones que se hicieron hace 37 anos".

Fig 16: LES PREMIERES ADJUDICATIONS
au bénéfice d'"indiens de
Xico". 1860



Eutimio Teacal, Vicente Tlaxcalteco. Ils sont de plus fréquemment associés dans des transactions foncières.

Pascual Cosme, très actif sur le marché foncier (achats-ventes, locations de terres), reçoit en 1862 le domaine d'Ocotepec (zone boisée vers 3000m., plus tard connue sous le nom de Ingenio del Rosario) contre 1166 pesos versés au juge de paix et au syndic de la municipalité. Il avait auparavant loué ces mêmes terres à la municipalité pour exploitation forestière.

Eutimio Teacal, régisseur de la municipalité à cette époque, obtient du chef politique cantonal un terrain dans la même zone, en 1883 (El Morey), qu'il perdra en 1895 (par rachat de Cipriano Mavil Teacal, probablement au nom de la municipalité qui l'affecte en 1898 à un ranchero de Xico, Juan Hernandez).

Vicente Tlaxcateco a lui aussi bénéficié de plusieurs adjudications de terres voisines des précédentes, en aval (Tlalcontla et Matlanyac).

L'élite indigène locale a donc su, dans un premier temps, s'approprier les terres communes en profitant des législations prévues à cet effet, quitte à en spolier du même coup la majorité paysanne.

1-b- La seconde vague d'adjudications et les reventes des droits d'adjudications

Après ces premières attributions, la dernière décennie du XIXème siècle voit le réaménagement de la propriété sur ces terres d'adjudication, mais pas au profit de la "majorité" qui signait la plainte en 1893, au contraire. Les bénéficiaires "originels" revendent leurs droits d'adjudication, dans des conditions juridiques souvent peu satisfaisantes : les titres

de propriété de V.Tlaxcalteco et F.Portillo sont "égarés", ceux de P.Cosme sont "perdus", Eutimio Teacal ne "donne pas ses titres à l'acheteur car le terrain est inclu dans d'autres propriétés appartenant à d'autres gens" (sic). La plupart des ventes et des adjudications se font au profit des rancheros (cf. fig.17), soit une dizaine de personnes appartenant à des familles d'immigrés espagnols installés à Xico depuis deux à trois générations (38). Certains d'entre eux ont déjà accédé aux postes d'autorités municipales : Julio Hernandez est président municipal en 1882-84, Jose de Jesus Virues régisseur en 1884, Jose de Jesus Morales également régisseur en 1894. Se dessine ainsi un mouvement d'appropriation foncière d'envergure (les terrains sont de plus de 1000 ha. en moyenne) de la part de récents arrivés qui investissent par ailleurs les postes politiques municipaux. Mais cette tendance est rapidement freinée, et même renversée, par le revente de ces terrains.

1-c - Les ultimes bénéficiaires et propriétaires des terrains adjugés

Dans de nombreux cas en effet, et pour la totalité des grands terrains, les rancheros revendent à leur tour, une dizaine d'années plus tard, et cette fois à des extérieurs, des négociants de Puebla ou Mexico ou des "entrepreneurs" agricoles et forestiers de la région. Une nouvelle série d'adjudications attribue de plus ce qui restait de terres "vacantes" à ces mêmes personnes. On aboutit à une concentration de terres au profit de personnes qui par ailleurs n'ont pas d'intérêts directs à Xico (cf. fig.18). Les principaux bénéficiaires sont les suivants :

(38) Pantaleon Gonzalez à Tonalaco, Juan Hernandez puis Herminio Virues à Morey, Santiago Galvan à Ocotepec, Pascual et Antonio Virues à Tlalcontla, Julio Hernandez, Jose Maria Peredo et Mucio Peredo en zone intermédiaire. Ajoutons une nouvelle adjudication au profit de Sacramento Morales en 1894, 35 ha. vers le rio Xoloapan.

Fig 17: LE RACHAT DES DROITS
D'ADJUDICATION PAR LES
RANCHEROS - 1880 - 1900
(en grisé)

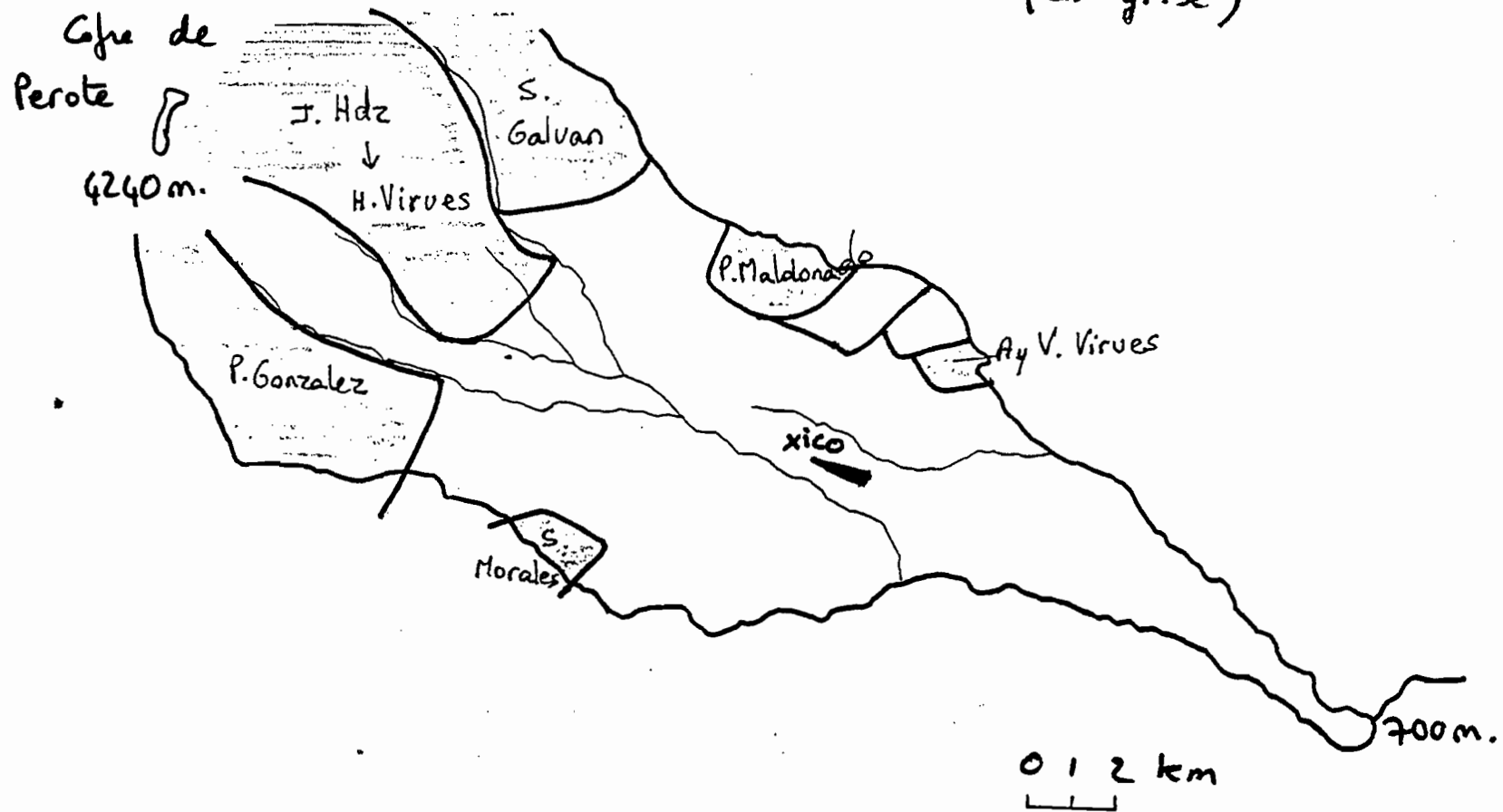
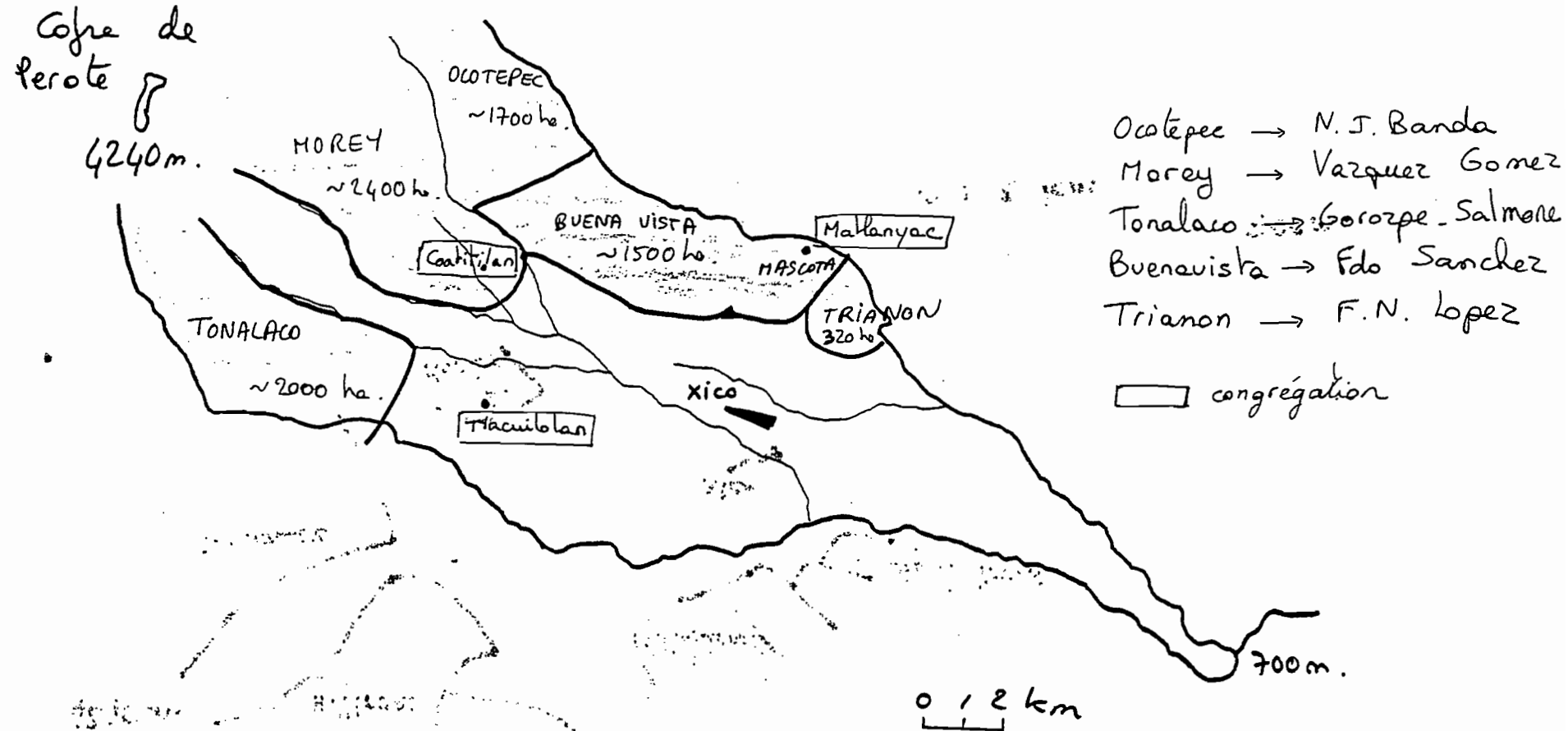


Fig 18: LES TERRES D'ADJUDICATION
AUX MAINS DES NÉGOCIANTS
DEBUT XX^e. (en grisé)



Ocotépec → N.J. Banda
Morey → Varquez Gomez
Tonalaco → Gorozpe Salmeron
Buena Vista → Fdo Sanchez
Trianon → F.N. Lopez

(ou autre)

NUMEROUS... 1000 - 1000
ADJUDICATION... 1000 - 1000
DEBUT XX^e... 1000 - 1000

Tab 3a : Circulation de la Propriété en zone haute, fin XIX^e - 1940

Matlanyac Buena Vista + La Mascota	Tlalcontla El Trianon	Tlalcontla Matlanyac
1861 Adjudication Eufimio Tezcal Pascual Cosma Vicente Hascaltero Felipe Portillo Concepción Tapetla Ramón Caerizo 5 1878 1882 Pedro Maldonado 1888 1885 1879 35 ha Daniel Sánchez 82 ha ADJUDICATION 1901 1484 ha 900 ha Rosario Ramirez 1921 Fernando SANCHEZ 1913 47 h. 1902 80 h. 1936 476 h. 1936 90 ha 1934 1016 ha à ses 4 filles Fractionnement	1861-62 Adjudication T. Sánchez L. Martínez F. Portillo R. toron 1884 1889 1898 Adjudication 1890 Nation Adjudication 1898 municipo 68 h 106 h Felix N. López 320 h.	1861-62 Adjudication municipo Vicente Hascaltero 1895 1915 Eduardo Lobato 1885 Pascual et Antonio Virses 1934 1931 1915 Cruz Lobato
Répartition	Répartition	
1927 328 ha.	1927 120 ha.	

H. Virvés Les Rancheros
López Les Negociants
Jedres Nola Petite Indienne

Tab 3b: Circulation de la Propriété en zona
Haute, fin XIXè - 1940

Tonalaco	Morey	Ocotepec
1962 Adjudication Andrés y Miguel Maldonado Felipe Portillo Martín Mapel fratres Mapel Delores Mata 1887 Mateo Ramirez 1898 Pantaleon Gonzalez 1907 2000 has Francisco Vazquez Gomez 1909 Gorozpe y Salmones 1911 Salmones 1921 Ollivier hnos 1930 Pedro Ollivier	1983 Adjudication Eotimio Teacal Cipriano Mavil teacal 1899 Esteban Maldonado 1900 Juan Hernández Morales y Socios (y Antonio Virués) 1908 Hernando Virués Víctor Antonio Virués 1910 Cía. Generadora Explotadora Ind. 1912 Emilio Vazquez Gomez 1912 Fco. V.G. 1927 Antonio 600 Victor Virues 606 has 1932 Fco. Vazquez Gómez 320 has.	1962 Adjudication Pascual Gomez 1881 Santiago Galvan 1907 Nicolas J. Banda 1700 ha. 1928 Josefina del Valle
Répartition 1983 1932 1934 } 2011 has	Répartition 1932/33/35/40 1644 has.	Répartition 1932/33 967 has

Francisco Vazquez Gomez, du parti madériste anti-réélectionniste, homme politique d'envergure nationale, récupère, avec son frère Emilio, des terres d'altitude : **TONALACO** (environ 2000ha.) qu'il revend immédiatement à des négociants de Xalapa (Salmones et Gorozpe) et **MOREY** (environ 1000ha.), à travers la Compania Generadora Explotadora de Negocios Industriales.

Nicolas J.Banda, négociant de Puebla, rachète en 1907 les terres de **OCOTEPEC** (environ 1700ha.), au nord de celles des frères Vazquez Gomez.

Felix N.Lopez, né à Coatepec mais de nationalité espagnole, d'une famille d'émigrés récents ayant fait fortune dans le café et le tabac (A.Beaumond, 1988), est très lié aux cercles politiques "progressistes". Il est par ailleurs bien intégré à l'élite régionale (sa fille épousera Justo Fernandez, industriel exportateur de café). Il se constitue une propriété par rachat de droits d'adjudication, adjudication de la part de "l'exécutif de la Nation", et de la municipalité. Tous ces terrains sont situés au nord de Xico, dans la zone boisée de Matlanyac et Dos Arroyos, vers 2000m. d'altitude. Il y fondera son rancho "**EL TRIANON**", d'une superficie de 320 hectares au moment de son affectation agraire en 1936.

Fernando Sanchez, ami proche du précédent, reçoit du Président de la République 1484 hectares en 1901, à **BUENA VISTA** en amont des terres de Felix N.Lopez, et voisines des autres terres d'adjudication. Il récupère de plus les terres de Daniel Sanchez (La Mascota), que ce dernier avait acquis par rachat d'adjudications dans les années 1880, et rachète 900ha. en 1921, atteignant ainsi plus de 2500ha. dans le municipe.

Le profond remaniement de la propriété "commune" ou indivise de Xico s'est donc fait en trois temps, au profit de la petite élite indigène d'abord, des rancheros ensuite, de la grande bourgeoisie régionale et extra-régionale enfin. De tous les terrains d'adjudication, seuls ceux situés en zone intermédiaire au Sud de Xico (San Miguel et Atecapula) et une frange en zone haute (des frères Mapel) ont échappé à cette reconcentration progressive, et sont restés aux mains des rancheros de Xico, ceux de la "seconde étape". Ils ne représentent toutefois, en superficie, qu'une faible proportion du total attribué. Cette recomposition foncière s'est accompagnée d'importantes transformations dans les modes d'occupation de l'espace et d'exploitation agricole.

1-d- Localisation et usage des terres d'adjudication

Les terrains d'adjudication forment une large frange, à l'ouest et au nord de Xico, et couvrent environ 8000 hectares soit la moitié du territoire municipal, depuis la zone intermédiaire (El Trianon vers 1400m.) jusqu'aux terres d'altitude (Ocotepec, El Morey et Tonalaco). Ces terres étaient couvertes de forêts. Y vivaient des bergers qui élevaient chèvres et moutons en troupeaux parfois importants, et des "tejamanileros", exploitants la forêt pour la fabrication de bardeaux vendus à Xico et à Xalapa, le bois de chauffe, et aussi pour le bois d'oeuvre (en 1871 on compte 12 menuisiers-charpentiers à Xico, sur un total de 241 personnes à "occupations" recensées). Vivant dans des campements précaires, ces habitants de la montagne sont expulsés par les nouveaux propriétaires, ou intégrés à la main d'oeuvre des nouvelles exploitations. Ils rejoignent parfois les villages situés aux alentours (Coatitilan 228 habitants en 1886,

Tlacuilolan 529 hab.) ou carrément enclavé dans les grands domaines (Matlanyac, 125 hab.)

Les nouveaux propriétaires sont des entrepreneurs qui installent des exploitations agricoles (pomme de terre à Morey) et forestières dans les hauts (Tonalaco, Ocotepec, Buena Vista), d'élevage, de plantations d'orangers et de café un peu plus bas (Mascota, Trianon). S'ils ne les exploitent pas eux-mêmes (c'est le cas pour trois d'entre eux), ils les louent dans des conditions strictes de répartition des bénéfices et prélèvement des ressources.

En 1876, le terrain d'Ocotepec est loué aux frères Santiago et Alejo Galvan, pour 9 ans, pour y installer une scierie. Le bailleur conserve la propriété des arbres qu'il vend aux preneurs aux prix de 3 reales l'arbre de pin ou de sapin, et 1 pesos celui de cyprès, chêne ou "acalocote" (espèce de pin).

Le même cas se présente en 1902 lorsque Fernando Sanchez loue ses terres de Buena Vista à deux entrepreneurs forestiers :

- à Manuel Sanchez (de Coatepec) pour l'extraction de 25000 dormants (traverses de chemin de fer) à 10 centavos le dormant de cyprès et 8 centavos celui de chêne, avec autorisation de construire des maisons pour les ouvriers, c'est-à-dire d'établir un véritable chantier.

- à Andrès Landa (de Puebla) pour 7 ans et 3000 pesos, avec l'autorisation d'exploiter "tous les arbres sauf les pins", qu'il s'engage à laisser au bailleur.

La forêt est donc une richesse connue et valorisée par ces nouveaux propriétaires, qui se confirment comme des innovateurs par rapport à l'époque et la région. Ils profitent des conjonctures locales, et notamment de la construction du chemin de fer Mexico-Xalapa-Veracruz qui demande beaucoup de bois pour les traverses. Mais ils savent aussi établir des liaisons plus lointaines, reprenant les savoir-faire des haciendas de l'altiplano, avec la fabrication de goudron

végétal à base de résine de pins pour calfeutrer les navires, vendu sur toute la côte du Veracruz. Les terres des hauts, jusqu'alors non appropriées et considérées comme inexploitable par les grands propriétaires locaux, deviennent négoce et enjeu économique. En 1907 la revente du domaine d'Ocotepec à Nicolas J. Banda (1709 ha. pour 50300 pesos), précise "droits sur la forêt, vente avec les batiments, les machines et 60 paires de boeufs" (ARPP).

En même temps l'espace forestier d'altitude s'humanise, avec l'installation des travailleurs du bois sur le lieux des scieries, premier pas vers un peuplement plus important et la création de noyaux de population qui se convertiront plus tard en villages et ejidos.

1-e Quand le territoire échappe aux "xiquenos"

Les premiers bénéficiaires des adjudications étaient des habitants de Xico, une minorité très liée aux autorités municipales de l'époque. Ils avaient cru pouvoir bénéficier de la "manne" des adjudications, et en avaient pris le contrôle presque total dans un premier temps ; mais ils ont rapidement dû laisser la place, bénéficiant au passage, pour certains, de la plus value de la revente. En fait la petite élite locale n'était pas prête, économiquement et politiquement, à exploiter ces terres des hauts.

Economiquement, les notables locaux, qu'ils soient d'origine indienne ou espagnole (ranchera) n'avaient ni les capitaux, ni le savoir suffisant pour se lancer dans des exploitations forestières de grande envergure, nécessitant des infrastructures coûteuses.

Politiquement, ils n'étaient pas de taille à s'affronter à la bourgeoisie régionale qui était liée, elle, aux pouvoirs régionaux et nationaux. En avaient-ils de plus la volonté? Ces

"terres des hauts" étaient en effet tout à fait méconnues par les gens du bourg, assimilées aux "terres des indiens" méprisables et méprisées. Pour les paysans fortunés du bourg comme pour les rancheros, les "terres de Xico" s'arrêtaient à la limite supérieure des pâturages. Au-delà commençaient les terres sauvages et incontrôlées.

Au total, les terres adjudgées par les pouvoirs publics finirent presque toutes entre les mains de l'élite négociante de Xalapa et des entrepreneurs de Mexico ou de Puebla. Ces ultimes bénéficiaires, directs ou indirects, du processus de désamortissement peuvent être qualifiés de modernistes et correspondent assez bien à l'archétype de l'entrepreneur rural souhaité par Porfirio Diaz et les "cientificos", dont ils partagent les idéaux de "rationalité" et développement agricole : nouvelles exploitations, mais aussi nouveaux villages avec création d'écoles, de chemins, liaisons par téléphone...etc. S'ils créent des ranchos aux marges amont de l'aire caféière, ils ne sont pas exactement des "rancheros" au sens où nous l'avons défini plus haut. Ces derniers en effet se sont installés à Xico, y demeurent et y exercent leur activité principale, commerciale ou agricole. Ils sont de ce fait proches des paysans et des natifs de Xico, dont ils partagent certains intérêts liés à la gestion, économique et politique, de l'espace local. Les entrepreneurs au contraire, sont beaucoup plus proches des élites commerçantes régionales que des gens de Xico, où ils ne résident d'ailleurs pas. Ils sont très liés entre eux d'une part, avec les hacendados de la région d'autre part, formant un petit groupe assez homogène et fermé. Ces liens peuvent être divers : familiaux, de clientèle, d'association commerciale ou politique...(cf. les trajectoires familiales en annexe).

En gros dans cette zone haute, on assiste à la mise en place de grands domaines qui passent de main en main sans subir de fractionnement jusqu'à la Révolution (1), et échappent à toute

emprise locale. On peut voir dans le tableau 3 les dates et bénéficiaires (élite indienne, rancheros, négociants) des passations de propriété pour l'ensemble des domaines. Le schéma est tout autre dans les autres parties du territoire municipal.

II- dans la zone basse : la faillite du système de l'hacienda et la petite propriété

En aval de ces terres d'adjudication, les terres basses autour de Xico n'ont pas connu le processus de redistribution avec les lois de la Réforme. Elles étaient soit formellement appropriées de façon continue depuis plusieurs siècles, soit réparties entre un grand nombre d'exploitants, rendant plus difficile une demande d'adjudication. Deux grandes propriétés, Mahuixtlan et Palzoquiapan, couvrent l'essentiel de la superficie en 1872, et connaissent des évolutions tout à fait divergentes.

2-a- Mahuixtlan

La partie de l'hacienda de Mahuixtlan comprise entre le rio Huehueyapan et le rio Xoloyapan jusqu'à leur confluent, portion du mayorazgo de la Higuera dont on a vu plus haut le démantèlement, se divise en deux grands lots.

La partie la plus proche du bourg de Xico (997ha. ou 1040ha. selon les sources), plus connue sous le nom de potrero de San Marcos, est vendue en 1871 à Bernardo Sayago, membre de la grande bourgeoisie veracruzaine, industriel textile de Xalapa et déjà propriétaire d'une hacienda. Pour lui, il s'agit moins d'un investissement à long terme que d'une opération spéculative, puisque l'acquéreur revend l'intégralité du terrain dans les années qui suivent, en lots plus ou moins

importants, à des propriétaires de Xico le plus souvent. L'un d'eux, Pascual Cosme que nous connaissons déjà, achète 215ha. qu'il revend à son tour en une quinzaine de fractions, entre 1875 et 1892. Un autre, Juan Izaguirre, achète 232ha. en 1880, qu'il lèguera à ses enfants en les fractionnant.

En 1879, la partie orientale de l'ex-hacienda passe aux mains de Eduardo puis Rafael Donde, hacendados de la région, qui la garderont intacte jusqu'à la Réforme agraire (environ 1000ha.).

2-b Palzoquiapan

L'autre grande propriété de la zone basse, Palzoquiapan et ses dépendances (plus de 370ha.), appartenait en 1874 à Teodoro Pozos, l'un des grands propriétaires rancheros de l'époque. Elle passe, par le jeu d'alliance matrimoniale (cf. détails en annexe), à une autre famille de rancheros, les Hernandez. Ces derniers la conservent tout au long de la période porfirienne, mais en la grevant d'hypothèques jamais remboursées. Cela mène à son aliénation intégrale en 1928 au profit des Sanchez Rebolledo, des cousins éloignés qui sont déjà propriétaires de l'hacienda voisine de Santa Rosa, sur le municipe limitrophe de Teocelo.

Parallèlement, une autre propriété voisine importante (La Providencia, 375ha.) est acquise en 1904 par Clotilde Bravo, belle-soeur de ce même Manuel Sanchez Rebolledo, qui vient de récupérer Palzoquiapan. On verra que dans la période suivante, après la Révolution, cette famille réussira presque à établir un grand domaine caféier et sucrier (plus des orangers) de plus de 1000ha., en combinant leurs propriétés de Teocelo (Santa Rosa) avec celles de La Providencia et celles de Palzoquiapan et annexes.

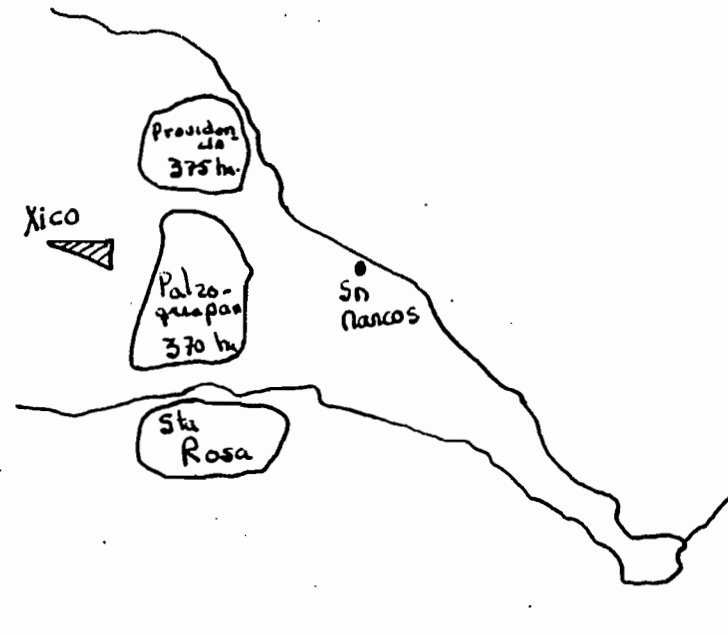
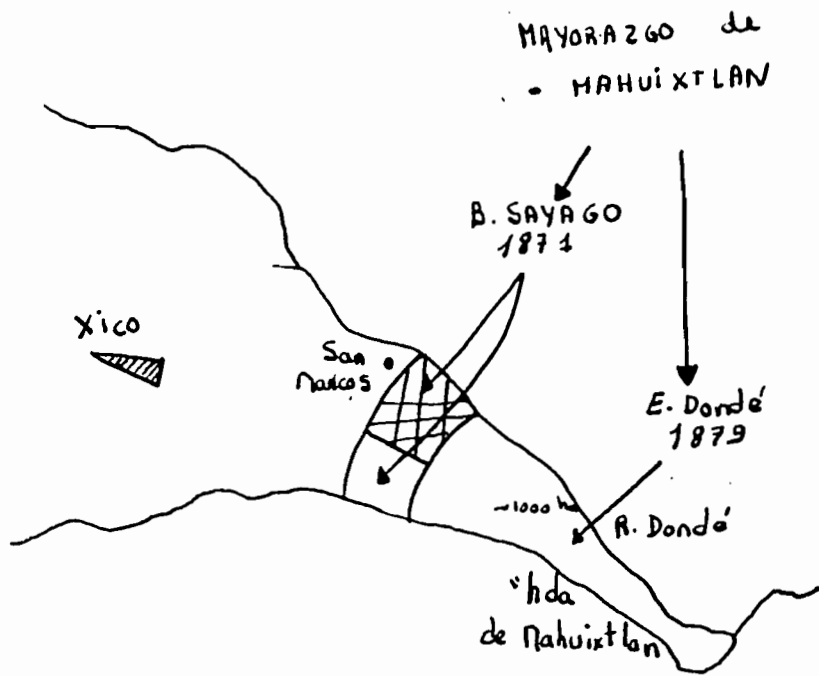
Deux processus contradictoires sont donc à l'oeuvre dans cette zone basse : la fin d'une hacienda qui se démantèle au profit de propriétaires originaires de Xico, et la construction lente et discrète d'un grand domaine, aux dépens d'autres propriétaires de Xico (cf. fig.19). Si le fractionnement est bien réel dans les environs de San Marcos avec la faillite des hacendados Cervantes, les autres propriétés ("ranchos, fincas ou haciendas" selon les documents) restent à peu près entières ou même s'agrandissent par suite d'alliances matrimoniales.

La partie basse et riche du municpe est objet de convoitise pour les rancheros comme pour les négociants régionaux. Tous cherchent à contrôler de grandes parcelles, mais doivent tenir compte des petites propriétés intersticielles qui se multiplient à l'occasion des fractionnements et des héritages. Ici les acteurs impliqués sont soit locaux, soit régionaux, mais n'incluent jamais les entrepreneurs extérieurs si dynamiques dans la zone haute (cf. tab.4). Il y a vraiment rupture entre les deux schémas, et co-existence de deux "modèles fonciers" qui obéissent à des lois de fonctionnement et à des intérêts distincts. La situation qui prévaut en zone intermédiaire est à son tour différente.

III- En zone d'élevage : l'accumulation progressive et la construction d'un espace ranchero

Les documents antérieurs à l'enregistrement officiel des terres manquent pour reconstruire précisément l'histoire de la propriété en cette zone intermédiaire, coincée entre les terres hautes et forestières, et les terres basses, sucrières et caféières.

Fig 19: En zone basse : une dynamique contradictoire
fin XIX - début XX.

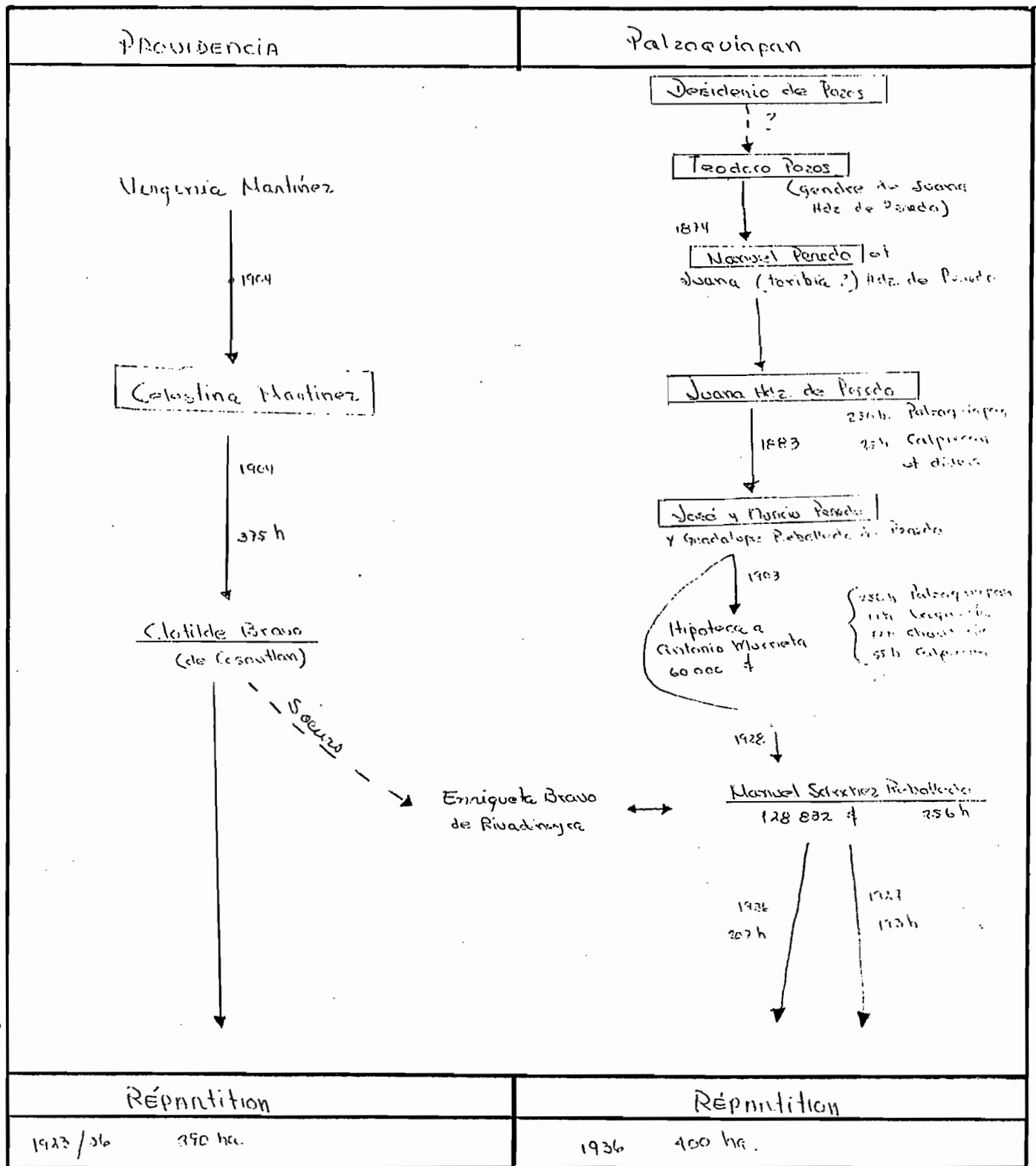


0 1 2 Km

a) le fractionnement
du
Mayoralazgo

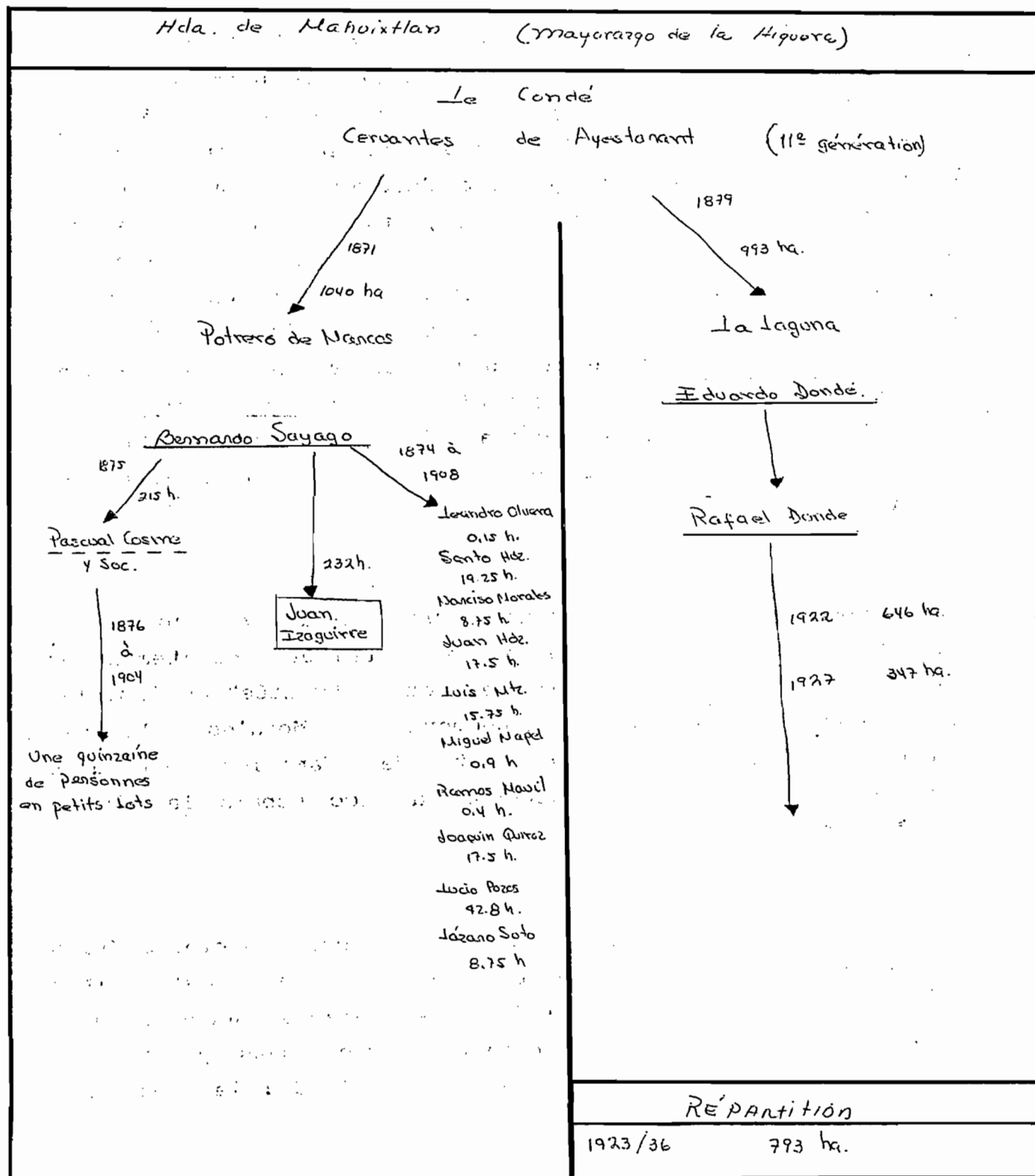
b) la mise en place d'un
grand domaine familial

Tab 4a: Circulation de la propriété en zone basse, fin XIXe- 1940



Pineda Les Pancheros
Bravo Les Negociants
Martínez L'élite Indienne

Tab 4b: Circulation de la Propriété en zone basse, fin XIXe - 1940



D'après l'histoire orale, on sait que deux familles se partageaient l'essentiel des terres. Desiderio Pozos, arrivé d'Espagne vers 1750, est considéré comme "le premier à avoir acquis les terres des indiens", dans la partie intermédiaire. Un siècle plus tard la famille Pozos est encore puissante mais c'est Pantaleon Gonzalez qui est désormais connu comme "le propriétaire du Cofre de Perote", tant sont grandes ses propriétés. En plus des 2000 ha. qu'il possède à Tonalaco pendant une dizaine d'années, Pantaleon Gonzalez est présent à Buena Vista, avec 472ha. et 300 têtes de bovins en 1899, plus une dizaine de parcelles un peu plus au sud. Les autres familles influentes de l'époque (début-mi XIXème siècle), sont les Quiroz (nom aujourd'hui disparu à Xico), les Hernandez, et les Rodriguez (dont l'héritage passe à la famille Izaguirre par alliance matrimoniale).

En révisant les transactions une à une, on arrive toutefois à distinguer des tendances, telles le déclin et l'éclatement de la propriété de Pantaleon Gonzalez, et la "montée" de familles que nous retrouverons fréquemment : Morales, Virues, Izaguirre, Martinez. Tous sont de familles d'origine espagnole, des rancheros installés à Xico depuis la fin du XVIIème et le XIXème siècles.

A partir de 1905 Pantaleon Gonzalez vend ses propriétés (plus de 2700 ha. entre la zone haute et celle de pâturages), soit à des "étrangers" (Tonalaco), soit à ses enfants. Après sa mort vers 1908, ses descendants restent éleveurs sans qu'aucun ne reconcentre les propriétés (son neveu Trinidad le fera dans les années 1930).

Pour ceux qui "montent", les achats portent le plus souvent de façon simultanée sur des parcelles de café, de l'ordre de 5 à

10 ha., et sur des pâturages, de 30 à 50ha. On est donc loin des centaines d'hectares de la zone basse, et des milliers d'hectares de la zone haute! Seuls les frères Virues investissent dans des terres d'altitude (1200 ha. à El Morey), tous les autres se concentrent en zone intermédiaire et basse. Quelques exemples sont portés sur la figure 20.

Ici les acquisitions s'ajoutent année après année, en profitant des opportunités, en les suscitant parfois, en combinant les potentiels des diverses parcelles disponibles à l'achat. L'éclatement spatial de la propriété n'est pas un obstacle à son expansion. Seuls des résidents sur place peuvent mener à bien une telle stratégie de formation ou consolidation de propriété par accumulation progressive, pas à pas, hectare après hectare. Les rancheros règnent en maîtres dans la zone intermédiaire, et aucun entrepreneur ou négociant n'apparaît dans les archives en tant qu'acquéreur. Il faut être sur place pour avoir accès à l'information, connaître les terrains et surtout les vendeurs potentiels. Ces derniers sont surtout des "petits" propriétaires, des paysans cultivant le maïs et possédant parfois quelques bêtes. Lorsqu'ils apparaissent comme vendeurs, les rancheros traitent en réalité d'un héritage avec partage des propriétés familiales, ou d'une passation de propriété après mariage (dot).

Au cours de cette période du Porfiriato, la propriété a connu de profondes modifications, selon des mécanismes très variables d'un lieu à l'autre. A l'intérieur du municipe, l'espace foncier apparaît différencié selon des critères de caractéristiques des terrains, mais surtout de types d'acteurs dominants et de processus d'appropriation des terres.

La figure 21 schématise cette différenciation. On retrouve :

Fig 20: La dynamique foncière des rancheros
fin XIX - début XX^e : quelques exemples
d'accumulation progressive

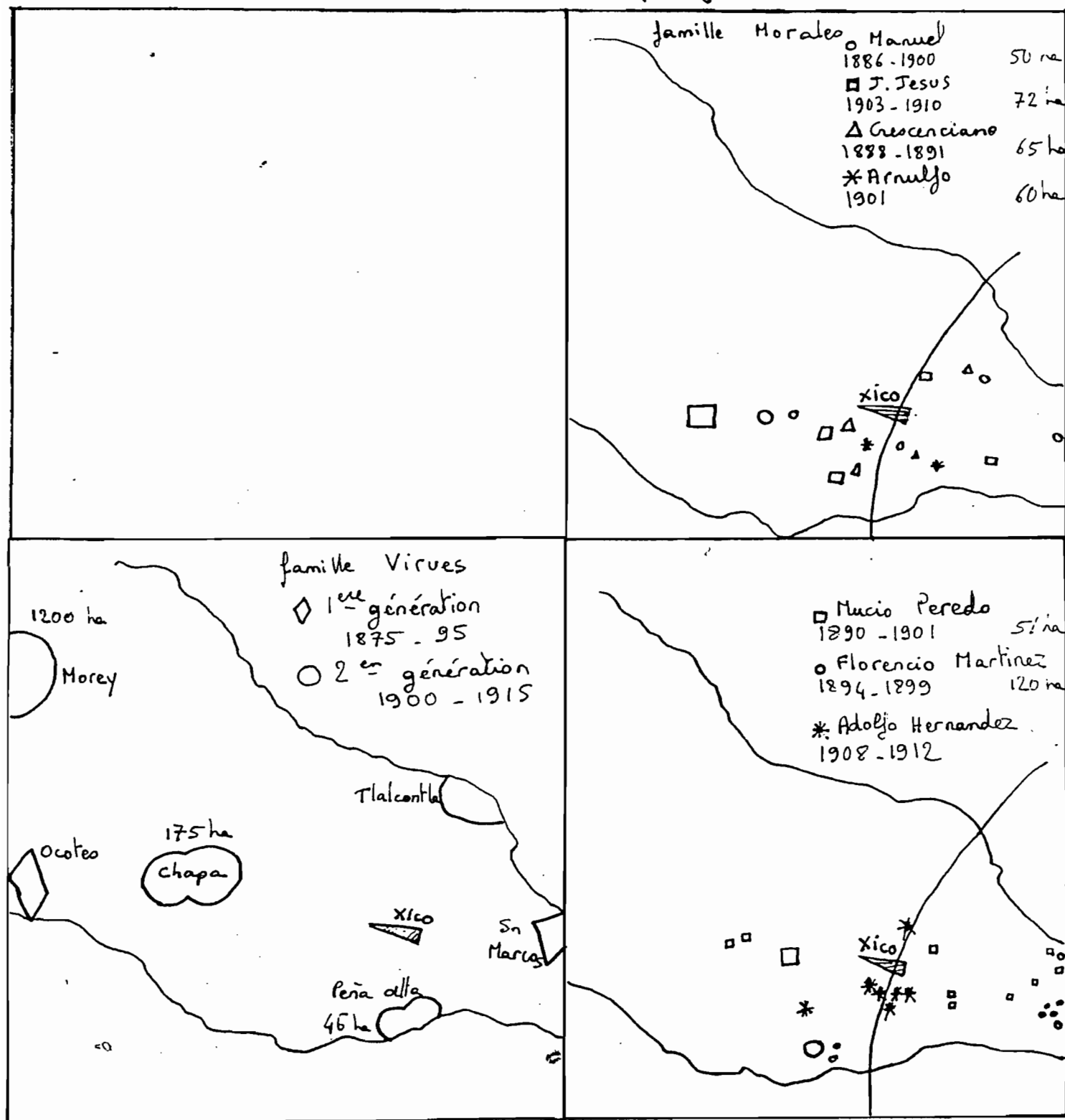
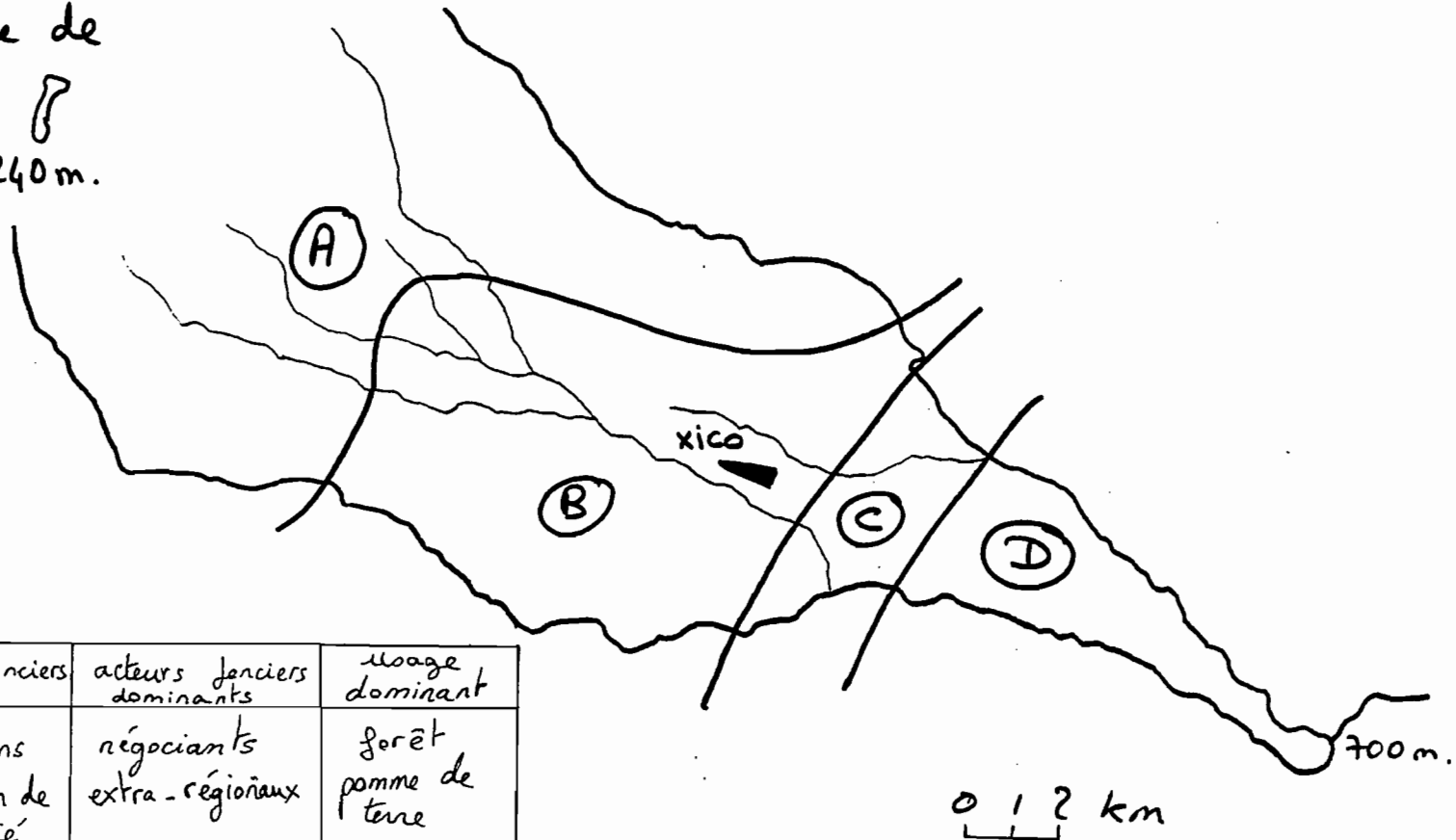


Fig 21: RECAPITULATIF DES PROCESSUS
FONCIERS SOUS LE PORFIRIAT,
A XICO.

Cofre de
Perote ♂
4240 m.



	processus fonciers	acteurs fonciers dominants	usage dominant
(A)	adjudications concentration de la propriété	négociants extra-régionaux	forêt pomme de terre
(B)	accumulation progressive	rancheros de Xico	pâturages café
(C)	concentration familiale	hacendados de la région	café - oranges canne à sucre
(D)	fractionnement de hacienda	hacendado, rancheros et petits propriétaires	café - canne à sucre.

-le phénomène de concentration postérieur aux adjudications en zone haute et au nord du bourg, au profit de négociants extérieurs à la région. Il s'agit essentiellement d'exploitations forestières ou d'élevage ovin-caprin, qui ont peu de relations avec Xico, qu'elles soient commerciales, sociales ou politiques. En revanche elles sont plus intégrées au réseau régional (Xalapa) et national (Puebla, Mexico), tant pour la commercialisation des produits que pour les relations sociales et économiques entretenues par leurs propriétaires.

-le fractionnement de l'ancienne hacienda de Mahuixtlan en zone basse, au profit des spéculateurs fonciers d'une part, des rancheros et des petits propriétaires de Xico d'autre part. L'espace productif se divise, en même temps qu'il passe de la canne à sucre au café.

-la constitution progressive d'un grand domaine autour de Palzoquiapan, également en zone basse, par une famille de négociants de la région. Il s'agit d'une véritable entreprise commerciale diversifiée, qui exporte directement ses oranges aux Etats-Unis, débute dans le café tout en continuant la culture de canne à sucre. Les propriétaires construisent les infrastructures industrielles indispensables au traitement des produits : moulin puis raffinerie de sucre à Santa Rosa, atelier de transformation du café à Palzoquiapan, moulin artisanal de canne à sucre à Providencia.

-l'accumulation de terrains en zone intermédiaire, par les rancheros qui forment peu à peu leur patrimoine familial. L'espace approprié est immédiatement marqué, entouré de fossés ou de rangées d'arbres, et le plus souvent consacré à l'élevage bovin.

Si la zone haute a totalement échappé au contrôle local, si la zone basse reste encore dominée par les grands propriétaires de Xalapa et Coatepec, la zone intermédiaire en revanche apparaît comme le seul espace où les acteurs locaux peuvent développer des stratégies qui leur sont propres. Les explications d'un tel partage ne sont jamais univoques. Certes les capitaux manquent aux rancheros pour investir en force dans la zone caféière, mais c'est surtout qu'ils arrivent tardivement, sur un espace foncier déjà approprié par les négociants et les hacendados. En zone de pâturages, ils sont plus à même de convaincre les paysans de vendre leurs terres, à des prix souvent dérisoires (39).

La terre n'est pas seulement objet d'appropriation, instrument de contrôle de l'espace ou de sa population, support et facteur de production ; c'est aussi un objet économique et financier, manipulé diversement selon les stratégies développées par ceux qui s'en servent. Pendant la période du Porfiriat notamment, la terre a un rôle prépondérant dans le domaine des prêts et crédits hypothécaires. L'importance économique de cet autre type de relations liées au patrimoine foncier, et ses répercussions sur la structure foncière et sociale locale, justifie une analyse plus détaillée de ces phénomènes.

(39) En 1891 à Chapa, 40 ha. sont achetées "contre trois sacs de chirimollas (fruit local, sorte d'annone) et un gallon d'eau de vie", d'après le petit-neveu de l'acquéreur.

IV- LE FONCIER COMME GARANTIE HYPOTHECAIRE ET LES ACTEURS DU FINANCEMENT RURAL

4-a- Le prêt hypothécaire et la (dé)structuration de la propriété

Le prêt hypothécaire suivi de saisie est à la base de processus d'appropriation et spoliation de terres (notamment indiennes et paysannes), mais aussi de dissolution de grands latifundios mal gérés. La plupart des auteurs travaillant sur les XVIIIème et XIXème siècles, dans différentes régions du pays, ont montré que les haciendas, dans leur grande majorité, ne survivaient qu'avec de très lourds emprunts ; au moment des successions les héritiers étaient incapables d'assurer le paiement ni du capital, ni des intérêts, ce qui menait à la saisie par le bailleur, suivie du fractionnement et/ou de la vente des terrains (Brading 1988, Rojas 1981, Schryer 1986, Bazant 1982, Skerrit 1989).

Le très fort endettement est donc un des éléments qui marque le système agraire et ses possibilités d'évolution, surtout dans les moments de crise que traversent tous les grands domaines à un moment ou un autre : problèmes d'héritage, crises de production ou de commercialisation, crises politiques particulières (par exemple lors de revendications des fermiers et métayers sur la terre, cf. Gonzalez 1972).

Deux phénomènes sont reliées au système hypothécaire :

-la très rapide circulation de la propriété, avec des changements de familles de propriétaires presque à chaque génération. Ceci n'implique toutefois ni le démembrement de la propriété, ni le déclin de la famille "sortante", mais démontre seulement l'incapacité pour les descendants de se mettre d'accord sur les modalités de rachat des parts successorales par l'un deux. Le domaine est alors transféré à

un tiers, ce qui suscite une grande mobilité de la propriété au sein d'un petit groupe, l'élite agraire régionale.

-le fractionnement des latifundios, qui a commencé dès le XVIIIème siècle dans certaines régions (Leon, cf.Brading, 1988), au XIXème dans d'autres (Aguascalientes, cf.Rojas 1981, Michoacan, cf.Gonzalez, 1972), en tous cas bien avant les lois de désamortissement des biens de main morte, et a fortiori de la Révolution et de la Réforme agraire du XXème siècle.

Ces deux phénomènes se retrouvent dans la région étudiée, le premier dans la zone haute (les grandes propriétés forestières), le second dans la zone caféière.

Les domaines de la zone haute, de plus de 1000 hectares chacun, ont tous été grevés d'hypothèques à un moment ou un autre du Porfiriato: El Morey des frères Virues en 1911 pour 40000 pesos, Tonalaco de Salmenes et Gorozpe en 1909 pour 50000 pesos, Ingenio del Rosario-Ocotepec, de Pascual Cosme à plusieurs bailleurs. Sans aller jusqu'à la saisie, les terrains changeaient de propriétaire devant l'impossibilité de rembourser les intérêts. Les ventes spécifient ainsi les charges hypothécaires qui se transmettent d'un propriétaire à l'autre, le successeur étant toujours persuadé qu'il fera mieux que son vendeur. Ce n'est pas toujours le cas, et dans les années qui suivent la Révolution, avec l'accélération des recouvrements des dettes hypothécaires, ces grandes propriétés des hauts changent souvent de mains : quatre fois en 30 ans pour Tonalaco, quatre fois pour Ocotepec, trois fois pour El Morey. Les vendeurs restent toujours influents et "riches" dans d'autres domaines, le négoce et le commerce de vêtements notamment, mais abandonnent ces activités agricoles ou forestières trop coûteuses (40).

(40) Pour la même époque, Jan Bazant note "el tener su casa hipotecada no era senal de pobreza ; precisamente los jalapenos ricos tenian hipotecadas no solo sus casas sino tambien su hacienda, molino o fabrica" (J.Bazant 1971, p262).

Le même phénomène -circulation rapide de la propriété, ce que Brading (1988) appelle la "volatilité" de la propriété- est observable dans la zone basse. Criblée de dettes après plusieurs hypothèques non remboursées, la vieille famille influente de Xico, les Peredo, doit se défaire de sa propriété de Palzoquiapan (256 hectares en bon état de production) au profit d'une autre grande famille alliée de la région, les Sanchez Rebolledo, qui la garderont intacte ou presque jusqu'à la Réforme agraire. Là encore la famille Peredo n'a pas perdu son rang pour autant, se recyclant dans l'élevage et reconstruisant en deux générations son patrimoine foncier à Xico, vers la zone de pâturage.

Dans ces deux cas, les propriétés aboutissent en fin de course aux mains des négociants ou grands hacendados de la région.

A Mahuixtlan en revanche, le non-remboursement de dettes hypothécaires a mené au fractionnement. Les dettes s'accumulent en effet : en 1872 pour 10000 pesos auprès de A.Cerdan, puis de 75000 pesos auprès de Rafael Martinez de la Torre, puis de la banque de Londres, Mexico et Amérique du Sud pour plus de 50000 pesos, et de nombreux autres (cf. Bermudez 1987 p.151). Finalement le Lic. Rafael Donde et Bernardo Sayago, de Xalapa, se partagent la fraction de l'hacienda qui correspond au municipe de Xico, et la fractionnent de nouveau selon les modalités déjà évoquées. C'est le seul cas où un non remboursement hypothécaire a abouti à un fractionnement réel et à une modification de la distribution foncière entre les acteurs locaux, en passant des hacendados aux négociants puis aux rancheros. Il faut dire que la pression était forte, ces terres étant l'objet d'un litige qui durait depuis un siècle et demi entre les hacendados et la commune de Xico, la seconde accusant les premiers de spoliation de terres...suite à un prêt hypothécaire non remboursé en 1650.

S'ils existent et confirment les interprétations faites par d'autres auteurs dans d'autres régions du Mexique, ces cas de transfert et restructuration de grandes propriétés dans le cadre de l'hypothèque ne reflète cependant qu'une infime minorité -en nombre de transactions- des situations. On s'est plutôt intéressé à l'autre versant de l'hypothèque, plus discret mais aussi beaucoup plus répandu, plus "quotidien".

4-b- Les partenaires du crédit hypothécaire, ou l'hypothèque au quotidien

Qui emprunte? Tout le monde! Si l'on en croit les archives d'haciendas, les monographies historiques et les enquêtes auprès des anciens, le recours au prêt garanti par hypothèque était une "alternative" à laquelle la grande majorité des propriétaires, petits et grands, n'échappaient que rarement. Mais il revêt des réalités différentes selon les cas.

La demande de prêt garanti par hypothèque peut correspondre à un besoin de crédit lors de l'installation ou modernisation d'outils de production, comme c'est le cas des hacendados sucriers qui se convertissent à la caféiculture à la fin du XIXème siècle, ou encore des rancheros qui débute une exploitation caféière, forestière ou d'élevage après achat ou acquisition de terres. Les sommes en jeu sont fréquemment importantes. Les propriétés mises en gage sont de grands terrains situés soit dans la zone basse (les haciendas et les ranchos caféiers), soit au contraire dans les hauts (les ranchos d'exploitation forestière).

Plus souvent il s'agit d'un dépannage, sans lien direct avec la production agricole, à l'occasion de frais imprévus suscités par la maladie, un deuil, un accident..etc. Toute

sorte de gens sont dans ce cas de figure, depuis les hacendados, pour qui il s'agit alors du dernier recours avant la faillite, les rancheros en manque passager de liquidités jusqu'aux paysans qui jusque-là avaient pu conserver leur autonomie financière. Certains font des recours répétés à l'hypothèque : Pascual Cosme, seul ou associé à Vicente Tlaxcalteco, 10 fois entre 1877 et 1885, Alejo Galvan 2 fois en 1898, Mucio J. Peredo 3 fois entre 1883 et 1889. Les montants des crédits sont très variables. Les propriétés gagées sont en général des maisons du bourg ou des terrains plus petits que les précédents, et situés près du bourg de Xico.

Du côté du bailleur, les motivations sont également variées, et peuvent aller de l'intérêt financier immédiat (la rémunération du crédit) à l'intérêt politique calculé à plus long terme (par l'ascendant qu'il acquiert automatiquement sur son débiteur) en passant par des spéculations plus ou moins hasardeuses sur la récupération des terrains et la constitution d'une propriété en escomptant un non-remboursement du prêt. Un décompte permet de quantifier ces "alternatives".

-L'intérêt financier

Environ un quart des hypothèques sont levées pendant cette période (1875-1915), souvent un an ou deux après la mise en gage. Il s'agissait dans ce cas de "prêt de dépannage", vite remboursés avec les gains de la récolte suivante. Les intérêts sont de l'ordre de 1 à 2% mensuels, taux mentionnés comme "très élevés" par S. Lecoïn dans son étude sur le crédit dans la vallée d'Atrlixco, pour la même époque.

-Les saisies

Seulement un peu plus de 10% des contrats mènent à une saisie. Si l'on excepte les cas des grands domaines mentionnés plus

haut, il s'agit dans la plupart des cas de parcelles inférieures à trois hectares, mais semées en café et proches du bourg, avec en général une ou plusieurs maisons à Xico, pour des sommes inférieures à 3000 pesos, et souvent à 1000 pesos.

-L'intérêt politique?

Jamais affiché, rarement évident à première vue, l'intérêt politique n'apparaît qu'après une analyse fine des transactions hypothécaires. En effet, en combinant les divers éléments de la relation hypothécaire (montant prêté, caractéristiques du terrain gagé, levée ou saisie), on distingue trois "types" de bailleurs, qui recouvrent des catégories d'acteurs sociaux identifiés par ailleurs, avec des intérêts et des modes de participation à la société locale propres.

4-c- Qui sont les bailleurs? leur place dans la société locale

* Les "petits" bailleurs prêtent des sommes inférieures à 1000 pesos, à 1% d'intérêt mensuel pour de 6 mois à quelques années. La plupart sont originaires du bourg de Xico, et prêtent à d'autres gens du bourg. Une seule transaction concerne un terrain de la zone haute (A.Tepetla, de Oxtlapa). Les hypothèques ne mènent jamais à la saisie, et peuvent être assimilées à un crédit de type "horizontal", qui met en relation des partenaires de même niveau et de même origine, le bailleur pouvant se retrouver emprunteur quelques années plus tard. Les "petits bailleurs" sont en fait les membres de la couche supérieure des paysans résidant à Xico. Lorsqu'ils ont eux-mêmes recours au prêt hypothécaire, ils le font préférentiellement auprès de gens de même catégorie, au besoin auprès des rancheros récemment installés, et exceptionnellement seulement auprès des négociants.

Les contrats entre "petits", emprunteurs ou prêteurs, relèvent du fonctionnement "normal" de l'économie paysanne : précarité et manque de liquidités face à un imprévu quelconque, appel à la "solidarité" (rémunérée) des autres habitants, voisins, parents ou patrons connus et quotidiennement fréquentés. Dans ce cas, le prêt hypothécaire est un crédit à la consommation, accordé dans le cadre d'un système fondé sur la proximité. On reste à l'intérieur de la sphère locale pour régler les problèmes. Le municipe, ou plutôt le bourg, est l'espace de négociation.

Cette catégorie recouvre un tiers des transactions hypothécaires (69 sur 206), et une cinquantaine d'individus.

* Les rancheros prêtent fréquemment pour des montants qui peuvent atteindre 5000 pesos, à des taux d'intérêts de 1 à 2% mensuels. Ils prêtent à leurs "homologues" ainsi qu'aux petits emprunteurs, et empruntent parfois aux négociants. C'est le groupe le plus perméable des trois, celui qui fait en quelque sorte la jonction. Ils sont prompts à procéder à la saisie (près d'une fois sur quatre), et acquièrent ainsi des maisons à Xico ou de petites parcelles de café de 1 à 2 hectares, qu'ils revendent ou concentrent peu à peu pour se former une propriété, de préférence en zone d'élevage, pas encore saturée sur la plan foncier et symbole d'enracinement et d'appartenance locale. C'est la catégorie qui s'approcherait le plus des usuriers classiques, en relation quotidienne avec leurs débiteurs qu'ils transforment en clients (économiques et socio-politiques) à mesure qu'eux-mêmes acquièrent une influence locale et régionale suffisante.

Cette catégorie recouvre 37% des transactions d'hypothèques (77 cas), et une trentaine de personnes dont six apparaissent plus de trois fois chacune (41) et une (H.Virues, souvent

(41) Manuel Galvan (4 fois), Alejo Galvan (3 fois), Camilo Galvan (4 fois), Juan Mendez Ojeda (8 fois), Crescenciano Morales (5 fois), Crespo Toribio (4 fois).

qualifié de "banquier de Xico") apparaît 28 fois! La plupart d'entre eux sont fondateurs de grandes familles, à Xico et dans les environs (à Cosautlan par ex.), et leurs descendants conservent une place prépondérante dans le système foncier actuel.

* Enfin les plus gros prêteurs sont quelques hacendados et surtout des négociants de la région, qui ne résident pas à Xico tout en y ayant parfois des intérêts ou des propriétés. Bien intégrés dans les circuits commerciaux locaux (le commerce muletier) et nationaux (import-export), ils prêtent de grosses sommes (de 10000 à 60000 pesos) à des gens de même catégorie sociale qu'eux : les hacendados en difficulté et les nouveaux rancheros. Ces contrats débordent largement l'espace local, et relèvent d'autres logiques et d'autres besoins que dans les cas précédents. Il ne s'agit plus seulement de pallier un manque passager d'argent, sauf exception, mais bien d'avoir recours au crédit pour modifier, installer ou agrandir une exploitation ou une maison. C'est le plus souvent un "crédit à la production", où les partenaires remplissent le rôle de banquier et emprunteur d'aujourd'hui.

Ces gros prêteurs (et le plus important d'entre eux Antonio Murrieta Altamirano de Coatepec, qui assure plus de 80% des transactions de cette catégorie), ne dédaignent cependant pas les petits prêts qui constituent les "affaires courantes". Ce sont des professionnels du crédit hypothécaire, qui ne reculent certes pas devant la saisie tout en y procédant relativement rarement (11% des cas environ), mais alors pour de grosses affaires.

Ils représentent une dizaine de personnes (42), et 30% des transactions d'hypothèques (60 cas).

(42) en plus de A. Murrieta (café et négoce, Coatepec): E. Dondé (hacendado et négoce, Xalapa); Fco Vazquez Gomez (politique, national); V. Libreros (prop. terrien, Misantla); Rafael Sainz (hacendado, Misantla); hnos Rebolledo (hacendados, Coatepec et Teocelo); J. Fernandez (café, négoce, Xalapa), Agustin Cerdan

Sous le terme crédit hypothécaire se cachent donc plusieurs réalités, plusieurs fonctionnements, plusieurs logiques. "L'institution hypothécaire" admet plusieurs lectures, selon la position assumée par les principaux intervenants. Le tableau ci-joint présente les trois principales situations.

Répartition des hypothèques et saisies entre 1872 et 1915 (en nombre de transactions)

prêteurs	"petits"	rancheros	hacendados et négociants
hypothèques	69	77 (dont HV:26)	60 (dont AM:42)
saisies	--	17 (22% des hyp.)	7 (11% des hyp.)
conditions	prêts<1000 pesos	prêts<5000 pesos	jusqu'à 60000 pesos
nombre approx. de-prêteurs	cinquante	trente	dix
localisation	Xico (maisons et lots urbains)	zone basse (caféières et autres municipales)	zone basse et intermédiaire (pâturages)

Les trois catégories de bailleurs sont à peu près également représentées (en fréquence), avec une nette prépondérance des transactions effectuées entre "gens de Xico" : plus des deux tiers. Comme ressource économique, l'hypothèque est certes restreinte à une minorité "de l'extérieur", qui influe sur les grandes options régionales en terme de production (café, sucre, élevage, orange..), qui "régule" ou contrôle l'accès à

(Puebla), Juan B. Latour (industriel textile, Xalapa-San Marcos), Juana Rivadeneyra (politique, Xalapa), Antonio Villegas .

la grande propriété et qui assure la liaison entre le niveau local (les rancheros) et le niveau régional (les négociants). Comme relation sociale, elle inclut au contraire presque la totalité des propriétaires déclarés de l'époque. L'octroi de prêts est un canal efficace pour s'immiscer dans la société locale et devenir un partenaire indispensable dans le jeu de l'économie rurale locale. De fait la plupart des rancheros aujourd'hui reconnus "de souche" apparaissent dans les archives d'abord comme prêteurs, et ensuite comme propriétaires.

CONCLUSION

Au cours de notre "voyage à travers le paysage foncier" de Xico sous le Porfiriato, on a vu peu à peu apparaître dans la brume les lieux, les gens, les terrains, les dynamiques des uns et des autres.

Le caractère de transition de cette période est perceptible dans la formalisation même des transactions, avec le passage de l'ancien système de mesure au système métrique (hectare, are), et des anciennes dénominations juridiques aux nouvelles (le "censo consignativo" coexiste puis laisse la place aux prêts hypothécaires, les adjudications se raréfient).

Le marché foncier a en effet connu, au cours de cette période, la fin d'un monde et le début d'un autre.

La fin des terres communes et indivises, et la fin de la toute puissance de deux ou trois familles locales (Gonzalez, Hernandez, Pozos), confrontées d'une part à l'arrivée brutale des négociants et hacendados régionaux, d'autre part à la

montée plus discrète mais plus tenace des rancheros, arrivés plus récemment et prêts désormais à réclamer leur part.

Les premiers se sont taillés des domaines à leur mesure, sans entrer directement en conflit avec les gens du bourg grâce à un partage assez net des espaces et des activités. Avec les seconds en revanche il a fallu composer, négocier des alliances (notamment matrimoniales) et finalement accepter leur intégration à l'élite agraire locale.

De fait, cette période voit l'élargissement de la classe des rancheros, phénomène que l'on retrouve dans d'autres régions du Mexique. Au Michoacan, "berceau des rancheros" décrit par L.Gonzalez (1979), le nombre de propriétaires résidents dans le village de San Jose de Gracia triple entre 1860 et 1910 (de 50 à 150). A Xico, les migrants espagnols attirés par une situation favorable tant sur le plan économique (l'essor du café, la construction de la voie de chemin de fer), que politique (stabilité et mesures favorisant les investissements étrangers) s'insèrent rapidement dans un tissu social peu dense.

Le réaménagement foncier est le reflet de la modernisation économique et politique caractéristique du Porfiriato. Il se traduit localement par l'affaiblissement des latifundios inefficaces hérités de la Colonie (le Mayorazgo de la Higuera avec l'hacienda de Mahuixtlan), la constitution de grands domaines gérés et exploités selon les normes capitalistes de l'époque, et l'émergence d'une importante catégorie de propriétaires "moyens", grands à l'échelle du municipio : les rancheros. On a déjà insisté sur la répartition spatiale des terres qui accompagnait ces processus de réaménagement foncier. Le partage du municipio en plusieurs zones d'exploitation, loin de n'être qu'une conséquence des conditions écologiques de la production, est bien le résultat d'une "négociation", chaque catégorie cherchant son "espace de reproduction", économique aussi bien que sociale et politique.

Les négociants ont été les premiers à comprendre et pouvoir exploiter le potentiel économique des zones hautes, et à y investir sans égard spécifique aux lieux ou à la population environnante. Il s'agit pour eux d'un enjeu délocalisé, uniquement caractérisé par ses potentialités productives ou spéculatives. Ils ne se lient aux intervenants locaux (municipalité, autres propriétaires) que dans la mesure où ceux-ci leur sont utiles dans l'exploitation directe ou indirecte de leurs domaines. Au moment de la Réforme agraire, ils brilleront par leur absence, délaissant la défense de leurs intérêts dès lors qu'ils les estiment perdus.

Dans la zone basse les intérêts économiques sont plus divers (café, canne à sucre, oranges, élevage), plus anciennement connus et exploités, et également plus intégrés aux enjeux directement régionaux ou locaux. La possession d'une hacienda ou d'un rancho ouvre les portes à l'élite commerciale et politique de Xalapa pour les plus aisés, à la bourgeoisie agraire de Xico pour les autres. Dans les deux cas les intérêts peuvent être territorialisés : le fait de posséder des terres sur Xico ou sur le municipe voisin de Teocelo ou Coatepec n'a pas les mêmes répercussions, ne donne pas accès au même réseau social, clientéliste ou matrimonial. Les propriétaires de terrain dans cette zone, à exception des "professionnels du marché foncier" comme Sayago, Murrieta ou Cosme, se battront pour défendre leurs biens, avec plus ou moins de succès.

Entre ces deux extrêmes on trouve le domaine des rancheros de Xico. Des propriétés s'y forment par accumulation de parcelles achetées ou héritées, des familles émergent et d'autres disparaissent, dont les intérêts économiques, sociaux et politiques sont enracinés dans le territoire même de Xico. Ils résisteront farouchement au mouvement agrariste, qui en

attaquant leur patrimoine foncier mettent en danger leur existence même (disaient-ils).

Et les autres? les petits propriétaires, les paysans sans terrain dûment enregistré et légalisé? Ils sont absents des archives, des statistiques, des rapports de gouverneurs. A lire les rares recensements de population de l'époque on les devine encore présents dans les hauts, dans les villages anciens ou récemment créés autour des exploitations des ranchos. Par enquêtes on les sait encore propriétaires jusqu'au début du siècle, de parcelles semées en maïs, mais leurs terres sont de jour en jour "grignotées" par les achats des rancheros. En zone basse ils sont plus nombreux, résidant au bourg ou à San Marcos, avec des lopins caféiers, de maïs ou de canne à sucre, travaillant de plus pour les patrons des haciendas. La Révolution et plus tard la Réforme agraire leur donne l'occasion d'apparaître comme de véritables "acteurs" du système agraire et du système foncier, auxquels ils ne ressortaient jusqu'alors que comme figurants.

Tab 5: La répartition agraire à Xico: Demandes et Dotations

	D A T E S					D o t a t i o n s				
	D O T A T I O N			A M P L I A T I O N		Superficie de dotation (et d'ampliation)	Population		Taille de la parcelle type	Dernière dépuración ejidale
	Demande	Possession provisoire	Résolution présidentielle	Demande	Possession		* totale	bénéfic.		
XICO	1915	1927	1936	1977	N	1060 ha.	1000	149	3 ha.	1980
San Marcos	1921	1922	1923	1934	N 1967	696	746	116	6	1982
Coatitilan	1930	1932	1934	1935	1940	839 + 368	466	79 + 46	6/10	1983
Las Carabinas	1931	1933	1934	1935	N	300	83	30	10	1984
Ingenio del Rosario	1931	1932	1934			559	106	33	20/24	1984
Tlacuilolan	1931	1933	1934	1936 1974	N 1974	449 + 70	139	43 + 54	10/12	1983
Tonalaco	1932	1937	1937	1974	1975	536 + 420	134	44 + 80	8/5	1984
Ursulo Galvan	1934	1934	1936			416	137	104	4	1982
Tembladeras	1936	1940	1949	1944	N	161	110	38 + 19	8	1983
Alvaro Obregon	1937	1941	1943			13	-	27	-	1983
La Marina	1938	N 1965								
Rodriguez Clara	1943	N 1980								
Coxmatla	1977	N								
Tlanyahualapan	1952 ~~1977~~	N 1961								
Tlacuilolan	1940	N								

* Population à la date de la Résolution Présidentielle

CHAPITRE III

II

1915-1950 : LA RESTRUCTURATION DU SYSTEME FONCIER

La Révolution et la Réforme agraire, dont on a exposé en première partie les principales étapes et les processus de transformation sociale et agraire qui les caractérisent, aboutissent dans le municipe de Xico à une répartition d'environ la moitié des terres agricoles, soit une proportion similaire à celle que l'on observe dans l'ensemble du centre de l'Etat de Veracruz (Cambrezy, in Marchal, Palma, 1985).

La première demande agraire (celle de restitution des terres de Xico) a lieu en 1915, et est le second dossier ouvert par la commission agraire de l'Etat de Veracruz. Elle n'aboutira que 12 ans plus tard avec une dotation provisoire, confirmée en 1936. La seconde demande, en 1921 (San Marcos) sera en revanche vite résolue par une dotation provisoire en 1922, confirmée en 1923. Mais c'est véritablement à partir des années 1930 que le mouvement s'accélère : 18 demandes entre 1930 et 1944, dont 9 donneront lieu à des dotations ou ampliatiions de dotations. On retrouve ensuite trace de 7 demandes, en 1960-62 et surtout en 1974-77, dont seulement deux ampliatiions seront retenues.

Le tableau 5 récapitule les principales données relatives aux demandes de dotations ejidales dans le municipe de Xico :

- 10 résolutions favorables, c'est-à-dire 10 ejidos constitués, dont 3 bénéficient d'une ampliatiion ultérieure,
- 12 demandes refusées, dont 4 demandes d'ampliatiion.

La grande vague de dotations et ampliatiions agraires, jusqu'aux années 1940, a concerné 5437 hectares, sur 17 600ha. de surface totale du municipe mais environ 10 000ha. de Superficie Agricole Utile (SAU, recensement de 1970). Elle a bénéficié à 709 ejidatarios, sur une population totale en 1940 de 9893 habitants, soit approximativement 1978 "chefs de famille", et environ 1200 personnes économiquement actives agricoles (Population Economiquement Active agricole = 60% pop. adulte masc.).

Ces quelques chiffres soulignent l'ampleur du phénomène : plus de la moitié de la superficie utile, plus du tiers des chefs de famille de l'époque, près de 60% de la PEA agricole sont directement concernés par la répartition.

Cependant, les dotations ne sont pas uniformément réparties dans l'espace (cf.fig.22). Si l'on excepte l'ejido de Cuesta del Pino qui relève du municipe de Coatepec bien qu'ayant une partie de ses terres sur Xico, les ejidos sont répartis sur les marges du municipe, et particulièrement aux extrémités : 6 d'entre eux sont situés dans la partie haute du municipe, à l'ouest, et 4 dans la partie basse, plus orientale. Ces deux groupes d'ejidos ont d'ailleurs des caractéristiques distinctes (outre les caractéristiques physiques et écologiques) :

- des groupes d'ejidatarios moins importants dans les hauts (44 membres en moyenne) que dans la zone basse (123 si l'on excepte le cas aberrant de Alvaro Obregon, "ejido sans terre"). Cette différence reflète les modes de peuplement différents : dense et groupé en zone basse, de faible densité et dispersé en zone haute.
- des surfaces par personne supérieures dans les hauts (>10ha. en moyenne) qu'en zone basse (<4ha.), ceci étant évidemment sinon compensé, du moins expliqué par les potentialités productives différentielles : climat froid, relief accidenté,



Fig 22: Les dotations ejidales
à Xico, Ver.

0 1 2 km

absence de voies de communication dans les hauts, climat tropical tempéré, pentes faibles et sols aptes à la culture du café dans la zone basse.

- des processus de dotation différents, caractérisés par une extrême violence dans la zone basse, dans les années 1920 (Xico et San Marcos), alors que les dotations des "années agraristes", dans la zone haute, ont bénéficié de l'appui du gouvernement et n'ont pas connu de tels déchirements.

- des "histoires foncières" différentes : des grandes propriétés constituées à la fin du XIXème siècle dans les hauts, des haciendas ou ranchos d'installation ancienne dans la partie basse (cf. chapitre précédent). Les deux tableaux ci-après établissent, pour les deux zones, les correspondances entre les anciennes grandes propriétés et les nouveaux ejidos.

Tableau : le fractionnement des grandes propriétés et la répartition des terres aux ejidos dans la partie basse du municipio de Xico (sources : SRA, CAM, LCA)

PROPRIETAIRE	EJIDO
Eduardo Donde "Mahuixtlan" 2989ha.	Xico 1936- 347ha. San Marcos 1923- 646ha. ejidos de Coatepec
Felix N.Lopez "El Trianon" 320ha.	Xico 1936- 120ha.
Luz et Clotilde Bravo "Providencia" 300ha.	San Marcos 1923- 81ha. Ursulo Galvan 1936- 209ha.
Manuel Sanchez Rebolledo "Palzoquiapan" 403ha. (957ha. au total, *)	Xico 1936- 193ha. Ursulo Galvan 1936- 207ha.
Pedro N.Pasquel "Zimpizahua" 443ha.	San Marcos 1923- 80ha.
Fernando Sanchez "Buena Vista" 1500ha.	Xico 1936-328ha.(ou 400ha.?) Ejido de Coatepec
Vicente Libreros 35ha. (1568ha. au total, *)	Alvaro Obregon 1943- 13ha.
Hnas Virues	Ursulo Galvan 1936- 19ha.
(* : en incluant d'autres terrains situés dans les municipes de Misantla et Martinez de la Torre, au Nord de Xalapa)	

A l'autre extrémité du municipio, en zone haute, les 6 ejidos actuels ont pris la place, souvent avec les mêmes limites naturelles que sont les ruisseaux et les lignes de crêtes, des 6 grandes propriétés préexistantes. On retrouvera ici des noms qui nous sont familiers depuis le chapitre précédent.

Tableau : le fractionnement des grandes propriétés et la répartition des terres aux ejidos dans la partie haute de Xico (sources : CAM, SRA, LCA)

PROPRIETAIRE	EJIDO
Victor Virues "El Morey" Tot : 606ha. Tot. affecté : 409ha.	Coatitilan 1934- 183ha. Carabinas 1934- 94ha. Coatitilan 1940- 132ha.
Herminio Virues "El Morey" Tot : 600ha. Tot. affecté : 420ha.	Coatitilan 1934- 183ha. Coatitilan 1940- 237ha.
Emilio Vazquez Gomez "El Morey" Tot : 1100ha. Tot. affecté : 839ha.	Coatitilan 1934- 366ha. Coatitilan 1940- 131ha. Carabinas 1934- 205ha. Tembladeras 1945- 137ha.
Josefina del Valle "Ingenio del Rosario" Tot. : 1282ha. Tot. affecté : 967ha.	Tembladeras 1945- 24ha. Ingenio del Rosario 1934- 559ha. (Ing. Ros. Coatepec- 384ha.)
Pedro Ollivier "Tonalaco" Tot. : 2099ha. Tot. affecté : 2011ha.	Tlacuilolan 1935- 449ha. Tonalaco 1937- 536ha. Tlacuilolan 1974- 70ha. Tonalaco 1975- 420ha. Parque Nacional 1937- 336ha. La Nacion ?- 200ha.
Cipriano Mavil Teacal environ 300ha. Tot. affecté : 107ha.	Coatitilan 1934- 107ha.

L'analyse cartographique complète et rectifie les données chiffrées (43): en fait la plupart des propriétaires de la zone haute perdent l'intégralité de leurs propriétés.

(43) Les ingénieurs géomètres sont d'ailleurs les premiers à se plaindre de ces différences de surface entre le terrain et les papiers, et ne cessent de se justifier en décrivant minutieusement les procédures de calcul employées.

A partir des sources disponibles (44), on a procédé à trois types d'analyses :

- analyse des transformations de l'espace induites par la nouvelle répartition des terres : création des ejidos, leur localisation, leur utilisation antérieure et postérieure aux dotations, les mouvements de population et les créations de villages..etc. Il s'agit surtout des demandes satisfaites, des ejidos existants;

- analyse des relations sociales et politiques qui ont favorisé ou au contraire bloqué ces transformations, celles qui leur ont succédé ou en ont découlé. En d'autres termes, quels ont été les principaux acteurs de cette période, leurs motivations et leurs moyens d'action, les conflits occasionés par la répartition et ceux qu'elle a ravivés. L'analyse des dossiers des demandes refusées est alors particulièrement éclairante.

- analyse du marché des terres privées pendant cette même période, complément indispensable aux deux premières pour comprendre l'évolution du système foncier dans son ensemble.

I- DOTATIONS EJIDALES ET TRANSFORMATIONS DE L'ESPACE

A partir de 1915-1920, les "rebelles" zapatistes ("los rebeldes del monte") s'installent dans les villages de la montagne les plus éloignés, comme Carabinas et Cuartilillo (qui doit son nom au "cuartel" zapatiste de ces années 1920),

(44)Archives de la Commission Agraire Mixte (CAM) pour les plans et croquis, Archives de la Réforme Agraire (SRA) pour les dossiers complets, "El Perfil Agrario de Veracruz, Delegacion Xalapa", Archives de la Ligue des Communautés Agraires (LCA), Archives du Registre Public de la Propriété (RPP).

vers 3000m. d'altitude. Ils sillonnent la montagne, à la recherche de vivres notamment, et s'affrontent fréquemment aux forces carrancistes installées dans le bourg et qui contrôlent plus ou moins la zone basse. Les villages de la zone intermédiaire, coincés entre les deux, souffrent dévastations et razzias, successivement des deux parties en présence. On mange des racines, on cache les récoltes de maïs et les animaux (et les femmes). Toute production "normale" est impossible, agricole mais surtout d'élevage : les animaux sont volés, tués ou vendus, les pâturages dévastés puis abandonnés. En 1920 on installe des corps de la garde civile dans 24 municipes de l'Etat, dont Xico, pour combattre le banditisme et le vol d'animaux (rapport du gouverneur, Blazquez 1986). En 1923 le pouvoir décrète la "concentration", c'est-à-dire le regroupement des populations dispersées dans la montagne vers les bourgs de la zone basse, Xico et Coatepec, soit-disant pour couper toute base arrière aux rares partisans zapatistes qui menaient leurs derniers combats ; Zapata avait été assassiné trois ans plus tôt, et les grands affrontements armés avaient cessé dans la montagne depuis 1920. En fait la concentration était plutôt liée aux troubles suscités par la rébellion de la Huertiste dans l'Etat de Veracruz, et dura quelques mois à peine. L'agitation et l'insécurité continuent dans les années 1930, lors des premières demandes agraires, avec des petites troupes armées qui parcourent les villages, menées par des leaders locaux comme Joaquin Molina à Matlalapa, Dario Lozada à Coatitilan, Juan Maldonado vers Tlacuilolan.

Plus tard, les dotations, ou l'annonce de dotations, provoquent des mouvements de population qui se traduisent localement par le renforcement de villages existants, ou la création de villages à partir de quelques maisonnées. Les recensements de 1920 et 1930 sont malheureusement inutilisables pour apprécier avec précision ces phénomènes, puisqu'ils ont procédé par groupement des hameaux dans une

seule et même unité de recensement, en général -mais pas toujours- la congrégation. On a reporté sur la figure 23 les résultats du recensement de 1940, avec référence à celui de 1920 et mention des villages dotés d'ejidos.

1-a- En zone haute : la seconde colonisation

En chiffres globaux, la partie haute a vu sa population augmenter de 27% en 20 ans, de 1920 à 1940 (1416 à 1944 hab.). Aucun village nouveau n'a été créé, mais il y a eu un réacomodement de la population en fonction des dotations ejidales, certains villages se développant rapidement (Coatitilan, Tonalaco, Tembladeras) alors que d'autres voyaient leur population stagner ou même régresser (Arroyo Seco, Abacatla, Xico Viejo). Des afflux de population dans cette zone haute avaient par ailleurs précédé la Réforme agraire, avec l'installation des entreprises forestières du début du siècle. Des gens étaient venus de villes éloignées comme Oriental, Tlaxcala sur l'altiplano, ou des bourgs comme Acajete pour peupler Tembladeras, et des municipes voisins de Ayahualulco et Perote pour peupler Tonalaco (cf. fig. 24).

Les terrains affectés aux ejidos de cette partie haute, vers 2500-3000 mètres d'altitude, sont des terrains souvent très pentus, coupés de profonds ravins, couverts de forêts ("pino, ocote, acalocote, oyamel, cypres, encino, ilite, escobillo"). A partir des documents de la Réforme Agraire, on peut reconstruire à grands traits l'utilisation du sol à cette époque : la plus grande partie des terres sont qualifiées de "monte alto", c'est-à-dire forêt ou friche ancienne à végétation arborée dense. Les pâturages sont rarement mentionnés, et souvent confondus avec le "monte". Il s'agit en effet le plus souvent de pâturages pour ovins-caprins. Ces

deux catégories regroupent 4500 ha. Les cultures couvrent quant à elles 2010 ha., dont 600 ha. en pomme de terre.

Quelles sont les ressources dont disposent les ejidatarios en recevant leurs dotations?

Les anciens propriétaires ont abandonné les lieux en retirant toutes les installations (scierie à Coatitilan, treuils à Ingenio del Rosario, voie de chemin de fer à Tonalaco). Les rapports des ingénieurs de la Commission Agraire décrivent les difficultés de l'exploitation forestière dans ces conditions, notamment le coût du débardage manuel et l'éloignement des scieries, et les dégâts visibles des forêts : par endroits la surexploitation est notable, surtout celle des chênes qui fournissaient les traverses pour les voies de chemin de fer.

L'exploitation des forêts devient rapidement le sujet de nombreuses controverses entre les ejidatarios, les propriétaires susceptibles d'affectation, les ingénieurs chargés d'établir les rapports de dotation et les autorités.

L'Etat, à partir de 1937, prend des mesures conservatoires avec la création du Parc National du Cofre de Perote, qui inclut tous les terrains situés au dessus de 3000 mètres d'altitude, avec interdiction absolue d'exploitation. Les propriétaires ont dès lors un argument de poids pour contester les futures affectations, et ne cessent d'accuser les paysans "qui ne veulent des terres que pour les déboiser", en prenant pour preuve la fermeture des scieries "par manque de bois" (Ingenio del Rosario, 1937; Coatitilan 1932 et 1937). Ils se veulent les défenseurs du patrimoine forestier : ces forêts ne peuvent pas être exploitées "sans porter un très grave préjudice pour la régularité des pluies" (sic, SRA 1932).

Les ejidatarios eux-mêmes, à partir de conflits de délimitation de parcelles, s'accusent mutuellement de déforestation, cherchant à défendre leurs récentes dotations

tout en se préservant d'une éventuelle accusation future à leur encontre (Carabinas, 1935).

La pression est donc très forte à l'encontre des paysans vivant dans, et de ces forêts. Il arrive toutefois qu'ils trouvent quelque appui, comme celui de l'ingénieur chargé du rapport sur Tembladeras, en 1939 : "la forêt n'a pas été complètement dévastée grâce à la surveillance et l'attention des habitants de Tembladeras" ; "pour la protection et la conservation des forêts, il est préférable de procéder à une dotation ejidale plutôt que de laisser ces terres sans affectation...ce sont les paysans qui veilleront sur la forêt". Il décrit alors un système de culture (de pomme de terre) qui inclut une fumure animale régulière, et qui de ce fait provoque "une faible extension annuelle des cultures". L'exploitation forestière paysanne, telle qu'il la décrit, comprend l'exploitation de pins (ocote) pour la résine, vendue pour être transformée en goudrons et en solvants, et celle des autres arbres pour fabrication de bardeaux, poteaux, traverses et bois de chauffe, commercialisés surtout à Las Vigas et Perote.

La législation s'adoucit vers la moitié des années 1940, puisque l'ejido de Coatitlan sollicite l'appui de la Ligue des Communautés Agraires pour "reboiser l'ejido" et l'exploiter ultérieurement (1948) ; celui de Tembladeras justifie sa demande d'ampliation de dotation par le souhait de "construire une scierie et exploiter la forêt que nous avons conservé" (1949), et celui d'Ingenio del Rosario demande l'autorisation d'exploiter 200 hectares de forêt (1953). Pendant ce temps, les entrepreneurs forestiers privés accélèrent une exploitation qu'ils savent menacée : Homobono Carmona, originaire du Michoacan et supposé "compadre" de Lazaro Cardenas, achète en 1944 les arbres (el arbolada) des terrains de San Jose Paso Nuevo, appartenant aux frères Mapel. Il installe une scierie dans le village, alors connu comme "El

Oriental Tlaxcala,
Tlaxcala
(altiplano)

Fig 24: Mouvements de population
à Xico - 1920 - 1950
les villages en croissance

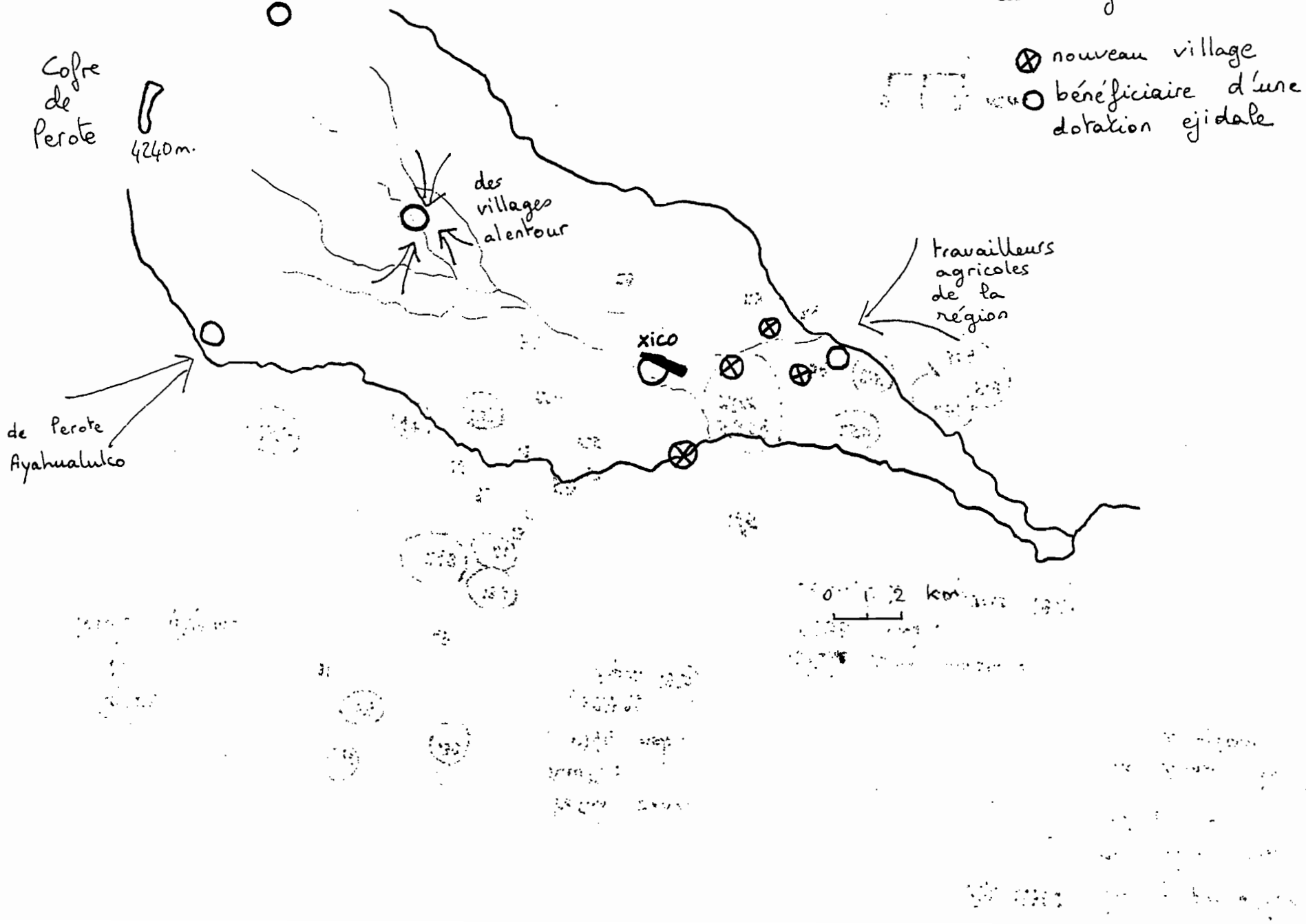
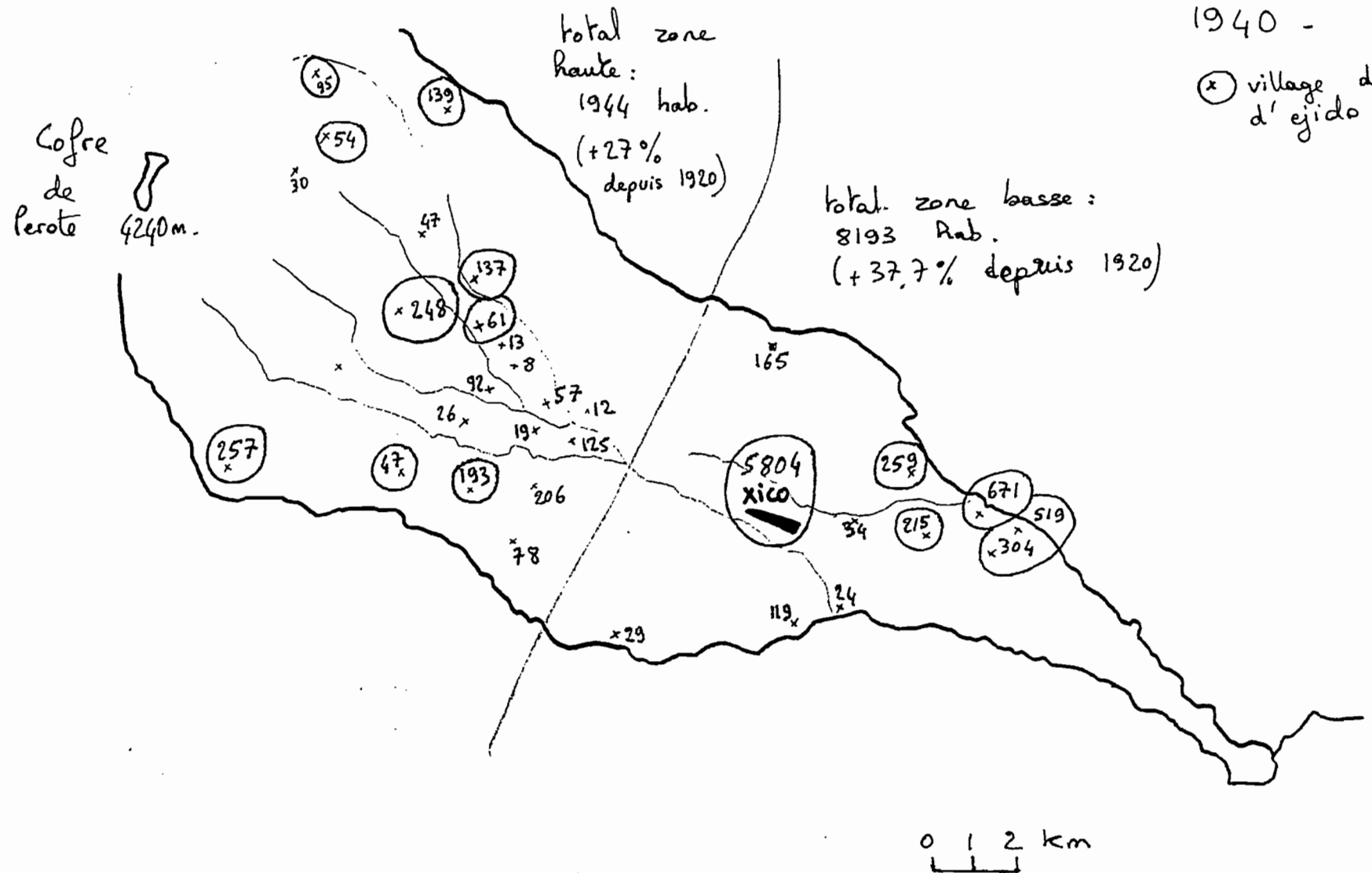


Fig 23: La population
à Xico en
1940 -

(x) village doté
d'ejido



Aserradero", et évacue la production vers Xico après construction d'une piste carrossable accessible aux camions. L'exploitation dure jusqu'en 1948, année où un incendie détruit toutes les installations et donne son nouveau et troisième nom au village : "El Quemado". Plus haut et au nord, un forestier de Xalapa possédant déjà des scieries dans la région, exploite les terres de Tembladeras, en bloquant les demandes de dotations agraires avec des promesses de donations ultérieures des terres déboisées. Pendant une vingtaine d'années, de 1944 à 1965, il déboise une énorme partie du Cofre de Perote, sur le Plan de Actopan et en amont de Tembladeras, c'est-à-dire en pleine zone officiellement interdite à l'exploitation forestière.

A part l'exploitation forestière, ces terres affectées aux ejidos sont de productivité médiocre, toujours selon les témoignages de l'époque (SRA).

Le maïs y est "rachitique" (Coatitilan), la production souffre du gel presque chaque année (Tlacuilolan-Oxtlapa, Tonalaco).

La pomme de terre est mentionnée à Carabinas (1932) et Tonalaco (1934) avec une faible production ("peu de pommes de terre"), à Ingenio del Rosario (1932 : "pommes de terres rares et mauvaises"), à Buena Vista (un seul producteur). Elle débute avec la dotation ejidale à Tlacuilolan-Oxtlapa, en 1934.

Le revenu net de la pomme de terre est évalué à 30 pesos/hectare, en 1931, à Coatitilan, alors qu'il l'est à 90 pesos/hectare à Carabinas, en 1932. A Tembladeras le rendement est estimé à 16 tonnes/hectare en 1939, et les ejidatarios réclament, en 1942, un soutien pour lutter contre une attaque de nématodes qui détruit les plants de pomme de terre.

On voit donc une extrême variété dans la répartition de cette culture, et dans ses rendements, à l'intérieur même d'une toute petite zone. Les micro-climats jouent pour beaucoup dans

cette différenciation, mais aussi la localisation des terrains (proches ou éloignés des pistes carrossables indispensables pour évacuer et commercialiser la production), et l'ancienneté de l'introduction de cette culture (dès 1907 pour Tembladeras et Coatitilan, avec l'appui des hacendados et des grands exploitants forestiers de l'époque).

La "purga de Xalapa" (*Ipomea purga*), produit d'exportation, est cultivée (ou seulement cueillie?) à Oxtlapa et Coatitilan ; on la sait aussi présente à Ticuahutipan, Tlacuilolan et Xico viejo, un peu plus bas sur le versant. Elle est vendue à des intermédiaires de Xico, qui la revendent à des transformateurs et/ou exportateurs de Mexico et Veracruz. Le revenu net au producteur à Coatitilan est évalué à 0.50 pesos/kg de racines, soit une rentrée annuelle de 200 à 250 pesos en 1931 (7 fois le revenu d'un hectare de pomme de terre).

Enfin, dernière mais non la moindre des activités, l'élevage de petit bétail (chèvres et moutons) est répandu dans toute cette partie haute du municipe de Xico. Toujours mentionnés mais rarement chiffrés, les troupeaux semblent de taille variable : 500 chèvres et 40 vaches à Tlacuilolan-Oxtlapa, 500 chèvres, 64 moutons et 170 vaches à Buena Vista, "plus de 2000" chèvres à Tembladeras, chèvres et moutons à Ingenio del Rosario, Carabinas, Coatitilan et Tonalaco...La viande et surtout la laine sont vendues à Las Vigas et Perote, et la fumure est très appréciée : en changeant le parc de place tous les 4 ou 6 mois (sic), on fume peu à peu toute la future parcelle de culture (rapport de Tembladeras, 1939).

Les ejidatarios de cette zone haute reçoivent donc, dans les années 1930, des terres ingrates, peu productives, en partie couvertes de forêts qu'ils ont l'interdiction d'exploiter. La culture de pomme de terre se répand peu à peu, et l'élevage

ovin-caprin est l'une des principales ressources régionales. Mais déjà à l'époque, et sitôt signée la Résolution présidentielle de dotation, les terres affectées ne suffisent pas à la reproduction familiale. Celle-ci n'est assurée que par l'apport du travail salarié d'une part, (journalier agricole dans les exploitations caféières de la zone basse, ou muletier pour le transport des produits vers Xico), de la location de terres plus favorables à la culture de maïs d'autre part, sur des parcelles plus ou moins proches : ceux d'Oxtlapa louent aux propriétaires voisins en aval, ceux de Tembladeras vont jusqu'à Acajete (environ 2 heures à pied), ceux de Tonalaco sur la côte du Veracruz, en région chaude.

Les dotations ejidales, liées à des politiques forestières exclusivement répressives, provoquent une expansion des cultures annuelles (maïs et surtout pomme de terre, seule commercialisée mais aux cours très fluctuants), une intensification du déboisement clandestin avec une précarisation constante de l'économie paysanne : aucune source de revenu garantie, la peur de "La Forestal" (service forestier du Ministère de l'Agriculture), la migration saisonnière systématique. Les problèmes sont aujourd'hui les mêmes qu'il y a 50 ans.

1-b- En zone basse : démarrage d'un nouveau cycle agricole

La zone basse, incluant le bourg de Xico, a connu une forte augmentation de population entre 1920 et 1940 : 37.7% (5101 à 8193 hab.). Les nouveaux arrivants sont le plus souvent des travailleurs agricoles originaires de la région (Xalapa, Coatepec, Teocelo) attirés par des promesses de répartition agraire. Contrairement à la zone haute, il y eut création de nouveaux villages ou "Colonies", tous liés à des dotations ou

demandes de dotations ejidales (Alvaro Obregon, El Haya, Ursulo Galvan, Rodriguez Clara). La production agricole fut déstabilisée, mais pas autant qu'en zone haute, le café étant en quelque sorte "protégé" par chacun des deux camps qui en reconnaissait la valeur économique, et politique. Il ne fallait pas se mettre à dos les négociants et grands propriétaires auxquels on demandait par ailleurs un soutien, actif ou passif.

Toute la zone basse de Xico avait connu à la fin du XIXème siècle et début du XXème le début de la conversion de la culture de la canne à sucre vers celle du café. Les ranchos (El Trianon, La Mascota) avaient été les premiers à investir dans du matériel de transformation (dépulpeuse essentiellement). Toutefois la monoculture n'a pas encore gagné la partie en ce début de siècle, en partie à cause de l'arrêt brutal des investissements et de l'abandon des propriétés au moment des "convulsions révolutionnaires", de 1914 à 1917 (45). En 1926, les principales propriétés sont exploitées comme suit :

La Mascota 75ha.	: 35ha. de café, oranges, bananes le reste en pâturages et friches
El Trianon 106ha.	45ha. de café, oranges, bananes le reste en pâturages et friches
Providencia 300ha.	abandon complet
Palzoquiapan 403ha. plus	140ha. de canne à sucre 50ha. d'oranges
Santa Rosa (Teocelo) 257ha.	400ha. de canne à sucre le reste en friches et pâturages

L'ensemble Palzoquiapan-Santa Rosa-Providencia, aux mains de la famille élargie des Sanchez Rebolledo y Bravo, était

(45) à Providencia : "abandono completo" et "no usa maquinaria por estar parada desde las revueltas revolucionarias", à El Trianon "los plantios sufrieron abandono", etc (SRA).

apparemment la seule véritable entreprise "moderne" de canne à sucre (rendement de 60 à 80 tonnes/ha.(sic), de café (10 à 15 quintaux/ha., 1 quintal=48 kilos de café grain) et d'oranges ("les meilleures oranges du pays" selon les commentaires de l'époque, in "Mexico, el Pais del porvenir" 1923). Elle employait de 100 à 400 péons régulièrement, résidents à Xico, Teocelo ou Santa Rosa, et commercialisait ses produits directement à Mexico, Puebla ou les Etats-Unis (pour l'orange). L'inventaire de 1926 mentionne "80 boeufs, 22 vaches, 100 mules, 40 araires pour labour, 6 araires profonds et plusieurs cultivadoras".

Apparemment les parcelles de fruitiers combinent les trois principales cultures, à raison de 2000 pieds de café par hectare, 100 d'orangers et 260 de bananes (dossier de Xico, SRA 1926), soit une densité relativement élevée, d'ailleurs souvent contestée dans les rapports ultérieurs.

Ces derniers renvoient l'image de terres riches et généreuses : on y trouve du café, des oranges, des bananes, de la canne à sucre (ces quatre produits venant à peu près à égalité), et aussi du "yuca" (manioc), des cacahuètes, du tabac, de l'ananas et du piment, ces derniers ayant totalement disparu de nos jours, et un peu de maïs et haricot. L'élevage bovin est également fréquent.

Mais toutes ces productions sont le fait des grands propriétaires. La plupart des habitants "n'ont pas de quoi payer une location et ne sèment pas pour eux" ; ils travaillent comme péons avec un salaire de 1 peso/jour (Xico, 1926), et de 1.25 à San Marcos (1921) ; le "métayage est peu fréquent puisqu'il n'y a pas de "colonos", et les péons gagnent de 0.5 à 2 pesos/jour" à La Providencia, alors que El Trianon fait exception, avec 10 péons "acasillados", toujours dans les années 1920.

Avec les dotations, les ejidatarios cultivent prioritairement du maïs : il s'agit de survivre en ces périodes d'insécurité alimentaire et de pénurie chronique (qui dureront longtemps, en 1948, on "importe" d'urgence, à Xico, du maïs de Martinez de la Torre). Peu à peu, à partir des années 1930, le café commence à se répandre dans les terres ejidales, avec l'arrivée timide du crédit institutionnel. En 1940, l'ingénieur chargé du rapport sur la Colonia Alvaro Obregon précise : "toute cette zone étant productrice de café, les paysans ("gente del campo") ont toujours du travail, ou de grandes facilités d'en trouver". Il justifie ainsi la dotation ejidale réduite à la seule zone urbaine (13ha.), sans terres agricoles. Une politique nationale volontariste favorise la culture de la canne à sucre pendant quelques années, suivies d'une période de stagnation économique où le paysage cultivé change peu, et parfois même regresse (abandon des parcelles dans les années 1950). La seconde forte expansion du café dans les terres ejidales viendra dans les années 1970, avec l'arrivée massive des crédits officiels et l'assistance technique à la production et à la commercialisation, diffusée par l'Institut Mexicain du Café (INMECAFE) à partir de 1972 (46).

Contrairement aux terres d'altitude du municipe, les dotations ejidales en zone caféière ont vraiment transformé les conditions quotidiennes de vie des paysans, qui de journaliers agricoles sont devenus agriculteurs, sur des terres de bonne qualité, de potentiel et productivité agricole élevés. Il ne faut dès lors pas s'étonner si les réactions des propriétaires aux affectations agraires furent bien différentes dans l'un et

(46) On a analysé en détail la genèse et les transformations de ces cycles agricoles dans le cas d'un ejido de Xico (Ursulo Galvan), considéré comme représentatif de la plupart des ejidos de la zone caféière du centre Veracruz (Blanc-Pamard, Hoffmann, Rossignol, 1988).

l'autre cas, les enjeux économiques étant loin d'être équivalents.

II- LES DIFFERENTES REPONSES A LA REPARTITION AGRAIRE

2-a- Les procédures de répartition et les acteurs impliqués

Les "locations forcées", répondant aux lois de 1923, 1929 et 1931 sur les terrains incultes, instituent l'obligation pour les propriétaires de louer leurs terres non exploitées aux paysans qui le réclament. Pour un ou deux ans maximum, ces locations permettent aux paysans, moyennant paiement de la location au municipe, qui le transmet au propriétaire, de cultiver du maïs et des haricots, sans ouvrir de droit automatique à une éventuelle dotation. Le municipe a donc un rôle important à jouer dans la décision d'attribution et de perception du prix du loyer aux paysans. Ces locations sont fréquentes dans le municipe (47), et sont souvent le premier pas vers les dotations ou les lotifications (San Marcos, Ursulo Galvan, Rodriguez Clara).

Le mécanisme de dotation proprement dit comprend les phases suivantes :

- création d'un groupe de demandeurs de 20 personnes minimum, résidant sur les lieux d'affectation et vivant de l'agriculture : le "Comité Particular Ejecutivo";
- demande tournée à la "Comision Local Agraria" qui nomme un ingénieur;

(47) En 1932, 20ha. de maïs à Palzoquiapan, pour un an et 5% de la valeur de la récolte, 8ha. à San Marcos (Cuesta del Vaquero) pour un an et 4% de la valeur fiscale du terrain, à El Huizache dans les mêmes conditions...etc, ARPP)

- avis aux propriétaires concernés et au municipe, avec trois notifications publiées dans la "Gaceta oficial";
- création d'une "Junta Censal" qui réunit le groupe demandeur et les propriétaires, pour estimer les terres affectables dans un rayon de 7 kilomètres à partir du village, et les personnes susceptibles de recevoir la dotation;
- étude de terrain et rapport de l'ingénieur, suivie d'une proposition de dotation;
- avis aux propriétaires et au municipe;
- signature du gouverneur et "possession provisoire", publiée dans la "Gaceta oficial";
- signature du Président de la République et Résolution définitive, publiée dans le "Diario oficial".

Pendant la période de répartition agraire, les rôles et pouvoirs traditionnellement associés à certaines catégories sociales sont remis en cause, ou plus exactement leurs capacités et modalités d'intervention.

Les grands négociants qui avaient acquis les terres des hauts n'ont que très peu de relations avec la société locale de Xico, et sont plutôt habitués à régler leurs affaires à un autre niveau, celui de la région (Xalapa) ou de la capitale du pays, Mexico. Ils sont "pénalisés" au moment des dotations, ne disposant pas de canaux efficaces de médiation et de transmission des informations.

Les hacendados et les nouveaux entrepreneurs agricoles de la zone basse en revanche, résidents dans les villes voisines de Coatepec et Xalapa, sont beaucoup mieux placés pour lutter contre les affectations, se tenir au courant des demandes et revendications paysannes et parfois les devancer, faire jouer les vieilles rivalités entre les paysans sans terre et les métayers, obtenir des appuis locaux, etc.

Les rancheros de Xico, quant à eux, sont parfaitement au courant des revendications, des personnes et des groupes sociaux qui les portent et les défendent, des relations sociales et politiques tissées entre les groupes..etc. Ils

sont à même d'intervenir très rapidement et ont à leur portée toute sorte de moyens de pressions, depuis l'intimidation et les menaces physiques jusqu'aux pressions politiques, faisant jouer les alliances ou contre-alliances traditionnelles (familiales entre autres).

Les paysans demandeurs de terres font figure de "nouveaux acteurs", certains très actifs et prenant des initiatives (surtout dans les années 1920), d'autres au contraire "recevant" presque ces terres comme un "cadeau" de l'Etat, sans véritable mobilisation (dans les années 1930-40).

Trois autres personnages viennent compléter le tableau : l'Etat, l'ingénieur et l'autorité municipale.

L'Etat intervient avec la création d'institutions spécialisés à plusieurs niveaux : national, de l'Etat et local (48). Le gouverneur de l'Etat en personne, ou son secrétaire, sont fréquemment pris à partis par l'un ou l'autre protagoniste et interviennent directement (de même que, parfois, la présidence de la République).

L'ingénieur est un personnage clé puisque de son rapport dépend l'évaluation des besoins, et donc l'octroi et l'ampleur de la dotation. Envoyé par la Commission Locale Agraire, il est parfois remarquable de compétence et de "conscience", travaillant dans des conditions très difficiles : éloignement, terrains peu accessibles, climat rude, tensions politiques, violences et risques de conflit armé. Certains rapports sont très précis, avec des descriptions qui correspondent aux situations (notamment les conditions physiques de la production agricole) telles qu'on a pu les reconstruire par ailleurs. En revanche certains rapports (notamment celui de

(48) le ministère de la Réforme Agraire (auparavant Departamento Agrario, DAAC), la Commission Nationale Agraire (CNA), la Ligue des Communautés Agraires de l'Etat de Veracruz (LCAEV, créée en 1923 par Adalberto Tejeda, gouverneur de Veracruz), la Commission Locale Agraire (CLA, de l'Etat de Veracruz, basée à Xalapa), la Commission Agraire Mixte (CAM).

Coxmatla 1977) sont "remarquablement" mauvais, insuffisants ou même falsificateurs.

Enfin la municipalité est mise à contribution lors des processus d'affectation agraire : elle est formellement tenue au courant de l'avancement de tous les dossiers, et doit fréquemment jouer les médiateurs entre les différents protagonistes. Prise à partie par les uns et les autres, et souvent prenant partie pour les uns contre les autres, elle reçoit des directives du gouvernement de l'Etat, mais aussi de la Commission Locale Agraire et est soumise à de fortes pressions locales. C'est ainsi que le municipe devient un enjeu politique de première importance, comme le montrent les conflits qui aboutissent à des annulations d'élections et/ou des formations de "Junta d'administration civile" en 1925 et en 1931, et de "Conseil municipal" (1944-46 et 1950-55).

Les procédures d'affectation constituent donc un jeu complexe qui le plus souvent mène à des affrontements violents entre non pas deux ou trois catégories d'acteurs, mais la plupart de ceux que l'on a cités, faisant intervenir les instances locales aussi bien que régionales et nationales. En effet, ces affrontements évoluent dans le temps, en fonction de la situation politique globale.

Reprenons dans l'ordre les quatre phases de demandes de dotation dans le municipe de Xico:

- précoce, dès 1915-1920, dominée par d'intenses conflits,
- en pleine période agrariste, en 1930-1944, avec le soutien du gouverneur de l'Etat Adalberto Tejeda (1920-24 et 1928-32) et de la présidence de la République avec Lazaro Cardenas,
- en 1960-62, deux cas atypiques assez obscurs et très localisés,
- tardive avec le renouveau agrariste sous Echeverria, dans les années 1970.

Lors des deux dernières phases, il s'agit exclusivement d'ampliations d'ejidos qui n'ont pas fondamentalement modifié

l'équilibre agraire et foncier qui se dessine après la période de répartition que nous allons étudier ici.

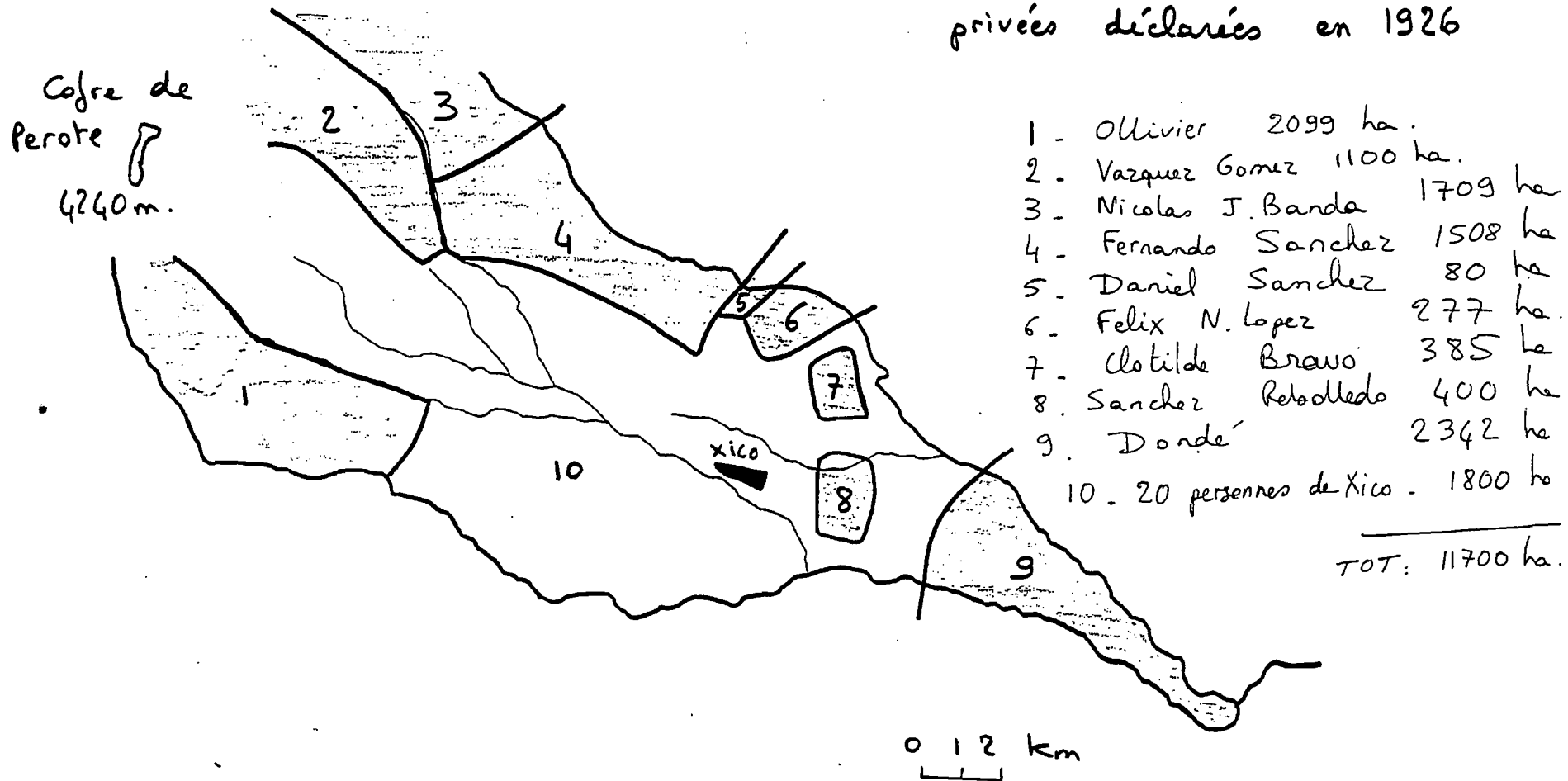
2-b- premières mobilisations, premières violences

Dès 1914 une demande de "restitution de terres" est déposée par "400 indiens de Xico", sur l'ensemble du municipe. Quatre ans plus tard ils n'apparaissent plus comme "indiens" mais comme "groupe d'agriculteurs de Xico". La CAM les prévient en effet qu'une restitution est impossible mais qu'une dotation de terres en ejido est envisageable. Ils prétendent alors à tout l'ancien "territoire des communautés indiennes", depuis les terres d'altitude jusqu'à Mahuixtlan, en présentant pour cela les titres ou copies de titres datant du XVIIème siècle. En 1922, une trentaine de propriétaires sont ainsi concernés, qui doivent fournir leurs titres de propriété et justifier de leur légalité. Seuls les négociants et les hacendados déclarent leurs terres avec précision, aux côtés d'une vingtaine de propriétaires de Xico qui ne mentionnent pas la localisation exacte de leurs parcelles (cf. fig 25).

Malgré l'absence de nombreux titres officiels ("égarés" ou brulés pendant la Révolution), le dossier aboutit à la décision suivante, en 1926, fondée sur les réponses des propriétaires :

- les terres hautes, terres d'adjudication, furent attribuées en plein accord avec la loi de 1856, ou ont été fractionnées depuis; une restitution est impossible;
- les terres basses (Mahuixtlan) ne peuvent être "restituées" par manque des documents légaux nécessaires;
- la plupart des 31 propriétés mentionnées par le groupe demandeur sont des "petites propriétés" (<200ha.) ou "à peine supérieures aux limites légales, et semées en café et orangers", ou encore des "exploitations rationnelles de fruitiers" et donc inaffectables;

Fig 25: Localisation des terres
privées déclarées en 1926



-ne sont déclarées affectables que deux propriétés : celle de Fernando Sanchez (Buena Vista 328ha.) et E.Dondé (Mahuixtlan 347ha.).

-le nombre de bénéficiaires sera réduit puisque le nouveau recensement (de 1926) ne mentionne que 225 demandeurs (à comparer avec le recensement fait un an plus tôt : 1030 chefs de familles dont 778 journaliers agricoles).

Entre temps, un autre groupe de paysans demandeurs s'est formé à San Marcos en 1921, qui obtient en possession provisoire 696ha. en 1922, également en zone basse.

En 1927, la revendication initiale des paysans de Xico, qui portait sur presque toute la superficie du municipe, se solde par une affectation de 675ha. pour l'ejido de Xico. On est donc loin du compte! Que s'est-il passé qui justifie une telle décision, une telle réduction des prétentions et droits à dotation? Il faut se rappeler que face à cette première vague de demandes agraires, l'Etat Fédéral lui même hésite sur sa politique agraire, encore timide : sont exclus du droit à dotation les péons "acasillados", les ouvriers, les habitants récemment arrivés, les non-résidents, et sont inaffectables les "unités agro-industrielles" qu'il faut protéger pour garantir la productivité de certains secteurs (canne, café, cacao), et les propriétés inférieures à 200ha. En revanche, le gouvernement de l'Etat de Veracruz soutient les paysans dans leurs conflits avec les propriétaires, favorise la mobilisation paysanne, y compris armée, et s'affronte fréquemment aux pouvoirs locaux, notamment municipaux. En effet ceux-ci restent sensibles aux arguments des propriétaires, surtout dans la zone basse que ces derniers contrôlent économiquement et politiquement depuis de nombreuses années. Deux exemples illustrent ces conflits d'intérêts.

En 1922 à San Marcos

Le processus de dotation fut relativement rapide (deux ans) mais très violent, les violences continuant d'ailleurs après la dotation définitive. Dans les dossiers apparaissent deux sources de violence : les conflits entre les paysans-agraristes et les fermiers des haciendas affectées, et ceux qui mettent en scène des bandes armées.

Les fermiers de Mahuixtlan, Providencia et Zimpizahua sont poussées sur le devant de la scène par les hacendados, qui eux n'apparaissent jamais directement. Ils sont censés prouver que les terres sont exploitées en café, oranges et bananes, et ne sont donc pas affectables sans porter un grave préjudice à de nombreux travailleurs agricoles. Les accusations mutuelles d'invasions de terres se succèdent (plus de quinze entre 1922 et 1925). Des ingénieurs sont envoyés sur le terrain à plusieurs reprises ; ils confirment la version des ejidatarios, et prouvent que les fermiers (une vingtaine) n'exploitent pas leurs parcelles qui toutes sont en friches, sauf une.

Mais le conflit n'est pas seulement légal. Les menaces et les agressions armées se multiplient, au cri de "mueran los bolcheviques bandidos" (des fermiers de Mahuixtlan contre les agraristes) en février et mai 1922. Le "syndicat des ouvriers et paysans de San Marcos" (49) dénonce nommément les fermiers comme coupables des affrontements qui ont causé la mort d'un des leurs et la fuite de plusieurs autres, menacés de mort. Il ne cesse de dénoncer et d'écrire à la CLA, au gouverneur, au Procureur de Justice, au Président de la République..etc. Les

(49) Il existait à San Marcos-Las Puentes une fabrique de textile, depuis la fin du siècle dernier. Elle a fermé ses portes en 1990.

paysans demandent des armes au gouverneur pour se défendre contre les agressions qu'ils subissent de la part des "latifundistes", en décembre 1921 et de nouveau en avril 1922. En août de cette même année, le gouverneur précise au général chef de secteur de Xico, qu'il ne faut pas enlever leurs armes aux membres du "Comité Particular Ejecutivo" de San Marcos. Ce dernier demande protection à plusieurs reprises, accordée avec l'envoi d'une escorte militaire à San Marcos en 1923, et d'un détachement militaire en août 1924. Cette même année, les locataires-fermiers profitent du mouvement de la Huertiste et des conflits régionaux pour envahir de nouveau les terres de l'ejido et semer la terreur parmi les agraristes : trois assassinats en janvier 1924, deux autres en février, le tout "sous la direction du général Ricardo Morales, en association avec les propriétaires fonciers et l'administrateur de Mahuixtlan, Antonio Solorzano" (SRA).

L'Etat répond par des mises en garde contre les fermiers, des avis d'expulsion, des ordres passés au municipe pour que celui-ci intervienne. Or depuis le début, le municipe apparaît systématiquement opposé aux paysans demandeurs, et partisan des grands propriétaires. Il n'hésite pas à faire preuve de sa mauvaise foi ("je ne connais pas ces terres réclamées en dotation" -octobre 1921, ou "je ne suis pas informé d'une quelconque dotation ejidale provisoire" en mai 1922, soit trois mois après la remise des terres en possession provisoire), et de sa partialité, en emprisonnant l'agent municipal de San Marcos et membre du comité agraire Anselmo Hernandez, bien que n'ayant aucune compétence légale pour le faire. Il s'oppose constamment au gouverneur de l'Etat (A.Tejada) qui lui ordonne à plusieurs reprises de respecter l'ejido et de fournir un appui aux paysans menacés par les grands propriétaires. La Commission Locale agraire elle aussi "exige du président municipal qu'il s'informe d'avantage des affaires qui relèvent de la municipalité, qu'il respecte les ordres qu'on lui donne (entre autres celui d'appuyer les

paysans et de faciliter la dotation agraire) et qu'il rende compte de la détention de Anselmo Hernandez".

Même une fois confirmée par signature présidentielle en 1923, la dotation n'est pas acceptée par les propriétaires affectés. Cette première dotation effective du municipe a été l'occasion pour chacun des protagonistes de tester l'adversaire, de mesurer ses propres forces et les moyens mis à sa disposition. L'Etat appuie totalement les agraristes, et désavoue les autorités municipales en cas d'obstruction systématique à sa politique. C'est ainsi qu'à Xico, une "Junta d'Administration Civile", nommée par le gouverneur, remplace le président municipal (Lorenzo Lozada) en 1925.

En 1928 à Xico

Le conflit est ici interne à l'ejido de Xico, et traduit les tensions politiques existant aux niveaux régional et national entre les agraristes et l'Etat d'une part, au sein du mouvement agrariste d'autre part (R.Falcon 1977). En 1928, des accusations s'échangent entre deux groupes d'ejidatarios, soutenus chacun par des instances agraristes officielles (La Ligue des Communautés agraires et la Commission Nationale Agraire) : vols assassins, corruption...L'intéressant est de voir apparaître, derrière les ejidatarios, quelques figures de rancheros. Issus des familles d'éleveurs de Xico et théoriquement non concernés par le conflit, ils appuient l'un des deux camps, celui des plus nantis, celui qui finalement arrivera à exclure ses opposants. A partir de cette date le commissariat ejidal devient un exemple type d'opacité et de corruption dans le fonctionnement ejidal, malgré de très fréquentes plaintes, dénonciations, accusations, depuis lors et jusqu'à aujourd'hui.

D'une façon générale, les accusations mutuelles d'invasion de terrains, de vols de bétail et de récolte sont le quotidien des lettres échangées entre la Ligue des Communautés Agraires, les ejidatarios et les propriétaires. Cependant la politique agraire de l'Etat de Veracruz change quelque peu avec la reprise en mains par le gouvernement central et le désarmement, en 1933, des groupes agraristes armés sous Tejeda. Le débat se déplace de nouveau vers le champ politique, ce qui se traduit localement par une multiplication des groupes demandeurs dans les années 1930-40 : pour le seul bourg de Xico, apparaissent la Union de arrendatarios Juan Jacobo Torres (1934 à El Haya), la Union de campesinos Manlio Fabio Altamirano (1936), la Union Ursulo Galvan (1934), la Union Francisco I. Madero (qui achète 15ha. à V. Libreros à Alvaro Obregon en 1938, avec 10 000 pieds de café).

Après les deux premières dotations relativement sanglantes, les autres suivent sans revêtir un caractère aussi dramatique, au moins jusqu'aux nouvelles violences des années 1944-45.

2-c- la réaction des propriétaires affectés

La première réponse des propriétaires consiste à argumenter sur la valeur agricole des terrains convoités :

- soit pour la nier totalement et vider de sens une éventuelle dotation. C'est le cas des propriétés situées en zone boisée, dont l'exploitation est officiellement interdite (50),

(50) Ainsi à Buena Vista "actualmente no se explota y solamente hay arrendatarios que utilizan los pastos para cabras, pues los bosques no se pueden explotar y estan repoblandose ; la explotacion del bosque era su principal producto", ou à El Capulinar, fraction de El Trianon "sin explotacion por las leyes de conservacion de los bosques", à Tonalaco "los terrenos no son de cultivos", à Coatitlan "los terrenos no son propios para la agricultura";

- soit pour en souligner l'importance pour l'économie agricole de la région (51).

La seconde réponse est plutôt d'ordre légal, chacun cherchant un vice de forme dans la procédure suivie, qui annulerait l'ensemble de la demande (52).

Cette première série d'arguments est utilisée par la plupart des propriétaires concernés. Dans une deuxième étape au contraire, il y a une très nette division entre ceux qui acceptent l'affectation et ceux qui luttent par tous les moyens, y compris illégaux et violents, pour l'empêcher.

(51) Ainsi à Mahuixtlan "por ser unidad agricola industrial con explotacion (cana, café con maquinaria moderna)", à Palzoquiapan "todo es necesario para hacer funcionar la industria de la cana : los montes para lena, los potreros para las bestias de carga y fletes... Palzoquiapan es junto a Santa Rosa, lo cual es agro-industrial", à Tonalaco "la explotacion del bosque da trabajo a mas de 100 jefes de familia... la perdida de esas tierras traeria consigo la clausura de una de las industrias aun en pie en esa region".

(52) -en niant la capacité légale des paysans : à la Providencia "los solicitantes tienen fabricas, son obreros y ademas tienen huertas de café" (1922), à Tonalaco "la solicitud no esta suscrita por las dos terceras partes de los vecinos de Xico" (1928), à Tembladeras les paysans sont de nouveaux venus (de Tlaxcala) et "carecen de vecindad" (1940) -en niant l'affectabilité : à Tonalaco "segun la ley no se pueden afectar terrenos obtenidos por adjudicacion y la ley del 25 de junio de 1856" (1928), -en argumentant d'un fractionnement familial antérieur : à Palzoquiapan "es de tres hermanos, o sea 102ha. cada uno, por lo que no se puede afectar" (1926), vers San Jose Paso Nuevo les terres des frères Mapel (320ha.) sont en indivision, -en invoquant des vices de forme "Xico es villa y no pueblo" (M. Sanchez Rebolledo 1926) -en ayant recours à l'"amparo", procédure qui gèle toutes les demandes et occupations provisoires des terres en attente d'un règlement juridique définitif (SRA, Ursulo Galvan). Une autre attitude consiste à jouer d'arguments plus "humains" et à faire jouer ses relations : V. Libreros en 1941 "Soy un anciano de 82 anos... mi triste porvenir lo dejo al recto criterio de Ud. (de la CAM)", Soledad Vda de Vazquez Gomez en 1931, qui parle de "mi pequena propiedad de El Morey" dans une lettre adressée au président de la République Plutarco Elias Calles (sic).

* la passivité des grands propriétaires des hauts.

Josefina del Valle n'intervient que par son représentant de Perote, qui lui-même est peu actif ; les frères Ollivier sont introuvables et ne répondent pas aux nombreux avis ; les frères Vasquez Gomez ne cherchent pas non plus à empêcher les dotations, et les approuvent même si l'on en croit certains vieux paysans de Carabinas et Buena Vista. Ce sont tous des négociants ou professionnels plus liés aux milieux de Puebla, Hidalgo ou Mexico, qui renoncent apparemment sans difficulté à leurs propriétés foncières de Xico. C'est ainsi que dans les terres hautes du municipe, les dotations se sont en général passées rapidement, avec des délais de un à trois ans maximum entre la demande et la possession provisoire. Pour expliquer l'un et l'autre il est bon de rappeler que les dotations y ont eu lieu dans les "années agraristes" du gouvernement fédéral (Lazaro Cardenas), c'est-à-dire à une époque où la tendance était de toutes façons à privilégier les dotations ejidales aux dépens des propriétaires, surtout des grands propriétaires absentéistes.

* la combativité des propriétaires de la zone basse

Après avoir épuisé les arguments légaux, les grands propriétaires de la zone basse essayent d'autres voies : le fractionnement (souvent familial ou fictif) et la vente, légalement interdits dès parution de la première demande de dotation dans le journal officiel (53), la dénonciation de

(53) Certains s'y essaient cependant, avec succès : à Buena Vista et après la première affectation pour l'ejido de Xico, F. Sanchez fractionne en 1934 en héritage à ses quatre filles, et en 1936 ses 900ha. en 18 lots de 50ha.

terrains voisins soit-disant plus aptes à une éventuelle dotation, l'intimidation qui relève de la menace (54), et parfois même l'engagement aux côtés des milices anti-agraristes. Ces méthodes se révèleront assez efficaces à Xico, aucune dotation postérieure n'ayant cours sur les terrains visés.

2-d- La violence des années 1940 et la Mano Negra

Avec les dotations définitives des ejidos les conflits ne cessent pas, au contraire. Au début des années 1940 on dénonce "la terreur que connaît la région" et "les crimes contre les paysans". Des responsables agraristes de San Marcos sont emprisonnés depuis 1941. En 1943 il y a quatre assassinats de paysans à San Marcos, dont les coupables sont connus et nommés : le groupe armé de l'hacienda de Almolonga (la Mano Negra), avec à sa tête plusieurs rancheros connus de Xico. En 1946, toujours à San Marcos, quatre paysans doivent se réfugier dans les locaux de la centrale paysanne de Xalapa, et quatre autres sont assassinés. La coopérative "El Resurgimiento" de San Marcos demande sa dissolution cette année-là en raison des 17 sociétaires qui sont déjà morts assassinés. Le village de San Marcos n'a pas le monopole : le président du Conseil municipal de Xico, Manuel Hernandez Paez, est assassiné en 1944 par "des pistoleros au service de la réaction de Xico".

(54) "la peligrosa fricción que acarrearía entre los actuales propietarios y los ejidatarios de Coatlilán la injusta expropiación de los terrenos que fueron de nuestra propiedad" (Buena Vista 1936), "amenazas de desalojo por parte de José Roldán que quiere construir un aserradero y explotar el bosque de pinos" (Tembladeras 1949), menaces d'agresión physique à Rodríguez Clara, où les propriétaires (Ángel Suárez, Gerardo Sánchez) accusent les demandeurs de "roba-tierras, mantenidos del gobierno".

Les assassinats se multiplient de part et d'autre.

Dans toute la région, les propriétaires s'organisent militairement, sous les ordres du "général" Maximino et de chefs d'armes locaux, comme Manuel Parra à Almolonga, le plus connu, ou Luis Velazquez à Coatepec. A Xico également les "guardias blancas" s'organisent : "ce n'était pas une milice ni une armée, mais des civils, propriétaires terriens en accord avec les chefs d'armes locaux" nous dit un des participants de ce mouvement qui souhaite garder l'anonymat.

Certains rancheros de Xico participent directement, d'autres financent, d'autres enfin se spécialisent comme "pistoleros". Ceux qui ne meurent pas pendant cette période retrouvent leur honorabilité dans les années qui suivent, après quelque temps passé loin de Xico pour se faire oublier, et sont aujourd'hui de respectables éleveurs ou agriculteurs. Après la mort de Manuel Parra en 1943, le mouvement des "guardias blancas" (officiellement démantelé en 1942) continue à sévir, mais plus difficilement. Le président de la République Manuel Avila Camacho, relayé par le gouverneur de l'Etat de Veracruz A.Serdan, cherche à éliminer ces pouvoirs locaux et caciquils trop forts et indépendants, et ne leur apportent plus leur soutien, même passif.

Dans le même temps où se développent la réaction et l'organisation des "guardias blancas" ou Mano Negra, des demandes de dotations ou d'ampliation sont refusées, ou carrément ignorées et même oubliées.

Les refus d'ampliation concernent les ejidos de la partie haute, accusés de n'avoir pas su exploiter correctement les premières dotations : Las Carabinas 1935, Tlacuilolan 1936, Tembladeras 1944. Ce sont apparemment les rapports des ingénieurs qui motivent ces refus, plus qu'une éventuelle réaction des propriétaires, qui sont plutôt absentéistes. Des ampliatiions seront d'ailleurs accordées en 1974.

Plus intéressants sont les cas de refus de dotation : La Marina en 1938, Rodriguez Clara en 1939, Tlacuilolan et Cuauhtemecatla en 1940.

Le premier est "justifié" par l'absence de terrains affectables, toutes les propriétés des environs étant inférieures à la surface minimum. Il s'agit pourtant des propriétés des entrepreneurs agricoles-négociants de la région (55), pour qui le fractionnement préventif aura été efficace.

Le dossier de Rodriguez Clara est plus complexe (cf. annexe). Les paysans obtiennent une location forcée en 1938, sur trois grandes propriétés caféières, qu'ils ne parviendront cependant jamais à transformer en dotation ejidale. Après dix ans de conflits violents avec les propriétaires, seuls des lopins d'habitation leur seront concédés. Les rancheros caféiculteurs de Xico réussissent ainsi à conserver leurs terres.

Les dossiers de Tlacuilolan-Coxmatla et Cuauhtemecatla, où des paysans de la zone de pâturages réclamaient des terres pour le fond légal de leurs villages, toujours dans les années 1940, ont carrément disparu des archives de la Commission Agraire Mixte (56). Les terrains convoités appartenaient à des éleveurs rancheros de Xico, qui ne seront pas affectés ni à cette date, ni par la suite (cf. annexe). Par enquêtes, on sait que les pressions, y compris les menaces physiques, furent nombreuses pour étouffer toute demande agraire.

Après 1940 les grands propriétaires locaux reprennent l'initiative contre les politiques agraristes des années précédentes. Le revirement post-Cardenas effectué par Manuel

(55) Fernando Sanchez, Julian B.Lopez, Felix N.Lopez, plus Guadalupe Mapel, héritier de terres reçues en adjudication au siècle précédent.

(56) mais apparaissent dans les archives de la Ligue des Communautés Agraires.

Avila Camacho au niveau national s'exprime très clairement au niveau local. Plus aucune affectation agraire de quelque ampleur n'est admise, les grandes propriétés locales sont désormais à l'abri de la répartition. Certains même n'hésitent pas à prétendre récupérer des terres dotées à des ejidos, quitte à se constituer pour cela en groupe demandeur d'ejido! C'est le cas, anecdotique mais révélateur, d'une vingtaine de rancheros de Xico, et parmi les plus importants, qui se forment en "Comité Exécutif Agraire" pour réclamer 295ha. de terres antérieurement affectées à l'ejido de Xico, mais dont ils dénoncent l'abandon et la mise en location. La demande formulée en janvier 1952 sera toutefois immédiatement déboutée, en mars de la même année, refus confirmé en 1961 (Tlanyahualapa, SRA).

III. LE MARCHE FONCIER PRIVE EN PERIODE DE REPARTITION AGRAIRE

Avec la Révolution, le marché foncier dans son ensemble est perturbé. On assiste à une diminution brusque des hypothèques et une augmentation des saisies pour "liquider" les affaires en cours (57). En effet, la propriété n'étant plus une valeur sûre en ces périodes de Réforme agraire, l'hypothèque tombe d'elle même. Les petits prêteurs et les rancheros-prêteurs disparaissent. Restent les négociants, les bailleurs les plus importants, qui interviennent individuellement ou au sein d'organismes spécialisés (banques et négoce comme la Cia de las fabricas de papel San Rafael y anexos S.A.). Il y a perte du contrôle local du financement rural. Les rancheros, pilier local de l'institution hypothécaire et pivot entre les paysans

(57) De 1916 à 1982, on dénombre 90 hypothèques, 24 levées d'hypothèques et 118 saisies, c'est-à-dire des proportions entre hypothèques et saisies tout à fait inverses de la période précédente.

et les négociants, disparaissent en tant que groupe. Ils mettront 30 ans à se remettre de cette "perte de vitesse", survenue alors qu'ils étaient en pleine expansion.

Après l'interruption brutale des transactions pendant le conflit armé (1915-1920), le marché foncier reprend avec à peu près le même nombre de transactions annuelles qu'auparavant, pendant une dizaine d'années. On remarque toutefois des changements dans la structure du marché, avec une augmentation du nombre de contrats de locations, d'accréditations, d'adjudications privées et d'héritages. Cette évolution semble témoigner de la volonté des propriétaires de légaliser et enregistrer plus systématiquement des transactions auparavant laissées dans un certain vide ou vague juridique.

A partir de 1930 en revanche, après les premières dotations officielles de terres ejidales, un changement quantitatif s'opère sur le marché foncier privé, avec un doublement du nombre de transactions annuelles. Parallèlement, le mouvement qualitatif repéré dans les années antérieures s'amplifie : les accréditations et adjudications de terrains privés se multiplient, les contrats de location également (dans toutes les zones : café, fruitiers en général, forêt), et le crédit fait une apparition timide et éphémère (Banco Nacional de Mexico en 1932, Banco Nacional de Credito Agricola en 1936). Les transactions familiales sont plus fréquentes qu'auparavant, que ce soit des héritages directs ou des répartitions par vente fictive. Plus qu'une augmentation des transferts de propriété, on doit voir dans cette accélération du marché un mouvement généralisé d'enregistrement et légalisation des transactions foncières. Les initiatives liées aux répartitions agraires viennent de plus gonfler le nombre de transactions avec les locations forcées et les adjudications de lots urbains en 1940 (San Marcos et Alvaro Obregon) et en 1949 (Rodriguez Clara), et les accréditations

des temples et édifices religieux au profit de la Nation en 1948 (El Chorro, El Llanito, La Ermita).

Un autre changement important dans le fonctionnement du marché foncier local réside dans la diversification notable des intervenants fonciers, avec la participation de l'ensemble des propriétaires, grands et petits, de Xico. Ce n'est plus un groupe minoritaire de grands propriétaires qui contrôle la plus grande part du marché, en nombre de transactions comme en montants échangés. Pendant cette période en effet, la plupart des grands propriétaires sont ou absents ou peu actifs sur le marché foncier. Contrairement à la période précédente, sous le Porfiriat, ils n'apparaissent pas ici comme un groupe dont on pourrait déceler une stratégie d'ensemble ou des comportements-types, mais comme une collection d'individus agissant séparément.

Beaucoup d'entre eux vendent, pressés par la faillite, pour fractionner des terrains affectables, ou simplement répondre à une demande, en général sur de petites ou moyennes portions de terrains. Quelques-uns (58) toutefois achètent de grands terrains dès ces années-là, débutant un nouveau cycle d'appropriation et de concentration foncière qui prendra de l'ampleur dans les années 1950 (cf. fig. 26).

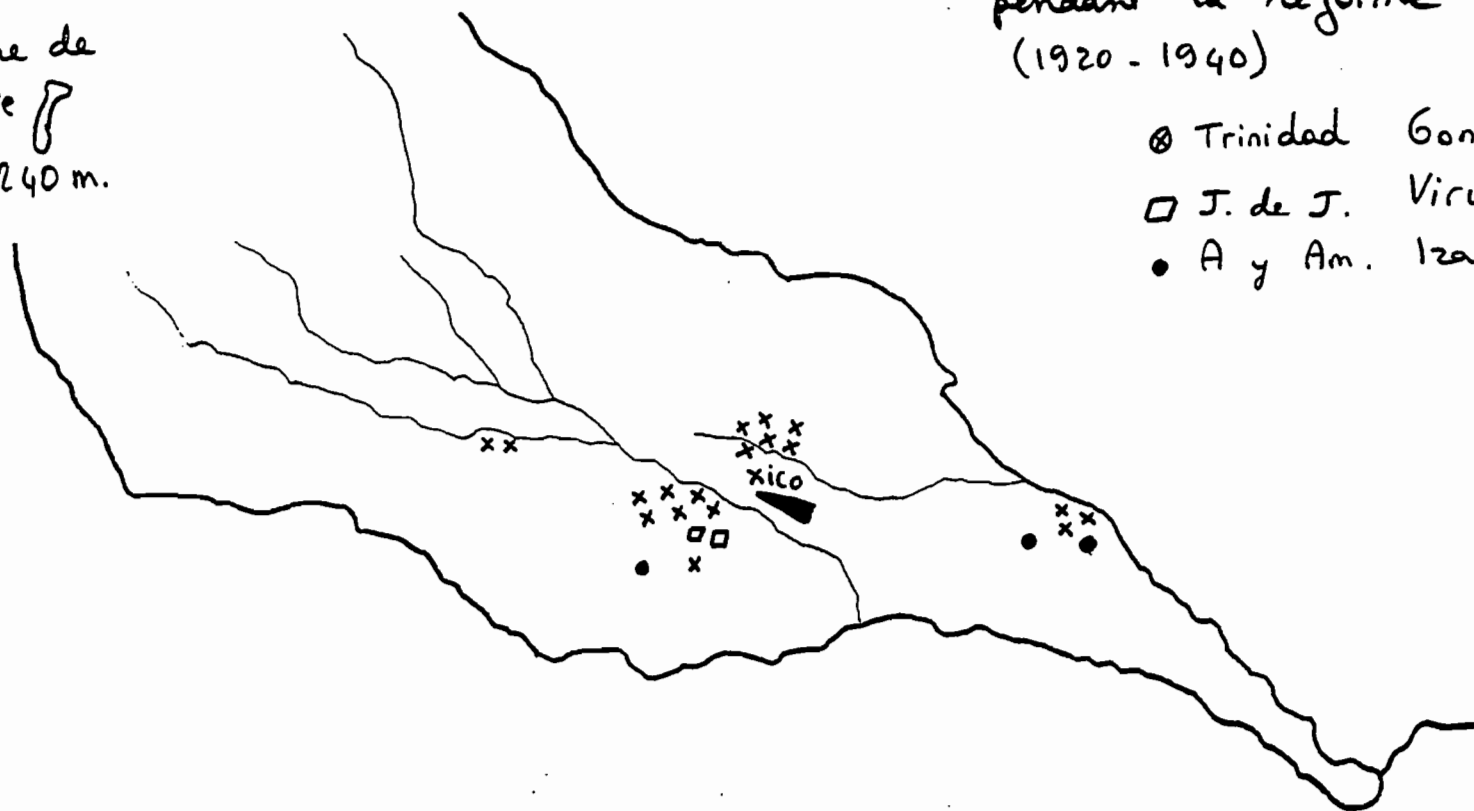
La brusque augmentation du nombre de transactions à partir des années 1930, aisément repérable sur les courbes, ne traduit pas seulement un changement des comportements fonciers des principaux acteurs, mais également une multiplication des petits intervenants. Mise à part la confirmation et légalisation des propriétés, il est difficile de déceler des

(58) J de J. Virues en 1927-1937-1939, Ernesto Suarez Vega à Buena Vista en 1934 (98ha.) mais aussi 1931-1933-1935-1939-1950, Trinidad Gonzalez avec plus de 20 achats vers Tlacuilolan en 1931, les frères Amado et Alfonso Izaguirre en 1927-1928, Zeferino Salazar à Cocoxatla en 1931, Cruz Lobato à Tlalcontla en 1931-1934 (sources RPP).

Fig 26: les acquisitions des rancheros
pendant la réforme agraire
(1920 - 1940)

Cofre de
Perote 
4240 m.

- ⊗ Trinidad Gonzalez
- J. de J. Virves
- A y Am. Izaguirre



0 1 2 km

mouvements d'ensemble d'achats ou de ventes, et notamment des processus de concentration ou de fractionnement de la grande propriété privée. La relative passivité des grands propriétaires locaux et le retrait total des propriétaires "étrangers" (au municipe) sont les principales caractéristiques de cette période. Le marché foncier privé semble évoluer comme en négatif et en réaction à la politique agrariste de l'Etat, et non pas répondre à une dynamique propre comme on avait pu l'analyser auparavant.

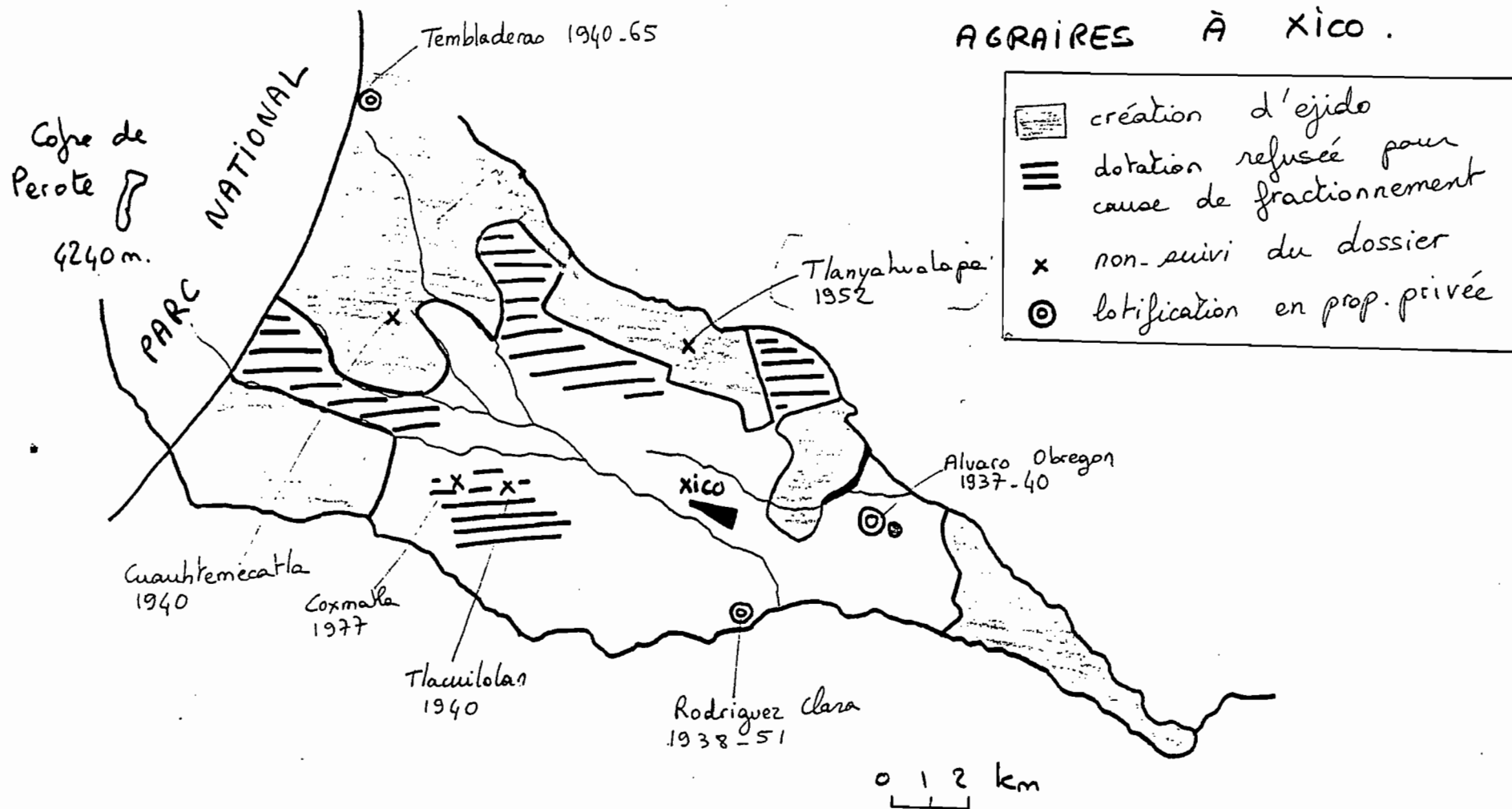
CONCLUSION

A Xico la répartition agraire a vraiment eu lieu. Elle a concerné une proportion importante de la population agricole et de la superficie agricole du municipe, et a modifié les modes d'utilisation des sols, surtout dans la partie basse qui a vu son paysage profondément transformé dans le sens d'une "homogénéisation caféière". La figure 27 récapitule les demandes et les octrois de dotation ejidale.

La réaction des anciens propriétaires et les comportements des nouveaux bénéficiaires, les ejidatarios, ont été très hétérogènes, reprenant des lignes de clivages qui s'étaient fait jour dans la période porfirienne. Celles-ci avaient, rappelons-le, des traductions spatiales assez nettes, avec une division tri-partite du municipe : les terres hautes aux mains des négociants et entrepreneurs agricoles et forestiers extra-régionaux, les terres d'altitude moyenne aux mains des rancheros de Xico, les terres basses, caféières et sucrières, aux mains des hacendados et négociants régionaux.

Face à la réforme agraire, cette partition socio-spatiale garde toute sa pertinence.

Fig 27: RECAPITULATION DES
DEMANDES ET DOTATIONS
AGRAIRES À XICO.



Les paysans de la zone basse ont été les plus actifs pendant la première phase de répartition agraire. Ils étaient également les mieux informés et les plus proches des diverses instances "agraristes" de l'époque, par rapport à leurs compagnons des zones plus isolées de la montagne. Organisés, parfois armés, décidés à se défendre et aussi à prendre l'offensive et l'initiative, encadrés et menés par quelques "leaders naturels" issus du groupe local, les agraristes de cette zone basse sont les représentants "typiques" des paysans de la Révolution et de la Réforme agraire tels qu'ils seront idéalisés plus tard dans pratiquement tout le pays, tant par le pouvoir en place que par la mémoire collective. Ce sont les artisans premiers de cette Révolution agraire, qui se sont identifiés très fortement à l'Etat et à sa politique agrariste, troquant volontiers une identité floue (un paysan sans terre est-il toujours un paysan? un indien est-il vraiment un acteur social à part entière, avant comme pendant la Révolution?..) contre une identité d'ejidatario, fils de la Révolution et de sa Réforme agraire (cf. Marchal, Hoffmann 1990).

La situation est un peu différente dans la zone haute, où les ejidos ont été acquis plus tardivement et beaucoup plus "facilement", presque donnés disent certains. La population paysanne elle-même est très différente de celle de la zone basse : installés depuis moins longtemps (un demi-siècle environ), originaires de régions parfois éloignées et culturellement différente (l'altiplano), ces paysans sont les descendants des premiers travailleurs des scieries et des ranchos forestiers, parfois des anciens fermiers et métayers, bergers et travailleurs du bois pour la plupart. Sans ancrage culturel et identitaire fort, ni ethnique ni territorial, ils deviennent d'autant plus rapidement des "ejidatarios" à part entière et acceptent de remplir les différents rôles que l'on attend d'eux, essentiellement politiques d'ailleurs. Ils se

démarquent rapidement de leurs voisins immédiats vers l'aval, les "paysans libres", habitants des villages de la zone intermédiaire. De culture indienne ancienne, ces derniers n'adhéreront pas vraiment à l'agrarisme, d'autant qu'ils devraient pour cela s'affronter à leurs patrons de toujours, les propriétaires et rancheros de Xico.

Du côté des anciens propriétaires fonciers, le clivage en fonction des trois zones est tout aussi parlant, et a eu d'autres répercussions sur la distribution des pouvoirs locaux.

Les terres hautes sont presque intégralement affectées en dotations agraires dans les années 1930-40, avec un rapide retrait des négociants et entrepreneurs qui ont parfois même favorisé la répartition.

Les grandes propriétés affectables de la zone basse, ont été intégralement distribuées aux ejidos. Les hacendados ont dans un premier temps (dans les années 1920) cherché à s'opposer aux dotations, y compris par la violence armée, mais se sont finalement retiré. Ils n'ont pas participé, ou en tous cas moins ouvertement que les rancheros, à la terreur des années 1940 et à la Mano Negra.

Les terres d'altitude moyenne -zone intermédiaire d'élevage- ont en revanche toutes été épargnées par la répartition agraire. Les rancheros de Xico ont été les plus "durs", les plus violents également, n'hésitant pas à former des milices, "affiliées" à la Mano Negra pour réprimer, intimider et finalement assassiner les opposants et agraristes les plus combattifs. Délaissant les terrains découverts qu'étaient l'appropriation foncière, l'emprise territoriale directe, le contrôle immédiat de l'espace, de la production agricole et des hommes, les rancheros occupent désormais un terrain plus obscur, plus trouble mais plus efficace en ces années de

violence. Ils optent pour un contrôle "paramilitaire" de la population locale, pour une imposition forcée de leurs vues et une défense armée de leurs intérêts. Il n'est pas question de dire que tous les membres de la bourgeoisie agraire locale ont participé à ce mode d'action, mais bien qu'ils l'ont approuvé et ont parfois dépêché certains des leurs pour y jouer des rôles clés.

Seuls, parmi les anciens dominants, les acteurs locaux -les rancheros- n'ont jamais abdiqué, contrairement aux autres qui se sont retirés progressivement, d'abord les extra-régionaux (les entrepreneurs forestiers et agricoles), puis les régionaux (les anciens hacendados). Tous les "étrangers" au municipe ont perdu leurs propriétés. La carte des dotations ejidales définitives se superpose presque exactement à celle de la grande propriété établie en 1926, où n'étaient clairement localisées que les propriétés qui n'appartenaient pas à des habitants de Xico. Ce repli sur le local (acteurs locaux, enjeux locaux, interventions locales) ne signifie pas une indépendance des événements nationaux, mais une réinterprétation locale des conjonctures régionales et nationales. On l'a vu par exemple à propos de la rébellion de la Huertiste en 1923-25, des conflits au sein du mouvement agrariste des années 1930, ou de la rupture de la politique agraire après Cardenas, qui se sont traduits à Xico par des explosions de violence entre les divers groupes.

Toujours à propos du repli sur le local observé en ces années révolutionnaires, la Réforme agraire aura eu une autre conséquence, sur la configuration spatiale du municipe, avec l'intégration des terres hautes, jusqu'alors marginalisées. Elles étaient marginales tant par leur localisation et éloignement du bourg que par leur statut antérieur ambigu : terres du municipe certes, mais qui échappaient totalement à son contrôle pour n'obéir qu'aux directives de leurs

propriétaires respectifs. Avec la Réforme agraire, le municipe "reconquiert" ces terres, et par là son intégrité territoriale. Cependant cette intégration municipale reste très formelle, et ne fonde pas une éventuelle cohésion sociale, culturelle, économique ou politique. De ce point de vue là en effet, la Révolution aura créé beaucoup plus de fractures que de forces d'union, notamment dans la classe paysanne qu'elle était censée représenter dans son ensemble.

chapitre III

III

A PARTIR DE 1950 : LE RETOUR DES RANCHEROS

Après le sexennat de Lazaro Cardenas (1934-40), le virage opéré au niveau national par Manuel Avila Camacho se confirme sous les présidences suivantes, avec l'abandon, dans les faits si ce n'est dans le discours, de toute orientation agrariste. C'est l'époque de "récupération" du secteur privé, après plus de 20 ans de révolution et de réformes qui l'avaient pris pour cible, au moins dans le monde agricole. Manuel Avila Camacho (1940-46) puis Miguel Aleman (1946-52) cherchent à donner des garanties aux grands agriculteurs, et en premier lieu des garanties foncières : arrêt ou ralentissement des dotations ejidales, nouvelles lois généralisant l'inaffectabilité des terres à un grand nombre de propriétés, en priorité les domaines d'élevage (1948). Une fois confortée cette réconciliation entre l'Etat et le secteur privé, celui-ci a les mains plus libres pour réinvestir dans le champ économique et politique. Cela se traduit au niveau local par le retour des rancheros en tant que groupe social, la reprise d'une dynamique foncière qui leur est propre et la mise en place progressive d'un nouveau système agraire local où cohabitent ejidatarios et agriculteurs privés, grands et petits, tant sur le plan de la production que sur le plan politique.

I- L'organisation de la production

Les années de Révolution avaient été désastreuses pour la production : plantations abandonnées, bétail volé, perdu ou vendu, crise monétaire aigue ("les patrons n'avaient plus de quoi payer les ouvriers", sic). Peu à peu les activités avaient repris : les ejidatarios de la zone basse plantaient du café sur leurs nouvelles parcelles, ceux de la zone haute défrichaient pour le maïs et la pomme de terre, et les rancheros recommençaient l'élevage bovin dans la zone d'altitude intermédiaire. En 1948 la route goudronnée reliant Xico au reste de la région caféière est inaugurée, remplaçant le chemin de fer qui disparaît.

Au niveau national, l'agriculture progresse jusque vers 1965 selon le modèle de "l'agriculture à deux vitesses" (Pepin Lehalleur 1989) : le secteur ejidal se développe grâce à l'incorporation des terres reçues en dotation, et le secteur privé grâce aux nouvelles techniques issues de la Révolution Verte, et l'appui du gouvernement (crédit, assistance technique, aménagement de districts d'irrigation..). Dans la région toutefois, la distinction se fait plutôt en fonction des activités agricoles exercées, essentiellement la culture du café et l'élevage.

1-a- le secteur café

Après la flambée des cours internationaux en 1956-57-58, les prix du café restent relativement bas pendant une quinzaine d'années, et le marasme économique général atteint les zones caféières. Les petites exploitations, ejidales ou privées, sont les premières touchées : multiplication des abandons de parcelles, des ventes et locations illégales de terres ejidales, baisse des prix de la terre, des transactions. Le secteur privé autre que minifundiste se replie sur l'élevage. Face à la crise qui affecte le monde agricole dans son

ensemble, l'Etat réagit en réactivant les instituts spécialisés par filière et en menant une politique interventionniste en faveur des petits et moyens producteurs. L'Institut Mexicain du Café (INMECAFE), créé en 1958, élargit considérablement ses compétences à partir de 1972, au point de devenir l'acteur dominant du secteur jusqu'au début des années 1980, dans tous les domaines de la filière : production, transformation, commercialisation (cf. Daviron 1985, Daviron, Lerin 1985, Beaumond 1988). Cette politique touche l'ensemble du secteur caféier, y compris les ejidatarios qui deviennent sujets de crédit et partenaires des projets de développement, au même titre et parfois plus facilement que la petite paysannerie privée, sans organisation ni porte-parole reconnus. Le crédit se diffuse rapidement par l'intermédiaire du FIRA (Fondo de Garantía y fomento para la agricultura, ganadería y avicultura y fideicomiso agrícola) et concerne près de 40% des caféiculteurs à Xico en 1982 (cf. annexe). La crise financière nationale qui éclate cette même année affaiblit l'ensemble du dispositif, qui souffrait déjà d'inflation bureaucratique et de problèmes de gestion. L'INMECAFE perd de son influence, jusqu'à n'être aujourd'hui (1990) qu'un acteur de second ordre que l'on s'attend à voir disparaître d'un jour à l'autre.

L'encadrement des producteurs en zone caféière est assuré par le syndicat officiel d'une part, les associations de producteurs d'autre part.

Le premier (CNC, Confederación Nacional Campesina) regroupe tous les ejidatarios, mais joue plutôt un rôle de groupe de pression politique aux niveaux régional et national, que celui de véritable représentant des paysans bénéficiaires de la Réforme agraire.

Du côté des agriculteurs privés, plusieurs associations sont créées à Xico :

- la "Union de pequenos propietarios", créée le 28 octobre 1958 sous l'égide de la Ligue des Communautés Agraires (sic), rassemble les propriétaires de moins de 50 hectares. Elle comprend entre autres la "Asociacion de cafeticultores de Xico", affiliée à la CNC. Castulo Hernandez Salazar est nommé président de la Union. Il avait participé à un comité agraire dans les années 1930, mais il s'était retiré au moment d'un conflit entre les ejidatarios de Xico et ceux de San Marcos à propos des terres de La Laguna, en 1934-36. Il connaît donc bien les deux milieux, des ejidatarios et des petits propriétaires privés, ainsi que celui des grands propriétaires pour lesquels il avait longtemps travaillé avant la Révolution, et avec qui il était resté en bons termes. Il est nommé au poste de régisseur municipal en 1967-70. Le sénateur Lic. Ramos lui propose de créer la "Union de pequenos ganaderos" (de moins de 50 hectares) pour faire pendant à la puissante "Association Locale des Eleveurs" qui regroupe les grands propriétaires. Mais il refuse, craignant les problèmes que cela ne manquerait pas de soulever. Cette "Union de pequenos ganaderos" n'a jamais vu le jour. La "Union de pequenos propietarios" elle-même n'a jamais eu beaucoup d'importance locale, sauf peut-être comme instrument de pression et de propagande au moment des élections.

- la "Union de productores y exportadores de café de Xico, Veracruz", créée au début des années 1950, est au contraire un groupe puissant. Elle nomme à sa tête Eduardo Hernandez Suarez, caféiculteur-éleveur descendant d'une grande et ancienne famille de Xico. Elle regroupait jusqu'à son autodissolution, en 1988, la plupart des grands producteurs de café de Xico, soit une trentaine environ. Ils n'ont en fait jamais accédé à l'exportation directe, à une ou deux exceptions près, et commercialisaient avec les exportateurs et négociants régionaux installés à Xalapa. Après sa dissolution, destinée en fait à exclure les indésirables, la majorité de ses membres se retrouvent dans une nouvelle association, la

"Sociedad Beneficio Chapulapan", propriétaire du seul et tout nouveau beneficio sec (de 60 000 quintaux) de Xico, ce qui leur ouvre les portes à l'exportation directe.

1-b- l'élevage

On ne dispose d'aucun chiffre fiable sur les effectifs du cheptel régional. A l'échelle nationale l'élevage connaît un fort développement à partir de 1960 : 17.6 millions de têtes de bétail en 1960, 35.6 millions vingt ans plus tard (inventaire national, in Briones Sanchez 1983). La même évolution se note dans l'Etat de Colima, avec un doublement du cheptel entre ces mêmes dates (Cochet 1989). Dans le Veracruz, la récupération post-révolutionnaire est freinée par le fièvre aphteuse de 1946, avant de connaître un essor important à partir de 1960 (Skerritt 1989). En 1961, le gouverneur M.A. Munoz affirme même dans son rapport : "le cheptel bovin (dans l'Etat) a augmenté de 58% cette année" (in Blazquez 1986). Le gouvernement de l'Etat, à partir des années 1950, appuie l'élevage par une série de mesures techniques : repeuplement bovin après la fièvre aphteuse, introduction de fourrage amélioré, campagnes de vaccinations, lutte contre le vol de bétail, etc (id).

C'est paradoxalement Lazaro Cardenas, au plus fort moment des répartitions agraires, qui renoue le contact avec les éleveurs, avec deux mesures qui fondent depuis lors la trame des rapports entre l'Etat et les éleveurs : le respect et l'impulsion des organisations corporatistes d'éleveurs (loi de 1936), la reconnaissance de la spécificité de l'élevage et la protection particulière qui lui est accordée à travers les décrets d'inaffectabilité des terres, dont le premier est publié en 1937 (59). Le moment politique était propice à une

(59) décret additionnel à l'article 52bis du Code Agraire de 1934, portant sur l'inaffectabilité agraire temporaire (25

telle convergence d'intérêts, entre Cardenas qui cherchait à élargir sa base sociale tout en développant le système corporatiste, et les éleveurs qui souhaitaient s'organiser pour se défendre des affectations.

Le décret de M.Aleman, en 1948, élargit encore les garanties foncières : toutes les exploitations d'élevage, quelles que soient leur taille, bénéficient d'une inaffectabilité provisoire (25 ans), et les plus petites (moins de 500 têtes de bétail) d'une inaffectabilité permanente. Echeverria puis Lopez Portillo étendront encore les limites, en assimilant les cultures fourragères à l'activité d'élevage, les soustrayant par là à toute affectation éventuelle.

Par ailleurs les programmes d'appui à l'élevage se succèdent d'un gouvernement à l'autre : lutte contre la fièvre aphteuse avec M.Aleman, plan national de développement de l'élevage sous Lopez Mateos, création de la COTECOCA, commission technique consultative pour la détermination régionale des coefficients de pâture (charge en bétail) sous Diaz Ordaz, nouvelle loi de Réforme agraire et loi de développement agricole et d'élevage sous Lopez Portillo. A chaque fois, les éleveurs participent ou sont consultés pour l'élaboration des programmes, par l'intermédiaire de leur organisation représentative, la CNG (Confédération Nationale de l'Elevage).

Celle-ci, créée en 1936, est formée d'Unions Régionales, elles-mêmes constituées d'"Associations Locales", en général une par municipale. En trois ans à peine le système couvre l'ensemble du pays avec 338 Associations, l'Etat de Veracruz étant le mieux représenté avec 49 Associations en 1939, réunies en trois Unions Régionales. Ces organisations obtiennent l'exclusivité de la gestion des subsides

ans) des terres vouées à l'élevage et supportant des troupeaux de moins de 500 têtes de bovins non laitiers, de 300 vaches laitières ou leur équivalent en petit bétail (Briones Sanchez 1983).

(subventions aux intrants, réductions d'impôts..). Comme le note un écrivain de l'époque, la CNG rappelle "l'ancienne confrérie de La Mesta, toujours prête à revendiquer des privilèges, et assez puissante pour les obtenir et les conforter" (Angel Caso, in Briones Sanchez 1983). Son rôle est donc, dès le départ, perçu comme clairement politique, tant du côté de l'Etat qui y trouve un interlocuteur unique et représentatif, que du côté des éleveurs qui prétendent former un groupe de pression au niveau national, notamment pour lutter contre les courants agraristes.

Dès 1938, à Xico, une première "Asociacion ganadera local" est autorisée par le ministère de l'agriculture, avec 19 membres et Eduardo Hernandez Suarez comme président. Elle est dissoute en 1942, par manque de moyens et refus d'augmenter les contributions de la part des associés.

La "Asociacion local ganadera de Xico, Veracruz" (ALG) est créée en 1947. Elle est affiliée à l'Union Régionale du Centre Veracruz. Selon deux de ses promoteurs de l'époque, interviewés en 1985 (60), l'élevage se développa "pour protéger les terrains de la réforme agraire", et l'organisation des éleveurs "pour lutter contre la fièvre aphteuse en 1946" et obtenir des indemnisations de l'Etat pour les animaux sacrifiés. Dès la première année l'association réunit une centaine d'éleveurs. Elle en réunira 169 en 1977, le plus haut chiffre obtenu, pour retomber autour de 130-140 depuis 1979 et jusqu'à aujourd'hui (Compte-rendus des réunions et marques de fer). Certains présentent des chiffres différents : selon un important éleveur et cacique local, l'association regrouperait 60 à 70% des éleveurs de Xico, soit environ 350 personnes et 8000 têtes de gros bétail. Seuls les

(60) Les données relatives à l'Association Locale des Eleveurs provient des archives recueillies par Ruben Ochoa, étudiant en histoire à l'Université Veracruzaine, qui a bien voulu me les communiquer. Travail inédit à ce jour.

propriétaires de trois ou quatre animaux ne seraient pas inscrits (entrevue de décembre 1989). Cependant moins d'une quarantaine d'éleveurs investissent vraiment l'Association, sont présents aux assemblées, se répartissent les postes de responsabilités, etc. En 1985-86, lors de la campagne pour l'établissement des "certificats d'inaffectabilité des terres d'élevage", seuls 32 éleveurs présentèrent un dossier, concernant 1300 hectares répartis en 68 parcelles : environ 20 ha. par parcelle et 40 ha. par éleveur (61).

Les débats tels qu'ils sont enregistrés dans le "Livre des Actes" de l'association concernent souvent la suppression ou la réduction de divers impôts (62), souvent avec succès. Il faut dire que l'association, au sein de l'Union Régionale, ne mesure pas son appui aux gouvernements successifs : à Lopez Arias, candidat-gouverneur en 1962, à Adolfo Lopez Mateo et Gustavo Diaz Ordaz, présidents de la République en 1962 et 1964.

Les préoccupations directement productives ne sont cependant pas absentes. Après la fièvre aphteuse en 1946-47, l'association négocie avec l'Etat le repeuplement des pâturages, et favorise l'importation de bétail de race hollandaise, race laitière (la race avait été importée par l'Etat de Veracruz en 1903 avec d'autres : suisse, jersey, shorthorn, hereford, cf. Skerritt 1984). Un premier cours sur l'insémination artificielle est donné en 1951 et remporte un vif succès. En 1977 les éleveurs suivent des cours sur l'ensilage, et s'organisent au sein de l'association pour construire un réservoir de mélasse et acheter à meilleur prix les aliments, par l'intermédiaire de la firme Nestlé. Par ailleurs l'appui de la municipalité est fréquemment demandé pour aider à recouvrer les contributions non payées, pour

(61)source : Archivos de Catastro Rural y de la Direccion Estatal de la Secretaria de Reforma Agraria, Xalapa, révisés par Elsa Almeida, 1988

(62)"ingresos mercantiles", "timbre" en 1948, "impuesto predial" en 1959 et 1977.

lutter contre le vol d'animaux, pour négocier les quotas de sacrifices et les limitations de transport d'animaux ou de viande vers les abbatoirs de la région.

Aujourd'hui, les principaux avantages matériels des membres de l'association sont la réduction d'impôt et l'accès aux subventions sur les intrants (aliments, engrais, médicaments, barbelés). Cependant la plupart des innovations techniques récentes (importation de bétail de race zébu et croisements, rotations quotidiennes de pâturages, fourrage amélioré, complémentation systématique..) sont le résultat d'initiatives privées, de quelques grands éleveurs qui ne passent plus par le canal de l'association. Celle-ci tend à devenir une simple instance administrative, de gestion des transferts de bétail et recouvrement des impôts, tout en restant une instance potentielle de négociation, et avant tout une instance de reconnaissance politique.

En effet, que ce soit au niveau local, régional ou national, il existe une relation étroite entre les organisations d'éleveurs et les instances formelles de pouvoir politique. Les dirigeants des Unions Régionales du Veracruz furent gouverneur (Rafael Hernandez Ochoa, de 1974 à 1980), député fédéral (Octavio Ochoa dans les années 1960), responsable de l'Etat pour l'Elevage (D.Skerritt 1984). Au niveau local, "on retrouve un contrôle strict des dirigeants de l'Association Locale sur les présidences municipales ou certains des postes clés" (id.), ce qui est le cas à Xico : sur les six présidents municipaux de 1958 à 1976, cinq sont membres de l'Association Locale des Eleveurs, et quatre en ont été les dirigeants à un moment donné.

D'une façon plus générale, la composition des "mesas directivas" de l'Association Locale, c'est-à-dire les élus au conseil de direction et au conseil de surveillance, est particulièrement éloquente. On y retrouve très régulièrement,

selon une rotation savante qui donne à chacun la part de pouvoir auquel il peut aspirer, la presque totalité des membres de la bourgeoisie locale telle qu'elle nous est apparue jusqu'à maintenant : les grands propriétaires fonciers, les intervenants actifs lors de la Révolution et la Réforme agraire, les membres apparaissant comme autorités municipales avant ou après la Révolution, etc. Y participe également une nouvelle catégorie d'acteurs influents au niveau municipal : celle des autorités agraires des ejidos ou du syndicat, la CNC. En tout, sur une période de 30 ans environ (1949-1980) et 16 mandats, moins de 30 personnes se relaient pour occuper les trois postes principaux de président, trésorier et secrétaire de l'Association (cf. tableau en annexe).

La liste des dirigeants de l'Association Locale des Eleveurs est comme un condensé d'un imaginaire annuaire de la bourgeoisie agraire. Un Who's Who à usage local. Précisons que ce ne sont pas les éleveurs qui composent exclusivement la bourgeoisie agraire locale, mais à l'inverse, la majorité de celle-ci qui pratique, entre autres choses, l'élevage et s'identifie dès lors à l'association. L'appartenance à la corporation des éleveurs consacre un statut plus qu'elle ne le crée.

II- De la question agraire à l'enjeu municipal

La pacification des campagnes après les violences entre agraristes et propriétaires, entre "les rouges" et "les blancs" ne se fait pas sans mal. Si la Mano Negra est démantelée dès 1942, si les guardias blancas cessent effectivement leurs activités vers la fin des années 1940, les groupes opposés demeurent. A Xico chacun est sommé de se définir, de préciser son appartenance politique, dans un

conflit qui dépasse les intervenants directs et concerne toute la population.

Le bourg est coupé en deux, entre "ceux des hauts" et "ceux du bas". Chacun des groupes est représenté par une famille (les Suarez contre les Alarcon) qui elles mêmes représentent les factions (les "capitalistes" contre les agraristes). En fait l'opposition politique sur la question agraire laisse la place à une infinité de conflits personnels et familiaux, chacun ayant des morts à venger et des ennemis à supprimer. Laissons la parole à un habitant : "c'était des luttes et des tueries à coup de pierres et de carabines, il y avait comme une frontière infranchissable entre les quartiers des hauts (el Tapanco, tenu par les Suarez) et les quartiers du bas (El LLanito, tenu par les Alarcon). La nuit il n'y avait personne dans les rues, sauf les vigiles des deux bords. On ne pouvait sortir après 6 heures du soir sans risquer sa vie. On se tuait facilement. Une fois à un match de base-ball il y eut un affrontement généralisé, avec familles et enfants, et il y eut beaucoup de morts et de blessés". Ceci se passait dans les années 1950, et l'homme de continuer "cela s'est terminé il y a à peine 6 ou 7 ans", dans un entretien de 1985!

Tout le monde à Xico a vécu ces heures terribles, et tout le monde les tait. C'est une blessure encore ouverte que personne ne se risque à évoquer de peur de raviver des affrontements. Et pourtant ce conflit majeur n'a pratiquement pas laissé de traces dans les archives. Il n'y est pas fait mention dans les dossiers de la Réforme agraire, qui relèvent seulement les plaintes et dénonciations de la "Union de campesinos pobres de Xico" contre les ejidatarios de Xico, en 1955-56. Plaintes restées d'ailleurs sans suite.

En fait ce conflit, qui a débuté sur des questions agraires, se déplace sur un autre enjeu de taille : le contrôle de la municipalité. Les habitants en parlent comme de l'époque de

"la politica". Chacun des clans politiques représentés par ces familles, "voulait être les maîtres de Xico" ("los dos querian ser duenos de Xico). Après les années agraristes où l'Etat appuyait ouvertement les revendications paysannes et imposait à l'occasion les présidents municipaux (les maires), le groupe des propriétaires cherche à reprendre le contrôle politique et administratif du municipe.

Une période assez trouble s'ensuit, où l'Etat intervient à plusieurs reprises en nommant des "Juntas d'administration civile" ou des "Conseils municipaux" censés suppléer les autorités défaillantes.

En 1948, les autorités municipales élues "sont provisoirement suspendues de leurs fonctions pour trois mois, pour permettre les vérifications relatives à des actes délictueux" (décret N°76 du 18 décembre 1948, Gaceta Oficial N°152). Quelques mois plus tard, un décret "suspend définitivement de leurs fonctions les membres de la municipalité de Xico, après avoir prouvé la réalité des faits qui avaient donné lieu à la suspension provisoire" (Gaceta Oficial N°33 du 17 mars 1949), et le gouverneur de l'Etat désigne le conseil municipal.

En 1952, les élections municipales sont annulées (décret N°34 du 18 octobre 1952) pour cause d'irrégularités et le gouverneur nomme un nouveau conseil municipal.

Ce n'est qu'à partir de 1955 que les choses se régularisent, avec l'élection des autorités municipales : Salvador Suarez Pozos, du "clan" Suarez soutenu par les propriétaires fonciers et allié aux rancheros par son mariage, est élu président municipal, mais un poste mineur (suppléant au syndic) est accordé à Fulgencio Vazquez, ancien leader agrariste de l'ejido de Xico. Il semble qu'un compromis durable se mette en place à cette époque, aucune annulation ni nomination de conseils municipaux n'intervenant depuis lors.

Si l'on examine la composition des équipes municipales à partir de 1955, on voit que les membres des principales familles rancheras y figurent toujours en bonne place (Peredo, Hernandez, Virues, cf. tab.6), le plus souvent comme président municipal, au moins jusqu'en 1976. Les postes secondaires de syndic et régisseur sont fréquemment confiés à des anciens agraristes, membres de l'appareil corporatiste (CNC), désormais bien intégrés au système politique national structuré autour du Parti Révolutionnaire Institutionnel. Ce compromis sur les modalités d'accès au pouvoir municipal prend également en compte les poids des différentes localités dans l'attribution des postes.

La plupart des communautés, villages et hameaux ne sont pas représentés dans l'équipe municipale, si ce n'est par un agent ou "sous-agent" municipal nommé par le maire ou coopté par les habitants. Seul le bourg de San Marcos fait exception. Avec plus de 3000 habitants, situé au carrefour des routes de Xico, Teocelo et Coatepec, il est doté d'une importance économique qui l'autorise à prétendre intervenir directement dans la gestion municipale. Par son histoire foncière qui l'a longtemps maintenu séparé du municipe (cf. plus haut), San Marcos a acquis un statut particulier et presque autonome face à Xico, chef-lieu du municipe. Toujours est-il que dans les équipes municipales, un des postes secondaires -et parfois principal comme celui de président en 1967-70- sera systématiquement attribué, réservé même, à quelqu'un de San Marcos.

Dosage des affiliations et tendances politiques, dosage des lieux d'origine et de résidence : l'initiative revient désormais aux rancheros de constituer à chaque échéance le moins mauvais compromis possible. Certains y jouent un rôle clé, comme El Cachafo, connu comme "le cacique de Xico", dont on dit qu'il fit et défit les équipes municipales sans toutefois apparaître personnellement dans les listes (cf.

Tab 6 : Composition de l'equipe municipale,
1802 - 1988

		PRESIDENTE	SÍNDICO	REGIDOR(ES)
1802.		Niquest HERNANDEZ de la CRUZ		
1836.		Cayetano POZOS		
1840.		Teodoro POZOS		
1845.		Amado RODRIGUEZ		1
1882 I		Julio HERNANDEZ	Juan IZAGUIRRE	Juan VALENCIA Eutimio TEACAL Rafael O. ACOSTA
1884 I		Jose de Jesus SOTO	Joaquin QUIROZ	Jose de Jesus VIKUES Joaquin ALARCON Juan VALENCIA
1899 *		Simón DIAZ		Guillermo SALAZAR
1900.		Niquest IZAGUIRRE RODRIGUEZ		
1905 *		Antonio VIVEROS		
1910.		Antonio MENDEZ		
1917 *		Heleodoro PEREDO		
1920.		Gustavo X. GOMEZ		
1922 *		Lorenzo LOZADA		
1923 - 24 *		Juan Perez		
1925 - 27 *		Niquest VAZQUEZ TESCO	Florantino MONTENIRA	Alejo COLORADO
1928 - 29 G	JUNTA DE ADM. CIVIL	Fulgencio VAZQUEZ		
1929 - 31 G		Ramon C. GIL		
1931 G	JUNTA DE ADM. CIVIL	Juan HERNANDEZ POZOS		
1932 - 33 G		Joaquin ALARCON PEÑA		
1934 - 35 G		Alvaro SOTO POZOS		
1936 - 37 G		Jorge HERNANDEZ M.		
1938 - 39 G	Propietario	Manuel POZOS CASTELLANO	Niquest VAZQUEZ	Juan ALARCON PEÑA
	Suplente	Evangelista GONZALEZ	Juan ALARCON LOPEZ	Nicasio NESTIZO
1940 - 41 G	P.	Juan ALARCON GARCIA	Leoncio COLOTL	Nicasio NESTIZO
	S.	Demetrio TEPO	Sacramento TLAXCALTECO	Rolando MORALES
1942 - 43 G	P.	Antonio MARTINEZ	Demetrio TEPO	Enrique APARICIO
	S.	Victor Manuel HERNANDEZ	Leandro MENDEZ	Claudio ESCAMILLA

Tab 6: (Suite)

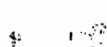
(II)		PRESIDENTE	SINDICO	REGIDOR (ES)
1944-45	CONSEJO	Namuel HERNANDEZ PAEZ	Felipe IZAGUIRRE (secretario)	
1945-46		Federico OROZCO PEREZ		
1945-46	CONSEJO	Jose PAZ GONZALEZ		
1946		Victor HERNANDEZ PEREZ		
1947-49	Propietario	Luis D. VEGA	Gregorio TEOBAL	Servando DIAZ
	Suplente	Jose N. CORDOBA	Andres TEPETLA	Antonio SUAREZ
1950-52	CONSEJO	Daniel FERNANDEZ CADENA		
1952-55	CONSEJO	Fco Xavier RAMIREZ	Victor HERNANDEZ HERNANDEZ (secretario)	
1955-58	P.	Salvador SUAREZ POZOS	Fco SOTO BAEZ	Adolfo GALVAN Casper GONZALEZ Enrique BRAVO
	S.	Swerino VELARDE	Fulgencio VALRUEZ	Dr. J. PEREZ Gustavo HERNANDEZ Luis DIAZ AVILA
1958-61	P.	Victor HERNANDEZ PEREZ	Riguel Angel SUAREZ	Andres Suarez M. Antonio VILIS CUEL Ramon MESTILO
	S.	Jaime Estuardo PEREZ	Fortino OLIVARES	Riguel NAVIL Guillermo HERNANDEZ Juan MESTILO P.
1961-64	P.	Juan GONZALEZ HERNANDEZ	Olegario TLAPA SARMIENTO	Guillermo TEPO T.
	S.	Adalberto RODRIGUEZ OLIVA	Jose TEXON	Armando BAEZ
1964-67	P.	Adalberto HERNANDEZ SUAREZ	Julio ALARCON	Antonio VILIS CUEL
	S.	Angel HERNANDEZ RUIZ	Enrique ARAGON	Riguel SUAREZ B.
1967-70	P.	Servando POZOS SUAREZ	Ramiro VILAS M.	Carlos MORALES M.
	S.	Olegario TLAPA S.	Juan GUEVARA	Castala HERNANDEZ
1970-73	P.	Alvaro GOMEZ DOMINGUEZ	Juan Bueno LOPEZ	Riguel NAVIL CUSTENO
	S.	Ismael HERNANDEZ HERNANDEZ	Adan SALVAN RIVERO	Agustin POZOS RICO
1973-76	P.	Francisco VILAS VICTORIA	[REDACTED]	Olegario TLAPA S.
	S.	Jose de Jesus ALARCON	Dr. Isabel VALENCIA CORDOBA	Juan GUEVARA IZAGUIRRE
1976-79	P.	Jesus ALARCON O.	[REDACTED]	Enrique ARAGON SALCAN
	S.	Ramon GUEVARA ORTIZ	Luis Alfonso ORTIZ	[REDACTED]

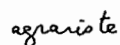
Tab 6: (suite)

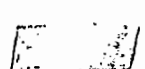
		PRESIDENTE	SINDICO	REGIDOR(ES)
1979.82	P.	Juan GUEVARA TLAXCALTECO	Ma del ROSARIO GALVAN CORDOBA	Abraham SUAREZ SUAREZ (Pco.)
G	S.	Miguel Angel SUAREZ SACAZAR	Moisés DIAZ SALLADO	Alvaro GUEVARA ZACARIAS.
1982.85	P.	Adán CORDOBA MORALES	Rogelio CARMONA HERNANDEZ	Juan TEPO JUAREZ
G	S.	Reynaldo TLAXCALTECO ROMERO	Humberto PEREZ SANCHEZ	Humberto GARCIA P.
1985.88	P.	Honorio SUAREZ PEREZ	Ejor BRAVO NESTIZO	Artemio VILIS CUEL
G	S.	Javier CHIMAL	Elena CONTRERAS	Guil OLIVARES SANCHEZ
1988 -	P.	Luis MAUIL	Alejandro AGUILAR SANCHEZ	Joaquin GONZALEZ Rald. Abel LOPEZ FUENTES
G				

Sources : * entrevue avec Fausto TLAXCALTECO, XICO
 G Gaceta Oficial
 I Informe de Gobernador
 • "Xicochimalco"

 "maestro"

 ranchero

 agrariote

 intervention de l'Etat.

⊗ dénoncés en 1973 par le commissaire ejidal de San Marcos, comme des ejidatarios "propriétaires de grandes extensions, millionnaires et commerçants à grande échelle".

annexe). C'est l'âge d'or retrouvé des rancheros, qui mènent le municipe comme "leur" affaire pendant une vingtaine d'années.

A l'issue du long et douloureux conflit des années 1950, les rancheros se trouvent renforcés dans leur fonction de contrôle politique du municipe et dans leur statut de domination face à tous les acteurs présents localement. Dans le même temps, ils récupèrent peu à peu leur place prépondérante sur le marché foncier, reconstruisant de grandes propriétés qui leur assurent le contrôle de l'espace productif, et des hommes qui y travaillent, les péons et journaliers.

III La dynamique foncière

3-a- la minorité agissante

A partir des années 1950 on retrouve, un peu à l'image de ce que l'on avait pu observer pour le Porfiriat, des dynamiques d'achats de terre de la part d'une petite minorité. Il ne s'agit plus désormais "d'étrangers" qui viennent investir, ou d'immigrés qui s'installent, mais de résidents de Xico, producteurs agricoles et éleveurs pour la plupart. Après le traumatisme révolutionnaire, le marché foncier se reconstruit peu à peu mais selon d'autres normes que sous l'ancien régime. Il est notamment beaucoup plus hermétique et fermé aux non-résidents, même si aucune législation ni règle formelle n'en précise les modalités de contrôle et de fonctionnement.

La minorité d'acteurs fonciers actifs pendant cette période est numériquement réduite (une trentaine de personnes). On l'a définie dans une première approche par des critères strictement quantitatifs : plus de trois acquisitions de

terres "rurales", autres que des héritages. On a ensuite essayé de mieux saisir la composition de ce petit groupe, ainsi que les logiques sociales et économiques qui sous-tendent leurs transactions. Pour cela on a combiné des critères d'évaluation propres au marché foncier (importance des achats, des ventes, des héritages, des crédits, etc) et des critères "d'identification sociale" des acteurs. Ceux-ci découlent en partie des analyses précédentes, qui avaient souligné l'importance de certaines structures locales (Association Locale des Eleveurs, équipe municipale) pour l'exercice du pouvoir et l'appartenance au groupe dominant. D'autres éléments d'évaluation résident dans l'adhésion ou non des personnes aux mêmes réseaux familiaux ou commerciaux (relations de parenté, alliances matrimoniales, associations dans les transactions foncières). Enfin un dernier critère anticipe légèrement sur les pages suivantes : il s'agit de l'appartenance au groupe "des plus grands propriétaires fonciers en 1986".

Le tableau 7 résume ces critères, disposés logiquement selon la méthode Bertin. Il fait apparaître trois groupes ou catégories d'acteurs aux comportements, aux histoires foncières et aux appartenances sociales différenciés.

*** les paysans aisés de la zone haute**

Ils n'ont en règle générale rien reçu en héritage, mais sont au contraire des fondateurs de patrimoines. Ils opèrent à base d'achats successifs, de parcelles le plus souvent proches les unes des autres, et situées pour la plupart en zone haute : Ocotitlan, Coatitlan, Coxmatla, Tlacuilolan, Nenetla, c'est-à-dire loin du bourg et peu accessibles, et du même coup moins chères que les terrains de la zone basse. Ils sont d'ailleurs résidents des villages d'altitude, d'origine paysanne ou indienne souvent humble, et n'appartiennent pas au groupe des rancheros de Xico ni par la parenté, ni par une quelconque communauté de comportements politiques et économiques. Ce sont

tab 7: LES ACTEURS FONCIERS LES PLUS ACTIFS (1951-82)
(critères de différenciation)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Acq	Achats >vent.	Grand Prop.	Hérit.	Ass. fam.	Ranch.	Credit	A.L.G	mun.	Ventes >Ach.	
3	+	+								① (5 pers.)
4	+	+								
4	+	+								
4	+	+								
2	+	+	+							
8	+	+	+	+	+	+	+			② (8 familles = 19 pers.)
34	+	+	+	+	+	+		+		
4	+	+	+	+	+	++				
6	+	+	+	+	+		+			
6	+	+	+	+	+	++	+			
5	+	+	+	+	+	+	+			
7	+	+	+	+	+	++	+	+		
12	+	+	+	+	+	++	+	+		
					+	++	+	+	+	③ (3 pers.)
					+	+	+	+	+	

- 1 : nombre total d'acquisitions
- 2 : nb d'achats supérieur au nb de ventes
- 3 : parmi les 44 plus grands propriétaires en 1986
- 4 : a reçu une ou plusieurs parcelles en héritage
- 5 : a effectué une ou plusieurs transactions en association familiale
- 6 : a des liens de parenté avec les autres rancheros
- 7 : a eu recours au crédit institutionnel (++ : plus de 4 fois)
- 8 : a occupé un poste de dirigeant à l'A.L.G
- 9 : a assumé des responsabilités municipales
- 10 : nb de ventes supérieur au nb d'achats.

des paysans aisés, qui acquièrent progressivement de grandes superficies puisqu'ils figurent parmi la cinquantaine de grands propriétaires de Xico en 1986, tout en conservant des modes de vie, de relation, et des systèmes de production caractéristiques du monde paysan : culture de maïs et de pomme de terre, élevage peu développé, absence de crédit institutionnel, etc. L'accumulation antérieure qui leur permet ces acquisitions est souvent due à des petits commerces (transport muletier) ou des trafics divers (eau-de-vie, prêts usuriers). De plus ils assument, dans leurs villages respectifs, un rôle de médiation sociale et politique qui leur facilite l'accès à l'information puis les négociations d'achat auprès des vendeurs, des petits paysans qui sont en même temps des parents, des voisins ou des clients.

*** les rancheros de Xico**

Le deuxième groupe, le plus important numériquement (une vingtaine de personnes), est constitué de personnes qui sont toutes liées entre elles par des relations de parenté plus ou moins proches et souvent multiples (alliances, cousinage, cf. fig.28). Elles ont toutes reçu des terres en héritage, et ont toutes procédé à une ou plusieurs transactions en association avec un autre membre de leur famille. Ces trois critères à eux seuls les différencient des autres intervenants fonciers. Plus de la moitié des propriétaires concernés ont assumé à des titres divers des responsabilités administratives et politiques au sein de l'Association Locale des Eleveurs et de l'équipe municipale. Ils ont fréquemment recours au crédit institutionnel, et continuent à agrandir le patrimoine foncier familial dont ils ont reçu une fraction.

La figure 29 localise les acquisitions opérées pendant cette période, soit 82 parcelles achetées surtout dans les années 1965-69. Le premier groupe investit presque exclusivement dans la zone haute, alors que les seconds répartissent leurs acquisitions entre la zone basse, caféière, et la zone

Fig 28: Relations de parenté entre les acteurs fonciers les plus actifs, 1951-1982

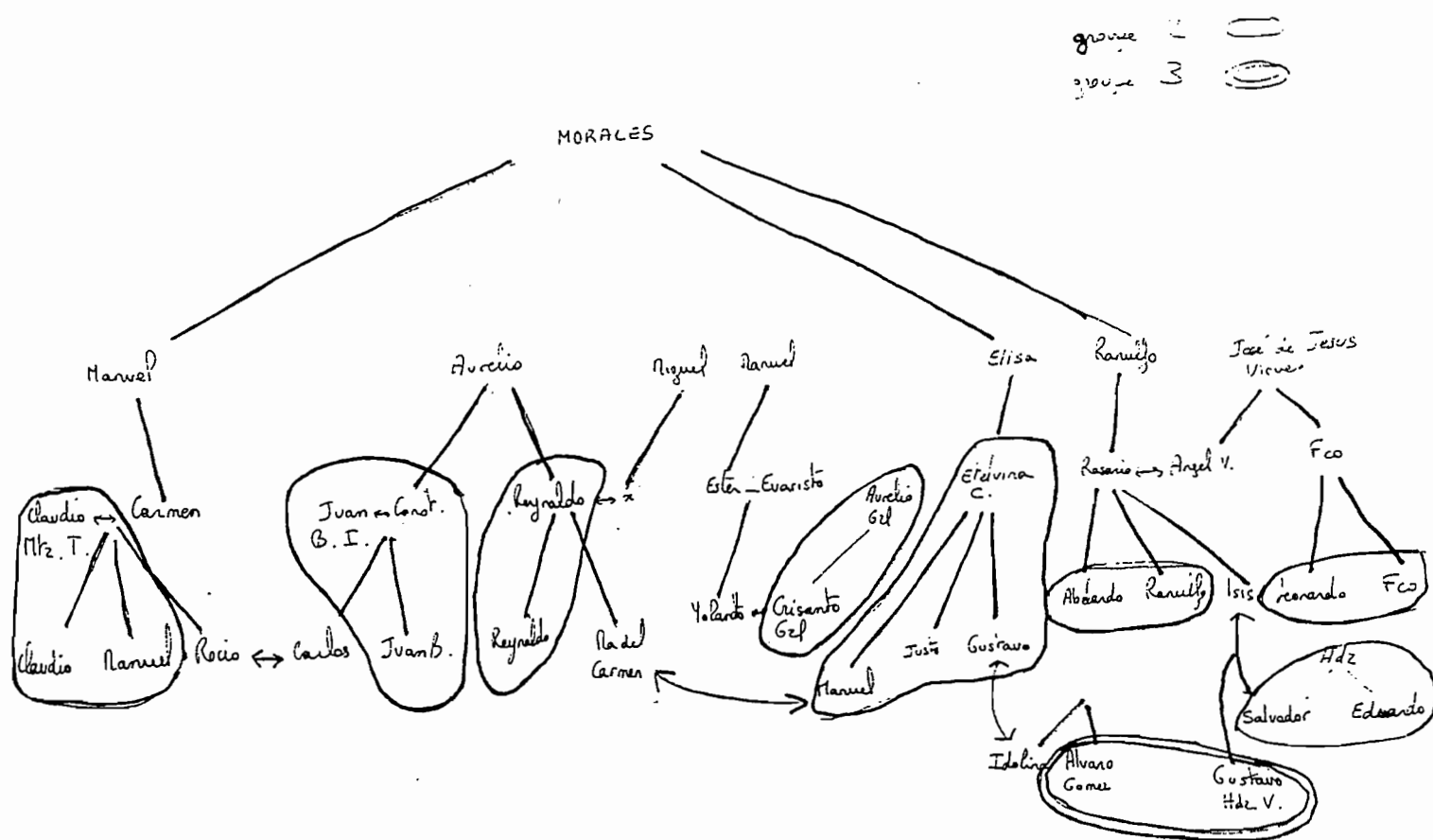
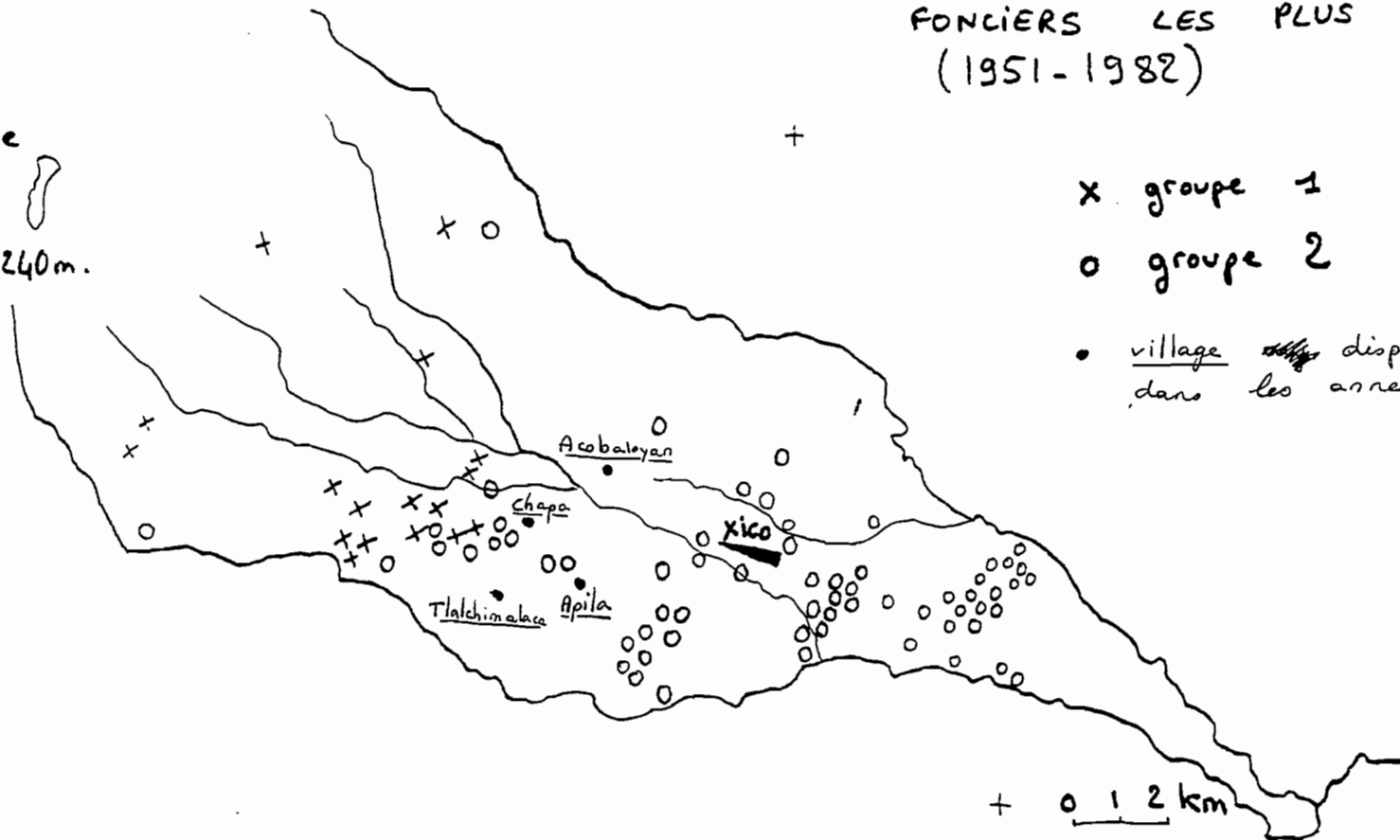


Fig 29: ACQUISITIONS DES ACTEURS
FONCIERS LES PLUS ACTIFS
(1951-1982)

Cofre
de
Perote
4240m.



X groupe 1

O groupe 2

• village ~~disparu~~ disparu
dans les années 1960

+ 0 1 2 km

intermédiaire, d'élevage. Dans ce dernier cas, ils en chassent les habitants, comme on a pu le voir par enquêtes et par l'analyse des recensements qui souligne la disparition des hameaux situés dans cette zone comme Apila, Chapa, Tlalchimalaca ou Acobaloyan.

*** les "liquidateurs"**

Enfin les membres du troisième groupe, tout en procédant à de nombreux achats, procèdent à de non moins nombreuses ventes, au point que le bilan s'avère négatif du strict point de vue foncier. Les transactions relèvent de la spéculation et du négoce, et non d'un "projet", foncier ou productif, comme dans les cas précédents. Ce sont des personnes qui, sans faire véritablement partie du groupe des rancheros (relations de parenté encore faibles quand elles existent), participent de l'élite du bourg : elles furent élues ou nommées comme autorités municipales ainsi que dans l'équipe dirigeante de l'Association Locale des Eleveurs. Des cas particuliers pourraient venir gonfler cette catégorie d'acteurs fonciers : telle personne qui dilapide son héritage, telle autre qui vend toutes ses propriétés à Xico pour investir sur la côte, telles autres enfin qui sont obligées de tout liquider pour une sombre histoire de meurtre de d'héritage.

Si l'on excepte les quelques acheteurs-vendeurs (le troisième groupe), les acteurs particulièrement actifs transforment peu à peu le paysage foncier du municipe et y laissent une empreinte originale, par rapport aux époques précédentes, d'un double point de vue.

-c'est une dynamique locale, maitrisée par les acteurs locaux.

Il s'agit en effet d'acquisitions par achat, et non pas d'adjudications, de saisie, d'héritage, de donation, etc. En d'autres termes, les changements de propriétaires résultent de transactions entre particuliers, et non de législations spécifiques ou de rentes familiales. Ce n'est plus l'Etat ou les autorités municipales qui décident de l'attribution et de la répartition des terres, comme au temps des adjudications porfirienues ou des dotations agraires. Ce n'est pas non plus la simple reproduction ou transmission des "états fonciers" antérieurs. On voit réellement se développer un jeu local, où certains acteurs adoptent un comportement dynamique, volontariste, aux dépens des propriétaires antérieurs. Les rancheros renouent ainsi avec des stratégies qu'avaient suivies leurs grands-parents lors de leur arrivée à Xico : insertion et assimilation avec la société dominante, expansion foncière et développement de l'élevage bovin. C'est pour eux un second souffle, une seconde vague de colonisation des terres de pâturages après l'interruption révolutionnaire et agrariste. En dehors des rancheros, seuls les paysans aisés des hauts suivent également la tendance à la concentration des terres, en achetant à leurs voisins et parents des communautés paysannes d'altitude.

-c'est une dynamique fondée sur des intérêts économiques localisés de moyenne envergure.

Les rancheros cherchent en effet à créer ou conforter de véritables petits domaines qu'ils exploitent eux-mêmes. Le temps des grandes exploitations forestières ou des haciendas est désormais révolu. L'expansion foncière de quelques uns se fait dans la mesure où elle ne met pas en péril la cohésion du groupe social ranchero, et l'absence d'une trop forte polarisation en est une condition. C'est ainsi que l'on interprète l'absence de tout grand entrepreneur-négociant dans le municpe, alors qu'ils sont présents dans le municpe voisin de Coatepec, qui lui n'abrite pas de groupe ranchero dominant comme à Xico.

Conclusion

La dynamique foncière de ces années post-révolutionnaires à Xico intègre et reflète les processus économiques et politiques ayant cours au niveau national.

L'analyse quantitative illustre les relations du marché foncier avec la conjoncture économique. En gros de 1951 à 1959 on enregistre une forte hausse du nombre total de transactions d'achats (63), suivie d'une baisse relative jusqu'en 1976-77, date à partir de laquelle le marché s'emballe.

La première hausse, pendant une dizaine d'années, traduit une multiplication des achats-ventes dans le bourg de Xico et ses environs, en zone basse, alors que le reste du municipe ne connaît pas d'accélération significative de transactions de terrains, sauf exceptions très localisées. Elle correspond à une période faste sur le marché international du café, avec des prix à l'exportation relativement élevés (cf. fig. 30), qui se répercutent chez les producteurs, lesquels investissent dans l'urbain ou les terres caféières.

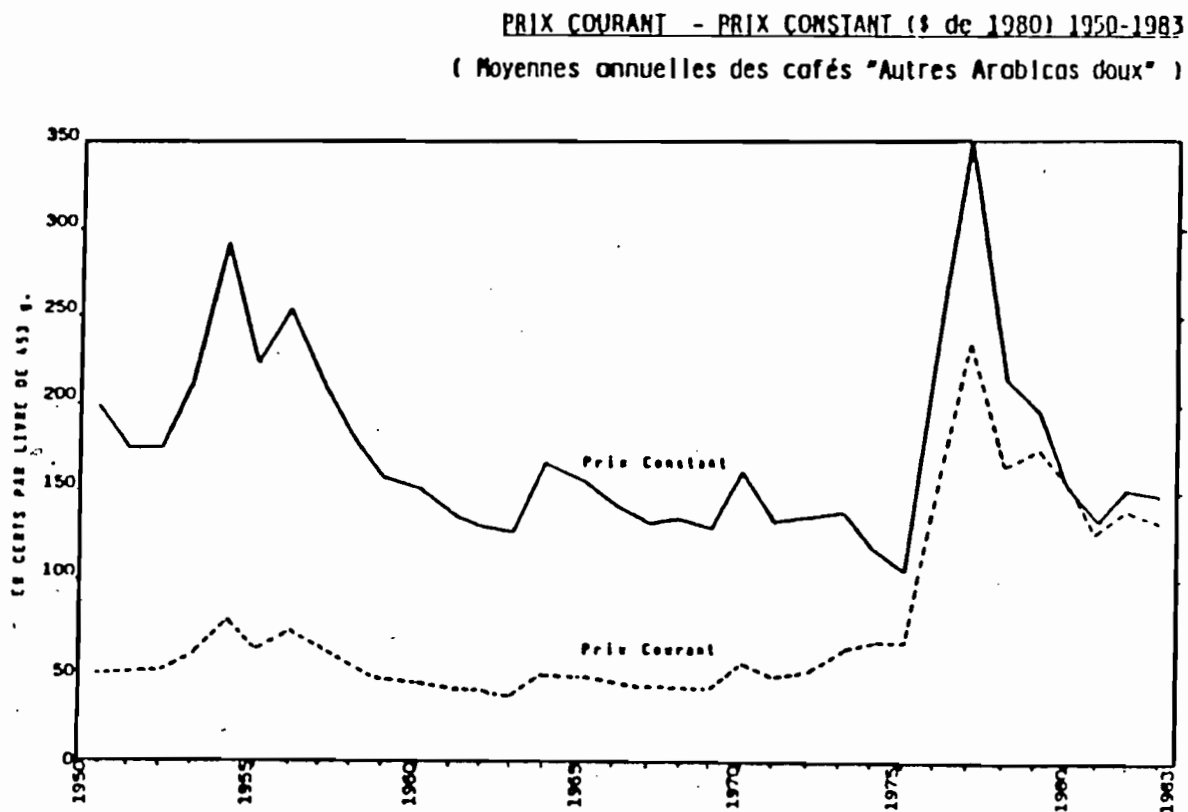
Le marasme caféier qui suit cette période, avec une baisse sensible des prix, se traduit immédiatement par un ralentissement des transactions.

La dernière hausse généralisée, en 1977, est également liée à un boom caféier et aux profits réalisés par les caféiculteurs à cette occasion. De nouveau les terrains urbains sont les lieux privilégiés de l'investissement.

La courbe d'évolution du nombre de prêts accordés par banques aux agriculteurs suit à peu près le même rythme (cf. fig. 31). A la conjoncture caféière favorable, il faut ajouter dans ce

(63) les autres types de transactions connaissent des fluctuations différentes, mais de volume très réduit.

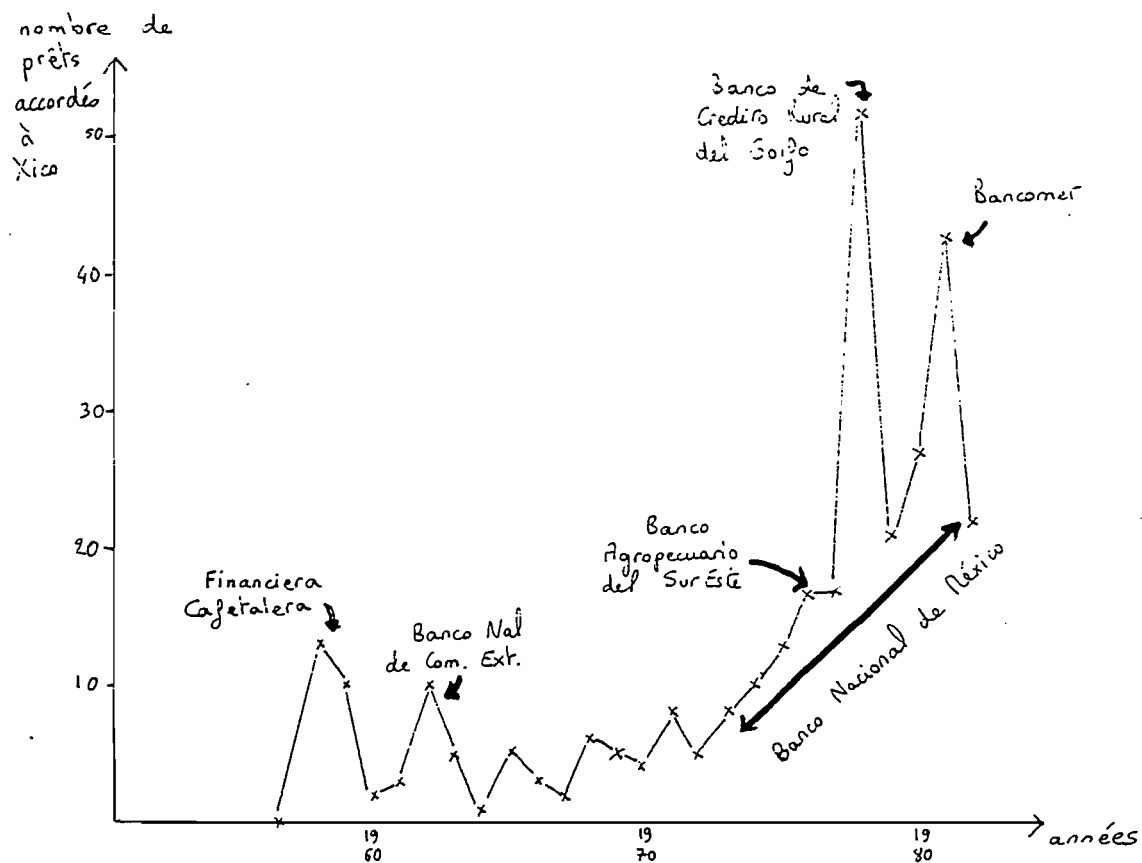
Fig 30 : Evolution des prix du café, 1950-1983



Source : Organisation Internationale du Café.

(in B. Daviron 1985)

Fig 31: le credit à Xico 1950-1980 : l'intervention
des banques.



cas les effets de la politique interventionniste développée sous la présidence de L.Echeverria (1970-76), qui impulse le crédit rural à travers les instituts d'Etat d'une part (l'INMECAFE), les banques commerciales d'autre part (Banco Nacional de Mexico, Banco Agropecuario del SurEste, Banco de Credito Rural del Golfo, cf.annexe).

Les relations du foncier avec le politique ne sont pas mesurables quantitativement, bien que la reprise des activités foncières des rancheros, à elle seule, soit significative du virage post-agrariste des années 1950. C'est plutôt dans les rôles politiques locaux tenus par les principaux intervenants fonciers que peut se lire l'inflexion de la politique agraire au niveau national. L'agriculture privée, et particulièrement l'agriculture d'exportation et l'élevage -les deux activités fortes de la région- sont choyés par le pouvoir central qui constate l'échec économique de la production ejidale. Dès lors celui-ci octroie des concessions importantes aux agriculteurs privés, tant sur le plan foncier (décrets d'inaffectabilité des terres d'élevage) que politique. C'est ainsi qu'à Xico les rancheros, principaux représentants du secteur agricole privé en l'absence des entrepreneurs présents dans d'autres parties du pays et de la région, récupèrent le contrôle politique du municipio qu'ils avaient perdu pendant la période de Réforme agraire. Dans le même temps, leur dynamisme foncier leur ouvre alors les portes du contrôle effectif (les superficies et les hommes qui les travaillent) d'une grande partie du municipio. Les relations foncier/politique sont étroites mais jamais linéaires et à sens unique. Ce n'est pas le contrôle municipal qui permet l'accaparement foncier -mais il le facilite-, comme ce n'est pas la seule puissance économique et foncière qui donne l'accès au pouvoir municipal. L'analyse de la situation foncière actuelle prétend éclairer les jeux de relations et d'influence entre ces divers champs du pouvoir local.

chapitre III

IV

LA STRUCTURE FONCIERE EN 1986

I- méthodes et objectifs

Suivant le même cheminement que précédemment, l'analyse s'appuie d'une part sur des critères strictement fonciers (caractéristiques de la propriété), d'autre part sur des critères d'identification des acteurs (participation aux diverses instances locales, appartenance au groupe des rancheros, etc). Il ne s'agit plus ici de phénomènes dynamiques, de transactions foncières et construction de propriétés, mais d'une "photographie" de la situation à l'instant t, à savoir en 1986.

Les sources (cf. détails et critiques en annexe) sont au nombre de trois :

- le recensement de 1970, seul disponible en l'absence de celui de 1980 et en attente de celui de 1990. Les données de population sont évidemment dépassées, mais celles relatives aux superficies exploitées et à la structure de la propriété présentent un intérêt comparatif avec les autres sources.
- le registre des impôts fonciers sur les propriétés rurales de 1986, pour l'ensemble du municipale. Les superficies sont largement sous-estimées, mais la liste des propriétaires, le

nombre et la localisation des parcelles se sont révélés de précieux instruments de vérification des données obtenues par le travail de terrain.

- le "cadastre" réalisé par nos soins, avec la collaboration de J.L.Martinez, par un relevé exhaustif du parcellaire en propriété privée (64), appuyé d'enquêtes auprès des propriétaires.

Le tableau 8 réunit l'information de base des trois sources. Rappelons que la superficie totale du municipe est de 17600 ha., dont 2900 sont attribués au Parc National, au-dessus de 3000 mètres d'altitude, et 6250 sont répartis entre 10 ejidos et 876 ejidatarios. Restent donc, en théorie, 8450 hectares en propriété privée.

TABLEAU 8 : les trois sources pour l'étude de la propriété à Xico

	Recensement 1970	Impôts fonciers 1986	Cadastre 1986
Sup.totale recensée	10979	12880	17600
Sup. en prop.4986.6 privé		6633.1	8538.6
Nombre de parcelles		2382	1958
Nombre de propriétaires	701	1743	1682

NB : Superficies en hectares

(64) Il n'existe pas de véritable cadastre, précis et systématique, au Mexique. Un "programme cadastre", lancé sous la présidence de M.de la Madrid et confié aux services de l'Etat (Réforme Agraire et Agriculture), prétendait combler cette lacune en quelques années. La précipitation a mené à un travail de terrain bâclé et à des erreurs considérables dans l'appréciation du parcellaire, surtout en zone de minifundisme.

La comparaison des sources montre une bonne correspondance entre les fichiers "Impôts" et "Cadastre" pour le nombre des propriétaires, une sous-estimation des superficies dans le premier mais en revanche une meilleure évaluation du nombre de parcelles : les petites et très petites parcelles sont toutes déclarées alors qu'elles ont parfois échappé au relevé cadastral.

Il y aurait donc entre 1600 et 1800 propriétaires de terrains "ruraux" à Xico, chiffre à mettre en regard du recensement de 1980 :

population totale : 18169 habitants
 Population Economiquement Active (PEA) : 6527 pers.
 PEA agricole : 3211 pers.
 PEA "non spécifiée" : 1658 pers.

Si l'on ne tient pas compte de la PEA "non spécifiée", environ 50% des personnes travaillant dans le secteur agricole sont propriétaires de terrains. Parmi eux, nombreux sont ceux dont les parcelles ne suffisent pas à leur reproduction et qui se sont déclarés comme "employés", comme le montre le recensement au sein de la PEA agricole :

1061 "patron, travailleur à son compte ou membre d'une coopérative",
 1144 "employé, péon ou non rémunéré",
 901 "non spécifié".

Environ un millier de personnes de Xico, et d'autres qui ne résident pas dans le municipe, se partagent l'espace approprié et utilisé à des fins agricoles, divisé en un peu moins de 2000 parcelles. De quelle façon s'effectue ce "partage" et cette répartition, comment s'organisent-ils dans l'espace, telles sont les questions développées dans les paragraphes suivants.

II- parcellaire, usage du sol et localisation : les unités agro-foncières

La structure du parcellaire, telle qu'elle est représentée sur la figure 32 avec les limites de superficies employées usuellement dans les documents statistiques du pays, indique un double phénomène de fragmentation et concentration des terres, avec un histogramme à la symétrie presque parfaite entre ses deux extrémités : 76% de la surface appropriée est concentrée dans 10% des parcelles, supérieures à 10 hectares chacune, alors que 78% des parcelles, de moins d'un hectare, se partagent 10% de l'espace en propriété. On trouve là une situation assez représentative de toute la sierra madre orientale, où le minifundisme paysan "domine" dans le paysage agraire (cf. Marchal, Palma 1985). Toutefois, si elle permet des comparaisons au niveau régional, cette stratification est de moindre intérêt à grande échelle, lorsque l'on veut appréhender plus finement la structure du parcellaire sur un petit espace.

L'histogramme de distribution d'une part, l'analyse cartographique d'autre part, ont permis de déterminer les seuils pertinents pour notre propos : 0-10-40-60-80 hectares (cf. fig.33). La carte précise du parcellaire est présentée hors-texte.

Les résultats ont été portés sur une carte simplifiée (fig.34) qui souligne bien la partition de l'espace municipal en aires de fractionnement accentué aux deux extrémités du territoire de la propriété privée, haute et basse (ouest et est). Les plus grandes parcelles (>80 ha.) se localisent sur les marges du municipe, tant en zone haute qu'en zone intermédiaire.

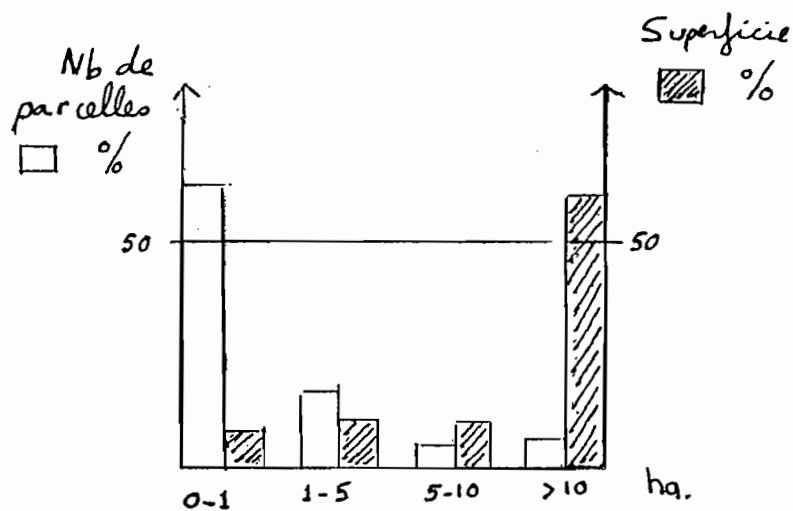


Fig 32: Structure du parcellaire à Xico - 1986
pour les : impôts fonciers

Fig 33: Histogramme du parcellaire, Xico 1986

Surface cumulée

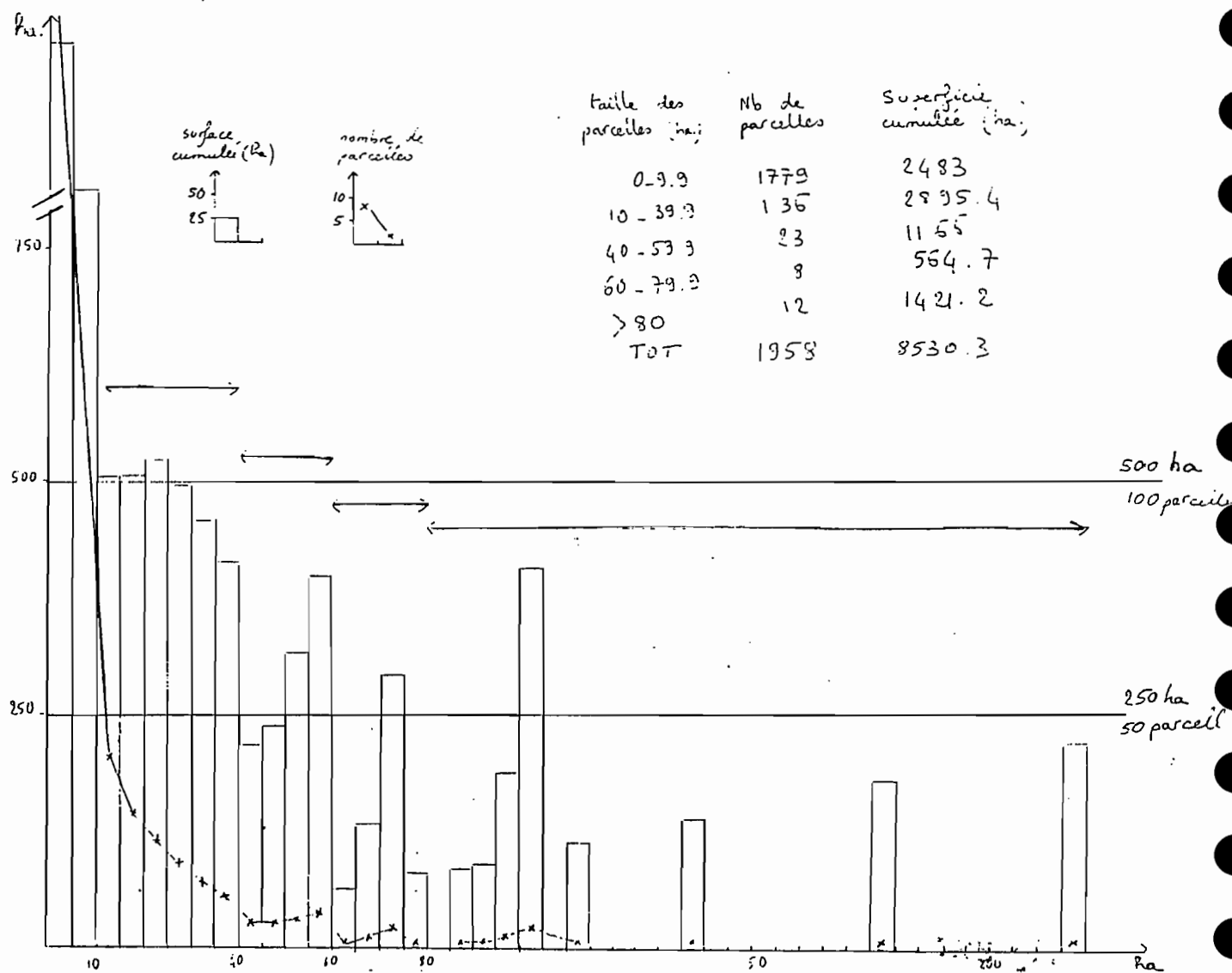
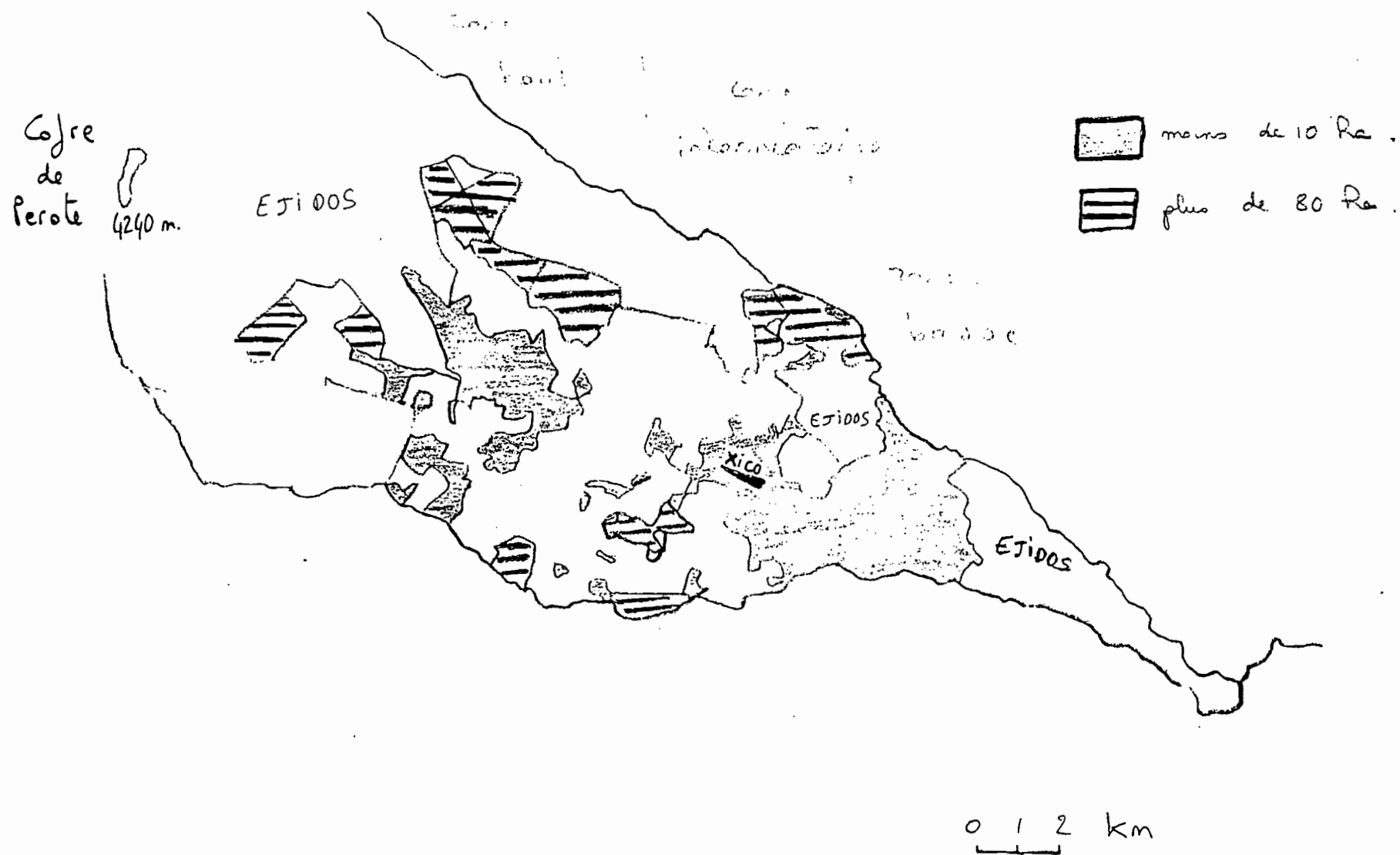


Fig 34:

Carte simplifiée du parcellaire, Xico 1986



Cette carte est à analyser en parallèle avec celle de l'usage du sol, réalisée à partir de l'observation sur le terrain de l'usage dominant de chaque parcelle (cf. fig.35). Cette dernière est frappante par sa simplicité : les divers usages sont répartis dans l'espace en aires continues, aux limites relativement nettes et presque sans chevauchement. Sur la base du binôme parcellaire/usage du sol, qui intègre les caractéristiques physiques du terrain et se traduit dans le paysage par une morphologie agraire différenciée, on reconnaît des unités que l'on a qualifiées "d'agro-foncières" (cf. fig.36), distinguées selon un ensemble de critères présentés sur la figure : usage du sol, population, relief et accessibilité.

unité I : le bourg de Xico

unité II : le bourg de San Marcos

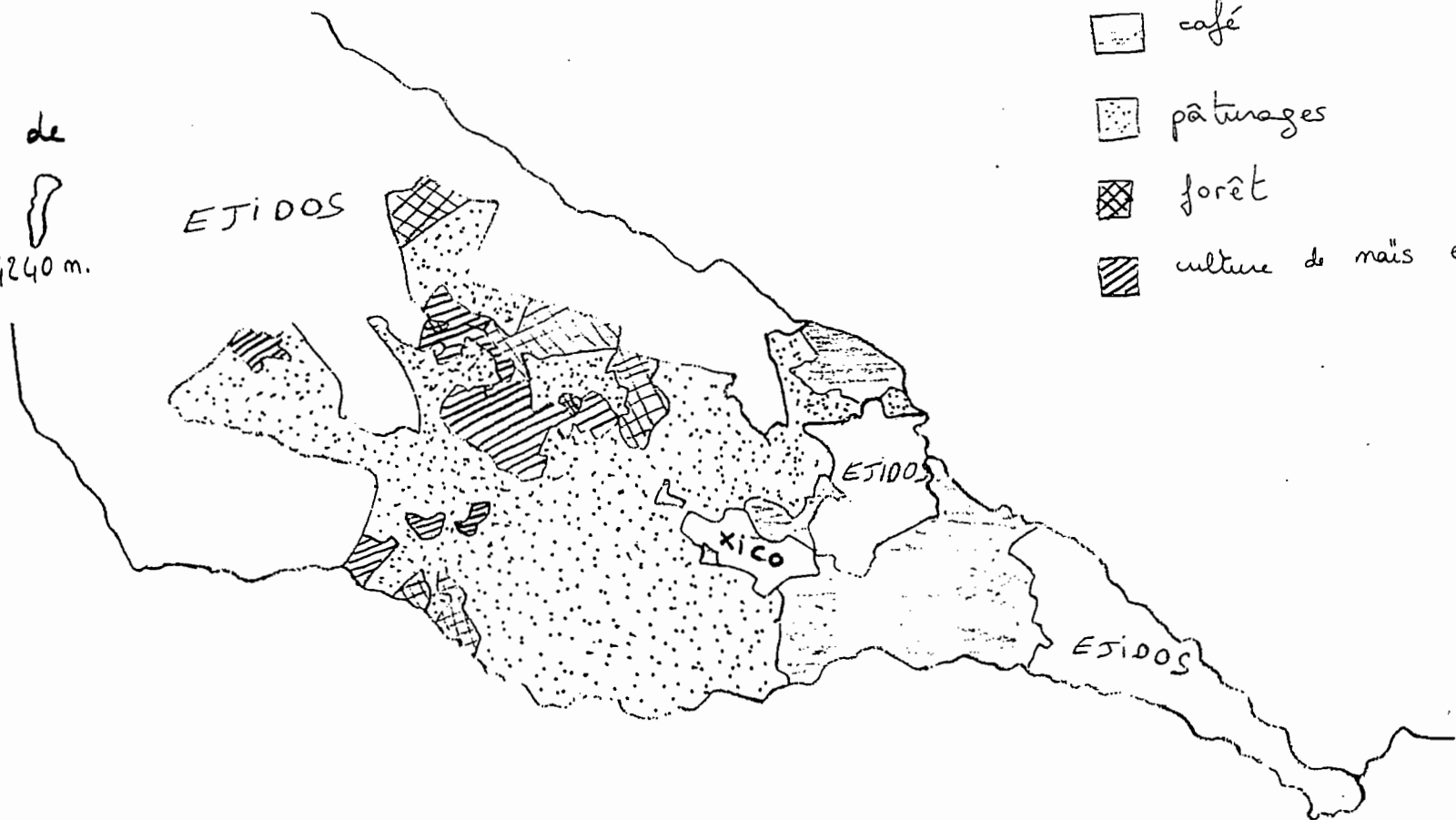
unité III : les environs immédiats du bourg de Xico, soumis à une forte pression urbaine et peu à peu occupés par des constructions.

unité IV : la partie caféière du municipe, assez nettement limitée à l'ouest par la limite altitudinale des 1450 m (65). L'usage dominant (le café) et le parcellaire coïncident presque exactement. Ce dernier est très fragmenté. Seules 20 parcelles dépassent les 10 hectares, dont trois, et de peu, les 20 hectares. Le fractionnement est particulièrement prononcé sur les pentes raides du Cerro de San Marcos, propriétés des ouvriers agricoles et petits producteurs résidant dans les bourgs voisins. En revanche les piémonts du Cerro supportent un maillage un peu plus lâche, où sont installées les plus grandes et les "meilleures" parcelles de

(65) limite dont on a souligné par ailleurs les possibles fluctuations au cours du temps (Hoffmann, in Marchal, Palma 1985).

+1935: USAGE DU SOL EN PROPRIÉTÉ INDIVISÉE, AN 1900
pouces & levé de terrain

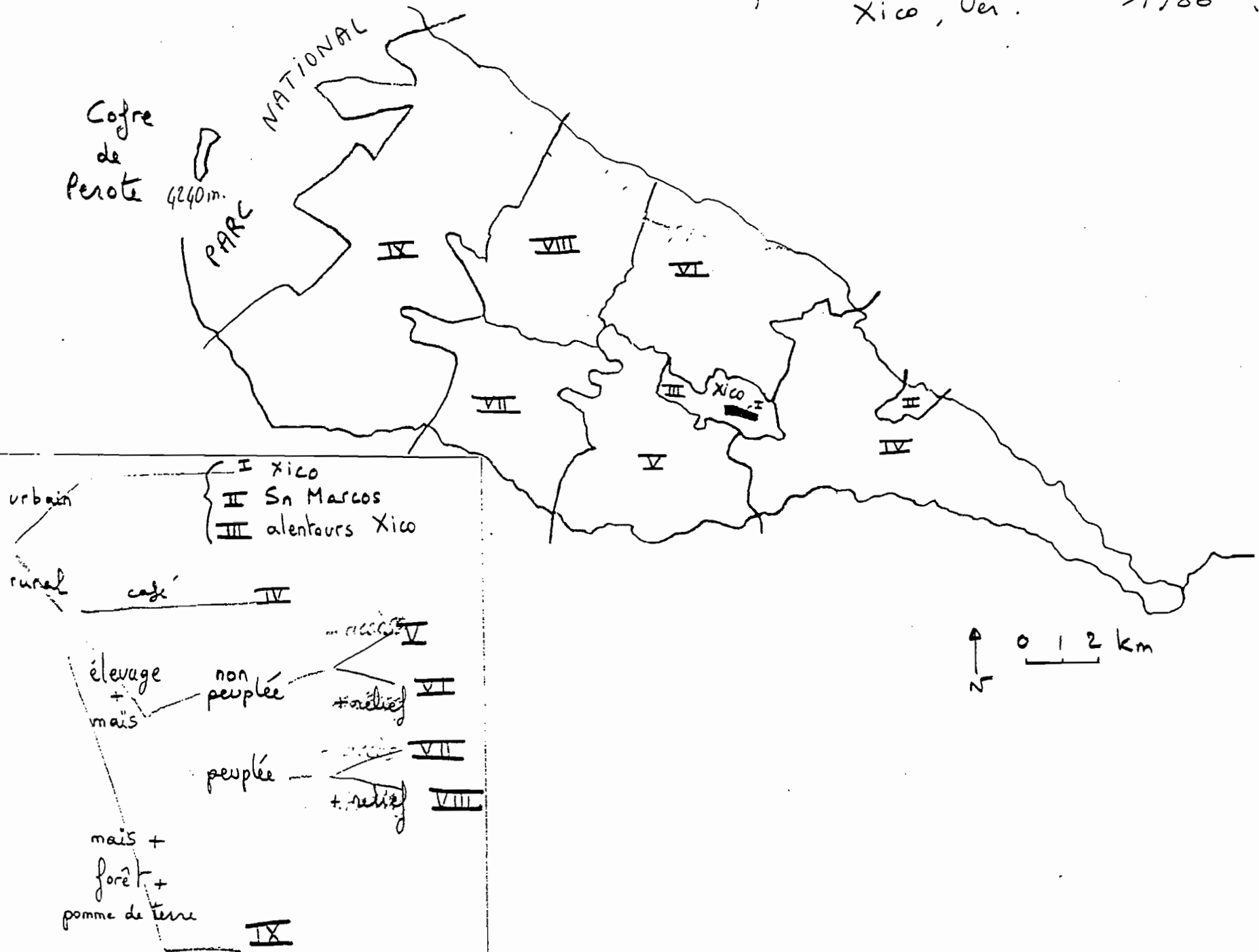
Cofre de
Perote
4240 m.



- café
- pâturages
- forêt
- culture de maïs et friches

1 km ↑ N

Fig 3b: les unités agrofoncières
Xico, Ver. 1986



café du municipe, propriétés des rancheros de Xico pour la plupart. Rappelons que d'une façon générale la zone caféière est densément et anciennement peuplée ; elle bénéficie d'un bon réseau de communication, et est sujette à une forte concurrence pour l'appropriation foncière, du double fait de l'accroissement de la population et de la haute valeur productive des terres. Dans ces conditions, l'espace caféier de Xico apparaît comme saturé, les grandes parcelles sont rarissimes, et la seule voie vers l'expansion foncière réside dans l'achat cumulé de nombreuses petites parcelles, même éloignées les unes des autres.

unités V et VI : le système d'élevage bovin s'étend sur la partie médiane du municipe, entre 1450 et 2000 m, sur un espace libre (libéré) de tout village. Le parcellaire y est lâche et régulier, autour de 35 ha. environ (66), formant une espèce de glaciais d'élevage en amont du bourg. Comme on l'a vu, les parcelles les plus grandes (>80 ha.) se localisent plutôt sur les marges du municipe, plus accidentées et mal desservies que la partie centrale.

Au sud, l'unité V, grâce à de meilleures voies de communication et un modelé plus doux, est le siège d'une modernisation récente mais rapide de la production, orientée vers l'élevage laitier. Les pâturages sont de fourrage amélioré, régulièrement fertilisé, avec des rotations hebdomadaires et même quotidienne. L'insémination artificielle est généralisée et la production atteint des rendements de l'ordre de 30 à 50 litres en deux traites quotidiennes. La charge en bétail peut être considérablement augmentée par apport systématique et quotidien de compléments alimentaires, et le travail est intensifié.

(66) les moyennes présentées sur le tableau 9 sont inférieures puisqu'elles intègrent les quelques hectares occupées par de nombreuses petites parcelles intercalées entre les grandes (cf. carte détaillée hors-texte).

L'unité VI, à même altitude et située au nord de la précédente, n'a pas connu un tel dynamisme. Les pâturages sont encore "naturels" sans semences améliorées, ni fertilisation ou rotation organisée. L'élevage est surtout destiné à l'embouche, avec des charges en bétail faibles (de un à deux animaux par hectare), une exploitation légère et extensive en main d'oeuvre.

unités VII et VIII : en amont des précédentes, entre 2000 et 3000 m, l'organisation n'est plus aussi simple. Les parcelles de moins de 10 ha. sont les plus nombreuses, autour des villages non dotés d'ejidos, mais elles voient avec de grandes parcelles, dont plusieurs dépassent les 80 ha. Dans l'occupation du sol également, la diversité est la règle : élevage bovin extensif, culture de maïs en continu et sur défriche, exploitation forestière, élevage ovin et caprin, culture de pomme de terre. Tous les moyens sont bons pour exploiter ces terres ingrates où n'arrivent que des sentiers ou chemins muletiers, au terme de plusieurs heures de marche depuis Xico, et où le relief accidenté et le climat rude ne permettent aucune culture commerciale. Le peuplement ancien, concentré dans les hameaux au fur et à mesure que s'étendaient les pâturages des rancheros en aval, explique en partie le fractionnement très poussé de la propriété, sur les seules terres qui restent désormais accessibles aux paysans des hauts.

La différence essentielle entre les unités VII et VIII réside dans l'existence de meilleures voies de communication dans la première, différence en passe d'être gommée par la construction actuelle de chemins carrossables vers la seconde.

unité IX : plus haut encore, les systèmes de production agricole sont également diversifiés, et similaires à ceux des unités VII et VIII. Mais les terres sont ici ejidales, réparties entre 6 ejidos situés souvent au dessus de 3000 m.

Les données précises manquent sur le parcellaire, mais une observation visuelle sur le terrain, par photo-interprétation et image satellite (cf. Hoffmann, Arriaga, Almeida 1988) souligne les similitudes avec les unités précédentes, au moins jusqu'à la limite de la forêt de pins. Non intégrées au marché foncier légal, ces terres sont officiellement encore "communes" et indivises.

Ces unités, dont les caractéristiques ont été rassemblées dans le tableau 9, connaissent des dynamiques distinctes ; la figure 37 montre l'évolution dans le nombre de transactions, de 1951 à 1981, par unité. De plus, on a calculé un "indice de mobilité foncière", qui est le rapport entre le nombre de transactions sur 25 ans (une génération) et le nombre de parcelles.

Un rapport = 1 indique une relative stabilité, avec un changement de propriétaire par génération. C'est le cas de l'unité IX (0.95) : les quelques parcelles de propriété privée coincées entre les terres ejidales des hauts se transmettent de génération en génération sans être l'objet de dynamique spécifique.

Un rapport inférieur à 1 indique une très faible mobilité. Dans les unités VII et VIII, à population paysanne importante et fractionnement poussé de la propriété, les indices (respectivement 0.42 et 0.41) sont très faibles. La plupart des transactions ne sont pas enregistrées officiellement, et nombreux sont ceux qui ne possèdent même pas de titres de propriété. La terre n'est pas sujette à un véritable marché ouvert à tous mais plutôt à des arrangements entre parents ou voisins.

En zone intermédiaire (unités V et VI) et basse (IV) en revanche, les indices sont supérieurs à 1. En zone d'élevage notamment, les parcelles changent de mains de deux à presque trois fois en une génération. C'est l'espace du marché foncier local par excellence, accessible aux plus riches qui seuls

Tab 9: Parcelle et mobilité par
Unité agro-foncière

	(a) Sup p.p (Ra) *	(b) Nb parcelles	(c) Nb transact ^{DS} 1951-1975	(d) coeff de mobilité c/b	(e) Sup moy. par parc.	(f) Sup. ajid.
I	40	} 736	—	—	—	—
II	50					
III	160					
IV	1200	606	849	1.4	1.98	1730
V	2000	77	165	2.1	26	—
VI	1500	64	178	2.7	23.4	483
VII	1600	247	105	0.42	6.5	—
VIII	1100	209	87	0.41	5.3	335
IX	880	19	18	0.95	46	3702
TOT:	8530 has	1958			—	6250

* par planimétrie

sont capables d'élaborer des stratégies foncières en achetant puis revendant des parcelles.

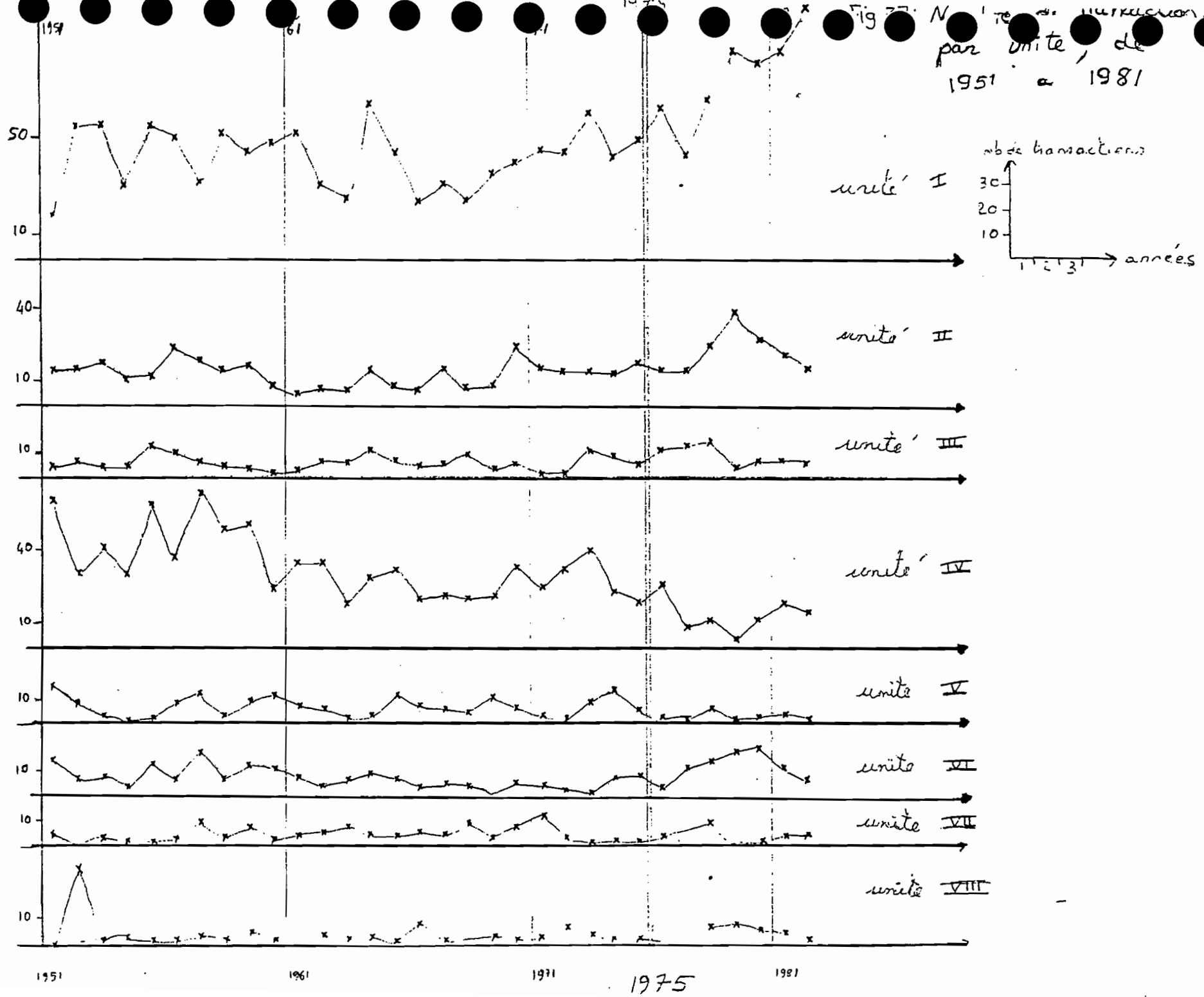
Dans le temps, le nombre annuel de transactions connaît une variation moindre dans les unités intermédiaires et hautes qu'en zone café (unité IV), cette dernière étant beaucoup plus sensible aux conjonctures économiques du marché international du café (cf. plus haut et fig. 37).

On a donc reconnu une dizaine d'unités agro-foncières, ou de "systèmes agro-fonciers spatialisés", définis sur des critères de correspondance entre l'organisation du parcellaire et les modes d'occupation du sol, eux-mêmes liés aux caractéristiques écologiques, d'infrastructures et de peuplement. Toutefois cette approche laisse la part trop belle aux raisonnements déterministes, aux explications univoques de cause à effet entre caractéristiques des terrains et leurs modes d'occupation. Ceci est dû en partie au fait que jusqu'ici, nous n'avons parlé qu'en termes de "parcelles", c'est-à-dire de portions de terrain utilisées à telle ou telle fin productive, et non en termes de "propriétés". Celles-ci sont beaucoup plus que des "ensembles de parcelles", dans la mesure où elles ont des objectifs qui englobent et dépassent les stricts objectifs économiques ou productifs. Ainsi, après avoir défini et décrit les systèmes agro-fonciers, il nous manque encore la pièce maîtresse : qui utilise et façonne ces systèmes, de quelles façons et avec quels objectifs et quels moyens?

III- les propriétés

3-a- Et tout d'abord qui sont les propriétaires, d'où viennent-ils, où résident-ils?

Fig 37. N^o 1^{re} de Markushon
par unite, de
1951 à 1981



En zone caféière, l'origine des propriétaires est très diverse. Si la plupart des petits lopins appartiennent à des habitants des bourgs de Xico et San Marcos, nombreux sont les commerçants, professionnels ou artisans de toute la région qui cherchent à investir dans des parcelles de 2 à 3 hectares, parfois moins. Nombreux aussi les éleveurs à vouloir diversifier leurs productions. Et les petits propriétaires paysans sont assez souvent en difficulté pour accepter de vendre une partie de leurs propriétés au plus offrant. Saturé certes, l'espace caféier n'en demeure pas moins très "mobile" et relativement ouvert aux acquéreurs de toute origine, du moment qu'ils en sont économiquement capables. L'espace caféier de Xico ne représente plus, en soi, un enjeu territorial local, mais plutôt un enjeu économique qui ne connaît pas de limite administrative ou politique.

En amont la situation est tout autre. La carte ci-jointe (fig.38) distingue les propriétaires selon leur lieu de résidence : les villages d'altitude, le bourg de Xico, les bourgs voisins de Coatepec et San Marcos, enfin les villes de Xalapa et Mexico. On a choisi la résidence comme indicateur du degré d'insertion et du mode de participation des propriétaires à la société locale de Xico.

Sur les quelques 600 parcelles concernées, seules deux appartiennent à des "étrangers" de Puebla et Mexico. Encore sont-ils d'importants caféiculteurs et négociants installés dans la région depuis plusieurs d'années, malgré leur résidence lointaine. Une dizaine de parcelles appartiennent à des éleveurs des bourgs alentours. Le reste, l'écrasante majorité des parcelles, appartient à des habitants du bourg ou des villages des hauts.

Plus intéressant encore est la répartition exacte entre ces deux catégories : toute la zone intermédiaire (système d'élevage bovin, unités V et VI), à deux exceptions près, est

de la zone intermédiaire - Xico - 1986

Cajón de
Perote
4240 m.

ETIDOS

XICO



Xico



villages d'altitude



Coatepec et San Marcos



Xalapa et Mexico

Sources = enquêtes

N ↑ 0 1 2 km.

aux mains de propriétaires-éleveurs résidant dans le chef-lieu, le bourg de Xico. A l'inverse, au-delà d'une certaine limite, toutes les parcelles (sauf une) y compris les plus grandes, sont possédées par des paysans habitant les villages des hauts (unités VII et VIII).

La limite est nette et stricte entre les terres de la zone intermédiaire à grand parcellaire, contrôlées par les gens du bourg, et les terres paysannes des hauts. La distinction des unités agro-foncières s'en trouve vérifiée et renforcée. L'espace est strictement départagé entre les différents acteurs-propriétaires : aux citadins les bonnes terres d'élevage, aux paysans les terres peu productives et difficiles d'accès. Dans les deux cas, la pénétration "étrangère" est faible ou nulle. L'accès à la terre reste une "affaire de famille", au sens propre comme au figuré. Les "bourgeois", résidents du bourg et membres de la bourgeoisie agraire locale, se sont constitués une sorte de glacis foncier en amont de Xico, qui correspond assez exactement au glacis d'élevage déjà mentionné. "Glacis" au sens presque militaire du terme, d'espace tampon destiné à isoler et protéger des éventuels "adversaires", opposants ou simplement différents. En témoignent l'attitude des éleveurs dans les années 1940, qui refusèrent le passage de la route goudronnée dans leur propriété "pour se protéger des étrangers" (enquête 1986). Ils obligèrent ainsi à un considérable détour qui pénalisa pour longtemps le bourg de Xico, en position de cul de sac et exclu de fait du réseau routier régional. En témoignent également les étapes dans l'aménagement de cet espace : construction de voies carrossables à l'initiative des rancheros pour desservir leurs seules parcelles, achat de parcelles et reflux des populations qui y résidaient dans les années 1950, reconstitution de domaines familiaux à la même époque (cf. ci-dessus). Ce glacis foncier se présente ainsi comme un espace protégé, réservé, fermé tant aux paysans des villages

alentours qu'aux éventuels candidats à l'investissement dans la région.

3-b- les propriétés

La concentration des terres, que l'on pouvait déjà pressentir à travers le parcellaire, s'accroît dès lors que l'on s'intéresse aux propriétés, et les seuils des différentes strates s'en trouvent légèrement modifiés (cf. histogramme fig.39). On voit ainsi apparaître la limite des 50 hectares, comme seuil au-delà duquel on peut parler de l'élite possédante : plus de 4000 hectares, soit 52% de la surface appropriée, sont possédés par 44 personnes, soit 2.6% du total des propriétaires. Le tableau 10 reprend les principales caractéristiques foncières de ces propriétaires.

Tableau 10 : caractéristiques de la propriété pour les plus grands propriétaires fonciers, Xico, 1986 (44 personnes)

unité agro-foncière	nombre de parcelles	superficie occupée (ha.)	taille moy. des parc.	% de la superf. (ha.)
IV	46	484.5	10.5	40%
V	29	1058.5	36.5	53%
VI	18	869.4	48.3	58%
VII	25	703.5	28.1	44%
VIII	13	878.6	67.6	80%
IX	11	335.8	30.5	38%

total parcelles : 142, soit 3.2 parcelles/personne

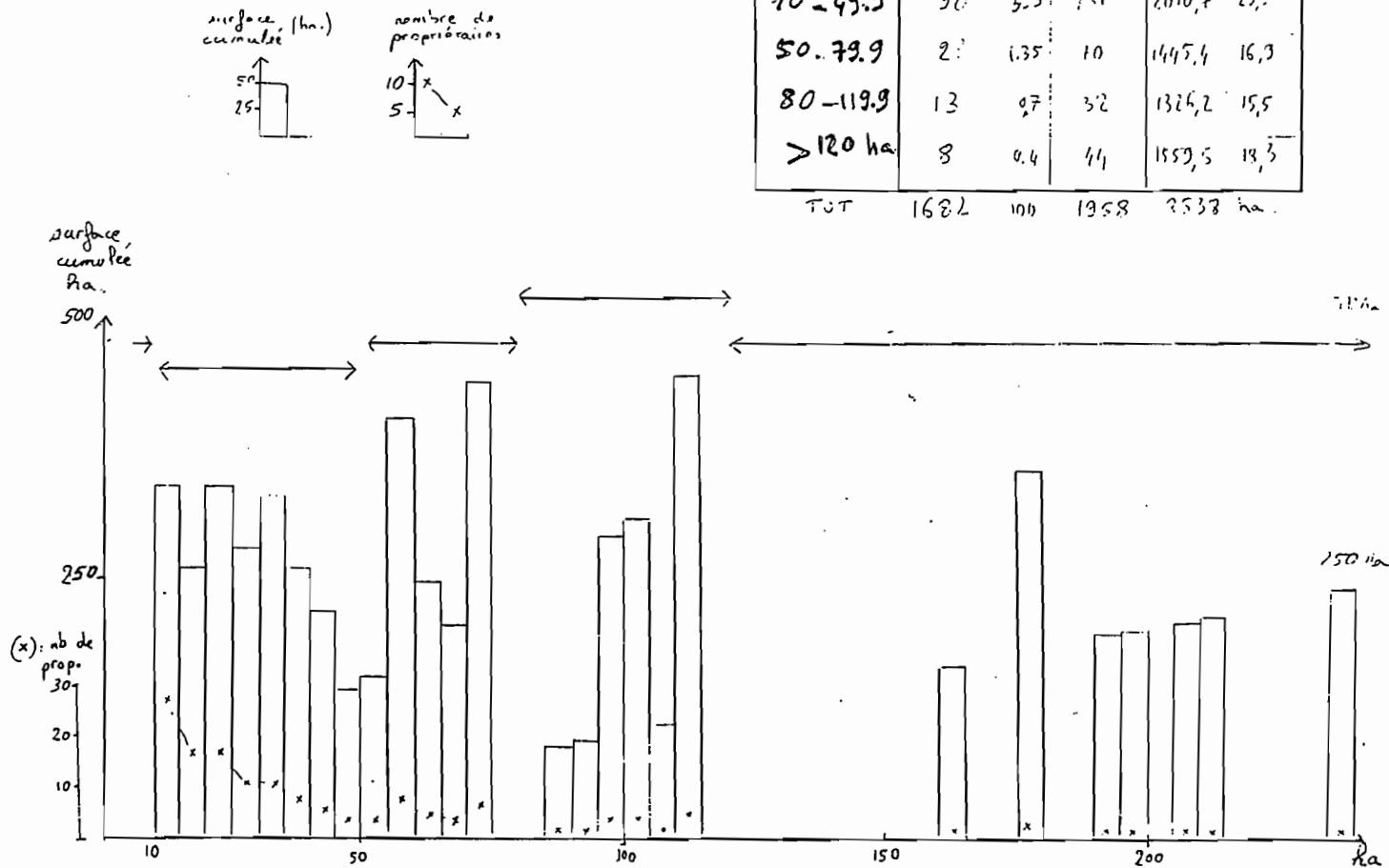
total superficie : 4330 hectares, soit 98.4 ha. par personne

sources : levé de terrain et enquêtes 1986.

Au bas de la pyramide (cf. fig.40), 92% des propriétaires contrôlent moins du quart de la superficie, avec des

Fig 39: Histogramme de la propriété,
Xico 1986

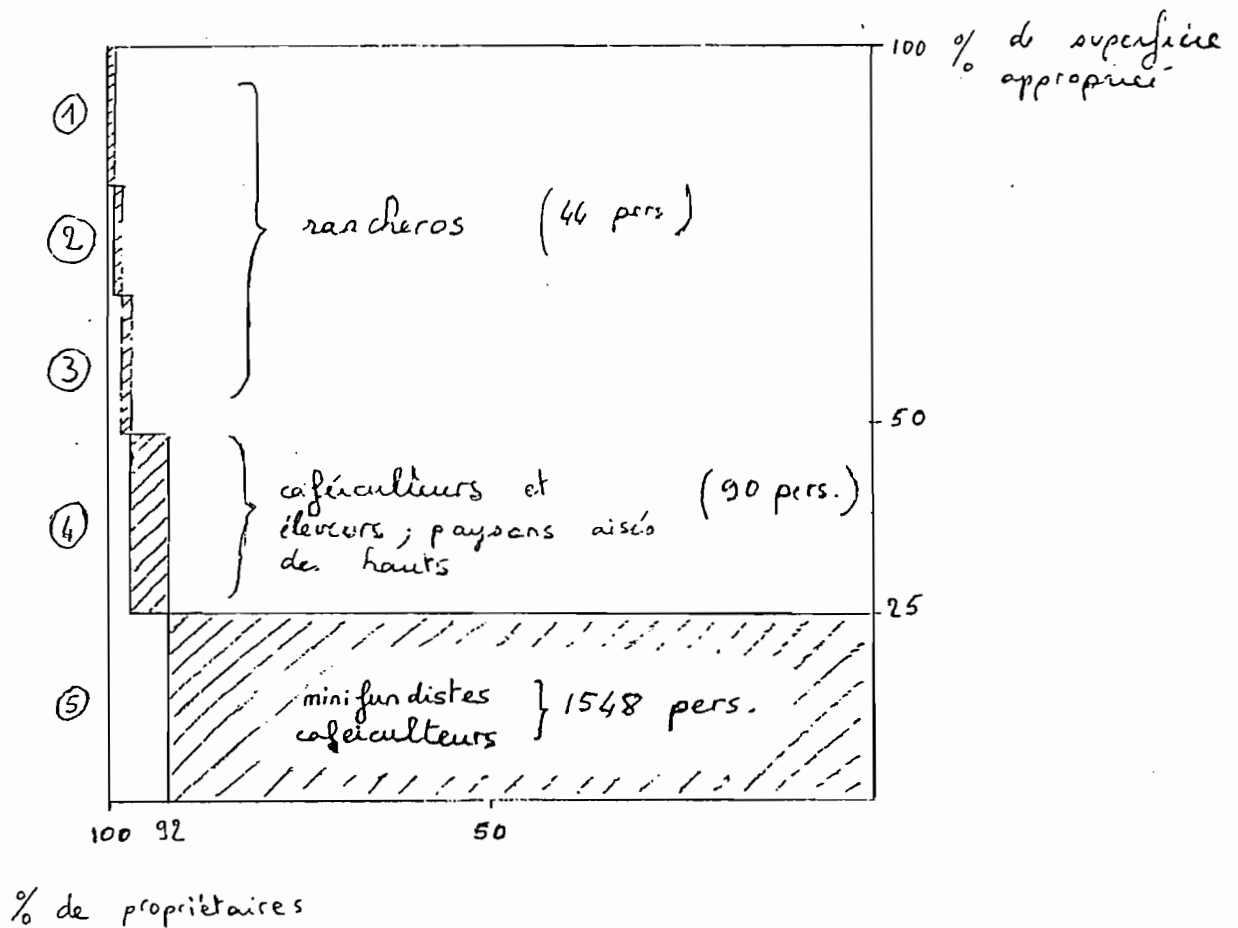
	Nb de propriét.	%	Nb de parcelles	Sup cumulée ha	%
0-9.9	1548	17	1631	2197	25
10-49.9	90	5.3	151	2010.7	23.5
50-79.9	21	1.35	10	1445.4	16.3
80-119.9	13	0.7	32	1326.2	15.5
>120 ha	8	0.4	44	1559.5	18.3
TOT	1682	100	1958	3538 ha	



Sources: enquêtes levé de terrain

Fig 40: Stratification des propriétaires - Xico 1986

①	0,4 % des prop.	contrôlent 18,3 % de la surface appropriée ;	>150 ha ;
②	0,7 %	15,5 %	; 80 - 120 ha ;
③	1,38 %	16,9 %	; 50 - 80 ha ;
④	5,3 %	23,5 %	; 10 - 50 ha ;
⑤	92 %	25 %	; <10 ha ;



sources : enquêtes

propriétés de moins de 10 ha. chacun (dont 90% ont moins de 5 ha. et 60% moins de 1 ha.). Mais la surface totale n'est pas à elle seule un critère pertinent pour apprécier et différencier les propriétés, surtout dans un milieu aussi diversifié que celui de Xico. Il faut tenir compte de la localisation des parcelles, que l'on peut désormais situer dans des "systèmes agro-fonciers" connus. Enfin, il est indispensable d'évaluer la constitution de chaque propriété, sa structure interne, et en premier lieu le nombre de parcelles qui la composent. L'indice de concentration des parcelles augmente avec les grandes propriétés : 1.05 parcelles en moyenne pour les propriétés de 0-10 ha., 2 pour celles de 10-50 ha., 3 pour celles de 50-80 ha., 3.6 pour celles supérieures à 80 ha. On a donc ajouté au premier ensemble de "44 propriétaires de plus de 50 hectares" ceux qui, bien qu'avec une moindre superficie, possèdent plus de trois parcelles localisées sur la carte du parcellaire (ce qui exclue les cas fréquents de "minifundisme fragmenté").

La combinaison de ces critères (superficie, localisation, composition) mène à une différenciation des propriétés en trois grandes catégories, elles-mêmes divisées en sous-catégories. On essaiera alors de voir, comme pour les périodes précédentes, si à ces catégories correspondent des groupes aux caractéristiques sociales et politiques données, autrement dit si aux structures foncières correspondent des "profils" socio-politiques.

3-c- les trois catégories de propriétaires

Groupe G1 multiplication des parcelles sans extension : plus de 3 parcelles et moins de 50 ha (37 personnes), dont G-1-1 : concentré en zone café (16 personnes) G-1-2 : combine zone café et zone haute (17 personnes) G-1-3 : concentré en zone haute (4 personnes)
Groupe G2 extension sans multiplication de parcelles : plus de 50 ha. et trois parcelles au plus (31 personnes), dont G-2-1 : sur les marges du municipe (13 personnes) G-2-2 : en zone intermédiaire centrale (9 personnes) G-2-3 : en zone haute (9 personnes)
Groupe G3 extension et multiplication des parcelles : plus de 50 hectares et plus de trois parcelles, dispersées sur toutes les zones (13 personnes)

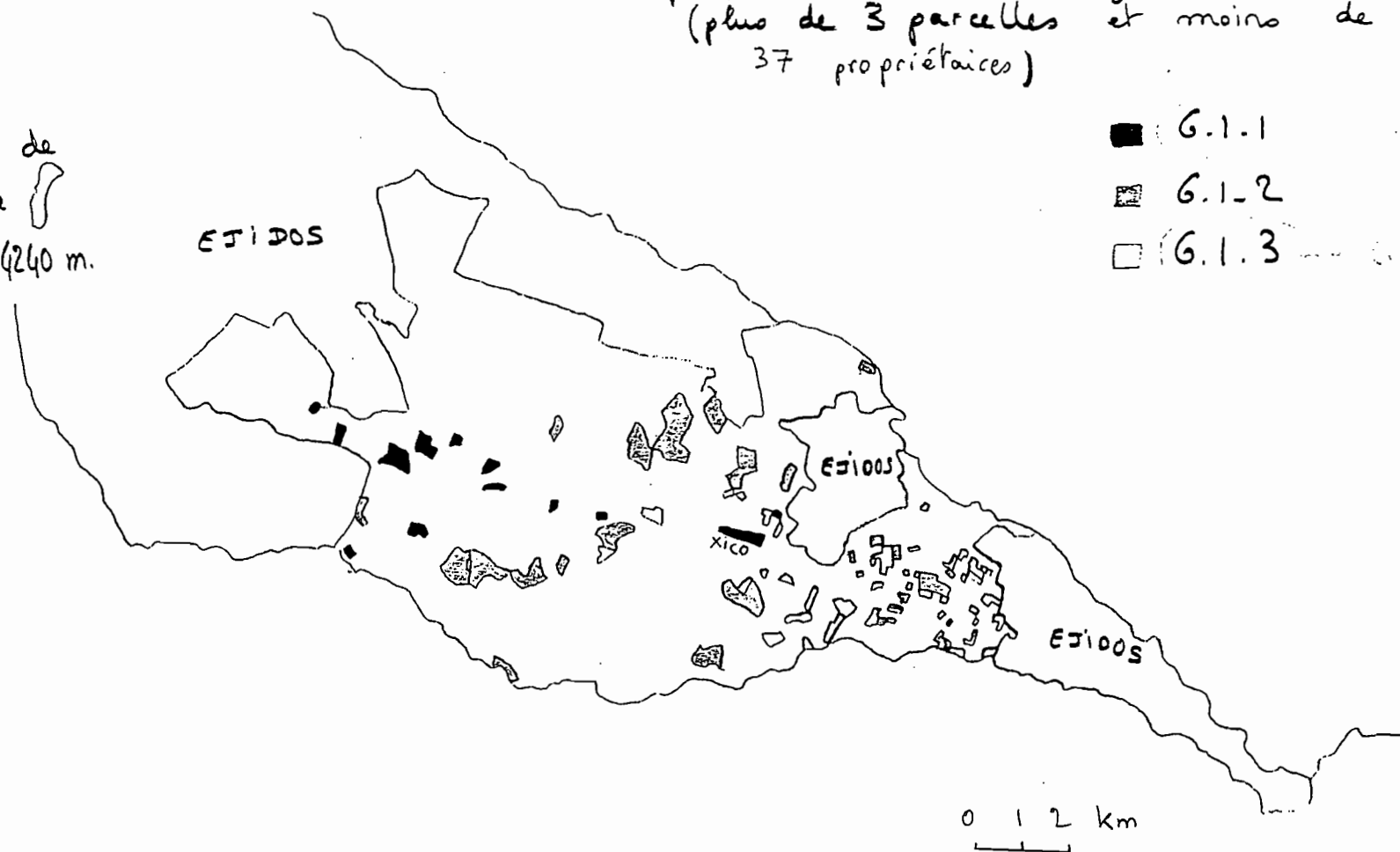
* Le groupe G1 : une logique orientée vers la production

Ces propriétés ne dépassent pas les 50 hectares mais sont composées de nombreuses petites parcelles (cf. fig.41).

Un peu moins de la moitié de ces propriétés sont entièrement situées en zone basse, caféière (G-1-1). Les exploitants sont des caféiculteurs locaux, qui se sont spécialisés dans la branche en développant, pour certains, le négoce et le transport de café en période de récolte. A quelques exceptions près, ce sont des habitants du bourg qui n'appartiennent pas au groupe des rancheros, en tous cas qui n'ont aucun lien de parenté avec eux. Ils sont les descendants des premières générations créoles, qui avaient laissé la place aux rancheros à partir du XIXème siècle. Tout en ayant une grande, voire très grande importance économique locale par le contrôle de la filière café (puissance financière et pourvoyeurs d'emploi),

Fig 41 : Localisation des parcelles des
propriétaires du groupe GI. Xico 1986
(plus de 3 parcelles et moins de 50 ha :
37 propriétaires)

Cofre de
Perote
4240 m.



ils n'occupent jamais de poste de responsabilité publique dans les instances locales, et ne se distinguent pas, en tant que groupe, par des comportements extérieurs spécifiques.

D'autres propriétaires, tout en ayant quelques parcelles de café, en possèdent également en zone d'élevage (G-1-2). Petits caféiculteurs et petits éleveurs, sans relation familiale avec les rancheros, ils ont souvent occupé des postes dans les autorités municipales, les syndicats et corporations agraires, ou l'Association Locale des Eleveurs. Ce sont en quelque sorte les petits notables, parmi lesquels on retrouve certains des "acteurs fonciers particulièrement actifs" de la période précédente. De là à affirmer que les postes à responsabilité furent à la base de leur accumulation, il y a un pas que nous ne franchirons pas, mais on gardera présent à l'esprit la correspondance entre propriétés de terres d'élevage et participation à la vie publique locale.

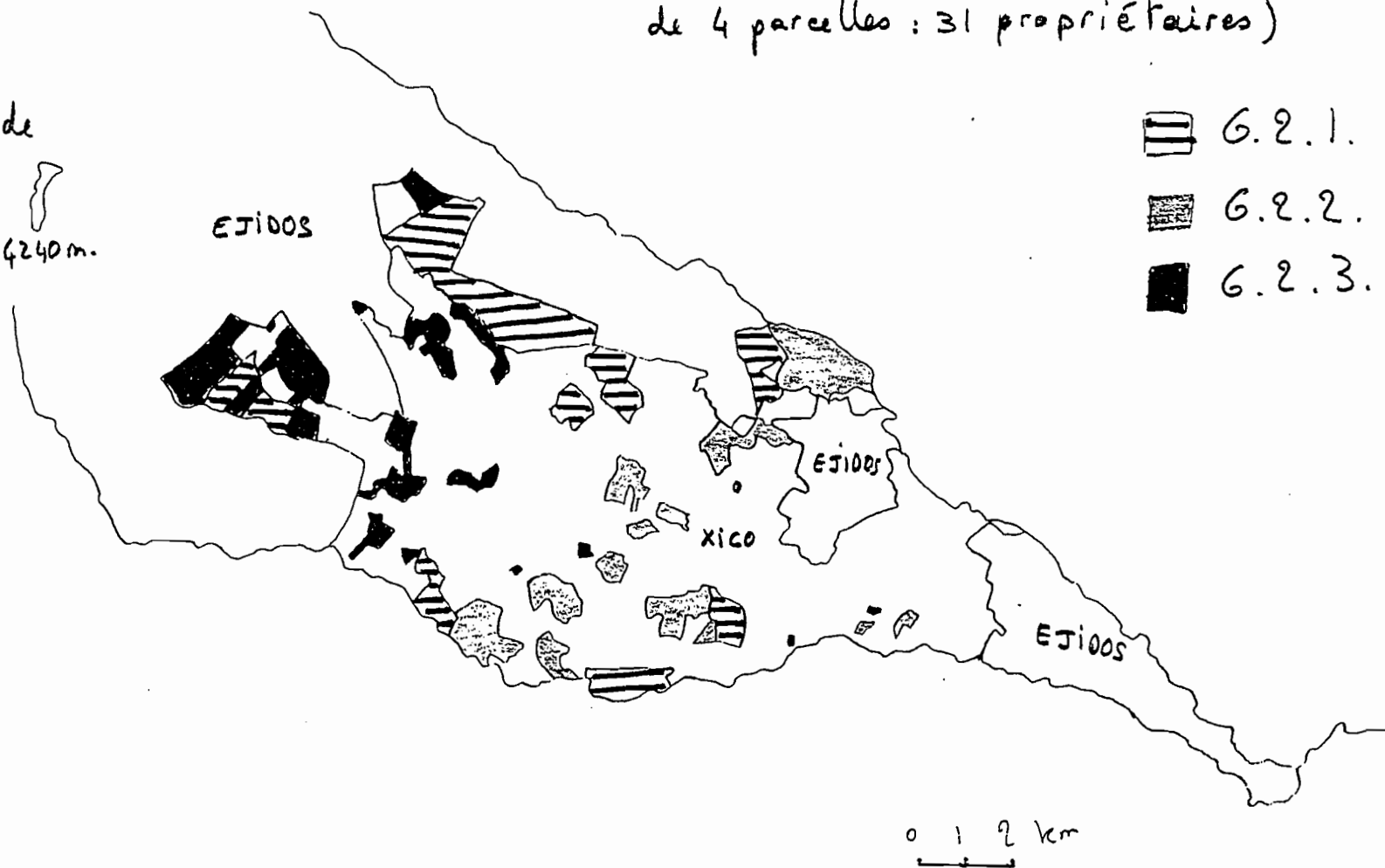
Enfin, toujours parmi ces propriétés morcelées, se distingue un petit lot qui concentre toutes les parcelles en zone haute (G-1-3). Habitants des hameaux d'altitude, les propriétaires ont certes une position privilégiée dans leur village de résidence, mais n'ont aucun rôle, formel et même informel, de représentation ou de médiation à l'intérieur du village ou vers le municipe. Leurs propriétés ne dépassent d'ailleurs guère les 20 hectares, ce qui en zone haute n'est pas une superficie particulièrement grande.

* Le groupe G2 : quand le foncier pointe comme atout politique

De superficies plus grandes que les précédentes, ces propriétés sont en revanche moins morcelées (cf. fig.42). La majorité des parcelles sont situées en amont de la zone caféière, et résultent souvent d'un fractionnement de domaines naguère plus étendus, les actuels propriétaires étant les descendants des anciens "terratenientes".

Fig 42: Localisation des parcelles des propriétaires du groupe G II (plus de 50 ha. et moins de 4 parcelles : 31 propriétaires)

Cofre de
Perote
4240 m.



Une quinzaine de personnes (G-2-1) ne possèdent en fait qu'une seule parcelle, le plus souvent mal située ou de qualité médiocre (pente, accessibilité, végétation touffue). Elles y pratiquent un élevage bovin très extensif, avec un embroussaillage des pâturages systématique ou presque. La terre est surtout vue comme une réserve foncière, éventuellement monétarisée le jour venu. Les propriétaires sont souvent les descendants des "mauvaises branches" des grandes familles de la fin du XIXème siècle, celles qui n'ont pas réussi à s'imposer. Ils ne sont d'ailleurs pas reconnus comme parents par les rancheros aujourd'hui en place. Les relations se sont distendues, les liens familiaux oubliés. Certains vivent dans les villages des hauts, d'autres à Xico mais dans les quartiers périphériques. Les deux mondes ne se côtoient plus. Deux exceptions viennent confirmer la "règle" : deux rancheros qui ont choisi d'investir dans l'élevage côtier et ne conservent plus qu'une mauvaise -mais grande- parcelle à Xico, ayant vendu le reste dans les années 1950 (cf. plus haut).

Dans le second sous-ensemble (G-2-2), les parcelles, au nombre de deux par propriété en moyenne, sont situées dans la zone du "système d'élevage bovin" décrit antérieurement (unités V et VI). Les propriétaires, descendants des grandes familles rancheras et reconnus comme tels par leurs cousins et alliés, sont installés en ville, à Xico, Coatepec ou Xalapa. Ils ont souvent des professions libérales ou des emplois salariés, mais ne rompent pas avec leur milieu d'origine et conservent des activités d'élevage souvent plus intensives, en travail et en intrants, que leurs parents restés essentiellement éleveurs. Ils représentent le secteur modernisant de la vieille oligarchie foncière. Avec une occupation principale citadine (négociant, médecin, avocat..), ils gardent toutefois un pied dans le monde rural, et revendiquent à toute occasion leur statut d'éleveur, dûment enregistré à l'Association

Locale des Eleveurs. La terre est clairement perçue, au-delà des revenus qu'elle procure, comme indispensable pour garder un certain poids local, une légitimation socio-territoriale alors que leurs activités dominantes tendent à les éloigner de la sphère de la production agricole.

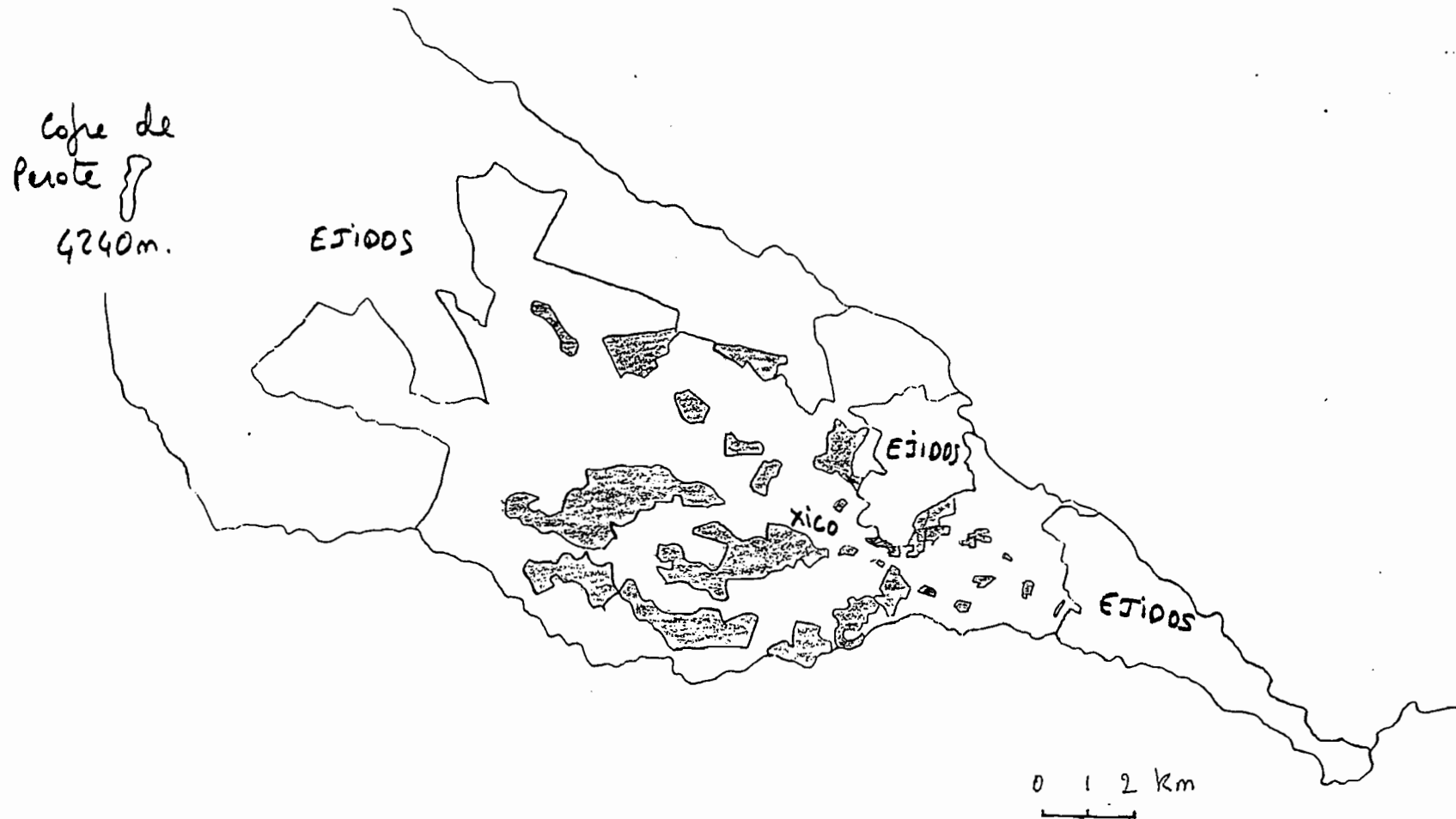
Dans ce même type de combinaison foncière, avec peu de parcelles mais de grandes surfaces, se trouve enfin un autre sous-groupe (G-2-3), distinct des précédents par la localisation des terrains. Ce sont des propriétaires qui concentrent toutes leurs parcelles en zone haute (unités VII et VIII), et qui eux-mêmes résident dans les villages d'altitude. Ce groupe réduit -une dizaine de personnes- rassemble les petits caciques locaux qui construisent ou ont construit eux-mêmes leurs patrimoines, dans les années 1950 (le premier groupe des "acteurs les plus actifs de 1950 à 1982, cf. plus haut). Ils ont acquis progressivement de grandes superficies (certaines de plus de 100 hectares), sur les terres dédaignées par les rancheros de Xico car trop éloignées et difficiles d'accès. Eux-mêmes y cultivent le maïs, la pomme de terre, y font de l'élevage (bovin et ovin-caprin), et louent ou prêtent des terres à leurs parents et clientèles. Ils ont en effet une grande influence, économique et politique, dans leurs communautés de résidence, et jouent le rôle de médiateur et porte-parole de la population paysanne face aux autorités, municipales ou autres. Sans distinction apparente ni marque de prestige ni dans l'habitat ni dans le vêtement, sans différences notables de comportements (religiosité, scolarisation des enfants, pratiques productives..), ils n'en ont pas moins une réelle autorité. Celle-ci, incontournable au niveau des villages, est d'ailleurs entretenue par les autorités municipales et même régionales qui trouvent ainsi un canal de transmission efficace en milieu paysan.

A part les héritiers les moins dynamiques (les "queues de familles", groupe G-2-1), ces propriétaires privilégient ou profitent de la fonction politique, au sens large, de la terre : qu'ils en aient hérité et en conservent un minimum pour se légitimer et garder une place dans la société locale, ou qu'ils aient constitué eux-mêmes leurs patrimoines, construisant peu à peu les bases de leur pouvoir actuel.

* Le groupe G3 : le pouvoir de la diversité (fig 43)

Les plus gros propriétaires de Xico, au nombre de 13, combinent une grande extension, des parcelles nombreuses et de grandes tailles, et une dispersion spatiale. Ces rancheros sont les seuls à profiter systématiquement de l'étagement écologique et des différentiels de production qu'il autorise. Ils sont éleveurs autant que caféiculteurs, avec en moyenne 100 à 150 hectares dont une trentaine en café. Tous liés entre eux par des relations de cousinage ou d'alliance matrimoniale, ils occupent ou ont occupé des postes de responsabilité importants dans l'Association Locale des Eleveurs ou la "Junta de Mejoras", ou plus directement dans les équipes municipales. Ils sont d'un poids décisif dans l'équilibre politique local, notamment pour l'attribution des postes administratifs ou des candidatures à élection. Parmi eux se trouvent les seuls, et encore ne sont-ils qu'une minorité (moins d'une demi-douzaine) à posséder de vastes terres d'élevage dans la plaine côtière au sud du Veracruz. Issus et héritiers des grandes familles du municipe immigrées au XIXème siècle, on les a vus qui continuaient à agrandir leur patrimoine dans les années 1950 et 1960, et à le diversifier dans l'espace et les activités, notamment de transformation et d'exportation de café, ou encore de commerce et de transport.

Fig. 43 Localisation des parcelles des propriétaires
du groupe G III (plus de 50 ha. et plus
de 3 parcelles): 13 personnes)



Conclusion

On peut maintenant réévaluer les données des recensements à la lueur de nos connaissances plus précises sur la structure foncière du municipe.

En 1980, la Population Economiquement Active agricole était estimée à 3211 personnes, desquels on peut soustraire 876 ejidatarios. Restent 2335 personnes travaillant dans l'agriculture et non dotées de terres ejidales.

Si l'on estime grossièrement à 10 hectares le seuil de reproduction d'une exploitation agricole dans la région (67), on trouve une population de 134 personnes susceptibles d'être autonomes, sans recours à d'autres activités ou emplois salariés. En zone café, ce seuil peut s'abaisser à 5 hectares (cf. Bernard 1988), ce qui double la population concernée (246 personnes).

Au total, de 5 à 10% seulement des personnes travaillant dans l'agriculture sont susceptibles de se reproduire à partir de leurs seules propriétés privées. Xico, terre riche et généreuse, municipe agricole par excellence, est un monde de travailleurs agricoles, de péons et de journaliers, de paysans sans terre et de minifundistes qui vivent de salaires incertains et de multiples activités parallèles (cf. Fricke 1972).

Cette différenciation sociale est inscrite dans le paysage. L'espace est ainsi "socialement marqué", divisé en plusieurs sous-espaces clairement délimités, appropriés et presque réservés à des classes socio-foncières distinctes. Les gens des hauts n'investissent que rarement dans la zone caféière, et les gens de la zone basse ne montent jamais au-delà de la zone de pâturages. Seuls les plus grands propriétaires, par

(67) estimation basée sur enquêtes rapides et entrevues, qui ne prétend nullement à une stricte réalité socio-économique.

ailleurs membres influents de la bourgeoisie locale, peuvent transgresser les limites et exploiter directement, en propriété, des terres sur l'ensemble du municipe. Encore le font-ils rarement. Les grands rancheros affirment d'ailleurs volontiers que "les terres de Xico" s'arrêtent, vers l'amont, à la limite supérieure des pâturages, qui est celle de leur présence et influence directe sur la gestion de l'espace et les populations qui en dépendent. Tout se passe comme si les limites spatiales entre zones et entre unités agro-foncières traduisaient une barrière presque infranchissable, culturelle autant que socio-économique, entre les différentes catégories de population.

D'une façon générale, le fait de posséder une grande parcelle en zone de pâturages est révélateur de l'appartenance des propriétaires à l'élite du bourg, sans pour autant présumer de leur dynamisme et importance actuels. Il peut s'agir d'une situation héritée, ou au contraire d'une situation présente et en devenir. L'activité d'élevage apparaît indissociable d'un statut "socio-foncier", et même simplement social, élevé. La possession de parcelles en zone de pâturages assure d'un même coup, sans trop d'investissements ni de frais de maintenance, des revenus et l'assise foncière indispensable à la reconnaissance sociale et à une certaine prise sur les affaires locales. C'est un peu la clé qui permet d'accéder à la minorité influente, que ce soit du côté de la traditionnelle bourgeoisie agraire, les rancheros, ou du côté des élites administrativo-politiques. A contrario les grands propriétaires fonciers qui concentrent l'ensemble de leurs terres dans la partie haute ou dans la zone caféière, quand bien même ils ont une importance économique considérable, n'interviennent que dans une moindre mesure dans la distribution, l'affectation et la gestion des pouvoirs locaux. Les éleveurs rancheros de la partie intermédiaire se sont

taillés un territoire sur mesure, qu'ils contrôlent totalement et à partir duquel ils construisent leurs pouvoirs et leurs espaces d'influence sur le reste du municipe. La correspondance est encore stricte entre contrôle foncier, statut social et poids politique. Les pratiques foncières sont révélatrices de pratiques sociales. Il n'existe pas de stratégies foncières isolées de leur contexte, et l'étude des dynamiques foncières s'est révélée un outil efficace d'analyse des combinaisons sociales à l'oeuvre sur un territoire donné, en l'occurrence un territoire municipal. Les rancheros sont ainsi l'exmple-type d'une classe sociale, hétérogène et dispersée à l'origine, qui a construit sa cohésion et sa domination sur l'appropriation et la maitrise du territoire. Un dernier chapitre tente une définition et une analyse plus globale de cette catégorie encore mal connue du monde rural mexicain.

chapitre IV

LES RANCHEROS DANS LA SOCIETE LOCALE

I. LES FIGURES DU RANCHERO

A la lumière des analyses sur le foncier, on est à présent plus à même d'affiner le profil du ranchero, de cerner ses caractéristiques et ses spécificités face à d'autres acteurs, agents ou catégories sociales.

1-a- L'acceptation commune, la définition de base

Terme générique de la langue commune espagnole, "ranchero" se traduit le plus immédiatement par "fermier", "propriétaire d'un ranch, d'une ferme" (Larousse). C'est donc, d'abord et avant tout, le concept de propriété qui distingue le ranchero des autres acteurs agricoles et ruraux, sans y associer systématiquement de critère de taille ou de nature de la propriété. Toutefois le ranchero n'est pas équivalent au grand propriétaire de type hacendado, pas plus qu'il n'est assimilable à la catégorie, fut-ce de sa couche la plus aisée, des paysans, tous deux également propriétaires. On retombe donc sur l'interrogation de base.

Dans le cas du ranchero, la notion de propriété entraîne immédiatement deux autres : celle de patrimoine familial, et celle d'exploitation directe, familiale, des ressources agricoles.

Contrairement à de nombreux hacendados, les rancheros possèdent leur propriété, et seulement leur propriété. Le

patrimoine familial est tout entier localisé dans ces terres, orienté vers la production et la reproduction du groupe familial. Les activités annexes ne suffisent pas à s'affranchir de la nécessité d'exploiter et de cultiver.

A la différence des hacendados toujours, l'exploitation est directe avec participation effective du ranchero ; à la différence de la grande masse des paysans, elle implique l'emploi d'une main d'oeuvre agricole extérieure à la famille de façon presque permanente. Est ranchero celui qui possède une terre et l'exploite en ayant recours au travailleurs salariés tout en y travaillant lui-même. Toutefois ce n'est pas l'emploi de main d'oeuvre salariée, en soi, qui caractérise le ranchero (la plupart des patrons agricoles y ont également recours), mais un type de relation particulier, que l'on pourrait qualifier de paternalisme conservateur. Le ranchero travaille aux côtés de "ses" ouvriers agricoles, partage au moins une partie de leur espace de travail, de leur rythme quotidien, de leurs préoccupations immédiates (le temps qu'il fera, la route coupée par un éboulement,...), même s'il dirige ou conduit la camionnette plus qu'il ne manie la houe ou la pioche.

S'il est clairement différencié de la masse paysanne par les ressources qu'il exploite ou contrôle (ressources foncières, financières, politiques...), le ranchero subit de la même façon des contraintes incontournables : une grande sécheresse, un ouragan, une maladie, et sa récolte ou son troupeau disparaissent (68). Le ranchero est fragilisable, vulnérable, dans la mesure où il fonde sa puissance et sa richesse sur son patrimoine foncier, prioritairement et souvent exclusivement. Patrimoine foncier par définition "immobile", intransportable. Le ranchero est lié à ses terres, à sa région. Ses stratégies (économiques, matrimoniales, politiques) sont obligatoirement situées, localisées, spatialisées.

(68) ce qui a souvent été transcrit en littérature, par exemple dans Lopez y Fuentes 1986 : "Milpa, potrero y monte".

Propriété, patrimoine et travail seraient ainsi les valeurs clés immédiatement associées, dans le langage commun, à la figure du *ranchero*, qui est ainsi classiquement considéré comme un conservateur. Essayons maintenant de voir comment il a été perçu et analysé par les différents auteurs.

2-b- La diversité des interprétations

Le plus souvent au Mexique, le terme désigne les petits et moyens propriétaires fonciers de l'Ouest du pays, notamment le Jalisco et la Michoacan désormais fréquemment associés sous le néologisme "*Jalmich*", berceau supposé de la "*culture ranchera*" mexicaine.

Depuis Mac Bride et surtout Luis Gonzalez, c'est en effet l'aspect culturel du *ranchero* qui a été mis en avant pour expliquer sa spécificité. D'origine souvent métisse ou de lointaine extraction espagnole, ayant bâti son patrimoine à force de courage, d'obstination et de travail, le *ranchero* serait caractérisé par un individualisme tenace et une adhésion sans réserve aux valeurs chrétiennes traditionnelles, et à l'Eglise catholique en particulier. Sa réticence face à l'Etat, et en général à toute autorité extérieure susceptible de remettre en cause une situation durement acquise, est également jugée caractéristique. Affrontements avec le pouvoir révolutionnaire, confrontation armée face aux agents de la Réforme agraire, guerre cristera des années 1930 sont des épisodes où s'illustrèrent de nombreux *rancheros*.

Plus récemment d'autres auteurs renouvèlent la problématique ; ils continuent à souligner la spécificité culturelle du *ranchero* tout en l'associant plus étroitement aux valeurs et aux dynamiques sociales en cours à l'époque et dans la région qu'ils étudient. Schryer dans le San Lui Potosi, Skerritt sur la côte du Veracruz, à la fin du XIXème et début du XXème,

insistent sur la communauté de comportements qui différencient le rancho de l'entrepreneur ou de l'hacendado : toujours présent sur les parcelles ou les pâturages, le rancho suit un mode de vie quotidien typiquement "rural" : habitat, vêtement, habitudes alimentaires, religiosité, peu de choses le distingue du paysan. Mais ce "peu de choses" est symboliquement très chargé, dans la mesure précisément où il est son apanage exclusif en milieu paysan, comme notamment la pratique de l'élevage bovin et l'usage quotidien des chevaux de monte.

L'élevage est en effet systématiquement associé à la figure du rancho. Depuis la Colonie, le fait d'élever du bétail bovin est une marque de statut social autant qu'économique. Activité longtemps interdite aux indiens, l'élevage est toujours resté un "monde de blancs", qui s'organise en petits groupes puis en corporation (La Mesta, la Confédération Nationale des Eleveurs, CNG) pour défendre ses privilèges (cf. plus haut). Les rancheros, en développant l'élevage, se situent d'office comme "supérieurs" aux populations locales.

Ainsi caractérisé par des schémas culturels, le groupe des rancheros est très hétérogène sur le plan économique. Y adhèrent autant les "petits rancheros" susceptibles de s'assimiler et de se fondre au milieu paysan en cas de problèmes ou de faillites à répétition, que les strates supérieures aptes à être absorbées par la catégorie des grands propriétaires, négociants et entrepreneurs régionaux en cas de réussite.

Certains auteurs, comme Brading et Cochet, préfèrent dès lors insister plus nettement sur la place du rancho dans le système agraire et économique régional, notamment du point de vue des rapports sociaux de production qu'ils développent ou reproduisent dans leur région respective (Bajío, Michoacán). Plus que culturelle, c'est leur position dans les dispositifs

économiques régionaux qui assure cohésion, présence et puissance aux rancheros.

Enfin, toujours dans l'Ouest mexicain et plus précisément dans les Altos de Jalisco, Fabregas démonte admirablement les liens entre les "valeurs culturelles rancheras", le système agraire (qu'il ne nomme pas ainsi) très hiérarchisé sous la fêrule d'une oligarchie conservatrice, et les manipulations politiques auxquelles elles donnent lieu : "l'oligarchie fait un usage politique des traditions culturelles, notamment de l'idéologie religieuse, pour développer sa propre légitimité" (69).

Si la présence, l'importance et la pertinence du groupe ranchero n'est plus à prouver, il reste difficile de se situer face à ces interprétations diverses, qui tour à tour privilégient ou au contraire minimisent les aspects culturels, sociaux, économiques et politiques que celui-ci a pu jouer, principalement à la fin du siècle dernier et début de celui-ci.

Une chose est sûre : le ranchero est plongé dans son monde local, inséparable des caractéristiques propres à son temps et à sa région. Chaque analyse et chaque auteur, volontairement ou non, retransmet un peu d'expérience non généralisable, un peu de spécificité irréductible, un peu d'histoire originale, ce qui explique en partie la diversité des points de vue.

1-c- Une proposition d'interprétation politico-foncière

Souvent qualifiés négativement entre les hacendados et grands propriétaires d'une part, les paysans minifundistes ou sans terre d'autre part, les rancheros pourraient se définir par

(69) "La ideologia religiosa es parte del uso politico de la tradicion cultural que la oligarquia emplea para desarrollar su propia legitimidad" (Fabregas p192).

leur place charnière dans le jeu économique et social local. "Charnière", plus que "moyen" ou "intermédiaire", sous-entend un rôle actif, une dynamique qui s'alimente des deux pôles. Entre les espagnols et les indiens, entre les hacendados et les paysans, entre les négociants et les petits producteurs, les rancheros ont réussi à se construire un espace propre, espace politique et symbolique autant que matériel, notamment économique et foncier. Et c'est bien là la force et la spécificité des rancheros : s'être appuyé sur la terre, sur le patrimoine foncier, sur un espace local délimité, pour développer tout un faisceau de relations et d'obligations qui leur assure stabilité et reconnaissance.

Le plus souvent venu d'ailleurs, espagnol récemment immigré à Xico ou métis migrant du Michoacan, le ranchero s'enracine volontairement dans un espace local, s'inclut dans un groupe ou une communauté (même si elle n'est pas physiquement réunie au sein d'un même village), et s'inscrit dans des jeux de confrontations et d'alliances avec les groupes et individus déjà installés, paysans, propriétaires, commerçants ou hacendados. Discrets au départ, insignifiants au point qu'on les a longtemps ignorés, ils se retrouvent à un moment donné en situation privilégiée dans la plupart des régions, dès qu'un conflit ou un affrontement se précise entre les groupes extrêmes de paysans et hacendados. Ils jouent alors selon les cas le rôle de représentant des communautés villageoises, d'autorité élue ou nommée, de porte-parole plus ou moins imposé par les uns ou les autres face à la société extérieure, et notamment face à l'Etat. Le ranchero s'assimile à la société locale, en connaît toutes les nuances. Ecouté des uns, craint des autres, envié de la plupart, il est loin d'être un "intermédiaire" passif, un simple "producteur moyen". Le plaçant dans une situation de médiation, ces caractéristiques en font un candidat idéal au rôle de cacique, qu'il remplit souvent avec brio.

Ce n'est pas une place fixe dans la structure socio-économique régionale qui définit le groupe ranchero, mais plutôt son aspect mobile et pour ainsi dire "flottant". Par catégorie flottante, on entend souligner sa capacité à se mouvoir dans le jeu local, à ne pas se laisser enfermer dans telle ou telle attitude, à éviter tout déterminisme dans le comportement, social, économique ou politique. C'est cette nature "flottante", rendue possible par la diversité interne du groupe, qui teinte d'opportunisme et de pragmatisme la plupart des comportements rancheros sur le long terme. Aujourd'hui associé à l'industriel de la région pour capter et commercialiser la production paysanne, il peut, demain, s'allier ou soutenir la coopérative paysanne locale s'il y trouve son intérêt, financier ou politique. Aujourd'hui membre actif de tel parti politique, il peut demain soutenir plus ou moins discrètement le parti adverse, ou s'arranger pour s'y faire représenter par un parent ou un "confrère". Les périodes électorales récentes (1988, présidentielle et, dans le Veracruz, municipale) ont ainsi donné lieu à toute une série de manipulations ou tractations, par lesquelles les rancheros cherchaient à s'assurer une place reconnue, quelle que soit l'issue du scrutin, qui pour la première fois n'était pas donnée d'avance, au moins dans certaines localités.

Place charnière, importance locale, adhésion au groupe, on retrouve là les traits des notables, médiateurs politiques à l'échelle régionale en même temps que personnages dirigeants à l'échelle locale. Un détour par la Provence permet de mieux cerner les caractéristiques de ce notable, analysé par Marié et Viard (1988).

Le notable est l'intermédiaire nécessaire pour gérer les relations entre la communauté et le monde extérieur. "C'est un bourgeois, au sens étymologique du terme : quelqu'un du bourg ou qui connut le bourg et son langage" mais qui peut et sait communiquer avec le reste de la communauté, notamment les

paysans et les ruraux. Il a de ce fait "une double-face", extérieure dans l'arène politique régionale et nationale, intérieure dans le jeu de clans qui anime toute communauté. A l'intérieur même de la communauté, il se doit de pouvoir assumer autant des fonctions d'identification et de repérage pour l'ensemble des familles, groupes et catégories sociales (les "clans" de Marié et Viard), que des fonctions d'arbitrage.

D'autres caractéristiques du "nouveau notable rural provençal" s'accordent tout aussi bien à la situation du ranchero que nous connaissons dans le centre Veracruz : "le notable est inséré directement ou par alliance dans une famille locale. Avant d'être politique, son autorité relève d'abord d'une logique familiale. Elle plonge ses racines dans l'archéologie de la famille. En ce sens le notable, c'est le père, avec tout l'investissement affectif que cela comporte". Cependant, tout comme le ranchero, le notable participe également d'autres sphères que la communauté s.s. : la sphère politique régionale, et la sphère de solidarité des rancheros qui dépasse le cadre local. L'espace physique n'est dès lors plus le seul pertinent, il s'agit d'une communauté et d'un partage de valeurs et d'intérêts. "Le notable tient une partie de son pouvoir de l'extérieur" (id.), ce qui lui assure une marge de manoeuvre indispensable à sa survie politique, en le libérant de l'emprise d'un ou de quelques clans locaux.

Minorité au sein de la minorité ranchera, un petit groupe répond à cette description du notable, et assume les relations avec la bourgeoisie urbaine et la bureaucratie d'Etat. Par là-même, il garantit l'échange et la circulation minimum nécessaire à la reproduction du groupe local, à travers sa reconnaissance par les acteurs extérieurs. Souvent mieux placés économiquement que les autres rancheros, ces notables sont les seuls à disposer, ou prétendre disposer du savoir et

du pouvoir indispensables aux négociations avec l'extérieur. Ils s'approprient ainsi le poids politique que leur confère la représentation de "la base" ranchera.

II- LE "MODELE" DE XICO

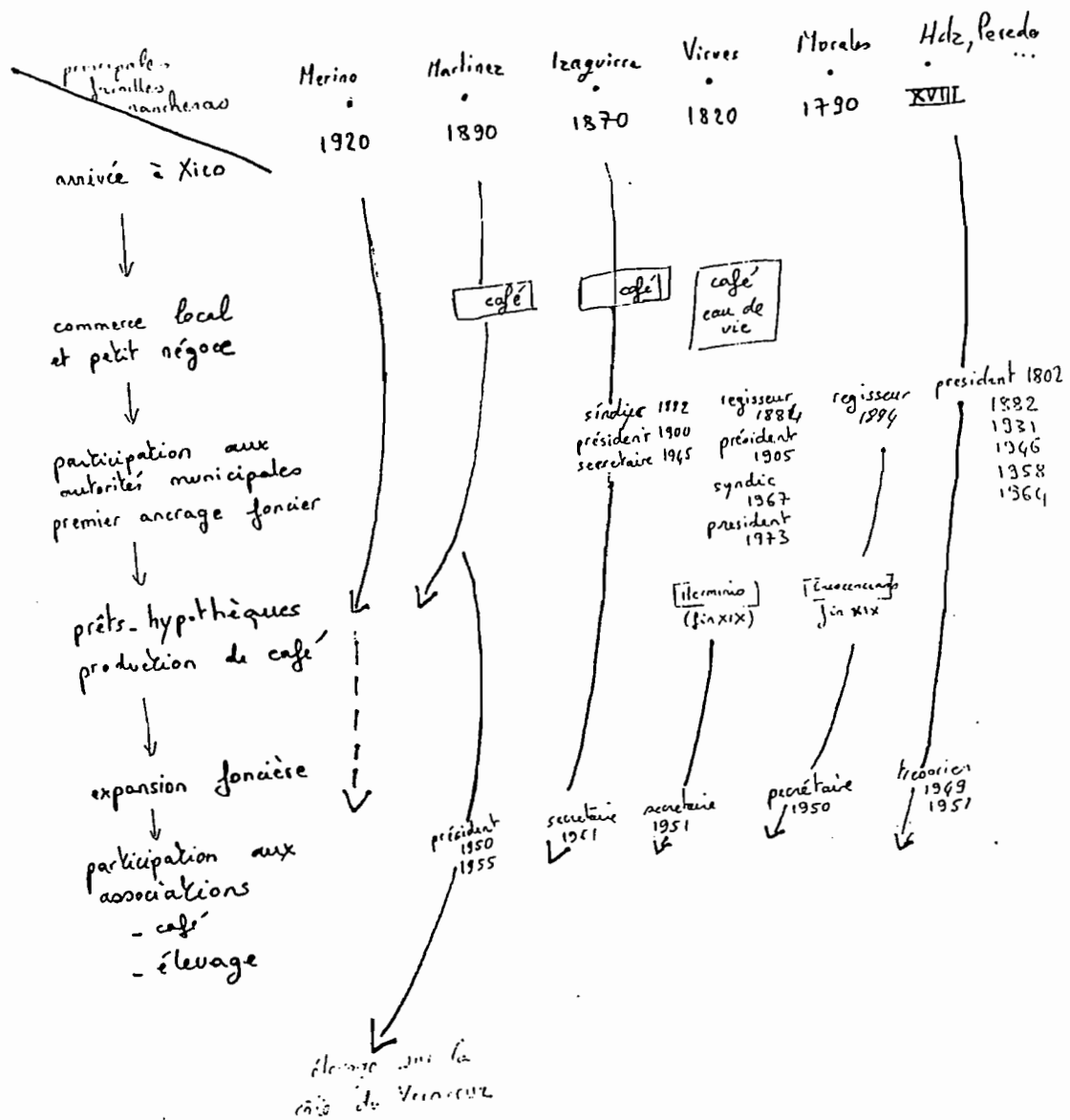
2-a- origines et trajectoires des rancheros

On connaît les trajectoires des principales familles rancheras, immigrées à Xico et aujourd'hui dominantes.

Toutes ou presque ont commencé par une ou plusieurs activités commerciales ou de négoce : transport muletier, achat-vente de café pour le compte de négociants de Coatepec ou Xalapa, fabrication et vente d'eau de vie dans des moulins sommaires, fabrication de bière artisanal, tenancier d'hôtel (au temps du train), vente de matériaux de construction, prêts hypothécaires.

La première acquisition de terres est en général assez précoce, quelques années seulement après leur arrivée et toujours sur des parcelles caféières rapidement rentables. Leur réussite économique se traduit par une intensification des transactions : achats, ventes, mais aussi prêts et emprunts gagés sur hypothèque, locations. L'expansion foncière suit alors, soit en zone caféière préférentiellement, soit, pour les plus fortunés, en zone caféière et en zone d'élevage. On a reporté sur un schéma les principales étapes et les trajectoires des familles les plus importantes (cf. fig.44). Comme tout schéma celui-ci est réducteur. Il n'y a pas de règle systématique mais des tendances. Les rythmes d'évolution varient d'une famille à l'autre, des dynamiques familiales peuvent stagner, "sauter" une génération pour reprendre ensuite, en fonction des conjonctures politiques et

Fig 44: Les étapes de l'intégration des rancheros



LES ETAPES DE
DES RANCHEROS

L'INTEGRATION
IMMIGRANTS

économiques locales mais aussi des personnalités des individus représentants des familles.

Ce rythme par à-coup peut prendre l'aspect de véritables cycles, une phase d'accumulation (économique et foncière) faisant place à un fractionnement et dispersion du patrimoine initial, qui se reforme une ou deux générations plus tard (cf. Tiphaine Barthélémy, Etudes Rurales). Ce développement cyclique est assez évident pour plusieurs familles de rancheros de Xico (Virues, ...), que ce soit du point de vue strictement foncier ou de l'influence politique et sociale exercée par telle famille ou telle branche familiale. C'est le groupe des rancheros qui est stable, et non pas les familles constitutives. On observe ainsi des dynamiques à long terme, avec des glissements d'influence d'une famille à l'autre, des "disparitions" de familles dont le patrimoine passe à d'autres branches par le jeu des mariages et des successions, des "apparitions" récentes de familles influentes qui ont en fait des ancêtres dans le groupe antérieurement constitué, etc.

Dès lors c'est le jeu des alliances qui assure la pérennité du groupe ranchero, puisque chaque famille ou groupe familial, seul, ne peut éviter la disparition, physique ou économique (cf. plus haut la "fragilité" des rancheros). Le ranchero, la famille ranchera n'existe que par son appartenance au groupe, dont il partage et perpétue les valeurs.

2-b- les supports matériels et idéologiques du groupe

A Xico, le groupe des rancheros s'appuie sur quatre "piliers" ou éléments dont la convergence indique l'appartenance de tel ou tel individu ou famille au groupe :

- l'implication dans la vie sociale et politique locale, et plus exactement municipale. Celle-ci peut prendre des formes

variées, depuis l'exercice de fonctions d'édiles jusqu'à celui, moins formel, de "conseiller" plus ou moins obscur mais efficace.

- une certaine puissance économique, qui assure l'indépendance immédiate par rapport aux événements imprévus ou aux aléas climatiques ou politiques, et qui autorise des participations financières aux activités du groupe ou à des investissements de la municipalité.

- l'adhésion au groupe des éleveurs au sein de l'ALG, l'association locale des éleveurs. Sans rôle politique formel reconnu, cette association n'en exerce pas moins une importance fondamentale sur la vie locale en transmettant les options et orientations générales prises au niveau national. Elle sert en effet de trait d'union et de lien avec les autres groupes d'éleveurs de la région, de l'Etat et du pays, ce qui assure l'intégration du groupe de Xico à un ensemble socio-politique plus vaste, en même temps que sa représentation dans les instances supérieures de décision.

- la possession d'un patrimoine foncier conséquent. Fondement socio-spatial de la légitimité, celui-ci assure la présence et la communauté d'intérêts des individus et familles concernées, ainsi que des possibilités d'échanges ou tractations ultérieures, notamment lors des alliances matrimoniales.

La réunion de ces quatre "conditions" définit le *ranchero xiqueno*, qui appartient de ce fait au réseau familial patiemment tissé depuis des générations. L'appartenance à ce réseau est en effet, plus qu'une condition, une conséquence et une "donnée" obligatoirement associée aux précédentes. Un patrimoine foncier de quelque importance n'est accessible qu'à celui qui a fait preuve de son intégration locale, le mariage étant la voie la plus rapide et la plus "compromettante".

2-c- Les mécanismes de cohésion du groupe

Les processus d'adhésion au groupe des rancheros reposent sur l'acceptation et le respect par le "nouvel arrivé" (physiquement ou socialement parlant) des valeurs du groupe, et sa participation effective au réseau ranchero. Deux voies sont privilégiées : l'alliance matrimoniale, et l'implication personnelle dans les activités politiques.

* L'alliance matrimoniale

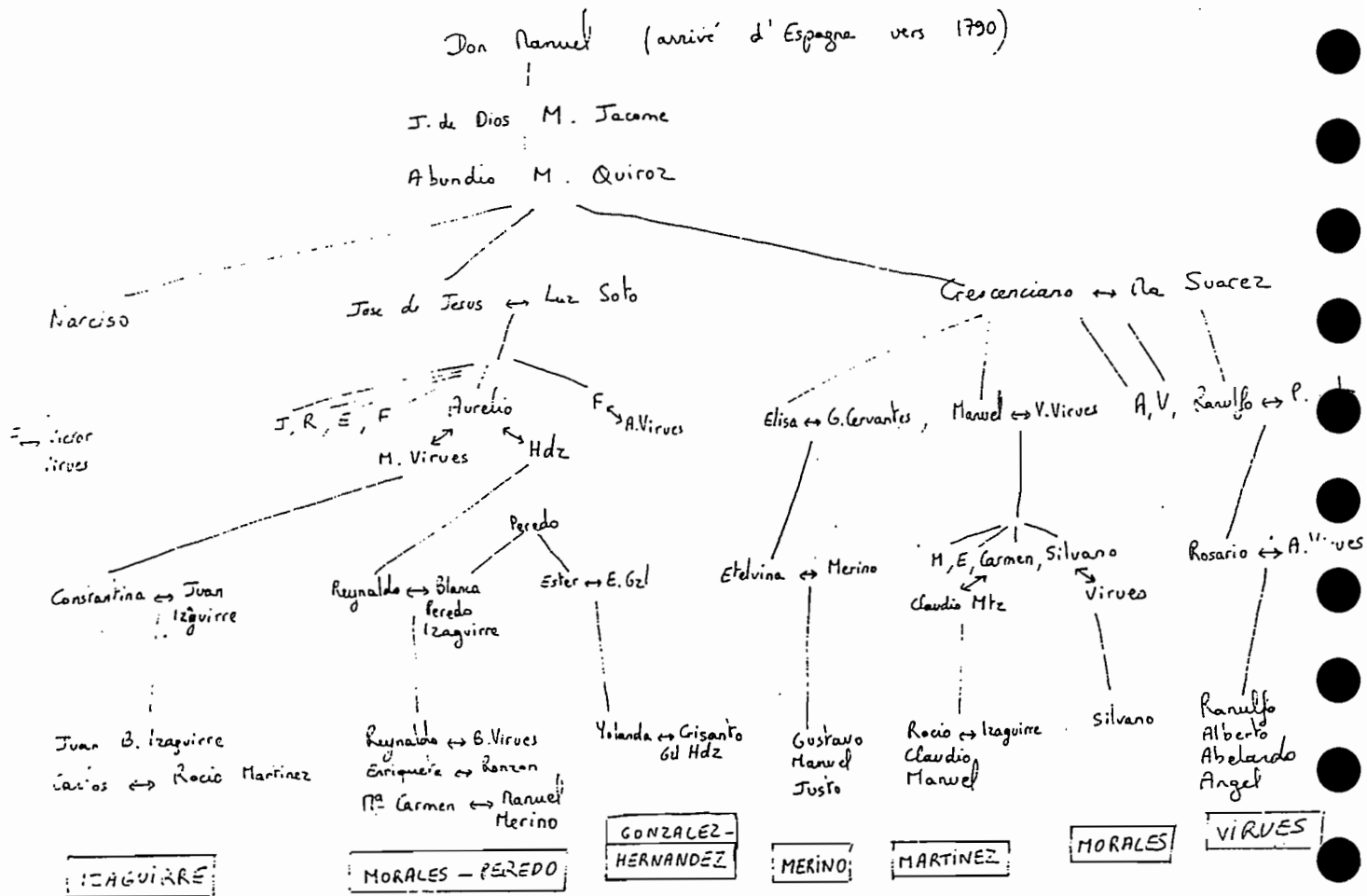
Les arbres généalogiques des principales familles rancheras de Xico se croisent à de multiples reprises, formant un tissu serré de relations de parenté. On pourrait parler "d'endogamie socio-territoriale" : la plupart des unions sont contractées entre époux de même statut social, et de même origine et lieu de résidence (Xico). A titre d'exemple, on peut rassembler en un seul arbre généalogique (celui des Morales, cf. fig.45) les membres les plus influents des plus grandes familles actuelles.

Pour les immigrants du XIX^{ème} siècle, les alliances commencent à se resserrer à la deuxième génération, celle qui suit l'installation à Xico. Au cours du XX^{ème} siècle également, les nouveaux arrivés (et fortunés) s'intègrent à la deuxième génération (Martinez, Cervantes).

Quelques phénomènes nous autorisent à parler en termes de "stratégies matrimoniales" :

- les double-mariages sont fréquents, entre frères et soeurs ou cousins de part et d'autre,

Fig 45: ARBRE GÉNÉALOGIQUE PARTIEL DE LA FAMILLE MORALE



-on trouve un taux élevé de célibat des filles (Virues, Izaguirre), et souvent de non-descendance, alors que les fils sont tous "bien mariés",
-les mariages répétés, après veuvage ou séparation, sont également fréquents.

Les alliances matrimoniales resserrent les liens et favorisent la communication entre familles, elles permettent également, via la dot et les successions, l'accès à la terre et la transmission d'un patrimoine foncier d'une famille à l'autre.

La dot est un aspect important du contrat de mariage. Nombreux sont les rancheros qui ont acquis une fraction significative de leur patrimoine suite à leur union matrimoniale : 20% du groupe des "plus grands propriétaires en 1986".

Une autre conséquence de l'union matrimoniale est l'accès à l'héritage au décès des beaux-parents. Si souvent les hommes héritent des terres et les femmes des maisons ou des biens financiers, il n'existe toutefois aucune règle fixe. Il n'y a pas de préférence successorale généralisée, ni de système d'héritage normalisé. Les répartitions de biens au moment des successions paraissent au contraire liées au patrimoine existant des différents héritiers, et de leurs rapports de force. Innombrables sont les conflits d'héritage, et assez fréquents les assassinats entre parents ou cousins. La plupart des dotations se font sous la forme légale de "ventes". Comme on le trouve dans d'autres sociétés rurales, notamment européennes, "le système marginalise les procédures testamentaires, utilisées comme techniques d'attente ou en situation anormale" (E.R, p31-43). On préfère s'arranger "en famille", avant que le notaire n'entre en jeu et n'impose ses normes.

L'autre aspect des alliances matrimoniales concerne la conjonction d'intérêts et de pratiques sociales ou politiques

entre familles. On a reporté sur les arbres généalogiques les principaux indicateurs de participation à la vie locale, tels qu'on avait pu les analyser dans les chapitres précédents :

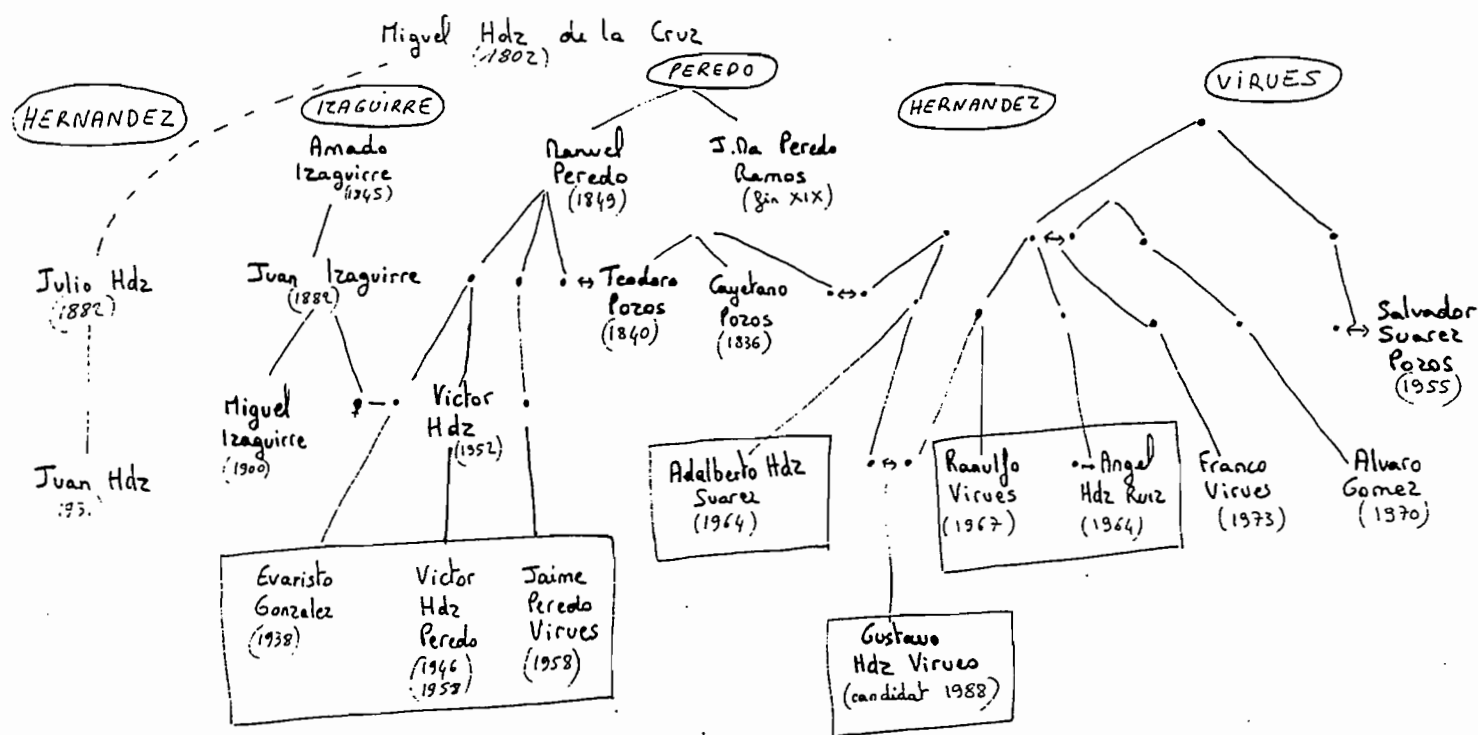
- la participation aux équipes municipales (fig.46)
- la direction de L'Association Locale des Eleveurs (fig.47)
- l'appartenance au groupe des plus grands propriétaires de 1986 (fig.48).

Près de 30% des présidents municipaux, de 1802 à 1988, sont liés par des relations de proche parenté (fils, frère, cousin germain), et sont représentants de quatre familles (Hernandez, Izaguirre, Peredo, Virues). Cette proportion monte à 75% dans l'intervalle 1950-76, qui représente la période la plus faste des rancheros à Xico, quand ils reconquièrent à la fois le pouvoir politique formel -la municipalité- et leurs territoires fonciers grignotés dans la période précédente de Réforme agraire (cf. chap. précédent).

Dans l'Association Locale des Eleveurs, de 1949 à 1980, à peu près 50% des autorités sont membres des grandes familles rancheras, tous liés entre eux par d'étroites relations de parenté. Si l'on ne tient compte que des trois postes principaux (président, secrétaire et trésorier), cette proportion monte à 80%. Cinq familles se partagent ces postes, dont trois (Virues, Peredo, Izaguirre) sont les mêmes que pour les postes municipaux. Les deux autres (Morales et Gonzalez) sont d'anciennes familles de rancheros, qui ont conservé leurs terres et un élevage important, mais qui ont peu à peu été évincées des postes politiques par les familles rancheras arrivées postérieurement.

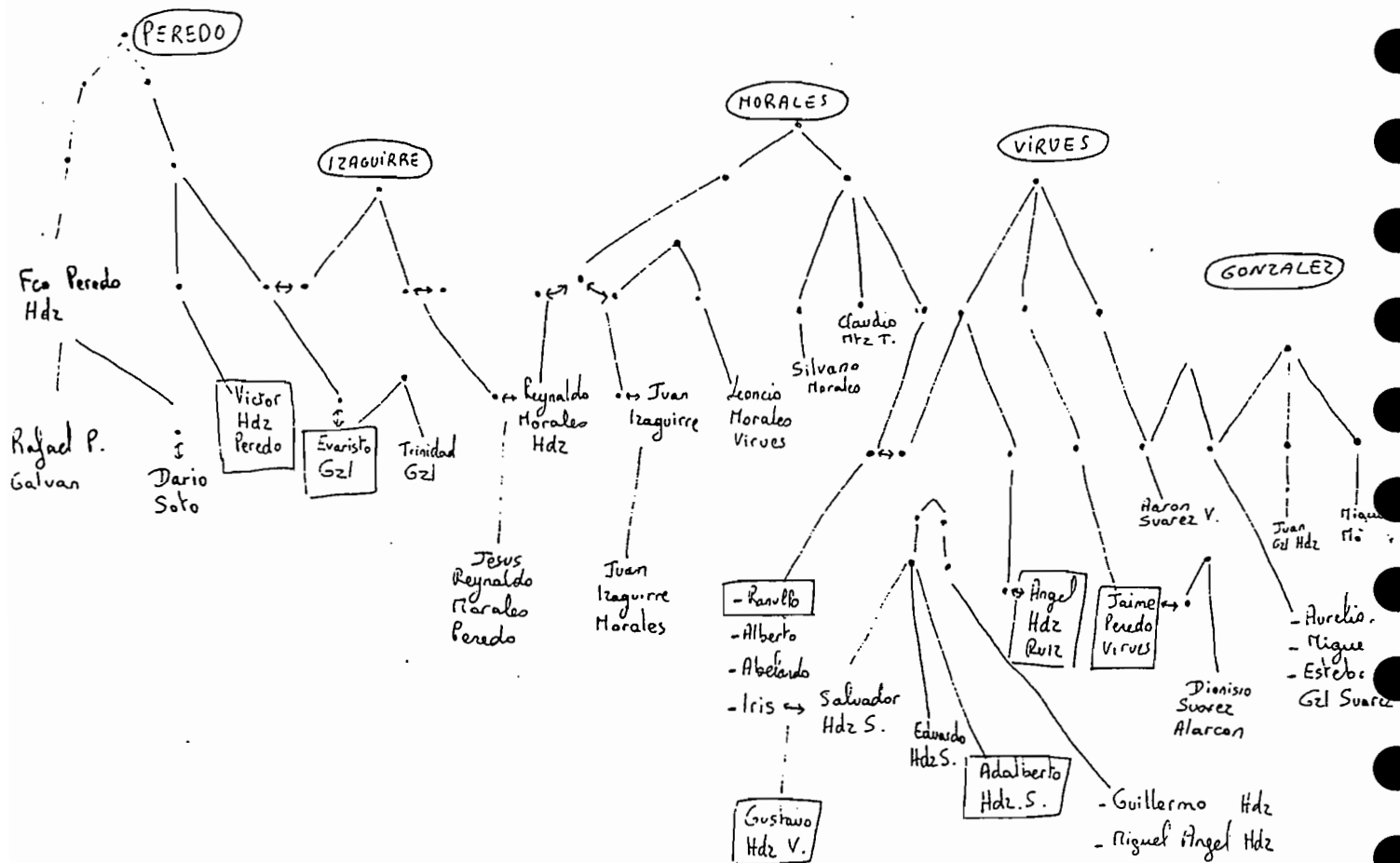
Dans la troisième figure, un seul arbre généalogique rassemble 55% des "plus grands propriétaires de 1986", avec les mêmes six familles que précédemment. Presque tous ont occupé à un moment donné un poste dans l'Association Locale des Eleveurs. Mais deux seulement ont été président municipal. Si la

Fig 46: Relations de parenté entre les rancheros-présidents municipaux



(): date du début de mandat
 □ : également membres de l'équipe dirigeante de l'A.L.G.
 Hdz = Hernandez
 ○ : principales familles représentées

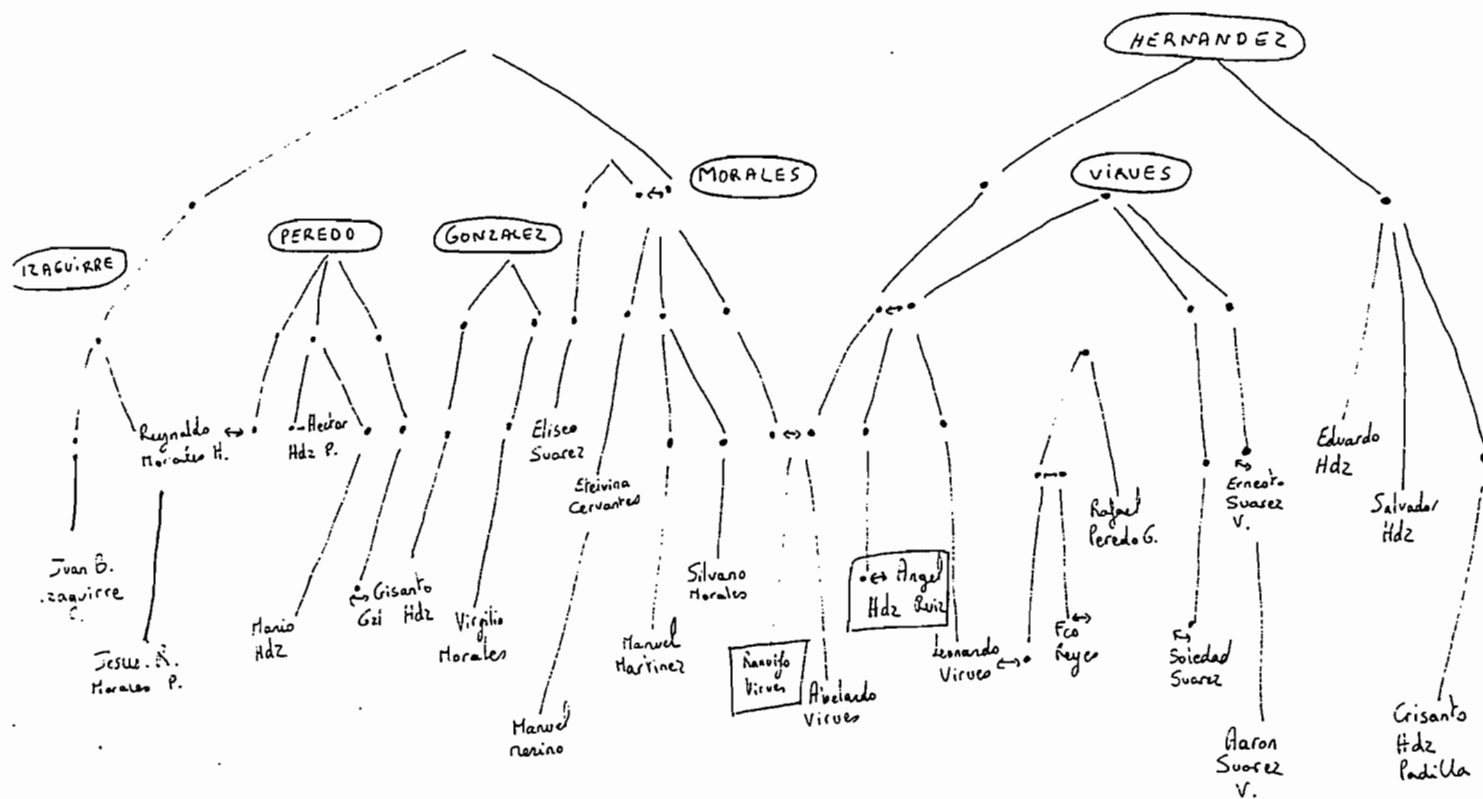
Fig 47: Relations de parenté entre les rancheros-
dirigeants de l'association locale des
ElevEURS



Gzl = Gonzalez
Hdz = Hernandez

□ : également autorités municipales.
○ : principales familles représentées

Fig 48: Relations de parenté entre les rancheros - plus grands propriétaires fonciers en 1986.



Gzi = Gonzalez
Hdz = Hernandez

□ également autorités municipales
○ principales familles représentées

relation foncier-élevage est évidente, et fonde en partie l'identité ranchera, la "puissance foncière" à elle seule ne suffit pas à donner l'accès au pouvoir administrativo-politique, ou ne l'implique pas. Quelques familles économiquement importantes, que ce soit en production caféière ou d'élevage, mais politiquement discrètes, illustrent ce que Marié et Viard appellent les "récalcitrants" au modèle local : les familles influentes qui se refusent à adopter certaines des normes socialement admises par les dominants. Appartenant au monde ranchero par les liens du mariage et les intérêts économiques, ces familles (les plus "récemment" intégrées, depuis cependant près d'un siècle!) ne participent pas de leur vision, perception et gestion de la vie politique locale, et restent à l'écart des joutes électorales ou des débats politiques.

* La communauté d'intérêts et l'implication personnelle des rancheros

On a pu voir dans l'histoire, lointaine ou plus proche, des comportements communs à la classe des rancheros : lorsqu'ils rachètent des droits d'adjudication pour les revendre ensuite aux négociants de Xalapa ou Puebla, au XIXème siècle, lorsqu'ils effectuent des transactions hypothécaires de façon spécifique, distincte de celles des commerçants ou des financiers, toujours au XIXème, lorsqu'enfin ils investissent (vers 1950) ou au contraire délaissent (vers 1930) le champ foncier. Cette communauté de comportements s'explique en partie par une communauté d'intérêts immédiats, économiques et financiers le plus souvent. Mais il existe une autre sorte de "communauté", ou au moins de solidarité active entre les rancheros, dans le champ du politique cette fois. Deux périodes sont particulièrement éclairantes à cet égard : les

années 1940 avec la "Mano Negra", et la période 1955-76, de reprise de contrôle du municipe. Elles ont été présentées antérieurement.

Durant ces deux périodes, et particulièrement la seconde, les rancheros sont solidaires autour du cacique et de son candidat. A partir de 1982 toutefois, le contrôle municipal cesse d'être un enjeu spécifiquement ranchero (cf. annexe), devant la poussée d'autres catégories sociales localement importantes, comme les maitres d'école (comme dans d'autres régions du Mexique, cf. Lartigue). Le cacique lui-même se retire de la scène politique locale, au moins dans ses aspects institutionnels. Il affirme aujourd'hui (entrevue de 1989) vouloir oeuvrer pour le développement touristique local. Et l'on a vu dernièrement, aux élections de 1988, un ranchero à la tête de l'opposition organisée au PRI (les cardénistes). Les anciens clivages politiques sont invalidés, comme l'est la traditionnelle "affiliation" systématique des rancheros au PRI. Ceux-ci font montre, au contraire, d'une grande flexibilité et d'un certain pragmatisme, en ne poursuivant pas coûte que coûte une voie jugée sinon sans issue, pour le moins assez risquée en termes de politique et de pouvoir local.

Les mécanismes d'exclusion sont plus subtils, mais tout aussi efficaces. Le plus évident consiste en la non-reconnaissance de relations familiales. On a pu voir plus haut comment certains membres de familles rancheras sont peu à peu marginalisés et finalement expulsés du groupe, qui ne leur reconnaît même plus de liens de parenté.

Un autre processus de sauvegarde de la cohésion du groupe réside dans "l'exclusion foncière". Le marché foncier étant très localisé, il est assez facile d'empêcher une personne d'acquérir des terres, ou au contraire de favoriser telle

vente, de tel terrain à telle personne. C'est ainsi que s'est formé et que se maintient le "glacis foncier" analysé ci-dessus. Ce processus d'exclusion peut s'étendre aux biens fonciers urbains. Les propriétaires de maisons se refusent à louer, et "aucun terrain n'est à vendre". On a eu plusieurs exemples, dans les cinq dernières années, de personnes obligées de quitter Xico parce qu'elles ne trouvaient pas où se loger, après qu'un propriétaire ait brusquement rompu le contrat de location. Ceci ne concerne évidemment que les grandes parcelles et les grands propriétaires, le marché des petits lots urbains n'étant pas aussi facilement contrôlable (rappelons que le bourg de Xico compte tout de même plus de 10000 habitants).

Enfin, l'exclusion politique se traduit par un certain ostracisme, en niant à telle ou telle personne l'accès aux réseaux de clientèle, aux postes de responsabilités, ou tout simplement à l'information. Il existe ainsi de riches caféiculteurs, certains même installés depuis longtemps, qui n'ont aucun poids politique malgré leur importance économique considérable. Exclus du groupe des rancheros, ils se sont souvent alliés, surtout récemment, aux classes moyennes qui cherchent à briser l'hégémonie ranchera.

Adhésion et exclusion ne sont pas acquises une fois pour toutes. Les critères d'appartenance au groupe ranchero évoluent dans le temps, en fonction notamment des conjonctures régionales et nationales. L'ambiguïté du ranchero réside dans cette contradiction entre "cohésion, fermeture et sauvegarde du groupe" et "adaptation, ouverture et pragmatisme". Dans les moments critiques, les rancheros sont capables de faire des compromis, voire d'effectuer des retournements d'alliance. Dans les années 1950, après un dur conflit, ils acceptèrent la participation (mineure) des agraristes et membres des syndicats officiels à l'équipe municipale. De même aujourd'hui, dans un contexte politique national en pleine transformation, où le PRI commence à perdre une partie de son

autorité, ils assouplissent leurs positions et admettent des "déviations" à l'intérieur même du groupe.

Un siècle après leur arrivée, un siècle et demi ou deux siècles pour les plus anciens, les rancheros sont toujours dominants à Xico. Ils ont traversé des périodes politiques agitées, dont certaines leur étaient franchement défavorables comme la Réforme agraire, sans jamais perdre de leur influence. Sachant se faire discrets quand il le fallait, ils revêtent aujourd'hui les traits d'entrepreneurs agricoles dynamiques particulièrement mis à l'honneur par la politique "moderniste" de l'actuel président de la République, Carlos Salinas de Gortari. Mais c'est là l'objet d'un autre débat.

CONCLUSION

La conclusion reprendra le thème de "ranchero" à partir de quelques axes:

la société ranchera et la construction d'un espace "typiquement" ranchero : modes d'organisation spatiale, processus de contrôle de l'espace et de ses habitants, etc.

le ranchero dans ses relations avec les autres catégories sociales, en soulevant le problème du danger du "nominalisme" : ne pas enfermer dans une catégorie fermée et rigide un groupe social par essence multiforme. Les concepts aident à dégager des processus, des dynamiques, mais ne sont pas valides "en soi".

la relation de l'espace local à l'espace englobant. Comment les phénomènes locaux reflètent et réinterprètent des dynamiques engagées au niveau régional ou national, ou même international (café), et peuvent à un moment donné "retro-alimenter" des processus au niveau supérieur. Le parti-pris de la "monographie" se justifie par le thème abordé : la gestion et l'aménagement de l'espace par un groupe territorialisé.

Annexe 1

LES TRAJECTOIRES DES PRINCIPAUX INTERVENANTS SUR LE MARCHÉ FONCIER. XICO. 1872-1982.

I-LES HACENDADOS ET COMMERÇANTS EXTERIEURS AU MUNICIPE

Francisco Vazquez Gomez
Emilio Vazquez Gomez
Luis Gorozpe, Sotero Salmones
Frères Ollivier
Josefina del Valle
Nicolas J. Banda
Justo Fernandez
Fernando Sanchez
Frères Sanchez Rebolledo
Clotilde Bravo

II-LES PROFESSIONNELS DU MARCHÉ FONCIER

Antonio Murrieta Altamirano
Bernardo Sayago
Pascual Cosme

III-LES RANCHEROS DE XICO (Familles)

Galvan
Gonzalez
Hernandez
Izaguirre
Martinez
Morales
Peredo
Virues
(Suarez, Pozos)

IV-LES INDIVIDUS ET "PETITS RANCHEROS"

Alvaro Gomez Dominguez
Francisco Soto Baez

LES TRAJECTOIRES DES PRINCIPAUX INTERVENANTS SUR LE MARCHÉ FONCIER. XICO. 1872-1982.

I-LES HACENDADOS ET COMMERÇANTS EXTERIEURS AU MUNICIPE

Francisco Vazquez Gomez (FVG), médecin de renom à Mexico, est aux côtés de Madero dans sa première campagne anti-réélectionniste, et suit de près les affaires politiques au niveau national ; il est président du "Club Soberania Popular" du parti Reyiste en 1909 et candidat à la vice-présidence de Madero en 1912. D'origine sociale modeste, né dans un rancho du district de Tula (Tamaulipas), il est berger et mulétier dans sa jeunesse, puis fait des études tout en travaillant pour vivre et était devenu à la fin du siècle un chirurgien et un professeur célèbre, le médecin personnel même de Porfirio Diaz (F.X.Guerra, 1985, II, p140).

Dans la région il est lié aux hacendados et négociants, dont Felix N.Lopez, né à Coatepec mais de nationalité espagnole, bénéficiaire d'une adjudication et propriétaire du rancho El Trianon, au Nord de Xico, agriculteur-éleveur, "le principal commerçant de Coatepec", exportateur de café (cf.A.Beaumond, 1988)..

En 1907 FVG acquiert de Pantaleon Gonzalez, un des plus grands éleveurs de Xico, un terrain à Tonalaco, avec 50 têtes de gros bétail et 200 chèvres "petites et grandes", pour 6000 pesos. Deux ans plus tard il revend le terrain pour 85000 pesos (2099 hectares) à Luis Gorozpe et Sotero Salmones.

En 1912 il achète à son frère Emilio (EVG) le terrain de El Morey compris entre La barranca del Caracol et le rio Mitlancingo, pour 35000 pesos. En 1932 il reçoit une dotation de son frère pour El Morey (une confirmation de l'achat antérieur? une tentative d'esquiver l'affectation agraire à l'heure des dotations provisoires de Coatitilan et Las Carabinas en 1932?) de 320 hectares.

Emilio Vazquez Gomez, avocat à Mexico, lui aussi impliqué dans les affaires politiques nationales au côté de son frère, débute à Xico en 1910. Il est le représentant de la "Compania Generadora y Explotadora de Negocios Industriales", qui achète le terrain de El Morey aux frères Victor et Antonio Virues, rancheros de Xico, pour 10000 pesos, pour y installer une entreprise forestière (cf. Hoffmann, 1989). Après une hypothèque aux mêmes Virues, il rachète le terrain à la Compagnie en 1912 et le revend immédiatement à son frère. Il continue toutefois à apparaître dans le Registre, toujours avec le terrain de El Morey, avec une location en 1926 pour 5 ans, puis une vente en deux fractions aux frères Herminio (600 hectares) et Victor (606 hectares) Virues, de 4000 pesos

chacune. Il voulait probablement éviter une saisie enregistrée en 1928 pour 14669 pesos, pour le même terrain toujours, dont il donne une partie à son frère Francisco. En 1932, il est déclaré propriétaire du terrain El Morey, estimé à 1100 hectares et affecté à deux ejidos de la zone haute : Coatitilan et Carabinas, pour 708 hectares, le reste passant Parc National.

Des deux acheteurs de Tonalaco en 1909 (Luis Gorozpe et Sotero Salmenes) le premier est membre de la famille des plus grands hacendados de la région : Mayorazgo de Tuzamapan avec 18000 hectares en 1907, une raffinerie de canne à sucre, du café et de l'élevage, les ranchos de El Encero, Las Animas. Il est lié par des liens familiaux aux grandes familles d'hacendados de la région : Eduardo Dondé (acheteur de Mahuixtlan et père de Rafael) est son oncle paternel direct, les Pasquel (Zimpizahua) et les Lascurain sont des cousins au second degré.

Les second sont commerçants. La maison "Salmenes y Cia" est "une des plus importantes de Xalapa" ("El Estado de Veracruz", 1923), avec des activités en épicerie et quincaillerie. Ils sont importateurs, dépositaires de la bière Moctezuma et des allumettes "La Central", membres de la direction de la Chambre de commerce de Xalapa et possèdent deux haciendas et deux magasins à Xalapa : La Aurora et El Centro Mercantil. Dès 1911 Luis Gorozpe vend sa part à ses associés, qui à leur tour vendent le terrain en 1921 à la société "Ollivier y hermanos Sociedad", d'origine française, pour 50000 pesos. Il mesure alors 2099 hectares et inclut les annexes "de San Jose, Oxtlapa, Ojo de Agua, Las Papillas viejas y nuevas et autres". La société Ollivier était également membre de la Chambre de commerce de Xalapa, déclarée avec des activités dans le vêtement et la chaussure, la quincaillerie, le livre et le bois. Ils étaient importateurs.

En 1930 Pedro Ollivier devient seul propriétaire, après une refonte de la société qui atteste de propriétés à Xalapa et Misantla. Sa propriété de 2099 hectares sera affectée dès 1931 avec la location forcée de 780 hectares "aux paysans de Tonalaco", puis par la Réforme agraire en 1935, 1937, 1974 et 1975 pour un total de 1475 hectares, le reste passant Parc National.

Josefina del Valle, épouse de Alvaro de la Cueva, achète en 1928 le terrain de Ocotepec, également connu sous le nom de Ingenio del Rosario. Ce terrain avait été donné en adjudication à Pascual Cosme en 1877, qui l'avait cédé en 1881 à Santiago Galvan. Ce dernier le vend en 1907 à Nicolas J. Banda, ranchero de Perote, avec les "droits sur les forêts et le bois, avec les constructions et 60 paires de boeufs". C'est une véritable entreprise forestière qu'achète Josefina del Valle, qui l'hypothèque en 1929 à la "Compania de fabrica de papel San Rafael y Anexas, S.A.", pour 10 mois sans

intérêt. Sur les 1709 hectares, la plus grande partie, au-dessus de 3000 mètres d'altitude, passera Parc National, 583 hectares étant affectés au bénéfice des ejidos de Ingenio del Rosario et Tembladeras, en 1934 et 1945.

Après les dotations ejidales, les entrepreneurs forestiers continueront à s'intéresser à ces terres boisées, notamment Raul Gonzalez Nunez, important négociant de Xalapa qui est un des principaux responsables du déboisement de cette partie du Cofre de Perote (cf. O.Hoffmann, 1989).

Ces grandes familles de commerçants, entrepreneurs et propriétaires de Xalapa (Salmeron, Ollivier, Gonzalez Nanez) sont liés à un moment ou à un autre aux activités du "groupe de Xalapa", animé par Justo Fernandez, qui a marqué profondément toute la vie économique et politique régionale pendant plus d'un quart de siècle (cf. A.Beaumond, 1988).

Justo Fernandez Gonzalez, né à Coatepec de père espagnol, épouse Rosaurora Lopez, fille de Felix N.Lopez qui lui lègue ses propriétés de Xico (El Trianon). Leur fils Justo Felix Fernandez, leader du "groupe de Xalapa" et principal négociant en café de la région et du pays (cf. A.Beaumond, 1988), épouse Alicia Avila Camacho, nièce du président de la République (1940-46). Leurs fils Manuel, Justo, Carlos Rodrigo et Alejandro héritent à leur tour des propriétés de Xico en 1951 et 1958. En 1986 seuls restent propriétaires Manuel Fernandez Avila, avec 102 hectares à El Trianon (café, élevage) et Carlos Rodrigo Fernandez Avila avec 12 hectares à El Encanto (café). Rappelons que les propriétés rurales familiales sont beaucoup plus vastes, notamment dans les municipes de Xalapa et Coatepec, et que les activités commerciales de la famille sont nombreuses et diverses (id.).

Les frères Sanchez Rebolledo sont renommés dans les années 20 pour cultiver "les meilleures oranges du pays" qu'ils exportent de leur hacienda de Santa Rosa, à la limite de Xico et Teocelo ("El Estado de Veracruz", 1923). Ils cultivent également la canne à sucre qu'ils transforment dans leur ingenio du même nom sous forme de piloncillo, sucre, eau-de-vie et même de rhum. Le café prend de l'importance à partir des années 30 avec la chute du prix du sucre et l'abandon de l'ingenio "pour cause d'agrarisme".

A l'origine les frères Sanchez Rebolledo sont des agriculteurs de la région de Coatepec-Teocelo.

Felix Sanchez Rebolledo achète une dizaine d'hectares de café vers San Marcos en 1915 et 1923, mais revend le tout en 8 fractions en 1923, l'année de la dotation ejidale de San Marcos.

Manuel Sanchez Rebolledo est le plus connu des frères, ses affaires se confondent souvent avec celles de la "Société Manuel Rebolledo y hermanos". En 1883 puis en 1928 il achète puis revend deux fractions (dont une de 17.5 h.) dans les environs de Xico. En 1928 il acquiert le rancho de Palzoquiapan de Mucio J.Peredo (de Xico) et son épouse

Guadalupe Rebolledo de Peredo. Il s'agit d'une propriété de 256 hectares qui comprend des champs de canne à sucre, un moulin (trapiche), des parcelles de maïs, des pâturages et 25000 plants de café. L'acquisition porte de plus sur des propriétés voisines de La Vaqueria (14 h.), Chautenic (48 h.), Calpíxcan (55 h. de pâturages). Le tout est acheté avec les hypothèques contractées antérieurement auprès de Antonio Murrieta, pour la somme de 128 832 pesos.

La reconversion vers le café le pousse à prendre en location en 1931 le beneficio de "Puerto Rico" à Irene Sanchez de Vargas (une parente?) pour 4 ans à 2750 pesos. L'année suivante ils afferment une partie de Palzoquiapan (18 fractions ou "bezanas") à Ciro Martinez, soit 66000 plants de café pour 10 ans, à 2000 pesos et un quintal de café pour 1000 plants. Celui-ci à son tour sous-loue à 9 personnes, pour 2 ans, et tous contractent des crédits auprès de El Banco Nacional de Mexico, la même année.

A partir de là commence la chute inexorable, la faillite et finalement la liquidation de toutes les propriétés. Les saisies se succèdent de 1932 à 1936, contre la société "Rebolledo hermanos" ou contre Manuel Rebolledo :

- du receveur des impôts pour 1000 h. à Palzoquiapan,
- de particuliers pour les terrains de El Guayabal, Acatemi, Potrero de Campo Santo (une vingtaine d'hectares),
- de la Oficina de Hacienda pour le non-paiement de l'impôt sur le sucre, 30 h. à Pena Alta,
- de la Compagnie "El Aguila", pour le terrain de Texolo,
- de G. Pastor pour 203 h. à Santa Rosa,
- de El Banco Nacional de Mexico pour 100 h. à Palzoquiapan,
- de C. Minvielle pour 5 h. à Palzoquiapan (El Guayabal) et Calpíxcan.

Finalement la Réforme agraire affectera 400 h. pour les ejidos de Xico et Ursulo Galvan, en 1936.

Seule une fraction de l'ancienne hacienda de Santa Rosa restera aux mains de la famille, qui transformera l'ingenio de canne à sucre en beneficio de café, abandonnera la culture de canne et délaissera la culture de l'orange, vaincue par la concurrence d'autres régions du Mexique, au profit du café (cf. O. Hoffmann, 1987).

Mentionnons que l'épouse de Manuel Rebolledo, Enriqueta Bravo, était la sœur de Clotilde Bravo, qui avait acquis le rancho voisin de Providencia en 1904 (375 h.). Les trois propriétés de la famille élargie (Providencia, Palzoquiapan, Santa Rosa), et leurs dépendances, formaient un vaste domaine d'un seul tenant qui couvrait plus de 1000 hectares d'excellentes terres, tant pour le café, l'orange que la canne à sucre. Elles étaient de plus desservies par le train qui allait de Xalapa à Teocelo via Xico, à proximité des bourgs de la région qui lui fournissaient la main d'œuvre, et de la ville Xalapa qui permettait d'écouler la production vers Puebla, Mexico ou l'étranger.

C'est donc la constitution d'un véritable latifundio à l'échelle régionale qui a été arrêtée en plein élan par la crise économique et politique de la Révolution d'une part, la

Réforme agraire d'autre part.

Fernando Sanchez Altamirano est le frère du Dr Rafael Sanchez Altamirano, chroniqueur qui a laissé plusieurs ouvrages sur la région. Ils étaient au départ "employés de confiance" de la famille Gorozpe de Tuzamapan, à qui ils achètent, vers la fin du XIX^{ème} siècle, une grande propriété de plusieurs centaines d'hectares (dossier CAM, Limones et Chavarillo). C'est la base de leur future accumulation. Ils étaient par ailleurs parents de Antonio Murrieta (cf. ci-dessous) dont ils héritent en partie. Fernando est donc très lié à l'oligarchie locale, des hacendados comme des entrepreneurs, notamment son ami Felix N. Lopez qui est son "voisin de rancho". Il apparaît dans le Registre dès 1901 avec l'adjudication par le président de la République d'un terrain de 1484 hectares à Buena Vista, dans les hauteurs au Nord de Xico. Il en vend deux petites fractions (80 hectares en 1902 et 47 hectares en 1913) et loue le reste pour l'exploitation forestière. En 1921 il reçoit 900 hectares de plus dans la même zone, et légalise le tout en 1934 avec "l'autorisation de propriété" délivrée par le ministère de l'Agriculture pour un montant de 23400 pesos. Il fractionne immédiatement 1046h. en quatre portions pour ses filles Beatriz, Rosa, Maria et Matilde. Cela ne l'empêchera pas d'être affecté par la Réforme agraire sous forme de trois dotations ejidales de 328, 368 et 50 hectares (à Xico, Buena Vista et Cuesta del Pino) en 1936. Il ou ses descendants fractionne alors le reste en "vendant", en 1936, à des parents en grande partie, 18 fractions de 50 hectares chacune, à crédit sur 20 ans sans intérêt garanti par hypothèques sur les mêmes fractions. Il espérait peut-être les récupérer. Ses filles conservent le rancho de la Mascota.

II- LES PROFESSIONNELS DU MARCHE FONCIER

Antonio Murrieta Altamirano, commerçant de Coatepec né de parents d'origine espagnole, est également appelé "le banquier de Coatepec" ou "l'âne d'or" (el burro de oro). Il avait en effet commencé par des activités de muletier et "trafiquant" dans la sierra du Cofre de Perote, et avait accumulé une fortune considérable.

A Xico, il mène une intense activité sur le marché du prêt de 1885 à 1921, date de sa mort.

Sur le seul municipe de Xico, il procède à 42 hypothèques pour un montant approximatif de 175000 pesos. Si l'on excepte quatre grandes affaires qui totalisent 95000 pesos, la moyenne des montants accordés ne dépasse pas les 2200 pesos. Mais sur ces quatre grandes affaires, deux finiront par une saisie :

-Une partie de l'hacienda de Palzoquiapan, aux environs immédiats de Xico, est aliénée à Mucio J. Peredo en 1899, après une hypothèque de 1886 (RPP 61) de 10000 pesos. Après la mort de M.J. Peredo, ses héritiers contracteront une nouvelle hypothèque, beaucoup plus importante (60000 pesos en 1903, RPP 3). Le terrain passe ensuite aux Sanchez Rebolledo.

-Un terrain d'une valeur de 12200 pesos, situé à San Marcos (zone caféière), passe des mains de Virginia Fernandez à celles de Murrieta en 1904 (RPP 88), en application d'une hypothèque contractée en 1899 (RPP 17).

Les trois autres saisies concernent Esteban Maldonado (pour 1700 pesos, plusieurs parcelles à San Marcos en 1903 et 1904, RPP 8 et 5, hypothéquées en 1900, RPP 10), et les frères Narciso et Aurelio Morales pour le terrain de El Moral, 4000 pesos en 1911 (RPP 41), après une hypothèque de 1907, RPP 3.

Les autres hypothèques ont abouti à une annulation (pour 20 d'entre elles) ou sont restées sans suite dans le Registre. Ses "clients" étaient des gens du bourg, des membres de l'élite agraire locale (Mucio J. Peredo, Santiago Galvan, Pantaleon Gonzalez), mais aussi des membres de la bourgeoisie régionale, négociants en café ou propriétaires fonciers (Eduardo Lobato lié au groupe de Xalapa et possédant des terres vers San Marcos, Manuel Armenta qui possède des milliers d'hectares dans les municipes de Chiconquiaco et Colipa).

L'activité du marché foncier de Murrieta était donc vaste et démultipliée. Il est intéressant de noter qu'elle l'était aussi sur le plan spatial (traduction des activités productives). Murrieta est l'un des rares à prendre en gage des terres non caféières, des terres de moyenne altitude où cherchent à s'implanter les éleveurs. Nombre d'entre eux, à commencer par le plus important de l'époque, Pantaleon Gonzalez qui possédait plus de 472 hectares et 300 têtes de bétail (1899 RPP 21, pour 17000 pesos), trouvent auprès de Murrieta les fonds qui leur font défaut : la société Victor Virues et frères hypothèque 175 hectares de pâturages à Chapa et Tlacuilolan pour 9000 pesos, en 1913 (RPP 18) ; Arnulfo Morales 42 h. de pâturage à Chalchihuapan en 1901, pour 3000 pesos (RPP 31) ; M.J. Hernandez 23 h. à La Otra Banda pour 4000 pesos (1901, RPP 20) ; Juan Gonzalez 60 h. à Oxtlapa et Tlacuilolan en 1905 (RPP 7) et de nouveau 103 h. en 1913, pour 5000 pesos (RPP 28).

Signalons enfin que le faible nombre d'achats (3) et de ventes (9) atteste du peu d'intérêt porté par Murrieta à la possession formelle de petites fractions ou de maisons à Xico. A la mort de Murrieta en 1921, ses propriétés sont estimées à 426678 pesos, constituées de 12 terrains d'un total approximatif de 272 hectares dans les municipes de Coatepec et El Chico (en zone caféière) pour 37000 pesos, de 4 maisons à Coatepec pour 5500 pesos et des prêts en cours à cette date. Ses héritiers, et surtout son fils José Antonio, liquideront les affaires courantes, puis vendront les terres de Xico (Chautenic) au moment de la Réforme agraire, pour se dédier - avec succès - aux affaires et se "replier" sur leur vaste domaine caféier de Coatepec et Teocelo. L'une des filles (Rita) épouse Antonio Polanco, d'une grande famille d'agriculteurs (café-oranges), exportateurs de café, éleveurs

et industriels (fabrique de glace et beneficio de café) de la région ("El Estado de Veracruz", 1923). Une autre (Carmen) épouse Federico Bustamante.

La famille Murrieta est de nos jours une des plus importantes de Coatepec, dont l'un des petits-fils de Don Antonio fut maire en 1985-88.

Bernardo Sayago, industriel de Xalapa où il possède une fabrique textile, est en relations conflictuelles avec le groupe d'hacendados de la région. Il s'agit de l'exploitation des eaux du Cofre de Perote, qu'il a détournées pour alimenter son usine de Xalapa alors que les hacendados les réclament pour leurs unités de transformation de canne à sucre et de café (cf. Florescano Mayet, 1985 et RPP 1883-79). Les affaires textiles tournant au ralenti il se tourne vers le marché de la spéculation foncière et trouve une opportunité inespérée en 1871, le 17 avril : il achète 23,3 caballerias (plus de 900 h.) de terres appartenant à l'hacienda de Mahuixtlan des frères Cervantes y Ayestaran, déjà en difficulté, au prix de 27230 pesos. Il s'agit des "terrains de San Marcos", terres potentiellement ou déjà caféières comprises entre la barranca de Teocelo au Sud et celle de San Marcos au Nord, passant par El Huizache, Mata de Agua et Tecuac (noms actuels). Ces terres étaient l'objet d'un litige vieux de plus de 2 siècles entre les hacendados et les habitants de Xico qui les revendiquaient. L'acte de vente mentionne ces questions, les vendeurs restant responsables d'éventuels conflits ou procès à venir (G. Bermudez G. 1985 p.150).

L'acheteur dans ce cas n'a plus qu'à vendre le plus rapidement possible, ce qu'il fait entre 1874 et 1882 en 12 fractions allant du lopin à 40 pesos jusqu'à la parcelle de 95 h. à 4356 pesos et 120 h. à 5273 pesos (RPP).

Parmi les acheteurs bénéficiaires de cette opération, on remarque des noms connus comme Juan Hernandez (18 h.), Luis Martinez (16 h.) ou Juan Izaguirre (232h.), grands propriétaires de Xico, et surtout Pascual Cosme (avec 215 h.), qui lui aussi se spécialise dans le marché foncier.

Pascual Cosme est membre des autorités municipales vers 1870, lorsqu'il est nommé, avec quelques autres originaires de Xico dont Vicente Tlaxcalteco et Eutimio Teacal, dans une commission chargée de négocier la récupération des terres de Mahuixtlan. Il reçoit plusieurs adjudications dès 1861, dont certaines de grande extension (Ocotepec, revendu à S. Galvan). Il est actif sur le marché foncier entre 1875 (date de ses deux seules mais excellentes acquisitions à S. Sayago) et 1892. En une trentaine de transactions, il vend (15 fois), loue, hypothèque (6 fois), cède (3 fois), reçoit (une adjudication de la municipalité en 1877), pour des petites sommes le plus souvent, et disparaît à la fin du siècle sans laisser de traces (sans descendant et ayant tout vendu). Ses associés (V. Tlaxcalteco et E. Teacal) n'auront à terme pas de meilleurs résultats, leurs terres passant toutes aux rancheros de Xico.

III- LES RANCHEROS DE XICO

Ce groupe est plus difficile à présenter car il ne s'agit plus de stratégies individuelles, ou de frères, mais de familles, sur plusieurs générations. *A lire avec les autres généalogiques correspondants -*

LES FAMILLES GALVAN

Le nom recouvre plusieurs familles bien distinctes :

-les Galvan de Coatepec, alliés aux Rebolledo de Teocelo et aux Guiot de Coatepec. Ils délaissent peu à peu leurs intérêts à Xico. Maria Luisa Galvan, épouse de Luis Guiot, laissera 48360 pesos à ses héritiers en 1929 : 3 maisons à Xalapa, Coatepec et Xico, 5 parcelles de café de 44 h. au total (vers San Marcos) et 4 terrains d'élevage à Tizapan, Oxitla et "Potrero de Marcos", soit 125 h., le tout dans le municipe de Xico. Parmi ses héritiers, sa (sœur?) Esther Galvan venait de vendre 11 parcelles à San Marcos, semble-t-il pour éviter de justesse une saisie initiée contre elle par David Brandon, pour la somme de 4000 pesos. Parmi les acheteurs on remarque J.M. Peredo Rebolledo et A.M. Izaguirre.

Un autre héritier (son frère?) Manuel Galvan passera lui même rapidement les propriétés à son fils **Juan Manuel Galvan**, par héritage de 1930 : il lui lègue 3 maisons à Xalapa, Coatepec et Xico, 3 parcelles caféières vers San Marcos, de faible superficie, et un pâturage de 128 hectares à Oxitla-Teacal, plus 7000 pesos de crédits (prêts) en cours. A partir de 1939 et en deux ans, J.M. Galvan revend le terrain de San Marcos-Xaltepec en 11 fractions de 100 à 200 pesos chacune. C'est l'époque du lotissement urbain de San Marcos après les dotations ejidales de la décennie précédente.

-les Galvan de Xico :

-les descendants de Claudio Dario Galvan, actif pendant la Révolution et pacifiquement reconverti en restaurateur et propriétaire foncier (allié aux Suarez et Cuavixi); **Claudio Dario Galvan** apparaît fréquemment dans le RPP. En 1926 il achète une maison à Xico, 4 ans plus tard un terrain à Amatlá, puis il prend en fermage deux plantations en 1933. A partir de 1947 et jusqu'en 1978 il n'apparaît pratiquement plus que pour des crédits auprès des banques, pour des montants importants : à 15 reprises, et de 10 à 100000 pesos dans les années 50! C'est un membre important et actif de l'Association Locale des Eleveurs à partir de 1957.

-les descendants de Ma de Jesus Galvan Pozos, alliés aux Martinez et plus tard aux Peredo; Maria de Jesus Galvan Pozos, épouse de Luis Martinez, reçoit près de 30000 pesos en héritage en 1906 (essentiellement des parcelles de café et trois ranchos sur Coatepec, pour un total d'environ 70 h.). Elle avait auparavant acheté deux terrains de 4.4 et 7 h. de café vers San Marcos, en 1885 et 1888, ainsi que son mari : 15.75 h. à B.Sayago en 1875. En 1915 et 1925 elle vend 4 parcelles d'un total approximatif de 18 hectares. On n'a pas trace de son héritage.

-les descendants des "frères Galvan" (Alejo, Santiago et Camilo), immigrants espagnols du dernier tiers du XIXème siècle qui essaimèrent la région et le pays (Xico, Cosautlan, Guanajuato) puis rentrèrent en Espagne en laissant leur famille au Mexique.

Alejo et Santiago Galvan apparaissent dans les Archives avec la location du terrain d'Ocatepec en 1876, pour exploitation forestière de 9 ans. 5 ans après toutefois, Santiago acquiert seul les droits sur ce terrain, pour 3300 pesos versés à Pascual Cosme qui l'avait reçu (le terrain) en adjudication en 1877. En 1888, il achète à A.Murrieta et Cia plus de 100 hectares à Actopan, au voisinage immédiat d'Ocatepec, pour 400 pesos. Il revendra le tout en 1907, pour 50300 pesos, à Nicolas J.Banda, ranchero et commerçant de Puebla qui lui-même le revendra à Josefina del Valle de la Cueva en 1928 RPP 230, 11 et 25).

En plus de cette bonne affaire, Santiago Galvan achète en 1877 un terrain et une maison à Coatepec, prête contre hypothèque et procède à un embargo en 1903, sur un terrain de 17.5 h. à San Marcos que son propriétaire (J.Hernandez Morales) avait acheté à Bernardo Sayago en 1875.

Peu avant sa mort il partage ses biens ; sa fille Aldegunda reçoit 5 maisons à Coatepec pour un total de 34600 pesos, et Austraberta Galvan hérite en 1924 pour une valeur de 24240 pesos.

Son frère Alejo commence à intervenir sur le marché à partir de 1897 (presque 10 ans après le contrat d'Ocatepec). Pendant 15 ans, il procède à des achats (3 terrains à San Marcos pour un total de 7300 pesos (moins de 10 hectares) et une maison à Coatepec), et prête contre hypothèque (5 fois) qu'il annule ensuite à l'exception d'une saisie, en 1899. A partir de 1923 il arrête ces activités et vend en trois ans ses terrains de San Marcos et Cocoxatla, en lopins de 1.3 h. de café, pour un total de 4850 pesos. Il n'y a pas trace de testament.

Des deux frères le premier était le plus impliqué dans le marché foncier, moins en nombre que par le montant des transactions et la qualité de ses interlocuteurs, tous plus ou moins liés au négoce foncier ou à l'élevage (Cosme, Murrieta, Nicolas J.Banda, J.Hernandez).

LA FAMILLE GONZALEZ

Fils d'un immigré espagnol, Juan Gonzalez, Pantaleon Gonzalez est un des plus grands éleveurs de Xico de la fin du XIXème siècle, et l'on parle de lui comme "le propriétaire du Cofre de Perote". Il possède un pâturage de 472 h. avec plus de 300 bêtes de gros bétail à Buena Vista, 2 maisons à Xico et une propriété de 2 leguas (sic) à Tonalaco. Il achète cette dernière en 1898 à Mateo Ramirez et la revend en 1907 à Fco Vazquez Gomez, pour 6000 pesos, alors qu'elle abrite 50 bovins et 200 chèvres. Curieusement toutes les transactions connues de cet éleveur renommé concernent des hypothèques (annulées après remboursement de sa part) ou des ventes. Il avait du acquérir ses propriétés antérieurement puisque, dans les années 1907-1908 il fractionne et vend ses terrains de Tlalchimalaca, Apila, Zacamila (pour lesquels il avait construit le chemin d'accès et le pont de Pextla) et Buena Vista en 5 lots de 10 à 44 h. (205 h. au total), à ses enfants.

Son neveu Trinidad Gonzalez (se marie avec une Hernandez) fait fortune avec le commerce de "panela" qu'il allait chercher à Cosautlan (et transformait en eau de vie?). Il devint si riche "qu'il faisait sécher son argent sur le "planilla". Il commence par deux achats en 1905 et 1906, mais surtout en 1931, période trouble des affectations agraires, où il acquiert 20 parcelles cette seule année, pour la plupart situées en zone de pâturages (Tlalatlajcan, Tolastitlan, Nenetla, Chalchihuapan, Xapamapa, Acatla). Il répartit ses propriétés entre ses enfants en 1934 : Rosario, Magdalena, Delfina, Micaela, Evaristo et Trinidad. Les deux derniers sont membres de l'Association Locale des Eleveurs dès sa création en 1947, et parfois dans la "mesa directiva" (Evaristo Gonzalez Hernandez en 1947, 1948 et 1964, Trinidad en 1953). La propriété familiale est dès lors fractionnée, sans gestion commune entre les descendants, ni reprise d'une activité foncière particulière par l'un deux.

Deux autres branches de la famille sont aujourd'hui importantes :

- Juan Gonzalez Hernandez, arrière petit-fils de Pantaleon, éleveur et caféiculteur, membre directeur de l'Association Locale des Eleveurs de 1953 à 1959 et président municipal de 1961 à 1964.

- Crisanto Gonzalez Hernandez est grand propriétaire foncier inscrit à l'Association Locale des Eleveurs, sans toutefois apparaître comme membre dirigeant.

LA FAMILLE HERNANDEZ

C'est une des plus anciennes et des plus grandes familles rancheras de Xico, descendant de Tatita Miguel Hernandez, espagnol arrivé à Xico avec son "compadre" de même nom : Crisanto Hernandez Quezada, probablement au tout début du XIXème siècle. La plupart des branches ont "réussi" soit économiquement, surtout dans l'élevage, soit politiquement : de nombreux membres de la famille sont en effet à des postes de responsabilité dans l'association des Eleveurs ou des Caféiculteurs, et dans les autorités municipales (Julio Hernandez en 1882, son fils Juan Hernandez en 1931). Il n'est donc pas question de tous les présenter, et nous nous limiterons à ceux qui ont été particulièrement influents sur le marché foncier local, ou sur les autorités locales.

Cruz Suarez Hernandez, épouse Adolfo Hernandez Olivera, fils de Crisanto ; elle hérite des propriétés de son époux en 1934, soit près de 150 hectares répartis dans la zone caféière (San Marcos, Quecholome, Tlatlahuicapa, El Limon) et de pâturages (Paso del Obispo, Acazacatla, Tolaxtitlan, Tizapan, Acatla). En 1940, elle procède au fractionnement d'un terrain de El Crucero en 20 lots, "à charge pour chaque acheteur de payer la somme (modeste) à El Banco de Credito Agricola" : est-ce sous la pression de la Réforme Agraire (El Crucero est un village doté d'un ejido l'année suivante), ou pour rembourser des prêts?

En 1941 elle laisse à ses trois fils Eduardo, Salvador et Adalberto la presque intégralité de la propriété qu'elle avait reçu en 7 ans plus tôt : 144 hectares dont 28 en café, le reste en pâturages, plus une maison.

Eduardo et Salvador Hernandez Suarez sont des "piliers" de l'Association Locale des Eleveurs dès sa création et jusque dans les années 1960. En 1977 ils sont encore parmi les éleveurs "de engorda" les plus importants du municipe, et parmi les 10 premiers propriétaires fonciers de nos jours : Eduardo (sans enfant) possède, en 1986, 210 hectares en propriété à Xico (le plus gros propriétaire après les frères Fernandez de Xalapa). Adalberto, membre directeur de l'Association Locale des Eleveurs à plusieurs reprises, sera président municipal de 1964 à 1967 ; il se marie avec Flora Padilla, et leur fils Crisanto est parmi les 40 plus grands propriétaires fonciers à Xico en 1986.

Salvador se marie avec Etelmira Virues, leur fils Gustavo, vétérinaire, fut candidat pour l'opposition au PRI à la mairie en 1988.

Les autres branches importantes sont les

- Hernandez Peredo : Victor est deux fois président municipal, en 1946 et en 1958-61, Hector est parmi les 10 premiers propriétaires fonciers de Xico en 1986, et délégué de l'Association Locale des Eleveurs en 1947 et 48.

- Hernandez Virues, principalement Angel, suppléant à la

13

présidence municipale en 1964-67, pilier de l'Association Locale des Eleveurs depuis 1949 et grand propriétaire foncier. -les branches alliées qui donnent naissance aux grandes familles actuellement dominantes présentées par ailleurs : les Virues auraient ainsi une ancêtre fille de Crisanto Hernandez, les Martinez sont descendants de Juana Hernandez, fille de Tatita Miguel, les Gonzalez et Morales sont descendants de Amador Hernandez, etc.. cf arbre généalogique).

LA FAMILLE IZAGUIRRE

Juan Izaguirre Lascurain est le fondateur de la lignée Izaguirre de Xico. Fils de Manuel Izaguirre de Embill, espagnol commerçant au port de Veracruz, il arrive à Xico dans les années 1870 et se marie avec Magdalena Rodriguez Rosas. Celle-ci est la fille de Amador Rodriguez, alcalde de Xico en 1845, qui combattit avec Miramon et assista A.Lopez de Santa Anna lors de son passage clandestin à Xico et la petite-fille de Don Pepe Rodriguez Sevedra, immigré espagnol vers 1790 qui fit fortune en gérant pour un temps les terres de Mahuixtlan (La Isleta, LaLaguna, San Marcos, en 1808).

Avec le capital hérité de sa mère (Lascurain) et de son épouse (Rodriguez), "papa Juan" se lance dans le marché foncier avec deux transactions hypothécaires (comme prêteur où il apparaît comme "Yzaguirre y Compania del comercio de Veracruz"). En 1880 il achète 227.5 hectares d'excellentes terres à San Marcos (à Bernardo Sayago) plus quelques parcelles plus petites, toujours en zone caféière. Il procédera à deux autres hypothèques en 1883-84 et quelques ventes, de lopins de faibles superficies. Il cesse d'intervenir en 1888.

On sait par ailleurs (entrevues avec ses descendants) que Juan Izaguirre était surtout commerçant, qu'il possédait des entrepôts de maïs, café et tabac tout en cultivant le tabac vers Teocelo et Ixhuacan au Sud de Xico, et la canne à sucre qu'il traitait à son moulin de La Joya (voisinage immédiat de Xico). Ses fils Alfonso, Miguel Angel et Amado Manuel

Izaguirre Rodriguez continueront à agrandir le patrimoine familial, ensemble jusqu'en 1930, puis séparément : 52 h. à Tlalchimalaca en 1905, 19 h. à Texcoapan (San Marcos) en 1927, 25 h. à San Marcos en 1928, 2 maisons à Xico. Ses filles n'héritent pas de terres mais d'argent qu'elles font fructifier dans les prêts. Celles qui survivent et ont des descendants (2 sur 6), se lient avec une des plus grandes familles de Xico (Miguel et Manuel Peredo) et sont les ascendantes du petit groupe de riches éleveurs actuels (les Morales).

A la génération suivante, Juan B. Izaguirre Morales (fils de Miguel Angel) continue sur leur lancée en achetant quelques parcelles de café et surtout en investissant dans la zone de pâturages (Tescalón, Altos San Miguel), dans les années 1940-60, de la même manière que Claudio D. Galvan ou les frères

Virues. Il est l'un des notables les plus importants de Xico, co-fondateur et pilier de l'Association Locale des Eleveurs (aux côtés de Reynaldo Morales), jusqu'en 1982 où il fait donation de ses propriétés à ses enfants. Son fils Juan B. Izaguirre, qui réside à Mexico, tenta sa chance comme candidat à la présidence municipale en 1982 mais ne fut pas retenu malgré la considérable audience dont jouit son père, "second cacique de Xico après El Cachafo".

Le "comportement foncier" de Juan Izaguirre Morales est typique des immigrants récents qui allient le commerce à l'implantation territoriale, l'alliance matrimoniale et la participation politique dans un lieu défini (cf. l'analyse de A. Beaumont, 1988). En une quinzaine d'années, il a réussi à acquérir une propriété non négligeable, une position sociale et un rôle important dans l'économie locale, sans toutefois se mêler au milieu négociant régional. C'est l'exemple même du *ranchero* qui construit sa puissance et sa légitimité sur un territoire donné et un réseau de connaissances et d'alliances localisé. Son petit-fils élargit et conforte le patrimoine, s'allie aux plus grandes familles de *rancheros* locaux, diversifie ses activités vers l'élevage. Les autres branches, Izaguirre restent économiquement puissantes sans toutefois s'impliquer dans les affaires socio-politiques locales.

LES FAMILLES MARTINEZ

Luis Martinez, de Coatepec, qui avait reçu des terres en adjudication à Dos Arroyos, déploie une intense activité sur le marché foncier, depuis 1875 jusqu'à sa disparition en 1906 : 3 prêts contre hypothèque, 1 saisie, plusieurs annulations et transactions diverses, et surtout 16 achats. De façon continue et progressive de 1875 à 1886, il acquiert plus de 76 *cuartillas* (133 hectares) autour de Tlalcontla, en zone caféière, en 12 opérations. Il achète de plus 42 hectares (1 *caballeria*) de pâturages vers Piedra Zapote, à la limite du municipe de Teocelo, en 1882.

Luis Martinez ne procédera qu'à 3 ventes, en 1883 et 1889, au bénéfice de Manuel Armenta, négociant et grand propriétaire (puisqu'il se verra affecté par la Réforme agraire, lui ou ses héritiers, 2480 h. dans le seul municipe de Chiconquiaco, au Nord de Xalapa, dans la sierra de Misantla), de J.B. Latour, un industriel avec l'usine textile de San Marcos, que ce dernier revendra en 1898 à Manuel Fernandez del Rio qui la passera à la société de Puebla "Purissima-Coatepec, SA" ou d'un entrepreneur d'importance régionale (Felix N. Lopez). Il fait surtout fortune dans le négoce de café, et lègue à sa femme Maria de Jesus Galvan (cf. plus haut) plus de 70 h. de propriétés à Coatepec et Xico, en 1906.

Florencio Martinez, immigré espagnol arrivé vers 1890, de même nom mais sans aucun lien de parenté avec Luis Martinez, suit presque exactement la même trajectoire que celui-ci. De 1894 à

1919, il acquiert plus de 115 hectares en zone caféière (San Marcos, Mata de Agua, Pajonal), en 10 fractions. Il procède à une saisie mineure (1.75 h. à Micotla), et surtout récupère des biens (dont deux maisons) par cession ou achat de droits d'héritage. Il n'aura vendu que deux fois, des biens à Coatepec en 1906 et un terrain de 5 h. à San Marcos en 1913. Il s'allie par mariage à une très ancienne famille ranchera de Xico, les Pozos, dont il hérite des terres de Cocoxatla (87h.). Ses filles Rosario et Maria del Carmen héritent en 1929 (RPP 11) et revendent immédiatement le terrain de San Marcos en 10 petites parcelles, les deux années suivantes.

Lorenzo Martinez, espagnol arrivé à Xico au début du siècle "pauvre et démuné", se lance dans le négoce de la "purga" et du café, qu'il achetait et transformait avec sa dépulpeuse installée à Coyopolan (aujourd'hui beneficio de café). Dès 1904 il prête 1500 pesos contre hypothèque, annulée 6 ans plus tard avec un bénéfice de 780 pesos. Il se lance alors dans les achats, mais seulement de lopins urbains ou de maisons à Xico (5 en 4 ans pour 5280 pesos). A partir de 1926 et jusqu'en 1929 il revend les 5 propriétés pour 5440 pesos. Le bilan foncier est donc apparemment nul, alors que l'on sait que ses activités commerciales étaient prospères. Son fils Claudio Martinez Torres se marie avec Maria del Carmen Morales (petite fille de Crescenciano Morales), s'alliant du même coup avec les plus grandes familles rancheras de Xico (Morales, Izaguirre, Virues, Merino). Il intervient sur le marché de la terre de 1957 à 1965 avec deux ventes, deux locations et trois achats dont deux d'importance, à Tecacalaxtla en association avec ses fils, et à Tepanovas. De ses 3 fils (Alejandro, Claudio Florencio et Manuel Fernando Martinez Morales), seul le dernier apparaît dans les registres avec l'achat de deux grands terrains, en 1976 à Pajonal et 1980 à San Marcos (en réalité il est associé avec son frère Claudio, mais cela n'apparaît pas dans le Registre). En 1986 c'est un des plus importants propriétaires fonciers du municipe, avec 194 hectares en 11 parcelles, surtout en zone caféière mais avec quelques pâturages (Abaxomal, Texolo, Pajonal). En association avec son frère Claudio, il possède un beneficio particulier pour traiter leur propre production, très importante selon l'un de ses ouvriers : "en pleine saison ils sortaient d'une seule de leurs parcelles, de 20h. environ, 18 tonnes de café-cerise (3 voyages de camion 6t.)". Ils exploitent de plus des pâturages vers Acayucan, sur la côte, "d'où ils sortent les animaux par avion jusqu'à Mexico"; toujours selon le même informateur. C'est donc une ascension récente et fulgurante, qui couronne les efforts de trois générations qui s'étaient au départ dédiées au commerce du café, sans trop investir dans le foncier local. Pour cette branche Martinez, le foncier n'a pas été un moyen de développement et d'expansion. C'est plutôt "en fin de course" que l'intérêt pour le foncier apparaît, pour couronner une réussite économique obtenue par ailleurs et

s'ancrer dans le territoire (voir leurs activités mineures ou nulles dans l'Association Locale des Eleveurs, au contraire de leur père Claudio Martinez Torres qui y avait participé dans les années 1950).

LA FAMILLE MORALES

La famille Morales dont nous parlons ici (il en existe beauboup d'autres de même nom) est d'implantation relativement ancienne à Xico, mais conserve le souvenir de l'ancêtre Manuel Morales, arrivé d'Espagne à la fin de XVIIIème siècle (1790), qui épouse une femme de la famille Jacome, de Xico, et s'installe dans le bourg. Ce sont ses arrières petits-fils, les frères Crescenciano et Jose de Jesus Morales, qui apparaissent en force dans le Registre à la fin du XIXème siècle.

Une autre branche de la famille Morales (ou peut-être une autre famille, originaire de Ixhuacan ou Cosautlan?) est représentée à la même époque par Sacramento et Manuel Morales.

En 25 ans, de 1873 à 1902, Crescenciano Morales achète une dizaine de terrains pour un total d'environ 70 h., en zone caféière et en pâturages, tout en prêtant à 5 reprises contre hypothèques, pour 5000 pesos environ à chaque fois.

En 1926, l'un de ses fils, Ranulfo Morales Suarez, reçoit une quinzaine d'hectares (à San Marcos et Temaxcalapa) et une maison en héritage. Dès 1908 toutefois, il apparaissait dans les archives avec deux saisies (contre sa soeur Virginia) et deux ventes, de petites parcelles caféières à Coyopolan et Tescalan. En 1926 il rachète à une autre soeur sa part d'héritage et lègue la même année près de 50 h. à sa fille Rosario Morales : 42 h. de pâturages à Chalchihuapan (qui proviennent sans doute de l'héritage de son père), le reste à La Joya et Tecacalaxtla en zone basse, plus une belle demeure à Xico. Rosario se marie avec Angel Virues Pozos, avec lequel elle a 5 ou 6 enfants, dont "El Cachafo", le plus haut personnage de Xico à l'heure actuelle.

Son autre fils Manuel Morales Suarez achète 2 maisons en 1915, à Xico, puis des parcelles en zone basse (5h. à Texolo, 2.6 h. à Tecacalaxtla et Petlacoagcan) et en zones de pâturages (7 h. à Temimil et un grand terrain à Xamalapa), en 1926, 1929 et 1931. Après un crédit de 30000 pesos auprès de la Financiera Cafetalera en 1958 (garanti par ses plantations), il ne réapparaît qu'en 1967, pour des ventes à ses enfants : héritage du pâturage de Xamalapa pour son fils Silvano (qui est par ailleurs un pilier de l'Association Locale des Eleveurs), des parcelles de Texolo pour ses filles Ermila et Carmen. Cette dernière se marie avec Claudio Martinez, à qui son beau-père prête 260000 pesos (contre hypothèque) en 1967.

Une autre fille de Crescenciano Morales, Elisa, épouse Gilberto Cervantes, artiste pianiste. Leur fille Etelvina Cervantes Morales se marie avec un dénommé Merino, arrivé à Mexico comme "auxiliaire de Justice". Etelvina Cervantes de Merino apparaît en 1964 dans le Registre, et se remarque par son activité : en une dizaine d'années, elle procède à 15 achats de terrains, tous situés en zone basse, caféière. Elle débute par l'achat de plusieurs parcelles à la famille de Guillermo et Fernando Hernandez Morales, puis diversifie mais toujours avec des parcelles caféières. Dans les années 1975-76 elle répartit ses propriétés entre ses trois fils, pour un total de 80000 pesos en 1976. A l'exception de 3 ventes mineures, toute son activité a donc consisté à acheter, si possible des parcelles voisines (Amapa, Texolillo, San Marcos, El Pajonal, el cerro). Ses fils avaient eux-mêmes commencé à intervenir sur le marché foncier avant de recevoir leurs parts d'héritage.

Gustavo Merino Cervantes suit la même trajectoire que sa mère : de 1963 à 1979, il procède à 11 achats de parcelles, toutes situées dans la zone basse, aux environs de celles de sa mère, pour environ 40000 pesos de 1979. Il ne procède qu'à deux ventes de petites parcelles, en 1963 et 1973.

Manuel Merino Cervantes achète lui aussi à partir de 1969, deux parcelles en zone basse, mais également deux parcelles en amont, dans la zone de pâturages (Coxmatla), en 1976 et 1981. Il contracte un crédit auprès de Bancomer en 1982.

Justo Merino Cervantes, plus tard venu puisqu'il n'intervient qu'à partir de 1971, achète 7 parcelles en dix ans, dans la zone caféière comme en zone de pâturages. Il bénéficiera également d'un crédit bancaire (BANRURAL) en 1981.

Au total, cette branche de la famille Morales "explose" véritablement dans les années 60, avec des acquisitions nombreuses et concertées d'abord en café, puis dans les pâturages. Les données de superficie manquent cruellement pour évaluer le rythme de croissance de la propriété, mais la surface actuelle cumulée de la famille atteint les 200 hectares (cf. plus loin). Les frères agissent fréquemment en association, ils sont inscrits à l'Association Locale des Eleveurs en 1977. La famille est surtout active dans le négoce local du café, possède des camions de frêt et une entreprise florissante de quincaillerie et matériaux de construction.

L'autre branche de la même famille est constituée par les descendants de Jose de Jesus Morales.

Celui-ci est syndic municipal en 1894, la même année où (son parent?) Sacramento Morales obtient un terrain de 35 h. en adjudication de la mairie.

Après deux petites ventes en 1880 et 1895, il ne fait qu'acheter, des terres en zone basse mais surtout en zone de pâturage : Zacamila (19 h. en 1903), Teacal (35 h. en 1910), Xamalapa (4.3 h. en 1910).

En 1910 il laisse à ses fils Ignacio et Aurelio deux terrains, Tlatlahuicapa (6 h.) et Tolintla (8.7 h.). Ceux-ci devaient déjà gérer ensemble leurs propriétés puisqu'ils se font saisir 14 h. de café à Petlacoajcan, 7.9 h. de pâturage à El Moral et une maison à Xico, suite à un crédit hypothécaire non remboursé à Antonio Murrieta, en 1911. On les retrouve en 1913, 1914 et 1926, pour 3 ventes mineures, probablement à des parents par alliance.

Des deux fils de Jose de Jesus, aucun donc ne sera particulièrement actif. La tendance se retourne à la deuxième génération.

Le fils de Aurelio, Reynaldo Morales Hernandez, se marie avec Blanca Rosa Peredo Izaguirre, à qui il achète (qui lui amène en dot) une maison et une parcelle de 3.5 h. de café à Temagpal, en 1933. La même année il achète à son père (héritage) deux maisons à Xico, les deux parcelles que celui-ci avait hérité de son propre père (Tolintlan, 8.7 h. et Tlatlahuicapa, 6 h.) et le pâturage de Teacal (45 h.) qui lui vient également de son grand père José de Jesus. Il fonde l'Association Locale des Eleveurs avec J. Izaguirre en 1947, et reste dans le comité directeur ou le comité de vigilance de façon presque continue jusqu'en 1964, date à laquelle son fils lui succède.

En effet à partir de 1958 son fils Jesus Reynaldo Morales Peredo commence à acheter : 8 terrains en dix ans, de 1958 à 1967, répartis entre la zone basse (Palzoquiapan), la zone de pâturages (Nancontla) et la zone haute (Pezotepec). Il est membre actif de l'Association Locale des Eleveurs, et de l'Association Agricole Locale de Caféiculteurs de Xico, dont il est le représentant en 1967 pour acheter une parcelle à Coatepec. C'est lui qui a opéré la "reconquête des pâturages" dont nous avons déjà parlé, lui qui a "capitalisé" en quelque sorte les efforts consentis par plusieurs générations pour parvenir au premier plan : il est en effet le premier éleveur de Xico et l'un des tout premiers propriétaires terriens. Il est par ailleurs impliqué dans les affaires locales, dans les associations d'une part, dans la "Junta de Mejoras" du municipe dont il fut longtemps président, d'autre part.

Dans les années 1970 son propre fils Jesus Reynaldo Morales Virues commence à prendre la relève, et continue à acheter en 1976 une parcelle proche de Xico (Tolintlan) et en 1980 un terrain de 32000 pesos à Palapa. Dans le même temps il contracte d'importants crédits auprès de la Banamex (600000 pesos en 1980).

LA FAMILLE PEREDO

A la fin du siècle dernier la famille Peredo, alliée à la famille Hernandez, est sans conteste une des plus influentes et des plus dynamiques -sur le marché foncier- de Xico, d'implantation locale plus ancienne que les autres familles étudiées (Manuel Peredo est "alcalde" de Xico en 1849).

La branche principale descend de Manuel Peredo Martinez, qui épouse Juana Hernandez, fille de Tatita Miguel Hernandez "le premier grand propriétaire de Xico" (fin XIXème). Leur fils Jose Mucio achète en 1876 une petite parcelle de maïs à Las Puenteas, puis reçoit, en 1883, de sa mère Juana, 25 h. à Calpizcan (avec 50 têtes de gros bétail) et 256 h. à Palzoquiapan (café, oranges, canne à sucre, élevage), qu'il s'engage à exploiter en commun avec son frère Manuel "para que el rancho conserve su merito".

Après une hypothèque de ce rancho auprès de Manuel Galvan en 1883, annulée trois ans plus tard, ils l'hypothèquent de nouveau auprès de A. Murrieta en 1886.

Jose Mucio continue à acheter des terres vers San Marcos, une vingtaine d'hectares en huit parcelles, de 1886 à 1894, et deux pâturages, en 1895, à San Miguel et Acuitlapic.

Son frère Manuel Peredo Hernandez vend 6 petites parcelles en zone basse entre 1873 et 1897, puis hypothèque de nouveau le rancho de Palzoquiapan, toujours auprès de Murrieta mais cette fois pour une somme de 60000 pesos en 1903 (cf. plus haut).

En 1928 Mucio Peredo et sa femme Guadalupe Rebolledo de Peredo "donnent en adjudication" toutes leurs propriétés de Palzoquiapan et annexes (cf. plus haut) à Manuel Sanchez Rebolledo y hermanos, soit plus de 256h. pour 128832 pesos, ces propriétés étant vendues alors qu'elles sont encore hypothéquées avec A. Murrieta.

Les descendants de Mucio Peredo et Guadalupe Rebolledo s'allient avec de grandes familles : Hernandez, Izaguirre, Rivera Garcia teruel (de l'hacienda Lucas Martin), et à la génération suivante les Gonzalez et Morales, restant ainsi membres de l'élite foncière, économique et politique de Xico.

L'autre branche familiale descend de Jose Maria Peredo Ramos, alcalde de Xico à la fin du XIXème siècle, qui achète 2 maisons à Xico et deux grands terrains à San Marcos et Oxitla en 1927-29. Il lèguera en 1928-29 plus de 135 h. de terres d'élevage (Oxitla, Agua bendita, Cocoxatla) et 3 maisons à ses enfants, dont la plupart des terres (98 h.) à son fils Francisco Peredo Hernandez (Tata Peredo). Ce dernier les passera en 1957 à son fils Rafael Peredo Galvan, qui achète 2 autres terrains les années suivantes, puis revend en 1965, 66 et 67 45 terrains à Temimil, Tlalatlajcan, Temaxcalapa et San Marcos, dont 2 aux frères Martinez et 1 à Alvaro Gomez). Il investit dans le même temps dans un terrain d'élevage sur la côte, à Tenochtitlan.

LA FAMILLE VIRUES

Juan de Dios Virues, d'origine basque, arrive à Xico dans les années 1820 et se marie avec une femme d'une grande famille du bourg : Ramos Rebolledo. On sait peu de choses sur lui si ce n'est qu'il achète en 1875 un terrain d'une valeur de 1400 pesos à Los Ocotes ou Canada de Tepetate, vers Oxtlapa, c'est-à-dire dans les hauts (forêt ou pâturages).

Ses fils n'apparaissent pas ou peu dans le registre.

-Bartolomé achète une maison à Xico en 1874, qu'il revend (après hypothèque à Luis Martinez en 1885) avec deux lopins de 1.75 et 1.2 h. à San Marcos en 1878 et 1885. Son fils Bartolo combattra sous la Révolution aux côtés du général Solis, et se mariera avec une nord-américaine. Ses enfants vivent aux Etats-Unis.

-Toribio est absent du Registre, mais le fils de celui-ci, Pascual Virues, apparaît dès 1877 avec l'achat d'une maison à Xico, la vente d'une petite parcelle en 1882, et une hypothèque de ses propriétés (3.5 h. de café à Pextla; 1.7 h. de "baldio" et une maison) au profit de son cousin Herminio Virues en 1886. Il est également bénéficiaire, avec son autre cousin Antonio, d'une adjudication d'un terrain à Tlalcontla en 1885 (alors que son cousin Jose de Jesus Virues est régisseur municipal), en application des lois de 1856.

-Francisco est l'ancêtre commun de la branche familiale actuellement dominante à Xico. Il s'allie avec une puissante famille de Coatepec, les cousins des Sanchez Rebolledo de Santa Rosa. Il ne lègue toutefois à ses fils Victor, Benjamin, Jose de Jesus, Jose Maria et Antonio Virues Sanchez qu'un terrain en zone basse, dans la barranca de Tecoaç, près de San Marcos (1625 pesos) en 1893.

Il faut attendre la seconde génération pour que la famille Virues se distingue par ses activités foncières, à la fin du XIXème siècle. C'est alors, déjà, une grande famille du bourg qui intervient dans les affaires économiques (plantations de café, fabrique de bière, élevage...) et sociales (l'un des petits-fils est syndic à la municipalité).

Herminio Virues Rebolledo est sans conteste le plus actif des fils de Francisco, de 1877 jusqu'aux années 1920.

Il pratique abondamment les hypothèques (26) mais ne procède qu'à une saisie, de faible importance.

Sur 50 transactions menées pendant ces 35 années, la moitié donc sont des hypothèques, de 1200 pesos chacune en moyenne. Elles concernent surtout des terrains et des maisons situées dans les municipes voisins de Coatepec, Cosautlan et surtout Teccelo. Sa femme Maria de Jesus Soto est originaire de Teccelo.

Mentionnons les 3 ventes effectuées pour un total de 1400 pesos, de terrains situés aux environs du bourg de Xico, à des parents (son cousin Pascual Virues) ou à d'autres agriculteurs-rancheros.

De 1896 à 1914, mais surtout pendant les 10 premières années, il effectue de nombreux achats : 9 parcelles à Teocelo, 3 à Coatepec, 1 à Cosautlan, 3 dans la zone basse de Xico, 2 dans la zone haute à El Morey, plus 4 maisons à Xico. La quantification rigoureuse est impossible en l'absence de données, mais l'on connaît ses propriétés sur Xico :

-en zone haute, le terrain de El Morey, qu'il avait acheté en 1905 à Juan Hernandez (éleveur de Xico), puis vendu avec ses frères à Emilio Vazquez Gomez, lui revient en 1927 par achat de 600 hectares au même Emilio Vazquez Gomez. Son demi-frère Victor Virues achète les autres 606 hectares du terrain. Tous deux seront affectés par la Réforme agraire, de respectivement 368 et 277 hectares pour les ejidos de Coatitilan et Carabinas, en 1940 et 1934 (avec location forcée de 210 hectares dès 1931 dans le premier cas). En 1947 son fils vendra la dernière fraction de El Morey (180 h.), à Gilberto Suarez, qui le conserve aujourd'hui.

-en zone basse, il achète en 1905 et 1914 les droits d'héritage à Luz et Dolores Gomez et Cruz Hernandez, sur deux terrains de 17.3 et 28.3 hectares à Texolo et "El 25", déjà plantés en café à cette époque. Ils passeront à son fils Herminio Virues Soto qui devra en laisser une partie pour le lotissement de Rodriguez Clara dans les années 40 et vendra le reste à Gustavo Merino en 1967.

Contrairement à ses successeurs ou à d'autres membres de la bourgeoisie agraire de Xico, Herminio Virues ne s'est pas cantonné à son municipe d'origine pour effectuer ses transactions foncières. On l'a vu très actif dans les municipes voisins de Teocelo, Cosautlan ou Coatepec, et l'on sait par ailleurs qu'il avait été un des premiers de sa famille à investir dans d'autres régions de l'Etat, notamment la côte.

Ses activités étaient également diversifiées. A l'élevage et l'exploitation forestière en zone haute (El Morey), il ajoutait l'exploitation caféière à Texolo, possédait un moulin à canne à sucre près de Xico (La Chiripa) où il fabriquait de l'eau de vie, et débutait dans l'élevage dans la région côtière. Il était connu pour ses immenses richesses. La légende voudrait qu'il ait créé une banque, et fait imprimer des pesos d'argent, baptisés "pesos Virues". Découvert par les autorités, il dut cacher son trésor ; il fit creuser une fosse, y fit transporter ses richesses puis tua et enterra dans la même fosse tous les employés qui avaient participé à l'ouvrage et en connaissaient donc l'emplacement. On ignore toujours où est enterré le trésor !

Avec un ancrage social et familial fort dans le municipe de Xico, Herminio Virues ne construit pourtant pas de vaste domaine, et en fin de compte ses descendants directs se

verront affectés les deux seules grandes propriétés qu'ils avaient hérité sur Xico, El Morey et Texolo. L'image que nous renvoie cette analyse des activités foncières de Herminio Virues est assez trouble. Principal bailleur du bourg, il prête volontiers sans apparemment poursuivre de stratégie de concentration de terre. Les autres membres de sa famille en revanche, plus discrètement et plus tardivement, construiront de grandes propriétés.

Les autres membres de la famille interviennent souvent en associés.

Antonio Virues Sanchez achète dès 1891 un pâturage à Chapa, à Cesario Gonzalez et Felipe Cortes (paysans du lieu-dit). La légende voudrait qu'il ait acheté ces quelques 175 hectares "pour trois sacs de chimoyas et un gallon d'eau de vie" aux naïfs paysans. Il épouse une femme de Palma Sola (S.Lara), où il avait été prospector, avec ses frères, l'achat de nouvelles terres.

Au moment de la Révolution, il s'engage du côté de Carranza et participe à la lutte contre les zapatistes. Son fils Antonio, s'engage aux côtés de général Guadalupe Sanchez, héros de Teocelo, et du général Arnulfo Gomez lors de la rébellion de la Huertista. Il participe à l'assassinat de Carranza et meurt en 1928 à Coatepec, exécuté une semaine après l'exécution de "son" général Gomez.

Ses enfants légitimes survivants (dont Honorio et Zanaida Virues Lara) se partagent la propriété de San Francisco del Rincon, Tula et La Chiripa (34.5 hectares semés en caféiers et orangers) en 1942 et la vendent par fractions les années suivantes. Une des filles (Sara), s'allie avec la puissante famille des Peredo.

Victor Virues Sanchez, en association avec son frère Antonio (et son demi-frère Herminio? cf. plus haut, l'achat de 1908), vend le terrain de El Morey à EVG en 1910 ; après plusieurs hypothèques annulées par la suite, Victor le récupère (606 hectares) en 1927. En 1913 en effet la société "Virues hermanos" devient "Victor Virues y hermanos Sociedad", l'actionnaire principal devenant propriétaire des 175 hectares de Chapa (confirmé en 1926). Il emprunte 9000 pesos en 1913 à Antonio Murrieta Altamirano, contre hypothèque sur ce même terrain, annulée 14 ans plus tard. Il procède alors au fractionnement de ce terrain de Chapa, en 9 parcelles totalisant 108 hectares en 1927, vendues à son frère Jose de Jesus (20 h.), à son cousin par alliance Miguel Morales (52.5 h.), mais aussi aux paysans du lieu.

A partir de 1931 ses affaires se gâtent puisqu'il n'apparaît plus que pour des saisies sur les propriétés qui lui restent, de la part de Receveur des impôts en 1931, puis de El Banco Nacional de Mexico à trois reprises en 1933, 36 et 43, toujours pour la même somme (10400 pesos) et le même terrain (Morey, "y compris les arbres").

En fait Victor Virues avait à l'époque "émigré" plus au Nord, dans le municipe de Misantla qui était à l'époque très isolé

et où se développait l'élevage. Il y possède rapidement plus de 2000 hectares, qu'il gère avec son frère Jose-Maria Virues Sanchez. Tous deux seront affectés en 1947 par la Réforme agraire qui leur enlève 533 hectares à Misantla, plus 148 hectares au même endroit à Rodolfo Virues Morales, fils de Victor.

Jose de Jesus Virues Sanchez, régisseur à la municipalité en 1884, intervient plus tardivement que ses frères, puisqu'il n'apparaît dans le Registre qu'après la Révolution, en 1919, et sera actif pendant une vingtaine d'années. Il commence par vendre deux parcelles à El Huizache (héritage de son père?), soit 13 hectares pour 4150 pesos. En 1927 il achète à son frère Victor 20 hectares à Chapa-Tlacuilolan, et deux ans plus tard reçoit sa part d'héritage de sa sœur Eulalia Virues Sanchez, décédée sans descendant. Entre 1930 et 1936 il vend par fractions ses terrains de Tlacuilolan (une soixantaine d'hectares), sans doute par anticipation des dotations ejidales alors en cours, et en 1937 achète un pâturage de 21 hectares à Tecalan plus un lopin péri-urbain aux alentours de Xico. Il lègue à sa fille Nieves Virues Lopez, en 1937, 13 terrains dans le municipe de Xico, soit 46 hectares situés pour la plupart aux environs du bourg, en aval (zone caféière) et en amont (pâturages). Celle-ci gèrera ses biens avec son propre neveu J. Jesus Virues Garcia, à qui elle fait don d'une partie de ses propriétés en 1981 (Tlacuilolan). Les deux possèdent d'ailleurs des terres en commun dans le municipe de Misantla, aux côtés de leurs oncles Victor et Jose Maria, puisque la Réforme agraire leur confisque 85 hectares en 1947. Il n'y a pas trace, dans les archives du RPP, d'héritage de Jose de Jesus Virues à ses autres enfants, pourtant nombreux (15, avec trois femmes différentes).

Après trois générations d'"entrepreneurs fonciers", le bilan est plutôt modeste! Les uns ont tout perdu lors de la Réforme agraire ou suite à des saisies hypothécaires, les autres ont pulvérisé leurs propriétés en une multitude de parcelles dont aucune ne dépasse les 30 hectares. Les décennies de la Révolution ont empêché la concentration de terres. La famille Virues se replie pour un temps (la génération suivante n'apparaît pas du tout dans les archives) ou déplace ses intérêts vers des espaces moins contrôlés par les agraristes, notamment Misantla où la milice des propriétaires terriens (la Mano Negra) est très active et diminue les risques des affectations agraires.

A Xico, il faudra donc attendre l'autre génération, celles des hommes nés vers 1920-30, pour voir réapparaître une intense activité dans le marché foncier. Elle sera le fait exclusif, pour la famille Virues, des descendants de Jose de Jesus Virues Sanchez. Les autres interviennent également, mais sporadiquement et pour de petites opérations.

Des nombreux enfants de Jose de Jesus, deux seulement sont à l'origine des branches familiales puissantes à l'heure actuelle : Angel Virues Pozos, marié avec Rosario Morales, et Franco Virues Lopez, époux de Ninfa Victoria.

Le premier, surnommé "El Tabardo", a 4 fils : Ranulfo, Alberto, Abelardo et Angel Virues Morales, dont les trois premiers interviennent ensemble ou séparément à partir de 1960.

Ensemble ils achètent pour le revendre aussitôt un terrain à Tlanalapa, et deux parcelles à Tlalchimalaca, en 1965 et 66. Ensuite Ranulfo Virues Morales semble se "spécialiser" dans les prêts hypothécaires (10 entre 1960 et 1969) et les contrats de crédits auprès des banques (Banco de Comercio Exterior en 1962, Banco Nacional de Mexico en 1965, 80 et 81). Il ne procède qu'à un achat en 1966 (Teyocapa pour 4000 pesos) et une vente (sa part dans la "plaza de toros" en 1968, pour 22500 pesos).

Son frère Abelardo Virues Morales en revanche procède à 10 achats, dont 8 entre 1960 et 1970. Les terrains acquis sont tous situés en zone de pâturages, à Ocotitlan, El Pino, Tlacuilolan, Tlalchimalaca, Nancontla. Cela ressemble fort à une reconquête des terres anciennement acquises puis perdues par les ascendants, avec une répartition des rôles entre les frères : l'un jouant la carte "financière", suivant en cela son ancêtre Herminio, l'autre la carte foncière, à l'image de ses grand-père et grands-oncles!

En 1980 ils "achètent" à leur mère (héritage) deux terrains rustiques (dont un à Tlalchimalaca) et un terrain urbain pour la somme, conséquente pour l'époque, de 91130 pesos. Ils ne possèdent curieusement pas beaucoup de terres en zone basse, comme si l'espace caféier était déjà saturé et peu propice à la concentration foncière telle qu'ils l'envisagent.

Quoiqu'il en soit les frères Virues Morales sont aujourd'hui parmi les plus importants éleveurs de Xico, et parmi les plus influents au niveau politique, notamment Ranulfo, connu comme "El Cachafo", le "père de Xico", qui fit et défit les équipes municipales pendant une quinzaine d'années jusqu'en 1982. Leur assise économique débord largement le municipe de Xico, avec des terres et de l'élevage dans le Nord du pays (Torreón) et sur la côte, et de l'immobilier à Xalapa. el Cachafo est connu pour être dur en affaire : "en la finca del Cachafo no te metes ni para recoger jinicuiles, ya mato a uno por eso", et la rumeur publique l'accuse d'avoir tué son frère David (el Tabardillo, dont jamais personne ne mentionne l'existence passée) pour des histoires financières.

Leurs cousins, les frères Leonardo et Franco Virues Victoria, interviennent également en association, et achètent trois terrains en 1966 et 1968 à Nenetla, Acatla et Xonecuilapa, en zone de pâturages. Ils n'hésitent pas à contracter de gros crédits auprès des banques en 1968, 71, 74, 78, garantis avec

les terrains déjà cités.

En 1980 ils vendent deux petites parcelles proches de Xico. Séparément, Franco achète deux autres parcelles à Xonecuilapa en 1970 et (en zone basse) en 1979, et reçoit de sa tante Nieves Virues Lopez deux terrains en 1981. Franco Virues est président municipal de Xico de 1973 à 1976, avec une gestion très controversée des fonds municipaux par son trésorier Luis Pozos, aujourd'hui député local.

De son côté, Leonardo s'associe à sa tante Nieves pour obtenir des crédits bancaires en 1958, 1965 et 1967, "garantis par les fruits des plantations caféières de Xico, Coatepec et Ixhuacan", puis individuellement en 1967. Il achète lui aussi deux terrains, en 1969 à Temimil et en 1979, et reçoit sa part d'héritage à Tolintlan en 1981, tout comme son frère.

Les frères Virues Victoria ont donc eux aussi suivi le chemin de la remontée vers les hauts, en développant l'élevage, de la même manière que les précédents. Ils sont connus et respectés sur la place de Xico, sans pour autant jouer un rôle prééminent dans les affaires publiques ni aspirer, au contraire de leurs parents proches, au statut de cacique local et grand régisseur local occulte.

Plusieurs autres familles mériteraient d'être présentées en détail, ce qui ne sera pas fait par manque d'informations vérifiées. Seuls les arbres généalogiques sommaires sont présentés : Pozos, Suarez, Sanchez.

IV- LES INDIVIDUS ET LES "PETITS RANCHEROS"

Alvaro Gomez Dominguez (parent des Virues par Virginia qui épouse Tomas Gomez?) procède à l'achat de 5 terrains entre 1959 et 1966, dont quatre en zone basse. A partir de cette date, il n'apparaît que pour deux petites ventes, et surtout des contrats de crédit auprès de BANAMEX, pratiquement chaque année pour des sommes de 80000 à 300000 pesos (en 1979), garantis par ses pâturages de Tlalatlajcan, acquis en 1966. Il est l'un des principaux éleveurs engraisseurs (d'élevage plutôt extensif d'ailleurs) à l'Association Locale en 1977. Président municipal de 1970 à 1973, il est encore de nos jours une des quatre personnes importantes de Xico (en tous cas qui se considèrent comme telles), quoique sans aucune fonction officielle, avec Ramulfo Virues (El Cachafo), Jesus Reynaldo Morales et Juan Izaguirre. Sa soeur Idolina épouse Gustavo Merino.

Francisco Soto Baez (de Teocelo ou Ixhuacan, fortune dans l'aguardiente?) est actif à peu près à la même époque, mais se distingue plutôt par ses achats-ventes : entre 1956 et 1973 il procède à l'achat de 9 parcelles, et à 9 ventes! Il est un important éleveur dès 1947 : il est au comité de vigilance de

l'Association Locale des Eleveurs pour Tlalchi dès cette époque, et membre de la Direction par intermittence (en 1955, 1962, 1965). Il contracte d'importants crédits auprès de BANRURAL en 1977 et 1981, garantis par ses pâturages (officiellement 25 h. à Xico Chiquito). Il est syndic à la municipalité en 1955-58. Il n'appartient pas vraiment à la classe ranchera, se démarquant notamment par l'absence de tout lien familial ou d'alliance.

ANNEXE 2 : METHODES D'ETUDE DE LA PROPRIETE

Le traditionnel recensement est peu utilisable pour plusieurs raisons.

Le dernier recensement agricole disponible date de 1970, il est donc déjà vieux et obsolète ; il est de plus confus quant aux catégories utilisées ; il est déficient dans l'estimation des superficies ; enfin la plupart des données sont déjà traitées et présentées sous forme synthétique par municipe, empêchant de ce fait toute analyse fine.

Le recensement général de population de 1980 présente des défauts similaires, mais avec des données plus actualisées.

Tous deux n'ont été utilisés qu'en référence et en comparaison avec nos propres données.

Les impôts fonciers constituent une source "de première main" : un fichier récent (1986) qui mentionne les propriétaires, le nom du lie-dit ou la localisation des parcelles, la superficie déclarée. Les superficies sont toutes largement sous-estimées, souvent grossièrement, mais le nombre et le nom des propriétaires, ainsi que les localisations des parcelles sont des informations jugées fiables. En effet l'enregistrement et le paiement des impôts fonciers est l'une des rares façons de prouver la possession réelle et durable d'un bien en cas de litige et de contestation : des titres de propriété. Par ailleurs la région n'abrite pas de "latifundium caché", mécanisme fréquent dans d'autres régions selon lequel une seule et même propriété est enregistrée sous plusieurs noms et fractions.

Le traitement de ce fichier a toutefois nécessité une correction préalable, possible grâce aux connaissances acquises par ailleurs : double ou triple enregistrement des mêmes ejidos, erreurs de frappe ou de virgule pour les superficies (37000 ha. au lieu de 0.37), etc.

La première étape consiste à réunir les parcelles d'un même propriétaire, ce qui n'est pas toujours simple à cause de l'hétérogénéité de l'information : un ou deux noms de famille, abréviations multiples, autant de détails qui empêchent un traitement rapide et automatisé des quelques 2400 fiches.

Ce fichier "Impôts fonciers" a surtout été utilisé pour comparer et vérifier les données du "cadastre" (cf. ci-dessous).

Enfin la troisième et principale source a été un levé de parcellaire établi sur le terrain avec les photographies aériennes au 1:20 000. On a alors construit une carte à cette même échelle, associée à un fichier mentionnant pour chaque parcelle le nom du propriétaire "apparent" (celui qui se déclare comme tel ou est reconnu comme tel par ses voisins), l'usage actuel et le précédent en cas de changement récent d'affectation du sol et la superficie estimée.

annoncée. Les superficies ont ensuite été estimées par planimétrie, avec des corrections pour les parties hautes et montagneuses du municipe (comparaison avec d'autres sources comme les titres de propriété et les rapports de géomètres des années 1940).

Dans ce levé de terrain, les très petites parcelles ont parfois été regroupées sur la carte, au sein d'ensembles numérotés et identifiés (cas de 329 parcelles réunies au sein de 53 "ensembles"), ou dans des aires "de plus grand fractionnement" autour des villages de la zone caféière (San Marcos, Xico, Alvaro Obregon, avec des lopins de moins de 0.5 ha. dans la plupart des cas) et quelques villages de la zone haute (Ticuahutipan, Tlacuilolan, Xico Viejo et Ixochil). En s'appuyant sur les données localisées des impôts fonciers, on a pu estimer l'importance de ces parcelles non précisément localisées sur la carte : environ 800 parcelles, de 800 propriétaires sur 600 hectares, qui, dans toutes les stratifications adoptées lors de l'analyse, se trouvent dans la catégorie inférieure.

Au total, on a donc
7938.6 ha. de parcelles localisées + 600 ha. aux alentours des villages = 8538.6 ha.

882 parcelles levées, dont 53 sont des ensembles, plus les parcelles non distinguées aux alentours des villages, soit
 $882 - 53 + 329 + 800 = 1958$ parcelles

Cette troisième source de données est particulièrement fiable pour les parcelles et propriétés moyennes et grandes, pour les quelles l'information est sûre et de première main. Elle est en revanche déficiente pour une éventuelle analyse des minifundia. Dans les deux cas, il ne s'agit que d'un matériel de recherche qui ne prétend pas à la "vérité légale" et ne peut donc en aucun cas être considéré comme un véritable "cadastre".

ANNEXE 3 : L'ETABLISSEMENT DU PARCELLAIRE A LA FIN DU XIXEME SIECLE A PARTIR DES DONNEES D'ARCHIVES

De 1872 à 1915, on possède des données chiffrées sur les superficies de 46% des terrains engagés dans des transactions (533 sur 1169). On connaît par ailleurs de façon exhaustive les transactions faites sur les grandes propriétés, supérieures à 400 hectares. Les estimations qui suivent sont fondées sur deux "hypothèses" :

1-la plupart des grands propriétaires enregistrent leurs transactions. On a déjà exposé plus haut les motifs et les limites d'une telle estimation.

2-les surfaces mentionnées dans le Registre correspondent en gros aux superficies réelles des terrains. Cela a pu être étayé par sondages pour les propriétés "moyennes" (de l'ordre de 40 ha.), et vérifié cas par cas pour les grandes propriétés, avec les archives de la Réforme agraire d'une part, l'analyse cartographique d'autre part.

On estime donc "représentatif" le corpus de données dont on dispose, qui nous aidera à nous faire une idée de la répartition des terres à cette époque, sachant que, ici encore, on ne tiendra pas compte des petites propriétés, inférieures à 10 ha.

Les transactions ont été vérifiées une à une, éliminant à chaque fois les terrains qui apparaissent plusieurs fois au cours de la période. Les limites des superficies ont été fixées après analyse de la distribution des surfaces. On arrive alors au tableau suivant.

Tab : Terrains objets de transactions entre 1872 et 1915, d'après ARPP.

taille en hect.	nb de terrains	sup. occupée (en hectares)	moyenne par parc
>400	5	7880	1576
400> >100	8	1464	183
100> >40	30	1639	54.6
40> >10	76	1598	21
TOTAL	119	12581	

Citons de plus les 414 transactions mettant en jeu des propriétés inférieures à 10 hectares, qui couvrent environ 1200 hectares (presque 3 hectares par terrains en moyenne). Ce n'est qu'une approximation puisque l'on n'a pas vérifié au cas par cas les propriétés, manquant d'éléments de jugement pour juger s'il s'agit du même terrain d'une transaction à l'autre.

ANNEXE 4 : CIRCULATION DE LA PROPRIÉTÉ À LA FIN DU XIXÈME SIECLE (CF. TABLEAUX IN-TEXT)

1- Les grands domaines d'altitude

Le domaine de Tonalaco avait été adjugé en 1861 à Martin Mapel, Andres et Miguel Maldonado et Felipe Portillo. La portion Nord (cf. carte) reste aux mains de la famille Mapel, qui la conserve jusqu'à la Révolution et au-delà. C'est la seule exception de la zone haute de Xico, la seule portion qui échappe à la concentration postérieure au profit des négociants.

La partie Sud en revanche suit une trajectoire plus classique, avec rachats des droits d'adjudications par Dolores Mota, puis Mateo Ramirez, puis achat simple par Pantaleon Gonzalez, Francisco Vazquez Gomez (avec 50 têtes de gros bétail et 200 têtes de bétail ovin-caprin) et enfin Luis Gorozpe et Sotero Salmones, en 1909.

La famille Gorozpe est à la tête de l'hacienda de Tuzamapan, en zone basse, qui couvre 18000 ha. en 1907. Salmones reste seul propriétaire en 1911 et revendra en 1930 la propriété (2099ha.) aux Ollivier, autre famille de grands commerçants de Xalapa et Puebla, avec également des intérêts à Misantla.

Le domaine de Tonalaco est ainsi passé de mains "xiquéniennes" à celles du ranchero P. Gonzalez, puis à celles de l'élite régionale et même nationale, sans subir de modifications de superficie ou de limites.

C'est à peu près la même trajectoire que suit la propriété de Ocotepec (avec d'ailleurs les mêmes caractéristiques physiques et d'exploitation -forestière et d'élevage-). Adjugée en 1862 à un "xiqueno" (P. Cosme), elle passe à Santiago Galvan (espagnol immigré à Xico) en 1881, puis en 1907 à Nicolas J. Banda, hacendado plutôt lié aux milieux de Puebla et Xalapa. Celui-ci le revendra en 1928 à une autre hacendada, Josefina del Valle de la Cueva ; le domaine sera alors de 1709ha.

Le domaine de El Morey a connu une histoire plus mouvementée. Après son adjudication à Eutemio Teacal en 1883, annulée par la municipalité (redencion) en 1895, il réapparaît en 1899 quand Cipriano Mavil (au nom du municipe?) le vend à Juan Hernandez Morales y socios, pour 3000 pesos. Le terrain "colinda con la pena del Cofre". En 1908 Juan Hernandez le vend à Herminio Virues. Les cousins Victor et Antonio Virues le cèdent à la Cia Generadora Explotadora de Negocios Industriales S.A. en 1910, laquelle est représentée par Emilio Vazquez Gomez qui la rachète en 1912. Il fractionnera le domaine pour en vendre une part à son frère Francisco la même année, et deux lots de 600ha. aux frères Victor et Antonio Virues en 1927 (après plusieurs hypothèques).

La propriété de Buena Vista attribuée à Fernando Sanchez (1484ha.) restera à peu près intacte jusqu'à la Réforme agraire, avec seulement deux ventes de 80 et 47ha. en 1902 et 1913. On ignore le devenir du terrain de Pantaleon Gonzalez, de 472ha. à Buena Vista, hypothéqué en 1899 auprès de Antonio Murrieta, avec 300 têtes de gros bétail (hypothèque levée en 1907 après remboursement de 20009 pesos). L'autre propriété voisine, attribuée à Felix N. Lopez, restera également intacte jusqu'à la Révolution.

é) en zone intermédiaire

A partir de 1905 Pantaleon Gonzalez vend ses propriétés, soit à des "étrangers" (Tonalaco à Francisco Vazquez Gomez, Zacamila-17.5ha. à Miguel Pozos), soit à ses enfants (héritage). Ces derniers reçoivent les pâturages de Zacamila (43ha. à Juan), Tlalchimalaca (35ha. à Camilo et 10ha. à Ma Antonia), Apila (44ha. à Francisco), le terrain de Buena Vista à Juan, et ceux de Huacapa-29ha. et San Miguel-42ha. à son gendre Sacramento Morales (cf. carte).

Les propriétés attestées de Pantaleon Gonzalez couvraient donc à un moment donné 220ha. en zone de pâturages, plus le domaine de Tonalaco (2099ha.) et celui de Buena Vista (472ha.). Après sa mort vers 1908, ses descendants restent éleveurs sans qu'aucun ne reconcentre les propriétés (son neveu Trinidad le fera dans les années 30).

Parmi ceux qui "montent", Crescenciano Morales achète 4 parcelles entre 1888 et 1891, petites (de 3.5 à 7ha.) en zone café (El Chinine et La Joya, où il installe un beneficio), plus grandes (14 à 40ha.) en zone de pâturages (Chalchihuapan, Temaxcalapa). Son fils Manuel investit également dans l'élevage avec 31.5ha. à Nancontla-Tlalatlajcan en 1885, et 3 parcelles plus petites mais semées en café (5ha. à Amapa, Potrerillo et Achiches entre 1886 et 1900).

Jose de Jesus Morales, premier juge de paix en 1882, achète également, mais un peu plus tard que son frère Crescenciano, et plutôt en zone intermédiaire : 57ha. à Zacamila, Teacal et Xamalapa entre 1903 et 1910. Il laissera toutefois 2 parcelles de café en héritage à ses fils Aurelio et Ignacio (15ha. à Tlatlahuicapan et Tolintlan).

En 1893, les frères Virues héritent de leurs parents Francisco Virues et Josefa Sanchez une propriété en zone basse, près de San Marcos (la barranca de Tecuac), qui venait probablement du côté maternel (Josefa Sanchez est la tante directe de Manuel Sanchez Rebolledo, propriétaire de l'hacienda de Santa Rosa, limitrophe avec Tecuac). Ils acquièrent également, individuellement ou en association, des terres dans la zone haute : Victor et Antonio à El Morey (cf. plus haut), Antonio à Chapa en 1891 (40ha. achetés à des paysans du lien "contre 3 sacs de chirimolla et un gallon d'eau de vie" selon les dires de son petit-neveu!). Ils ont également des terres

loin de Xico : vers Misantla (plus de 2000ha.) pour Victor, vers la côte pour son demi-frère Herminio.

Les Izaguirre, plus récemment arrivés (vers 1870), sont moins présents sur le marché foncier. Le père Juan achète tout de même plusieurs parcelles en zone caféière en 1880-1881, dont une de 232ha. à Bernardo Sayago, et ses fils Alfonso et Manuel commenceront à investir dans les terres d'élevage en 1905, avec 52ha. à Tlalchimalaca.

Florencio, immigré espagnol récent, multiplie les achats de petites parcelles en zone caféière, entre 1894 et 1899. Il fera souche à Xico, puisqu'il épouse Micaela Pozos (petite fille de Desiderio et fille de Teodoro) dont il reçoit en dot un terrain de 87ha. en zone de pâturages en 1910 (Xamalapa). Avec sa femme, il lègue ses propriétés à ses descendants, qui élargiront considérablement la patrimonie dans les années 1950.

D'autres enfin, à une moindre échelle, débutent ou consolident à cette période leur patrimoine foncier (Hernandez, Pozos, Peredo, Salazar, cf. cartes).

ANNEXE 5 : LES DOTATIONS EJIDALES REFUSEES

à Rodriguez Clara

Soixante-cinq paysans ont pris en location forcée, en 1938, 50ha. appartenant à Manuel Sanchez Rebolledo (hacienda Santa Rosa, lieu-dit Pena Alta). Ils sollicitent l'année suivante l'expropriation de 260ha. en application de la loi sur la création et le soutien à la petite propriété de 1931 (Texolo de Herminio Virues, El Moral de Adolfo Hernandez, Pena Alta de Gerardo Sanchez Bravo, héritier de Manuel Sanchez Rebolledo). Une demande de dotation est à son tour déposée en 1943, sur ces mêmes terrains. En 1946 on retrouve quatre des membres du commissariat ejidal en prison, accusés de violence envers un policier et envers Hector Hernandez Peredo, ranchero de Xico. Des conflits internes déchirent le groupe de demandeurs, qui finalement n'obtiennent qu'une lotification de lopins individuels en propriété (la première demande), en trois vagues d'adjudications: au total 65 personnes, au prix de 13 pesos chacun en moyenne (RPP 1949-533 à 586, 1949-650 à 664, 1951-16 à 25). Cependant la demande de dotation suit son cours ; elle sera réactivée en 1965 et finalement refusée en 1967 "pour insuffisance du nombre de demandeurs ayant-droits". Le justificatif paraît douteux, d'autant que le recensement mentionne 44 hommes adultes -et sans terre-, mais le dossier ne comporte aucun autre détail.

à Tlacuilolan et Cuauhtemecatla

Les demandes émanent de paysans résidents dans ces deux villages, pour des terres appartenant à des rancheros de Xico, respectivement Miguel Morales et Cipriano Mavil.

Les habitants de Tlacuilolan-Chapa (à ne pas confondre avec l'ejido de Tlacuilolan-Oxtlapa), regroupés dans la "Colonia Tierra y Libertad", réclament un "fond légal" (zone urbanisée) pour 26 chefs de famille. Ils n'obtiendront rien et le dossier disparaît ; le village lui-même disparaît des recensements en 1960 et n'abrite aujourd'hui que deux maisons.

A Cuauhtemecatla en 1940, ce sont 43 individus qui réclament également des terres pour le fond légal du village (112 habitants), conformément à la loi de 1929 sur la petite propriété (de même qu'à Rodriguez Clara et Tlacuilolan). Le dossier s'arrête là, mais le village est aujourd'hui inclu dans les terres ejidales de Coatitilan (ampliation de 1940).

ANNEXE 6: LES ELECTIONS MUNICIPALES A XICO DE 1955 A NOS JOURS

Le cacique nomme lui-même les équipes municipales jusqu'en 1973, "nominations" entérinées sans problème apparent par les instances du Parti Révolutionnaire Institutionnel de l'Etat. Les présidents municipaux ne sont souvent que des "marionnettes", le cacique décidant en fait des choix budgétaires, de l'utilisation des subventions, etc. Après un mandat particulièrement critiqué pour sa gestion financière, le cacique n'est plus aussi libre qu'auparavant et les difficultés s'accumulent pour faire accepter son candidat, en 1976. Un candidat "neutre" est trouvé à la dernière minute (à trois heures du matin dit-on) ; il n'appartient pas au groupe des rancheros mais plutôt à la classe moyenne des fonctionnaires. Le candidat suivant (1979-82) est de nouveau directement dépendant du cacique, et se fait connaître pour son inefficacité.

C'est alors, en 1982, que le Parti Révolutionnaire Institutionnel accepte l'idée de "primaires", et pour la première fois organise des campagnes de pré-candidature. Trois pré-candidats font campagne :

- le premier est fils d'un autre grand cacique local, rappelé de Mexico par son père pour briguer la présidence municipale ; sans appui local faute d'habiter sur place, il se retire rapidement de la compétition.
- le second est un ancien trésorier municipal, appuyé par le cacique d'une part, par les instances régionales du Parti Révolutionnaire Institutionnel d'autre part. Sa gestion désastreuse du municipe dans un mandat antérieur, ainsi qu'une réputation peu flatteuse dans la région, lui aliènent tout appui populaire.
- le troisième est le seul à faire une "vraie" campagne électorale dans les villages et les quartiers, créant des comités de soutien chargés de la propagande et de la mobilisation. Professeur du secondaire, il est appuyé par la classe moyenne de Xico (commerçants, instituteurs, professeurs, artisans et fonctionnaires) qui s'élève enfin contre le pouvoir du cacique et revendique le droit à la parole. Il réussit une véritable mobilisation populaire, avec manifestations dans Xico et participation des paysans des villages, qui vient lézarder l'hégémonisme antérieur du cacique. Une bonne campagne électorale, un réel appui de la classe moyenne, et de "mauvais" rivaux potentiels obligent le PRI à lui accorder l'investiture pour la candidature. Il est élu président municipal.

En 1985 de nouveau, des primaires sont organisées à Xico pour décider du choix du candidat du PRI à la présidence municipale. Six pré-candidats sont en lice. Quatre d'entre eux (deux commerçants, un fonctionnaire et un ranchero) se désistent rapidement pour un cinquième, qui se présente ainsi avec apparemment beaucoup d'appuis : celui des paysans des

villages d'altitude grâce aux réseaux des commerçants, celui des éleveurs, et celui, plus discret, du cacique. Il ne bénéficie toutefois pas de celui du Parti (le PRI), qui soutient le sixième candidat. Ce dernier a un sérieux handicap, celui d'appartenir à l'une des familles de triste renom dans Xico : celle qui avait participé le plus directement aux tueries des années 1950. En revanche il est soutenu par l'équipe municipale sortante (celle des "maestros"), et par les instances régionales du PRI. Malgré un très faible appui populaire local, il sera élu candidat, et plus tard président municipal (1985-1988). C'est la revanche des classe moyennes sur la minorité ranchera, qui ne peut plus désormais décider seule de l'attribution des postes municipaux. Le PRI cesse de soutenir inconditionnellement les rancheros, comme il le faisait depuis 30 ans.

Toutes ces campagnes, élections, nominations et négociations diverses, se déroulent en fait au sein du PRI, seul parti politique ayant voix au chapitre. D'autres partis existent pourtant à Xico, mais ne sont représentés que par quelques individus chacun. La participation populaire est infime, comme le montrent les résultats (préliminaires) aux élections municipales de 1985 : de 80 à 95% d'abstentions selon les bureaux de vote (Radio Campesina). Le jeu politique local ne traduit pas les aspirations de la population, mais seulement les rapports de forces et les relations d'influence entre certaines classes sociales locales (les rancheros, les commerçants, les fonctionnaires...) et l'appareil du PRI. A partir de 1976, celui-ci ne peut plus fermer les yeux sur l'émergence de toute une couche de la population qui n'accepte plus le pouvoir exclusif des rancheros, et celui du cacique local en particulier. Il suit le mouvement pour récupérer ces "forces vives", et garder le contrôle du municipale. Le retournement d'alliances locales du PRI révèle la perte de pouvoir des rancheros -et la remise en question d'un modèle politique national-, beaucoup plus qu'une toute relative démocratisation du jeu politique.

ANNEXE 7 : LE CREDIT RURAL A XICO, 1950-82

Le crédit institutionnel avait déjà fait de brèves apparitions depuis les années 1930, mais de façon très ponctuelle et dispersée : Banco Nacional de Mexico, Banco Nacional de Credito Agricola, Banco Regional del Estado de Veracruz (cf. tableau). La première institution à intervenir plus largement est la Financiera Cafetalera, en 1958 ; c'est une institution privée contrôlée par le "groupe de Xalapa", groupe de négociants et exportateurs de café régionaux. Ses clients sont une dizaine de caféiculteurs de Xico qui, à deux exceptions près, n'appartiennent pas à la catégorie des rancheros de Xico mais plutôt à la couche aisée des petits producteurs. En revanche les banques officielles, elles aussi privées mais non contrôlées par un petit groupe d'actionnaires régionaux, attirèrent plus facilement les rancheros à partir de 1962-63. La principale, El Banco Nacional de Mexico, installe une succursale à Xico en 1966, et reste le principal bailleur jusqu'en 1975, quand elle commence à être concurrencée par d'autres banques qui élargiront la clientèle (Banco Agropecuario del SurEste, El Banco de Credito Rural del Golfo, Bancomer, cf. tableau).

Avec la création de El Banco Nacional de Credito Rural (BANRURAL) en 1977, à partir de la fusion de El Banco Ejidal, El Banco de Credito Agropecuario et El Banco de Credito Agricola, l'Etat se donne les moyens d'intervenir sur le financement des activités agricoles. Les banques nationalisées en 1982 suivent le pas. Les financements à l'agriculture passent par FIRA, créer en 1956 pour stimuler la participation des banques et seul habilité à octroyer les taux d'intérêts préférentiels.

Les données du FIRA dans la région montrent un net développement du crédit à partir de 1982, surtout en direction des "producteurs à bas revenus" (PBI) et des producteurs organisés. L'organisation est en effet "la meilleure et souvent la seule garantie réelle" devant la pénurie généralisée des titres de propriété pour les minifundistes (entrevue FIRA, Xalapa, 1986). A Xico, près d'un demi-millier de petits paysans ont eu annuellement accès au crédit institutionnel en 1984 et 1985 à travers le FIRA, et plus d'un millier si l'on inclut les crédits de campagnes octroyés directement par INMECAFE. De plus une soixantaine de personnes ont bénéficié de crédits FIRA sans toutefois obtenir les taux préférentiels. Si l'on ajoute les producteurs qui ont directement contacté les banques sans passer par le FIRA (32 personnes en 1982, dernière date avec sources connues), on trouve que 30 à 40% des producteurs ont régulièrement accès au crédit.

En fait si le crédit s'est largement diffusé en zone caféière, il reste encore exceptionnel en zone haute, où les petits producteurs n'ont de garantie ni en terres, ni en capital, ni en revenus agricoles fixes. Seul le village de Tembladeras (production de pomme de terre) abrite un groupe de crédit FIRA depuis 1972, et en zone de production de maïs, la SARH (Ministère de l'agriculture) recense à peine 36 producteurs et 29 ha. couverts par le crédit, soit approximativement 15% et 11% des producteurs et surfaces semées (données SARH 1987).

ASOCIACION LOCAL DE LOS ELEVADORES - XICO, VER.										
1948	Inspectores locales d'eleavage: Eduardo Hdz Suarez; Aurelio Gonzalez Suarez. Alfonso Gil B.									
MESA DIRECTIVA					CONSEJO de VIGILANCIA			Delegados Regionaux		
	President	Secretaire	Treasurer	Vocales		President	Secretaire	Vocales	Délégues Regionaux	
1949	Benjamin Suarez Hdz	Angel Hdz Ruiz	Adalberto Hdz Suarez	Ruerrano Salazar	Alfonso Gonzalez	Erasmo Hdz Pozos	Reynaldo Morales Hdz	Luis Pozos M.		
1950	Claudio Hdz Torres	Reynaldo Morales Hdz	Aurelio Gonzalez S.	Luis Pozos Rico	José Gomez Suarez	Desiderio Pozos Baez	Gustavo Hdz Virues	Felix Salazar	Juan B. Izaguirre	Silvano Morales V.
1951-52	Luis Landero Suarez	Ranillo Virues Morales	Salvador Hdz S.	Felix Salazar	Pedro Cortes	Angel Cardona	Gonzalo Pozos		Alfonso Gil Baez	Fco Peredo Hdz
1953	Dario Soto Peredo	Angel Hdz Ruiz	Juan B. Izaguirre	Enato Gomez Trini Gonzalez	Claudio Martinez	Erasmo Hernandez	Eduardo Pozos	Aurelio Gonzalez	Silvano Morales Esteban Gil B.	Adalberto Hdz Juan Gil Hdz
1955	Claudio Martinez	Juanito Morales Virues	Adalberto Hdz Suarez	Juan B. Izaguirre	Leodegario Rendon G.	Fco Soto Baez	Reynaldo Morales H.	Desiderio Pozos	Benjamin Suarez	Salvador Hdz S. Juan Gil Hdz.
1957	Fco Soto Baez	Raoul Peredo Vazquez	Erasmo Hdz Pozos	Silvano Morales V.	Agustin Morales S.	Frauncisco Gil	Guillermo Hdz. Morales	Ponciano Olivares	Juan Izaguirre H.	Esteban Gil S. Juan Gil Hdz.
1959	Reynaldo Morales H.	Aurelio Gonzalez S.	Juanito Ruiz Galvez	Luis Pozos Rico	Felix Salazar	Pedro Cortes Tapella	Leodegario Rendon G.	Aurelio Gomez	Luis Landero S.	Enrique Galvan T. Carmen Gil H.
1961	Raúlfo Virues H.	Juan B. Izaguirre H.	Rafael Peredo G.	Jesus R. Morales	Raymundo Flores	Ruerrano Salazar	Angel Hdz S.	Lorenzo Suarez H.	Angel Hdz Ruiz	Dianisio Suarez
1962	Eduardo Hdz Suarez	Silvano Morales V.	Jesus R. Morales P.	Fco Soto Baez	Angel Hdz Ruiz	Eliseo Suarez T.	Riquel Gil S.	Leodegario Rendon G.	Victor Hdz P.	Reynaldo Morales H.
1963	Guillermo Hernandez	Erasmo Hernandez	Leodegario Rendon	Pedro Cortes	José Alarcón G.	Felix Salazar	Pedro Suarez Hdz	Gonzalo Pozos	Salvador Hdz S.	Reynaldo Morales H.
1964	Aurelio Gil S.	Evaristo Gil Hdz	Silvano Morales V.	Benjamin Suarez H.		Ruerrano Salazar	Pedro Cortes	Armando Roldonardo	Reynaldo Morales H.	Erasmo Hdz P.
1965	Jaime E. Peredo Virues	Dionisio Suarez Alarcón	Angel Hdz Ruiz	Florencio Anell	Fco Soto Baez	J. de Galvez Gil	Raoul Peredo Vazquez	Raoul Soto H.	Claudio Hdz T.	Rafael Peredo G.
1977	Riquel Angel Hdz H.									
1978	Aaron Suarez Virues									
1979	Aaron Suarez Virues	Jesus R. Morales P.	Jaime E. Peredo Virues	Alberto Virues M. Eliseo Soto Gil.	Fausto Campayo Morales Hdz	Abelardo Virues H.	Saul Gil Pozos	Salvador Hdz Suarez		
1980	Aaron Suarez Virues	Jesus R. Morales P.								

source : Association Locale des Eleveurs - Xico .

ANNEXE 9

DISTRIBUTION DE TERRE DANS L'ETAT DE VERACRUZ.
NOTATIONS PROVISOIRES (GOUVERNEUR DE L'ETAT) ET DEFINITIVES (PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE)

GOUVERNEURS ET (PRESIDENTS)	Ha CONCEDES PROVISOIREMENT	Ha OCCUPES PROVISOIREMENT	Ha CONCEDES DEFINITIVEMENT	Ha OCCUPES DEFINITIVEMENT
CANDIDO AGUILAR 1914-1917 (CARRANZA)	2 340	1 500	-	-
CANDIDO AGUILAR 1917-1920 (CARRANZA)	87 054	500	25 411	7 902
GOUVERNEMENT AGUA PRIETA 1920-1920 (HUERTA)	425	-	12 859	592
ADALBERTA TEJEDA 1920-1924 (OBREGON)	123 239	111 201	32 713	33 354
HERIBERTO JARA 1924-1928 (CALLES)	62 771	69 919	97 239	89 549
ADALBERTA TEJEDA 1929-1932 (PORTES GIL - RODRIGUEZ)	334 493	240 251	152 144	104 746
GONZALO VASQUEZ VELA 1932-1936 (RODRIGUEZ - CARDENAS)	211 342	256 721	449 277	358 435
MIGUEL ALENAN 1936-1940 (CARDENAS)	247 156	94 862	327 140	277 553
JORGE CERDAN 1940-1944 (AVILA CAMACHO)	82 804	63 971	89 957	124 184
ADOLFO RUIZ CORTINEZ 1944-1950 (ALENAN)	189 083	113 805	81 197	145 941
MARCO ANTONIO MUNOZ 1950-1956 (RUIZ CORTINEZ)	185 575	133 815	251 475	212 492
ANTONIO M. QUIRASCO 1956-1961 (RUIZ CORTINEZ - LOPEZ MATEOS)	214 722	152 070	118 571	142 349
TOTAL	1 741 004	1 238 515	1 637 983	1 497 097
1961-1979			1 173 263	
TOTAL			2 811 246	

Source:
Beaumont
1988

SOURCES: SEMINARIO DE HISTORIA CONTEMPORANEA DE VERACRUZ, XALAPA:UV,1961 IN: FOWLER SALAMINI, OP.CIT.
POUR 1961-1979, SOURCES: SRA. IN: MACIAS ZARAGOZA, EL DESARROLLO AGRARIO DE MEXICO Y SU MARCO JURIDICO
MEXICO: CENTRO NACIONAL DE INVESTIGACIONES AGRARIAS 1980, p 455.

Liste des tableaux et figures

TABLEAUX

- tab 1 : la concentration des terres des haciendas 24
- tab 2 : la population de Xico 1519-1920 69
- tab 3 : circulation de la propriété en zone haute, fin XIXè- 115
1940
- tab 4 : circulation de la propriété en zone basse, fin XIXè- 117
1940
- tab 5 : la répartition agraire à Xico : demandes et dotations 135
- tab 6 : composition de l'équipe municipale, 1802-1988 185
- tab 7 : les acteurs fonciers les plus actifs 1951-1982, 188
critères de différenciation
- tab 8 : les trois sources pour l'étude de la propriété 195
- tab 9 : parcellaire et mobilité par unité agro-foncière 201
- tab 10 : caractéristiques foncières des principaux 44
propriétaires
- en annexe
- tab. : distribution de terres dans l'Etat de Veracruz, 1914-
1979
- tab. : liste des équipes dirigeantes de l'Association Locale
des Eleveurs, 1948-1980
- tab. : le crédit à Xico de 1950 à 1982

FIGURES

- fig 1 : le centre Veracruz et l'aire de Xalapa-Coatepec chap.I - 1
- fig 2 : l'aire Xalapa-Coatepec : les dynamiques spatiales - 8
- fig 3 : la juridiction de Xalapa au XVIIIè - 28
- fig 4 : la division administrative de l'Etat de Veracruz 31
(XIXè)
- fig 5 : le canton de Coatepec 31
- fig 6 : ranchos et haciendas de l'aire Xalapa-Coatepec en 1905 47
- fig 7 : la répartition agraire de 1914 à 1961 55
- fig 8 : la merced de Xicochimalco (1545) 68
- fig 9 : peuplement et division administrative du municipe, 70
XIXè
- fig 10 : le municipe de Xico : une micro-zonification 72
- fig 10-a : villages de Xico 72
- fig 11 : composition de la population, de 1742 à 1931 73
- fig 12 : le municipe de Xico : peinture sur toile de 1680 78
- fig 13 : le fractionnement de la merced initiale et les 80
conflits fonciers à Xico (XVII-XIXè)

- fig 14 : carte toponymique, détail des alentours du bourg 127
 fig 15 : courbes d'évolution du nombre de transactions foncières, 1872-1982 99
- fig 16 : les premières adjudications à Xico, 1860 107
 fig 17 : le rachat des droits d'adjudication par les rancheros, 1880-1900 109
 fig 18 : les terres d'adjudication aux mains des négociants, XXè. 109
 fig 19 : les dynamiques foncières en zone basse, fin XIX-début XXè. 117
 fig 20 : l'accumulation progressive des terres par les rancheros, fin XIX-début XXè. 119
 fig 21 : récapitulatif et spatialisation des processus fonciers sous le Porfiriat 119
- fig 22 : les ejidos dans le municipe de Xico 136
 fig 23 : la population à Xico, 1940 142
 fig 24 : mouvements de population, Xico 1920-1950 142
 fig 25 : superficies déclarées en propriété privée, Xico 1926 155
 fig 26 : acquisitions foncières des rancheros pendant la Réforme agraire 168
 fig 27 : récapitulatif et localisation des processus agraires 169
- fig 28 : relations de parenté entre les acteurs fonciers les plus actifs, 1951-1982 189
 fig 29 : les acquisitions foncières des acteurs fonciers les plus actifs 1951-1982 189
 fig 30 : évolution des prix du café, 1950-1983 192
 fig 31 : le crédit à Xico 1950-1980 : l'intervention des banques 192
- fig 32 : structure simplifiée du parcellaire, Xico 1986 197
 fig 33 : histogramme du parcellaire, Xico 1986 197
 fig 34 : carte simplifiée du parcellaire, Xico 1986 197
 fig 35 : carte simplifiée de l'usage du sol, Xico 1986 198
 fig 36 : les unités agro-foncières 198
 fig 37 : évolution du nombre de transactions par unité agro-foncière, 1951-1982 207
 fig 38 : lieux de résidence des propriétaires de la zone intermédiaire 203
 fig 39 : histogramme de la propriété, Xico 1986 205
 fig 40 : stratification des propriétaires, Xico 1986 205
 fig 41 : localisation des parcelles du groupe G1 207
 fig 42 : localisation des parcelles du groupe G2 208
 fig 43 : localisation des parcelles du groupe G3 211

fig 44 : les étapes de l'intégration des rancheros 222
 fig 45 : arbre généalogique partiel de la famille Morales 225
 fig 46 : relations de parenté entre les rancheros-présidents municipaux
 fig 47 : relations de parenté entre les rancheros-dirigeants de l'Association Locale des Eleveurs
 fig 48 : relations de parenté entre les rancheros-plus grands propriétaires fonciers en 1986

Cartes hors-texte : le municipe de Xico au 1/100 000

- végétation et usage du sol
- pentes
- hydrographie et orographie
- population 1950-1970
- parcellaire
- villages et chemins
- ejidos
- propriétés avant les dotations agraires
- toponymie
- localisation des parcelles, G1
- localisation des parcelles, G2
- localisation des parcelles, G3

ARCHIVES

Archives de "Registro Publico de la Propiedad", canton de Coatepec, Veracruz, 1872-1982.

"Archivos Notariales de Xalapa", Ver.

Archives parroissiales de Xico, Ver.

Archives municipales de Xico, Ver.

Archives de la "Asociacion Local Ganadera" de Xico, Ver.

Archives de la Secretaria de Reforma Agraria, Xalapa, Ver.

Archives de la "Comision Agraria Mixta", Xalapa, Ver.

"Archivo General de la Nacion", Mexico.

Archives de la "Liga de Comunidades Agrarias", Xalapa, Ver.

Archives sonores de "Radio Cultural Campesina", Teocelo, Ver.

Archives du service "Catastro Rural" de la SRA, Xalapa, Ver.

Journaux de Veracruz à travers le "Servicio Informatico de Veracruz", Centro de Estudios Agrarios, Xalapa, Ver.

Gaceta oficial de l'Etat de Veracruz, Xalapa, Ver.

Documents graphiques

Cartes de la SPP-INEGI 1:250 000 et 1:50 000

photographies aériennes au 1:20 000 (Vuelo Cofre de Perote 1982)

image satellite Landsat 1973

image satellite SPOT 1987

BIBLIOGRAPHIE

ABOITES L. 1980 "Apuntes sobre los trabajadores de Coatepec, Ver -1920-1980" Facultad de Historia, Universidad Veracruzana

ABOITES L. -1989- Territorio, poder e intereses privados : ensayo sobre la politica en Chihuahua : 1860-1930, Nueva Antropologia X (36), pp 65-87

ACOSTA DOMINGUEZ R.M. 1982 "La Orduna : historia de un hacienda del siglo XVII-XX" Facultad de Historia, Universidad Veracruzana

AGUIRRE BELTRAN G. 1973 Regiones de refugio. El desarrollo de la comunidad y el proceso dominical en Mestizoamérica, INI 366p.

ALCANTARA A., BERNARD C. 1984 Emergence et développement de la production de café dans le bassin sucrier de Coatepec (Veracruz, Mexique), mémoire INRA-INAPG, Paris, 151p.

Atlas historique de Mexico

ATTALI J. 1988 Au propre et au figuré, une histoire de la propriété, Fayard, 552p.

AURIAC BRUNET -1986- Espaces, Jeux et Enjeux, Fayard, Paris

BAEZ LANDA M. 1983 "Cafe y formacion regional, una contribucion al conocimiento de la region de Coatepec" Facultad de Antropologia, Universidad Veracruzana, 182p.

BARTRA R., BOEGE E., CALVO P., GUTIERREZ J., MARTINEZ VAZQUEZ VR., PARE L. -1985- (7è éd.) Caciquismo y poder político en el Mexico rural, UNAM, 203p.

BAZANT J. 1977 Los bienes de la Iglesia en Mexico (1856-1875), 2nde édition, Mexico.

BAZANT J. 1982 La division de las grandes propiedades rurales mexicanas en el siglo XIX, in Despues de los Latifundios, H.Moreno Garcia (coord.), El Colegio de Michoacan-FONAPAS Michoacan, 359p.

BAZANT J. 1982 La division de las grandes propiedades rurales mexicanas en el siglo XIX, in Despues de los Latifundios, H.Moreno Garcia (coord.), El Colegio de Michoacan-FONAPAS Michoacan, 359p.

BEAUMOND A. -1988- Elite et changement social : l'histoire du groupe de Xalapa et la caféiculture mexicaine 1880-1987, thèse de docteur-ingénieur, ENSAM Montpellier, 348 + 124 p.

BERMUDEZ G. G. 1977 "Jalapa en el siglo 16" Facultad de Historia, Universidad Veracruzana (publié en 1984 Editora del Gobierno del Estado, Veracruz)

BERMUDEZ G.G. 1987 El mayorazgo de la Higuera. Universidad Veracruzana, 158p.

BERNARD C. -1988- Différenciation des systèmes de production à la périphérie du bassin caféier de Xalapa-Coatepec (Ver., Mexique), thèse de docteur-ingénieur, INAPG, 269 + 105p.

BERTRAND M. -1987- Terre et société coloniale - les communautés Maya-Quiché de la région de Rabinal du XVIè au XIXè siècle, CEMCA, coll. Etudes Mésoaméricaines 1-14, 332p.

BIARNES A., DUCHENNE T. -1987- La récolte du café dans les municipios de Coatepec, Xico, Teocelo et Cosautlan, Etat de Veracruz, document de travail, LIDER, ORSTOM/INIREB, 39p.

BIBLIOGRAPHIE

BLANC-PAMARD C., HOFFMANN O., ROSSIGNOL JP. -1989- Autour du café, un paysage qui se construit et une société qui se fait : l'ejido d'Ursulo Galvan (Etat de Veracruz, Mexique), ORSTOM/CNRS/INRA

BLAZQUEZ C. (comp.) 1986 Estado de Veracruz, Informe de sus gobernadores 1826-1986, 22 tomes, Xalapa.

BODIGUEL M. -1986- Le rural en question, L'HARMATTAN, 183p.

BOEHM de LAMEIRAS B. (comp.) -1987- El municipio en Mexico, El Colegio de Michoacan, 654p.

BRADING D.A. 1988 Haciendas y ranchos del Bajio, Leon 1700-1860, Enlace-Grijalbo, Mexico, 400p.

BRADING D.A. 1988 Haciendas y ranchos del Bajio, Leon 1700-1860, Enlace-Grijalbo, Mexico, 400p.

BRAUDEL F. -1958- La longue durée, Annales E.S.C., t.13, pp725-753

BRIONES SANCHEZ J.C. -1983- Estudio sobre la organizacion de la burguesia ganadera en Mexico (Le Confederacion Nacional Ganadera), thèse de licenciatura en Sociologie, UNAM, Mexico, 270p.

BUVE R. (ed.) -1984- Haciendas in central Mexico from late colonial times to the Revolucion, CEDLA, Incidentele Publicaties 28, Amsterdam, 307p.

CAMBREZY L. -1987- L'espace d'un instant, les espaces d'un lieu. Marges et transitions régionales au Mexique, in Tropiques, Lieux et Liens, ORSTOM, pp 511-524

CARDOSO Ciro (coord.) -1983- Mexico en el siglo XX; Historia economica y de la estructura social, Editorial Nueva Imagen, 525p.

CHEVALIER F. 1976 La formacion de los latifundios en Mexico, Fondo de Cultura Economica, Mexico (première édition en français, 1952

CHEVALIER F. 1982 Acerca de los origenes de la pequena propiedad en el occidente de Mexico. Historia comparada, in Despues de los latifundios, H.Moreno Garcia coord., FONAPAS-Colegio de Michoacan, pp3-12

CHEVALIER F. 1986 "El nacimiento municipal", Nexos, Mexico, marzo 1986, pp37-42

CLAVAL P. -1978- Espace et pouvoir, PUF, 257p.

COCHET H. -1989- Des barbelés dans la sierra - origine, émergence et transformations d'un système agraire au Mexique : la Sierra de Coalcoman (Etat du Michoacan), thèse de docteur-INAPG, 411p.

CROUSSE B., LE BRIS E., LE ROY E. (études réunies et présentées par) -1986- Espaces disputés en Afrique Noire - pratiques foncières locales, KARTHALA, 426p.

DAVIRON B. -1985- chronologie du marché international du café (1929-1984), LIDER, IAMM/LEI, Montpellier, 19p.

DAVIRON B. Le rôle de l'Etat dans l'insertion du Mexique sur le marché du café. Une approche historique, thèse de docteur-ingénieur à paraître, Montpellier INRA-ENSAM

DAVIRON B., LECLERCQ V. -1985- Echanges : la machine dérégulée, INTERTROPIQUES N°11, pp24-27

DAVIRON B., LERIN F. -1985- Le marché mondial du café et la caféiculture mexicaine, LIDER, INRA/GEI, Montpellier, 23p.

De la PENA G. -1980- Herederos de promesa - Agricultura, politica y ritual en los altos de Morelos, Ed. de la Casa Chata, Mexico, 391p.

DEVERRE C. (comp.) -1987- Enjeux fonciers dans la Caraïbe, INRA/KARTHALA, 232p.

ESTADISTICAS HISTORICAS DE MEXICO 1985 INEGI, 864p. (2 tomos)

ETUDES RURALES 1988 "La terre : succession et héritage", N° 110-111-112, Paris

Fabregas

FALCON R. 1977 El agrarismo en Veracruz : la etapa radical (1928-1935) Colegio de Mexico, Mexico

FLORESCANO E. (coord.) 1983 Atlas historico de Mexico Cultura SEP-siglo XXI, 105pl.

FLORESCANO MAYET S. 1985 "El agua y la industrializacion de Xalapa y su region durante el siglo XIX. Usos, destinos y conflictos". IV encuentro sobre la formacion del capitalismo en Mexico, el enfoque regional. Xalapa, dic. 1985

FOWLER SALIMINI H. -1979- Movilizacion campesina en Veracruz (1920-1938), Siglo XXI, Mexico, 225p.

FRICKE R. -1974- Los problemas del minifundio : el caso de Xico, Veracruz, in Dualismo (6), pp 257-302

Gaceta oficial de l'Etat de Veracruz, Xalapa, Ver.

GEREZ FERNANDEZ P. -1985- Uso del suelo durant cuatro cientos anos y cambio fisionomico en la zona semiarida poblano-veracruzana, BIOTICA 10 (2), pp 123-144, Xalapa.

Gilly,

GONDARD P. -1987- De l'altiplano au glofe du Mexique, rapport de mission à Xalapa, ORSTOM, 23p.

GONZALEZ SIERRA J. 1987 Monopolio del humo (Elementos para la historia del tabacco en Mexico y algunos conflictos de tabaqueros veracruzanos : 1915-1930) Universidad Veracruzana, col. Historias veracruzanas n°5, 243p.

GONZALEZ Y GONZALEZ L. -1972-

GONZALEZ Y GONZALEZ L. 1979 Pueblo en vilo, 3° édition El Colegio de Mexico.

GREMION P. -1976- Le pouvoir périphérique - bureaucrates et notables dans le système politique français, Seuil, 477p.

GUERRA F.X. 1985 Le Mexique. De l'ancien régime à la révolution L'Harmattan, 442+542p.

GUIGOU JL. -1980- Le sol et l'espace : des énigmes pour les économistes, in L'Espace Géographique, PARIS, pp 17-28.

HISTORIA GENERAL DE MEXICO 1976 Colegio de Mexico, Mexico, 1585 p en 2 tomos

HOFFMANN O. -1985- La poblacion en Xico desde los anos 1920 ; aproximacion, metodologia y primeros resultados, documento de trabajo LIDER/INIREB, Xalapa, 10p.

HOFFMANN O. -1990- "Crédit et prêt hypothécaire dans une zone caféière du Veracruz (Mexique), sous le Porfiriat", communication présentée à la table ronde "Le crédit rural en Méso-Amérique, formes de financement du XVIè au XXè siècle", Paris, 5 et 6 mars 1990

HOFFMANN O. 1988 Archivos y banco de datos : El Registro Publico de la Propiedad en Xico, Ver. (1872-1982), La Palabra y el Hombre, Xalapa, enero-marzo 1988, N°65, pp59-83.

HOFFMANN O. 1988 Archivos y banco de datos : El Registro Publico de la Propiedad en Xico, Ver. (1872-1982), La Palabra y el Hombre, Xalapa, enero-marzo 1988, N°65, pp59-83.

HOFFMANN O. 1989 De los hacendados a los forestales. Un siglo de dominacion y explotacion del bosque (Cofre de Perote, Veracruz), à paraitre dans TRACE, Mexico.

HOFFMANN O., ARRIAGA R., ALMEIDA E.

IZAGUIRRE A.M. -1983- Xico típico y hospitalario, CRONOS N°27, Xalapa, pp18-25

JARDEL E. -1986- El control de la tierra y la producción forestal, trabajo presentado en el tercer Congreso Nacional sobre Problemas Agrarios, Mexico, mayo de 1986, 25p.

JUAREZ MARTINEZ A. -sd- Los rancheros, un nuevo grupo en el poder (1910-1920), Centro de Investigaciones Historicas, Universidad Veracruzana, 16p.

KAYSER B. - 1981- Vendeurs de terres à la périphérie des villes, in Les annales de la recherche urbaine, Paris, N°10/11, pp 129-136

LECOIN S. -1990- "Eglise, crédit rural et spéculation : une étude de quelques cas dans la vallée d'Atlixco au XIXème", communication présentée à la table ronde "Le crédit rural en Meso-Amérique, formes de financement du XVIè au XXè siècle", Paris, 5 et 6 mars 1990

LEON FUENTES N. 1983 "Conformacion de un capital en torno a la cafecultura en la region de Xalapa-Coatepec 1890-1940" Facultad de Historia, Universidad Veracruzana

LEON FUENTES N., BENITEZ S. 1989 Las haciendas de la region de Xalapa, à paraître CIH-UV.

LINCK T. 1982 Usura rural en San Luis Potosí, Un acercamiento a la problemática de la integración campesina, El Colegio de Michoacan, 296p.

LOPEZ Y FUENTES G. -1986- Milpa, potrero y monte, Universidad Veracruzana, 131p.

Mac Bride

MARCHAL JY., HOFFMANN O. -1989- Au Mexique, anomalies d'une réforme agraire et paysages trompeurs : la recherche d'un espace fonctionnel, in "Tropiques, Lieux et Liens", ORSTOM, pp 71-80

MARCHAL JY., PALMA G.R. 1985 Analisis grafico de un espacio regional, Veracruz. INIREB-ORSTOM, Xalapa, 220p.

MARCHAL JY., PASQUIS R.G. -1984- Xalapa (Estado de Veracruz) Observatorio de Investigación y Desarrollo Regional, primeros elementos de diagnostico, ORSTOM/GERDAT,

MARIE M., VIARD J. -1977- La campagne inventée, réed. 1989, Actes SUD

MATUTE A. -1984- Mexico en el siglo XIX, antología de fuentes e interpretaciones, Lecturas universitarias N°12, UNAM, Mexico, pp 171-176

MELGAREJO VIVANCO J.L. 1980 Historia de la ganadería en Veracruz Editorial del Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, 240p.

MEYER J. -1976- Divisions administratives dans le Mexique indépendant, in "L'Espace mexicain, questions d'actualité", Travaux et Mémoires de l'IHEAL (29), tII.

MORENO TOSCANO A., FLORESCANO E. 1977 El sector externo y la organización espacial y regional de Mexico 1521-1910. Universidad Autónoma de Puebla, Mexico, 64p.

NIETO V.

NORIEGA OROZCO R. -1987- Geografía mitica en el municipio de Xico, Veracruz, thèse de licenciatura en Anthropologie, Universidad Veracruzana, Xalapa, 164p.

OCHOA CAMPOS M. 1985 La reforma municipal Editorial Porrúa, 4a edición, 557p.

OCHOA CONTRERAS O. 1974 "Cambios estructurales en la actividad del sector agrícola en el Estado de Veracruz 1870-1900", Dualismo n°5, Xalapa, pp23-87

ORTIZ MA., TORAYA B. -1985- Concentración de poder y tenencia de la tierra, el caso de Soconusco, Cuadernos de la Casa Chata 125, Mexico, 128p.

PADUA J.N., VANNEPH A. (comp.) -1986- Poder local, poder regional, El Colegio de Mexico/CEMCA, Mexico, 287p.

PASQUEL L. 1979 Cronología ilustrada de Xalapa, Ed. Citlaltepetl, Mexico

PEDRAZA R.A. sd. "La raíz de Jalapa. Recurso tradicional de Mexico, mal aprovechado" INIREB, 25p.

PENA M.T. 1946 Veracruz economico. Editorial del Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, 2 tomos

PEPIN LEHALLEUR M. -1989- Un Mexique rural post-agrariste pour l'an 2000, présenté à la table ronde "Le Mexique à l'aube du troisième millénaire", Paris, à paraître.
photographies aériennes au 1:20 000 (Vuelo Cofre de Perote 1982)

RAFFESTIN C. -1982- Remarques sur les notions d'espace, de territoire et de territorialité, in Espaces et Sociétés N°41, pp 167-171

RAMIREZ LAVOIGNET -1982-

REVEL-MOUROZ J. -1971- Mexique, aménagement et colonisation du tropique humide, Travaux et Mémoires de l'IHEAL N°27, Paris, 269p.

REYES L. -1960- Diario de campo. La producción agrícola en el municipio de Xico, Ver. (Matlalapa, Coatitila, Ixochil), Instituto de Antropología de la Universidad Veracruzana, 44p

ROJAS B. 1981 La destrucción de la hacienda en Aguascalientes, 1910-1931, Zamora.

RUFFY V. -1989- Structure et dynamique économiques et géographiques d'un espace foncier - Vingt ans de transactions foncières dans le canton de Vaud. Lausanne, 316p.+ annexes.

SALMERON CASTRO F.I. 1988 Proceso político y estructuras de poder en una micro-región canera de Michoacán : Taretan (1880-1980) Tesis de maestría en Antropología Social, Colegio de Michoacán, 384p. + anexos

SANCHEZ ALTAMIRANO R. 1948 Breve resena de Coatepec (sin ed.)

SANTACRUZ F.I., GIMENEZ-CACHO GARCIA L. 1977 Las pesas y medidas en la agricultura, in Siete ensayos sobre la hacienda mexicana, E.Semo coord., INAH, Mexico, pp 247-269.

SCHRYER F.J. 1986 Una burguesía campesina en la Revolución mexicana, Los rancheros de Pisaflores, Ediciones ERA, Mexico, 191p.

SILVA GOMEZ S.E. -1983- Curanderismo y aculturación en Xico, Veracruz, thèse de licenciatura en Anthropologie, Universidad Veracruzana, 101p.

SKERRIT D. -1989- Una historia agraria en el centro de Veracruz : 1850-1940 Universidad Veracruzana (en prensa)

SKERRIT D. sf. Que es la mano negra? Anuario III, Centro de Investigaciones Historicas, Universidad Veracruzana

SKERRITT D. -1984- Que es la Mano Negra? Anuario del Centro de Investigaciones Historicas, Universidad Veracruzana, pp 129-138

SOLIS FUENTES J.A. 1982 Las divisiones regionales del Estado de Veracruz, Xalapa, IIESES

THABAULT R. -1982- Mon village, ses hommes, ses routes, son école, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 248p. (1^è édition en 1943)

TOURAINÉ A. -1988- La parole et le sang - politique et société en Amérique Latine, Ed. Odile Jacob, 530p.

VELAZQUEZ E. (Totonacapan)

VERDUZCO G. -1982- Campesinos itinerantes - Colonización, ganadería y urbanización en el Tópico petrolero de México, El Colegio de Michoacán, 160p.

VILLASENOR y SANCHEZ -1746- Teatro Americano

WALTER F. -1986- Propriété privée, équilibre social et organisation de l'espace, in Geographica Helvetica N°1, Kümmerly et Frey, Berne, pp 11-16

WARMAN A. -1985- Los campesinos, hijos predilectos del régimen, Ed. Nuestro tiempo, México, 150p. (1ª edición en 1972)

WEBER E. -1983- La fin des terroirs, Fayard, 840p.

WINFIELD CAPITAINÉ F.(comp.) 1984 Esclavos en el archivo notarial de Xalapa, Veracruz, 1668-1699. Universidad Veracruzana, 124p.

WINFIELD CAPITAINÉ F.(comp.) 1984 Esclavos en el archivo notarial de Xalapa, 1700-1800. Universidad Veracruzana 298p.

XICOCHIMALCO (équipe de recherche : RAMIREZ C. L., INIGUEZ R. MC., CAMPOS G. F., HERNANDEZ C.I.) -sd- Gobierno del Estado de Veracruz, 183p.

ZAVALA JIMENEZ ML.-1978- San Antonio Tenex-tepec, in "Siete ensayos sobre la hacienda mexicana", E.SEMO (coord.), INAH, México